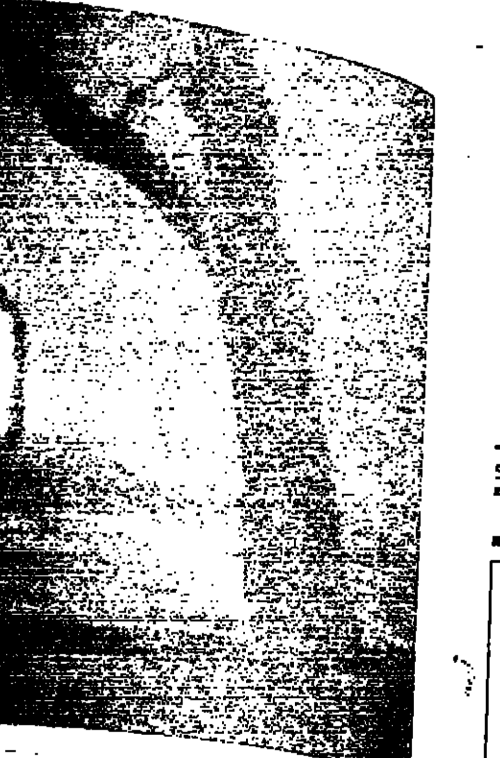


Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties



55e ANNÉE – N° 16870 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE ● JEUDI 22 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Les luttes du deuxième sexe

LE DÉBAT sur la parité a coïncidé avec le cinquantenaire de la publication du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir. Dans un cahier spécial de 20 pages, *Le Monde* confronte le combat des femmes d'aujourd'hui aux quatre principales thèses de ce livre fondateur. Réalisé avec le magazine *Elle*, un sondage sur les femmes vues par les femmes accompagne plusieurs points de vue et témoignages, notamment d'Elisabeth Badinter, Laure Adler, Nancy Huston et Geneviève Fraisse.

■ Loi audiovisuelle

Catherine Trautmann devait présenter, mercredi en conseil des ministres, le deuxième volet de sa loi sur l'audiovisuel, consacré au privé. Le rôle du CSA serait renforcé. p. 23



■ Le dernier Clint Eastwood

L'acteur-réalisateur séduit à nouveau avec son dernier film, *Jugé coupable*. Egalement en pages Cinéma, l'intégrale de Sergio Leone, les profits de Hollywood, les autres sorties. p. 32 à 34

■ Jambes lourdes

L'Agence du médicament souligne l'inefficacité des traitements destinés à lutter contre les insuffisances veineuses, notamment dans les jambes, dont les Français sont grands consommateurs. p. 10

■ Les villes du Nord

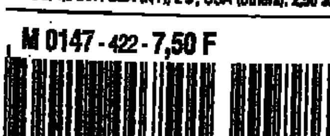
Les élus du Nord - Pas-de-Calais, région très urbanisée, réclament une vraie politique de la ville. La suite de notre enquête sur les régions en chantiers. p. 12

■ Voyages : de Nantua à Valparaiso

Dans nos pages Voyages, l'autoroute des Titans et son viaduc de Nantua, un hôtel à Valparaiso, les vacances à thèmes pour enfants, un week-end « royal » à Brighton. p. 28 à 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

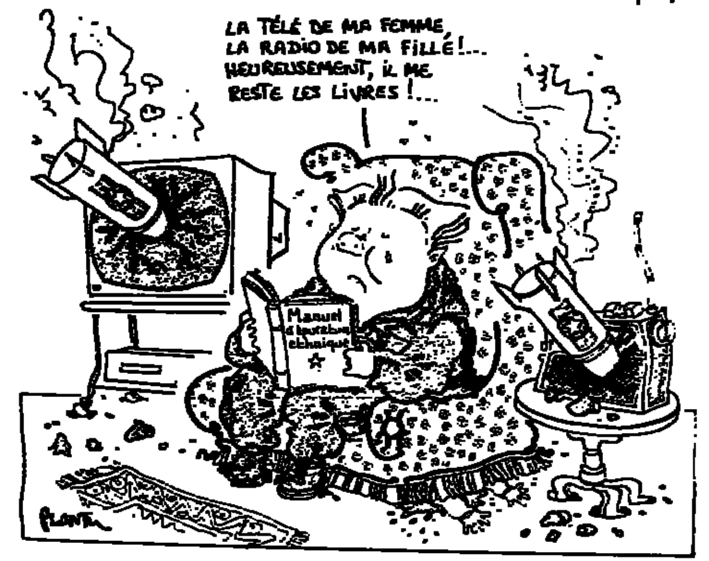
M 0147 - 422 - 7,50 F



Contre Milosevic, la nouvelle stratégie de l'OTAN

● L'hypothèse d'une intervention terrestre au Kosovo prend corps ● A Belgrade, les alliés ont bombardé le siège du Parti socialiste au pouvoir ● « Le Monde » publie un dossier sur un mois de frappes aériennes et d'épuration ethnique ● Au cœur de l'Europe, un crime contre l'humanité

L'OTAN s'apprête à modifier sa stratégie. C'est du moins ce qui ressort d'informations concordantes venues de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, selon lesquelles l'hypothèse d'une intervention terrestre prend corps. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, Tony Blair devait, jeudi à Washington, tenter de convaincre Bill Clinton qu'un *« assaut terrestre doit être lancé au plus vite »*. Le secrétaire d'Etat américain à la défense, William Cohen, n'exclut plus une telle éventualité, de même que le ministre français de la défense, Alain Richard. Vingt-quatre hélicoptères Apache, spécialisés dans la destruction des blindés, devaient arriver, mercredi et jeudi, en Albanie, où les attendent 3 300 soldats américains. Dans la nuit de mardi à mercredi, l'OTAN a bombardé, à Belgrade, le siège du Parti socialiste de Slobodan Milosevic, immeuble qui abrite aussi une radio-télévision



dirigée par la fille du président yougoslave. Ces infléchissements stratégiques interviennent au moment où Slobodan Milosevic est en passe de réussir, au Kosovo, l'opération d'épuration ethnique engagée avant les frappes de l'OTAN. Selon de nombreux témoignages, les forces serbes commencent à étendre cette opération au Monténégro. *Le Monde* décrit dans le détail les méthodes utilisées par Slobodan Milosevic et qui étaient déjà recommandées, en 1937, par un professeur de philosophie de Belgrade, Vaso Cubrilovic, pour la *« transplantation en masse »* des Albanais. Nous dressons aussi le bilan chiffré, cartes et infographies à l'appui, d'un mois de frappes aériennes et d'épuration ethnique, ainsi que le portrait de Bill Clinton en *« chef de guerre malgré lui »*.

La guerre « sérieuse et mortelle » de Margaret Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

A bientôt soixante-quatorze ans, la « dame de fer » ne fait plus guère parler d'elle, exceptées quelques sorties publiques en faveur de son *« vieil ami »*, le sénateur à vie Augusto Pinochet. Lors d'un banquet organisé par le Parti conservateur, mardi soir 20 avril, la guerre du Kosovo a permis à l'ancienne premier ministre de démontrer qu'elle n'avait rien perdu de sa fougue. *« Il y a huit ans déjà que j'affirme qu'il faut stopper la Serbie*, a dit Margaret Thatcher. *On mettait mes avertissements sur le compte de je ne sais quelle idiotie émotionnelle... »* Quelle erreur ! *« On a gravement sous-estimé les conséquences de l'inaction. Et nous voici maintenant livrant une guerre huit années trop tard, sur un terrain difficile, avec, jusqu'ici, peu de soutien local, des renseignements imparfaits et des objectifs militaires que d'aucuns jugent confus et peu persuasifs. »* Ah, si l'on avait écouté Margaret Thatcher...

C'est que l'OTAN n'a pas *« affaire à un petit voyou dont la brutalité peut offenser de temps en temps notre sensibilité. Milosevic est passé maître dans l'art de déstabiliser ses voisins et d'affaiblir ses adversaires avec des marées de réfugiés. Cela, nous ne pouvons tout simplement pas le permettre. Les pays avoisinants ne peuvent pas absorber deux millions d'Albanais* [du Kosovo] *sans provoquer une nouvelle spirale de désintégrations violentes, peut-être même dans certains pays membres de l'OTAN »*. Non, *« le régime Milosevic et son idéologie génocidaire représentent une malfaisance véritablement monstrueuse qu'on ne peut se contenter de surveiller et de contenir. Elle doit être totalement vaincue »*.

Et c'est peu dire que la baronne de Kesteven – nommée avec ce titre à la Chambre des Lords en 1992 – n'est pas satisfaite de la tournure des événements. *« La guerre est une chose sérieuse et mortelle*, rappelle-t-elle dans un silence respectueux. *Les risques sont inévitables et l'on doit s'attendre à des pertes, y compris civiles malheureusement. »* Inutile, donc, de prétendre le contraire. Ces victimes sont évidemment *« regrettables, mais il ne faut avoir aucun doute là-dessus : ce ne sont pas nos pilotes qui sont coupables, mais les malfaisants de Belgrade »*.

Il faut *« briser »* la volonté politique serbe, *« détruire »* sa machine de guerre et toutes les infrastructures qui la servent. Pour ce faire, il ne faut rien s'interdire *a priori* : *« Nous devons nous préparer à nous adapter à toutes les exigences changeantes de la guerre, y compris, si cela devient nécessaire, à déployer des troupes sur le terrain. Nous devons savoir que ce sera long. Mais essayer de livrer une guerre avec une main dans le dos, c'est la meilleure manière de la perdre. »* Une fois n'est pas coutume, la « dame de fer » soutient donc, comme la quasi-totalité des députés de son parti, la politique de fermeté prônée par Tony Blair, son successeur travailliste au 10 Downing Street. Ceux qui, à gauche notamment, critiquent les bombardements alliés sur Belgrade ont droit à son mépris le plus profond. *« Il ne manque jamais de politiciens prêts à pactiser avec les tyrans... »*

Patrice Claude

POINT DE VUE

Du problème kosovar à la tragédie yougoslave

par Igor Ivanov

LA Russie a d'emblée compris quelle force destructrice interne recelait en lui le problème du Kosovo et s'est employée activement à rechercher les moyens de lui apporter une solution. Nous avons mené ce travail selon différents axes, notamment avec la direction yougoslave. Nous considérions – nous considérons – qu'un règlement doit reposer sur l'octroi au Kosovo d'une large autonomie, dans le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie.

En réponse à la demande que la Russie lui a adressée en octobre 1998, Belgrade a donné son accord pour que la communauté internationale s'engage solidement sur un règlement au Kosovo. La mission la plus importante de toute l'histoire de l'OSCE a été déployée sur ce territoire ; elle a, assurément, contribué à stabiliser la situation et constitué un obstacle assez efficace aux affrontements interethniques. Nous avons conféré une importance particulière au travail constructif accompli dans le cadre du Groupe de contact, dont le maintien de l'unité a été l'un des facteurs-clés qui ont permis de rechercher des issues pacifiques au problème du Kosovo. La Russie, enfin, a soutenu, avec fermeté et dans la clarté, les pourparlers de Rambouillet.

S'il avait été donné une chance réelle de poursuivre ces discussions à Paris et si le projet d'accord politique n'avait pas comporté des conditions notoirement inacceptables pour Belgrade, comme le déploiement au Kosovo d'une opération militaire de l'OTAN, la communauté internationale ne se trouverait pas dans l'impasse actuelle.

Il n'y avait aucune raison que l'alliance engage une opération militaire contre la Yougoslavie souveraine.

Lire la suite page 19

***Igor Ivanov** est ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.*

La droite éclatée

□ François Bayrou est déterminé à conduire sa propre liste aux élections européennes

□ Le RPR fait porter sur l'UDF la responsabilité de la rupture

□ Jacques Chirac a échoué dans sa tentative de rassembler l'opposition

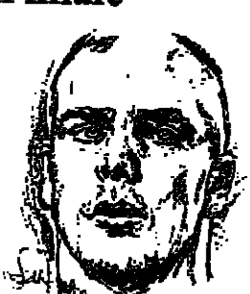
Lire pages 6 et 7

Croissance : le FMI optimiste

LE FONDS monétaire international écarte les risques de récession mondiale et parie sur un nouvel essor de l'économie en l'an 2000 après un ralentissement en 1999. Dans son rapport semestriel, publié mardi 20 avril à Washington, l'institution estime que l'Asie a, dans l'ensemble, atteint le bout du tunnel. Les investisseurs partagent cette analyse. L'*« insoutenable »* santé de l'économie américaine suscite toutefois l'inquiétude des experts qui redoutent une correction brutale de Wall Street. Le ralentissement économique en Europe fournit au FMI l'occasion de souligner l'échec des pays de la zone euro en matière d'emploi.

Lire page 21

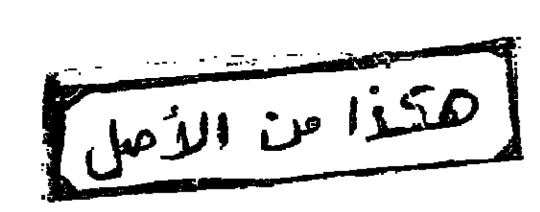
L'OM en finale



STÉPHANE PORATO

L'OLYMPIQUE de Marseille jouera sa troisième finale de coupe d'Europe, face au Parme AC, le 12 mai à Moscou, titre UEFA en jeu. Il le doit à son libero international, Laurent Blanc, auteur du penalty qui a assuré la qualification, mardi 20 avril face à Bologne (1-1), mais également au jeune gardien Stéphane Porato, vingt-cinq ans, décisif en fin de rencontre face aux attaquants italiens. Des incidents se sont produits en fin du match et feront l'objet d'un rapport du délégué de l'Union européenne de football.

Lire page 27



KOSOVO La redéfinition des objectifs politiques et des moyens militaires pour les atteindre sera au centre de la réunion des 23-24 avril à Washington, pour la commémoration du cinquantenaire de l'OTAN. ● SELON LE *GUARDIAN*, le premier ministre britannique Tony Blair jugerait que l'envoi de troupes terrestres doit être mise en œuvre *« au plus vite »*. ● L'ALLIANCE combine trois niveaux d'offensive : l'étouffement progressif de la capacité de réaction de l'armée serbe, son immobilisation au Kosovo pour éviter d'avoir à intervenir au sol et les premières attaques contre les symboles du pouvoir et les propriétés des proches de M. Milosevic. ● POUR LA PREMIÈRE fois, les armées albanaise et yougoslave ont échangé des tirs le 20 avril. Et des forces serbes ont pénétré en territoire croate, à la frontière monténégrine. *(Lire aussi notre éditorial page 20.)*

L'hypothèse de l'envoi de troupes terrestres prend de plus en plus corps

Un infléchissement du discours est perceptible à Washington, Londres et Paris, quant à la possibilité de gagner la guerre par le seul moyen des frappes aériennes. L'OTAN a commencé de bombarder des sites symboles du pouvoir de Slobodan Milosevic ou dirigés par ses proches.

AU DÉBUT de la cinquième semaine de sa campagne militaire en Yougoslavie, l'Alliance atlantique maintenait toujours officiellement, mercredi 21 avril, sa stratégie d'intervention exclusivement aérienne. Un infléchissement vers une intervention terrestre, en même temps qu'une intensification des raids, ne semble toutefois plus exclu.

● **Le premier ministre britannique, Tony Blair est convaincu qu'une intervention terrestre est** la seule *« option crédible »* pour que l'OTAN parvienne à ses fins *« dans un délai acceptable par les dirigeants politiques et les opinions publiques »*, et il veut en convaincre ses partenaires, croit savoir le quotidien britannique *The Guardian*. M. Blair, qui partait mercredi pour Washington, en vue d'y participer au sommet marquant le cinquantenaire de l'OTAN, va dire au président Bill Clinton qu'un *« assaut terrestre doit être lancé au plus vite »*, précise le journal.

● **A Washington, plusieurs sénateurs ont l'intention d'évoquer** la nécessité d'une intervention au sol, à l'occasion du débat engagé au Sénat sur les quelque 6 milliards de dollars réclamés par le président Bill Clinton pour l'effort de guerre et les opérations humanitaires. William Cohen, le secrétaire à la défense, n'exclut plus une telle éventualité.

Il a déclaré mardi que lorsque les chefs militaires le jugeront nécessaire, cette option pourra être examinée rapidement. Mais il a précisé que, pour l'heure, la stratégie de l'OTAN demeurait fondée sur la campagne aérienne.

● **Il est « normal » que l'Alliance « n'exclue rien »** quant à une *« entrée en force »* au Kosovo, avait déclaré quelques heures plus tôt, à Paris, le ministre français de la défense, Alain Richard. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France fournissent l'essentiel de la force de frappe de l'Alliance en Yougoslavie.

● **Trois mille trois cents soldats américains** se trouvent désormais en Albanie dans le cadre du déploiement des 24 hélicoptères d'attaque Apache. Initialement prévue mardi, l'arrivée de ces hélicoptères, spécialisés dans la destruction de blindés, a été différée, afin de sécuriser leur aire d'atterrissage. Une douzaine étaient attendus mercredi à Tirana et le reste jeudi.

● **L'Alliance a reçu des informations sur des opérations de nettoyage ethnique** par les forces serbes au Monténégro. D'après le porte-parole de l'Alliance, Jaime Shea, qui se réfère aux témoignages des réfugiés, les forces serbes sépareraient par ailleurs systématiquement les femmes expulsées des hommes, dont ils se serviraient parfois comme boucliers humains devant des chars.

● **En violation des Conventions de Genève de 1949,** qui disposent clairement que les corps médical et para-médical doivent être épargnés, les forces serbes semblent viser délibérément non seulement les personnels, mais aussi les installations médicales au Kosovo, privant ainsi les Kosovars restés dans la province de tout accès aux soins, rapporte l'envoyé spécial en Macédoine du *Washington Post*, Jeffrey Smith.

« D'après des membres d'organisations humanitaires et des réfugiés, les forces serbes cherchent apparemment à vider le Kosovo des personnels de santé qui pourraient soigner les rebelles albanais [de l'armée de libération du Kosovo, UCK]. *Le gouvernement veut aussi rendre la vie de plus en plus difficile au Kosovo, pour favoriser l'exode des Albanais »* de la province, ajoute Jeffrey Smith.

● **L'OTAN a bombardé, dans la nuit de mardi à mercredi,** le siège du Parti socialiste (SPS) du président yougoslave Slobodan Milosevic, qui a été en partie détruit. Outre le siège du SPS, l'immeuble de vingt étages abritait la radio-télévision Kosova, dirigée par Marija, la fille de M. Milosevic, et la chaîne de télévision Pink, propriété de Zeljko Mitrovic, membre du Parti de la gauche unie, dirigé par l'épouse de Slobodan Milosevic. *« Il y a certainement des victimes, des journalistes pour la plupart, qui étaient présents dans le bâtiment au moment de la frappe »*, a déclaré le commandant de la défense civile de Belgrade, Dragan Covic.

● **Le dernier pont sur le Danube, à Novi Sad,** chef-lieu de la Voïvodine, a été touché par deux missiles, d'après la télévision serbe. On ignorait encore mercredi matin si l'ouvrage avait été détruit. Les deux autres ponts reliant Novi Sad à la rive droite du Danube ont été détruits par des bombardements alliés le 1er et 3 avril.

● **Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés** a déploré, mardi, le refus de l'OTAN de lui transmettre les informations, qu'il recueille, grâce à la surveillance aérienne, sur les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo. Quant au flot des réfugiés franchissant la frontière, il est dérisoire depuis dimanche, sans que l'on s'en explique les raisons.

L'espace aérien autour de la Serbie s'ouvre à l'Alliance

La Roumanie et la Bulgarie, deux des sept pays est-européens à avoir réclamé – sans encore l'obtenir – leur adhésion à l'OTAN, ont accepté que des avions de « Force alliée » puissent emprunter leur espace aérien dans le cadre de l'élargissement et de l'intensification des raids contre la Yougoslavie. Les mouvements d'un millier d'appareils, à terme, ne manqueront pas d'avoir des effets sur le trafic commercial. De leur côté, les trois nouveaux pays est-européens membres de l'OTAN, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, ont réaffirmé, dans un communiqué commun, leur *« ferme soutien »* aux frappes de l'Alliance. La République tchèque a ouvert son espace aérien et pourrait autoriser l'accès de son territoire à des convois terrestres et ferroviaires de l'OTAN vers la Hongrie, *via* l'Allemagne. La Hongrie a aussi mis son espace aérien et ses aéroports à la disposition de l'OTAN, même si elle n'envisage pas, à ce jour, de servir de point de départ à une action au sol contre Belgrade.

Les trois logiques qui inspirent la stratégie de coercition de l'OTAN

LE MINISTRE britannique de la défense, George Robertson, espère un revirement des chefs militaires yougoslaves, qui chasseraient du pouvoir Slobodan Milosevic, au vu des dégâts que les frappes aériennes de l'OTAN occasionneront, à la longue, à leurs forces armées. Le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, anticipe sur la pression que les milieux de la politique et des affaires, en Serbie, ne manqueront pas d'exercer sur Slobodan Milosevic à la perspective qu'une solution négociée est préférable à la continuation des bombardements alliés. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, annonce que l'effet des raids commence à se faire sentir et qu'il est prévu, sinon d'ajouter de nouvelles catégories de cibles, d'en accroître le nombre. Ces pronostics, avancés, mardi 20 avril, par des responsables – et non des moindres – de trois des pays impliqués dans « Force alliée », sont à l'image d'une opération dont les ambitions, clairement affichées ou non par ses planificateurs, sont à la fois alambiquées et assez cohérentes.

A l'OTAN, il existe, de fait, trois stratégies militaires menées plus ou moins de front, selon les circonstances, avec des succès variables. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'une stratégie séquencée et régulière. Ce serait plutôt trois chantiers différents, dont le rythme et le dosage des actions qui les constituent varient d'un jour à l'autre, au gré des opportunités, avec des réussites diverses sur le terrain. Mais l'ensemble de ces logiques militaires est censé entrer dans un processus unique, qui vise à isoler et asphyxier la Serbie.

La première de ces stratégies a consisté à obtenir, par une série d'interventions périphériques, un étouffement progressif de la capacité de réaction des forces serbes au Kosovo. Les objectifs choisis l'ont été de façon à enfermer l'armée, blindée ou mécanisée, la police et les forces spéciales serbes de sécurité dans un espace – la province kosovare – où leurs capacités opérationnelles, faute de lignes de communication avec leur base-arrière, seraient amoindries sur le long terme. C'est la théorie du *containment* : le confinement et le maintien sous contrôle d'un adversaire. Mais, d'une part, l'Alliance a sous-estimé la résistance des forces serbes et leur aptitude à s'adapter aux seules frappes aériennes. Et, d'autre part, elle a oublié que, sur place, ces mêmes forces disposeraient de stocks, souvent dissimulés et disséminés, qui leur ont permis de tenir, à ce jour, au-delà du temps qu'on leur a initialement accordé. C'est actuellement la phase critique à laquelle l'OTAN est confrontée et qui lui fait réclamer de pouvoir définitivement couper le cordon ombilical de ces forces avec Belgrade en matière de carburant, de soutien logistique, de ravitaillement, voire de renforts.

La deuxième stratégie va aller en s'amplifiant. Une pression maximale devrait s'exercer sur les forces serbes elles-mêmes au Kosovo, dès lors que des moyens aériens supplémentaires – à venir – permettront aux alliés de leur appliquer des frappes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'objectif des Américains est de pouvoir échapper ainsi à un engagement terrestre qui serait nécessairement lourd dans un environnement hostile. Ce pari, car c'en est un, consiste à immobiliser une armée parfaitement rodée au camouflage et sur la défensive, alors que des forces paramilitaires, peu susceptibles d'être intimidées, sont mobilisées pour la répression.

LES « HÉRISSONS »

Face à cette double logique militaire de l'OTAN, force est de constater que Slobodan Milosevic et ses états-majors jouent les « hérissons » et s'activent pour créer des réseaux parallèles. D'un côté, la Serbie s'arc-boute sur ses moyens de défense dont, de son propre aveu, l'OTAN n'a détruit que 15 % du potentiel de combat après quatre semaines de raids. De l'autre, elle a réussi à surmonter – pour combien de temps ? – les dégâts créés, depuis une semaine, à ses capacités de raffinage.

Enfin, une troisième stratégie est, elle aussi, à l'œuvre. C'est à coup sûr le chantier de l'OTAN qui prêtera le plus à interprétation, sinon à critique. Pour l'instant, l'Alliance en est restée aux phases 2 et « 2 bis », en quelque sorte, de sa planification, qui prévoient de s'en prendre aux infrastructures et à l'activité économiques de la Yougoslavie, dès lors qu'elles auraient, croit-on, des implications militaires. En Serbie et au Kosovo, les destructions, opérées par l'OTAN sous la contrainte d'avoir à éviter les *« dommages collatéraux »*, sont importantes ; certaines sont même irréversibles, et exigeront, après coup, un investissement financier hors de portée de la seule Serbie, à caractère international.

Sans être passée à la phase 3, qui vise le cœur même du pouvoir à Belgrade et qui, à ce titre, nécessitera l'aval unanime des pays membres, l'Alliance s'est néanmoins rabattue sur des instruments ou des symboles de ce même pouvoir. Des relais de communications ont été atteints, des réémetteurs de radio et de télévision pilonnés. Des sources d'énergie et des usines stratégiques sont hors service. Des sites « sensibles » ont été détruits, comme si l'OTAN avait voulu adresser un message avant de passer à la vitesse supérieure et à la phase suivante. Ainsi, selon des analystes américains, à travers quelques cibles, des proches de Slobodan Milosevic sont déjà visés : son propre fils, Marko, qui exploite une fabrique de tabac, durement touchée ; sa fille, Marija, dont la chaîne de télévision a été bombardée en même temps que l'immeuble du Parti socialiste serbe au pouvoir ; ou encore le président du Parlement fédéral, qui a des intérêts dans une entreprise de pétrole mise à mal.

Malgré l'escalade dans le martèlement de son économie et le matraquage de son armée, Slobodan Milosevic campe sur ses positions. De leur côté, les alliés réitèrent leur détermination à mener des opérations aériennes.

EXPORTATION DE LA GUERRE

La crise yougoslave est-elle soluble dans cette stratégie de coercition de l'OTAN, avec ses trois logiques militaires qui n'ont pas encore mis à genoux les forces serbes et ont jeté sur les routes une marée de Kosovars expulsés de leur pays par une féroce répression ? La pression militaire, qui se resserre sur les centres du pouvoir serbe, ne conduira-t-elle pas Slobodan Milosevic à chercher à rompre son isolement en exportant sa guerre pour semer la confusion chez les alliés ? Et, dès lors, le cordon sanitaire établi par l'OTAN aux frontières, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie, grâce à la présence de ses troupes, voire au Monténégro et, plus loin encore, en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, sera-t-il assez étanche pour contenir l'affrontement ? En ce début de la cinquième semaine de raids, c'est là le risque majeur de « Force alliée ».

Jacques Isnard

Jets de pierres sur des soldats français en Macédoine

Deux soldats français ont été blessés, mardi 20 avril, par des jets de pierres, à Vic Kuceviste, un village à une quinzaine de kilomètres au nord de Skopje (Macédoine), et leur véhicule, une jeep P4, incendié. Selon les autorités françaises, l'incident s'est produit alors qu'une colonne de trois véhicules de l'ex-force d'extraction de l'OTAN a voulu traverser le village. Les véhicules se sont retrouvés pris sous des jets de pierres de la population.

« Pour éviter une escalade ou d'autres blessures, **a précisé un porte-parole de l'OTAN, *les soldats se sont alors retirés et ont dû abandonner un véhicule. »* Les forces alliées, basées en Macédoine, comptent de l'ordre de 12 000 hommes, dont 2 700 Français d'un premier échelon, sous le commandement du général britannique Michaël Jackson. Il leur arrive fréquemment d'être l'objet de signes d'hostilité, tels des jets de pierres, dans des villages à forte ethnie slave.**

Deux semaines cruciales à Washington pour définir de nouvelles options politiques et militaires

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Sénat américain a commencé de débattre sur la requête du président Clinton pour voter 6 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) de crédits supplémentaires pour financer le conflit au Kosovo, dont près de 1 milliard d'assistance humanitaire. La discussion a permis à plusieurs sénateurs de présenter une résolution donnant au président l'autorité pour utiliser *« toutes les forces nécessaires »*. Leur objectif est de forcer la main à l'administration pour qu'elle se décide à dépêcher des troupes au sol, à un moment où l'on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité des bombardements.

● **Le Kosovo au centre de la réunion de l'OTAN ce week-end**

Le langage officiel évolue : le secrétaire à la défense ne rejette plus d'emblée, comme précédemment, l'option terrestre. Mardi 20 avril, William Cohen a déclaré : *« Nous avons indiqué publiquement que, quand les chefs militaires penseront qu'il est nécessaire de considérer cette option, cela pourra être fait très rapidement. Mais ce n'est pas le cas actuellement. »* Cependant, de sources américaines, l'OTAN met la dernière main à un plan de stabilisation dans les Balkans en trois points, incluant : une justification de l'intervention alliée ; la nécessité d'assurer la sécurité à long terme des Balkans avec une participation russe, et le financement par l'Union européenne de la reconstruction après la guerre. Selon le Conseil américano-britannique d'information sur la sécurité (Basic), ce document inclurait, en termes volontairement vagues, un accord pour recourir le cas échéant à des troupes au sol. Une décision qui, entend-on parfois ici, pourrait être prise à l'issue du sommet de l'OTAN des 23 et 24 avril ou peu après.

● **Les scénarios militaires et de sortie de crise**

L'envoi de forces terrestres est au cœur de tous les scénarios envisagés à Washington, qui vont d'une capitulation déguisée face à la détermination de Slobodan Milosevic jusqu'à une intervention massive pour le renverser. Entre ces options extrêmes peu envisageables, il existe plusieurs sorties de crise. Anthony Cordesman, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), en voit quatre, toutes périlleuses : crier victoire et s'en aller ; revenir aux *« illusions »* de Rambouillet ; organiser une partition dans l'honneur ; l'effondrement du régime serbe sous les coups de boutoir alliés.

Vu les résultats – minimes – de la guerre aérienne sur l'armée de Belgrade, M. Cordesman estime que les deux semaines à venir seront cruciales : ou bien les hélicoptères Apache et les avions chasseurs de chars feront la différence, ou bien il faudra intervenir au sol. Quelle que soit l'option choisie, conclut-il, ses résultats arriveront trop tard pour empêcher les Serbes de vider le Kosovo de ses habitants.

Stephen Larrabee, de la Rand Corporation, entrevoit quatre options, dont certaines recoupent les précédentes : intensifier les bombardements pendant de longs mois, avec peu de chances d'emporter la décision ; envoyer des troupes au sol alors que le soutien politique et de l'opinion semble encore insuffisant ; créer une enclave pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et servir de tête de pont à une offensive ; chercher un accord négocié, qui pourrait ne pas correspondre aux objectifs affichés par l'OTAN. Sur ce dernier point, beaucoup craignent, devant une vraie guerre prolongée, que les alliés – en premier lieu Bill Clinton – ne soient prêts à réduire leurs exigences et à traiter avec M. Milosevic.

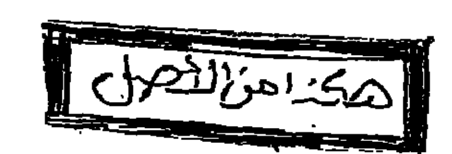
● **En cas d'intervention au sol, comment s'y prendre ?**

S'il faut intervenir sur le terrain, comment s'y prendre ? Stephen Larrabee s'accorde avec Michael Vickers, du Centre pour l'évaluation stratégique et budgétaire, pour dire que l'option la plus favorable stratégiquement – une percée de blindés en Serbie à partir de la Hongrie – est la plus délicate politiquement ; et que la plus attrayante politiquement – attaquer à partir de l'Albanie – est la plus difficile techniquement, au vu du terrain. Pour renverser M. Milosevic, il faudrait environ 200 000 hommes ; pour reprendre le Kosovo, 75 000 suffiraient. Trois à quatre mois seraient nécessaires pour amener ces hommes sur place, permettant en même temps d'accroître la pression sur Belgrade.

En raison de la difficulté du terrain, il faudra utiliser des forces légères et mobiles. Trois scénarios s'offrent dans ce cas, qui peuvent se combiner : armer l'UCK pour qu'elle fasse le travail, ce qui ne tente pas grand monde à Washington, où l'on se méfie de guérilleros peu fiables militairement et politiquement ; former à partir des réfugiés une armée kosovare encadrée par l'OTAN ; envoyer des troupes héliportées et d'infanterie de montagne nettoyer le Kosovo, seules ou combinées avec des forces kosovares, et appuyées par des blindés et des frappes aériennes. Les pertes risqueraient de se compter par centaines et les opérations de durer deux mois.

« Aucune de ces options ne paraît satisfaisante, mais la guerre aérienne ne marche pas : au printemps, la météo n'est favorable qu'un jour sur quatre, l'été, deux sur cinq. Ce n'est pas bon pour nos munitions guidées par laser, et les nouvelles ne sont pas encore au point », conclut Michael Vickers.

Patrice de Beer



La Serbie multiplie les incidents avec les pays voisins du Kosovo

ENTRE 200 et 300 soldats de l'armée yougoslave ont pénétré, mardi 20 avril, dans la zone démilitarisée de la péninsule de Prevlaka, placée sous le contrôle de l'ONU à la frontière entre le Monténégro et la Croatie. La zone est surveillée par une vingtaine d'observateurs de l'ONU dont un des responsables a noté que la situation y était *« extrêmement tendue »*.

A la demande du Conseil de sécurité, Bernard Miyet, sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix, a ouvert une enquête, notamment en rencontrant mardi soir le représentant yougoslave à l'ONU, Vladislav Jovanovic, *« pour lui demander la version des faits des autorités yougoslaves »*. L'ambassadeur de Croatie auprès des Nations unies, Ivan Simonovic, a déclaré à la télévision croate qu'il était convaincu que les troupes yougoslaves se retireraient et que la question serait réglée par voie diplomatique. *« Mais la Croatie doit être prête à toute option possible »*, a-t-il averti.

Dans la journée de mardi, des soldats yougoslaves prenant la relève de la police des frontières monténégrines avaient fermé le point de contrôle de Debeli Brijeg, à la frontière avec la Croatie, situé dans la péninsule de Prevlaka, convoitée par les deux pays. M. Simonovic a accusé l'armée yougoslave d'avoir violé un accord de 1996 sur la normalisation des relations bilatérales et d'avoir *« anéanti les mesures positives qui ont été prises pour la stabilité et la sécurité de la région »*.

Belgrade a souvent critiqué le Monténégro pour avoir maintenu ouverte sa frontière avec la Croatie. A la différence de la Serbie, il n'exige pas de visa de ses visiteurs occidentaux. Le président monténégrin Milo Djukanovic affirme, en outre, dans le *Financial Times* de mercredi que la deuxième armée yougoslave, déployée dans la république, lui a ordonné de placer la police nationale sous son contrôle. *« Il est hors de question que le ministère de l'intérieur soit subordonné à l'armée yougoslave »*, déclare-t-il.

Par ailleurs, les forces serbes et albanaises ont échangé des tirs mardi près du poste de Quafe E Prushit à la frontière albano-yougoslave, ce qui constitue le premier accrochage entre les deux armées depuis le début de la crise du Kosovo, ont rapporté des observateurs internationaux. Un soldat albanais a été blessé.

Des responsables de l'OTAN ont reproché à la Yougoslavie de tenter d'entraîner l'Albanie dans le conflit. Le commandant suprême des forces de l'Alliance en Europe, Wesley Clark, a accusé la semaine dernière Slobodan Milosevic de menacer et de tenter d'intimider les pays voisins et l'a mis en demeure de *« cesser cette agression »*. – *(AFP, Reuters.)*

EMIL VAS/REUTERS

En plein centre-ville



■ A BELGRADE

Les frappes de l'OTAN ont atteint, dans la nuit de mardi à mercredi, un immeuble qui abrite le siège du parti de Milosevic (SPS), la radio-télévision Kosava, dirigée par sa fille, Marija, et la chaîne Pink, propriété d'un proche de l'épouse de M. Milosevic. Sont désormais visés les intérêts familiaux du dirigeant de Belgrade.

M. Blair est déterminé à « faire tomber » M. Milosevic

BRUXELLES
de notre correspondant

La différence tient en deux petits mots anglais. A l'issue de sa visite, mardi 20 avril, au siège de l'OTAN à Bruxelles, le premier ministre britannique Tony Blair a affirmé que les alliés allaient poursuivre leur offensive jusqu'à ce que Slobodan Milosevic *« does step down »* (tombe).

Un peu plus tard, lors du point de presse quotidien de l'Alliance, son compatriote Jamie Shea, porte-parole du secrétaire général, précisait que l'opération « Force alliée » serait menée jusqu'à ce que le dirigeant serbe *« does back down »*, c'est-à-dire recule et accepte les conditions posées par l'OTAN à un arrêt des frappes. Cette nuance est celle qui sépare l'expression employée par M. Shea pour exprimer un consensus au sein des dix-neuf membres de l'Alliance, de la position de plus en plus affirmée de Londres de se donner tous les moyens, y compris terrestres, d'en terminer rapidement avec le maître de Belgrade.

Le premier ministre anglais est le premier leader occidental à effectuer une visite au siège de l'OTAN depuis le lancement de l'opération aérienne contre la Yougoslavie, une visite symbolique destinée à montrer que la Grande-Bretagne, peut-être plus que d'autres membres de l'Alliance, faisait corps avec un projet à propos duquel des doutes commencent à pointer dans certains milieux politiques et militaires.

« ASSAUT TERRESTRE »

La Grande-Bretagne a, dès le début du conflit, été en pointe dans l'entreprise de « diabolisation » de Slobodan Milosevic, contre lequel une croisade au nom du Bien et de la morale est non seulement justifiée, mais indispensable.

Mécontent des précautions de langage des responsables de la communication de l'OTAN, Tony Blair a dépêché auprès de Jamie Shea son porte-parole personnel Alastair Campbell, un expert en communication de choc. Ce dernier est persuadé que les médias ne sont pas friands de faits mais *« d'histoires »* propres à faire les gros titres de la presse populaire britannique.

Les effets des conseils de M. Campbell ne se sont pas fait attendre. Mardi, Jamie Shea, après le morne exposé des opérations du jour par le général Giuseppe Marani, s'est lancé dans une description très détaillée de *« l'opération-safari »* qui serait actuellement menée par les forces serbes contre les kosovars réfugiés dans les montagnes. *« L'armée et la police serbe bombardent au hasard les pentes boisées pour en faire sortir les réfugiés. Ensuite, on les rassemble pour les expulser hors de la province. »* M. Shea s'est ensuite attardé sur les témoignages faisant état de viols systématiques sur des jeunes filles albanaises rassemblées dans un hôtel de Decani. Mardi soir, les responsables de l'OTAN faisaient savoir que plusieurs centaines de jeunes albanais étaient contraints de servir de *« banque du sang »* pour les soldats et miliciens serbes blessés lors des combats avec l'UCK.

Mardi également, le secrétaire du Foreign Office, Robin Cook, a remis solennellement à Louise Arbour, procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie les documents recueillis par les services spéciaux britanniques sur les crimes de guerre perpétrés par les Serbes au Kosovo.

Tony Blair, lors de sa conférence de presse à Bruxelles, ne s'est pas prononcé explicitement sur l'éventualité du passage à une opération terrestre pour faire plier Belgrade, mais il a affirmé que Slobodan Milosevic ne disposait pas de droit de veto sur le déploiement de troupes au Kosovo. Néanmoins, le quotidien anglais *The Guardian* écrit : le premier ministre *« M. Blair va partir ce soir pour Washington* [au sommet du cinquantenaire de l'OTAN], *afin de convaincre le président Clinton qu'un assaut terrestre doit être lancé au plus vite »*. *« Le premier ministre va expliquer à M. Clinton, que l'offensive terrestre est la seule option crédible pour l'OTAN si l'Alliance veut atteindre ses objectifs dans un délai acceptable par les dirigeants politiques et les opinions publiques »*, poursuit *The Guardian*.

Lors de sa prestation bruxelloise, M. Blair s'est bien gardé de reprendre à son compte l'estimation répétée depuis plusieurs jours à l'OTAN et dans plusieurs capitales occidentales, selon laquelle l'opération « Force alliée » pourrait durer encore *« deux ou trois mois »*.

Luc Rosenzweig

Des forces serbes commencent à étendre le nettoyage ethnique au Monténégro

ROZAJE
de notre envoyée spéciale

L'homme s'efforce de témoigner, entouré d'amis qui le soutiennent. Il se tient debout devant l'hopital de Rozaje, l'oeil tuméfié par un coup de crosse de fusil. Dimanche 18 avril, son village, Kaluderski Laz, blotti dans les montagnes du nord du Monténégro, à 10 kilomètres des limites du Kosovo, a été happé par la guerre. Saban Gaic, Albanais du Monténégro, a été le témoin de ce qui pourrait constituer le premier cas de nettoyage ethnique commis par des forces serbes au Monténégro.

L'armée yougoslave est entrée, dimanche, dans Kaluderski Laz. Les soldats criaient des injures. Ils s'en sont pris aux réfugiés kosovars hébergés dans ce hameau musulman. Des tirs ont retenti. *« Il y a eu des morts, et personne n'est venu nous prêter secours »*, dit Saban Gaic, hébété. Il a dénombré neufs morts et sept blessés graves. La police monténégrine, déployée sur certaines routes, plus bas dans la vallée, n'a pas pu intervenir : *« Elle n'a pas osé. »* Les assaillants étaient des réservistes et des paramilitaires, dit-il, *« des forces d'Arkan* [tortionnaire du conflit bosniaque] *et des soldats avec des barbes, qui buvaient »*.

NOUVEL EXODE

Les habitants du village ont d'abord été bloqués. Puis les hommes armés ont laissé s'enfuir des femmes, des enfants et plusieurs hommes. Mais avant d'atteindre la ville de Rozaje, située à 7 kilomètres de là, douze hommes ont été de nouveau interceptés et emmenés. *« On ne sait pas où ils sont »*, constate Saban Gaic. Il serait resté, mardi 20 avril, une trentaine de personnes coincées dans le village. Depuis plus d'une semaine, des rumeurs circulaient sur la présence, dans ces forêts du Monténégro, de forces serbes infiltrées du Kosovo. *« Il y a six jours, ils m'ont attrapé sur la route et frappé au visage avec un fusil »*, raconte Saban Gaic. *« Ils disaient : on va vous faire subir ici la même chose qu'au Kosovo, on va tous vous jeter dehors. »*

Deux autres villages, Gorno Bukel et Dacic, auraient subi dimanche des violences semblables. Leur population s'est enfuie vers Rozaje. Selon les officiels, *« six personnes au moins »* ont trouvé la mort. Le vice-premier ministre monténégrin, Dragisa Burzan, s'est rendu mardi dans cette zone, accusant l'armée yougoslave d'y avoir commis des *« crimes contre l'humanité »*. Il est diffile de déterminer exactement d'où venaient les forces serbes en question. Cette région, proche de la Serbie, est parcourue depuis plusieurs jours par un nombre important de réservistes.

Ces incidents ont déclenché une vague de panique parmi les milliers de réfugiés albanais campant à Rozaje. Craignant pour leur sécurité, ils se sont mis à quitter la région en grand nombre, la plupart filant en bus vers le sud du Monténégro. Selon l'équipe de Médecins sans Frontières, environ 3 000 personnes ont quitté Rozaje en deux jours. Quelque vingt-quatre bus privés ont été dénombrés au départ, pleins à craquer. *« Le sentiment d'insécurité est devenu énorme »*, constate un médecin. Environ un tiers des familles qui s'entassaient, quelques jours auparavant, dans les hangars d'une usine locale désaffectée, ont préféré partir, en dépit de la présence de quelques policiers monténégrins censés surveiller les lieux. *« Seuls les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas payer les 25 deutschemarks pour le bus, restent ici »*, dit un réfugié devant l'usine.

Ce nouvel exode de la population réfugiée, s'il se poursuit, devra entraîner un redéploiement de l'aide humanitaire, qui arrive difficilement au Monténégro. La petite République a accueilli en trois semaines environ 70 000 personnes déplacées, réparties sur deux « pôles » : Rozaje, au nord, et le centre balnéaire d'Ulcinj, au sud. En cas d'afflux en provenance du nord, les capacités d'accueil d'Ulcinj – déjà insuffisantes en raison du refus des autorités monténégrines de réquisitionner des hôtels de la région, tandis que la chambre chez l'habitant est souvent très cher payée par les réfugiés – risquent d'être complètement débordées. Plusieurs signes indiquent aussi que les départs de réfugiés vers l'Albanie ont augmenté. Comme si chacun mesurait désormais le risque de rester dans un pays, le Monténégro, où l'armée yougoslave est non seulement présente, mais de plus en plus agressive envers les autorités locales.

L'annonce, mardi, que le commandement de l'armée fédérale au Monténégro veut désormais *« prendre le contrôle »* des forces de police, a aggravé ces craintes. Partout où ils sont logés, les réfugiés kosovars voient en la police locale, loyale au régime « réformateur » de Podgorica – la capitale –, une garantie de sécurité, tandis que la multiplication des contrôles de l'armée, sur les routes et dans les villes, les terrifie à juste titre.

Les événements du 18 avril dans la région de Rozaje montrent aussi que le Monténégro – République relativement épargnée par les violences intercommunautaires durant les guerres yougoslaves de 1991-1995, notamment parce qu'elle était l'alliée, pendant ces conflits, de la Serbie – pourrait voir la coexistence des différents groupes ethniques voler en éclats. Peuplé de 650 000 habitants, le Monténégro, où la population majoritaire est slave orthodoxe, très proche des Serbes, dont elle partage la langue, compte 13 % de musulmans et 7 % d'Albanais, auxquels s'ajoutent désormais les réfugiés. Au nord, près de Rozaje, le long de la frontière avec la Serbie, le Monténégro côtoie en outre le Sandjak, une région particulièrement sensible, où vit une importante minorité musulmane, à cheval sur les deux Républiques.

Natalie Nougayrède

DÉPÊCHES

CARBURANT
■ La compagnie pétrolière américaine Texaco a annoncé, mardi 20 avril, avoir livré du carburant à la Yougoslavie le 10 avril, près de trois semaines après le début des frappes de l'OTAN. La direction de la compagnie s'est engagée à suspendre ses exportations vers la Yougoslavie durant la durée des hostilités et un porte-parole a expliqué que Texaco avait reçu l'assurance que le carburant, raffiné au Royaume-Uni, ne serait utilisé qu'au Monténégro, neutre dans le conflit. La livraison du 10 avril équivaut à 65 000 barils. – *(Reuters.)*

IBRAHIM RUGOVA
■ Le chef du protocole d'Ibrahim Rugova (le chef modéré des Albanais du Kosovo), Adnan Merovci, a pu se rendre de Pristina à Skopje où il a rencontré des diplomates occidentaux, explique-t-il lui-même dans une interview publiée mardi 20 avril par le quotidien albanais *Fakti* à Skopje. Il a affirmé que les récentes rencontres entre M. Rugova et les présidents yougoslave et serbe, Slobodan Milosevic et Milan Milutinovic, avaient été organisées *« pour les besoins de la propagande serbe »* et *« n'avaient aucun contenu substantiel »*. – *(AFP.)*

« KOHA DITORE »
■ Baton Haxhiu, rédacteur en chef du principal journal de langue albanaise au Kosovo, *Koha Ditore*, qui a cessé de paraître depuis le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, était hier à Paris et a annoncé qu'il cherchait des fonds pour relancer ce quotidien en Macédoine et en Albanie.

VIOLS
■ L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a recueilli à Skopje, Ohrid et Gostivar environ 250 témoignages de réfugiés du Kosovo sur des meurtres, exécutions, pillages, et a noté que les témoignages sur les viols augmentent. *« Les témoignages actuels indiquent une augmentation de la violence dans l'est du Kosovo, dont des exécutions sommaires du type de celles observées auparavant dans l'ouest du Kosovo »* selon l'OSCE. Ces témoignages font également état de victimes ayant eu *« la gorge tranchée, les yeux arrachés, les seins découpés, le nez, les doigts, les mains et/ou les pieds arrachés... »* – *(AFP.)*

APPEL EN FAVEUR DU MONTÉNÉGRO
■ *« La déstabilisation du Monténégro et ses menaces de coup d'Etat portent le risque d'une guerre civile »*, souligne un appel lancé par des intellectuels parisiens dont Pascal Bruckner, André Gluksmann, Gilles Hertzog, Véronique Nahum-Grappe, Alain Touraine.

ORTHODOXIE
■ Le patriarche orthodoxe russe Alexis II a rencontré, mardi 20 avril, Slobodan Milosevic et Ibrahim Rugova, selon l'agence officielle serbe Tanjug. Mardi matin, au cours d'un office religieux célébré à Belgrade avec le patriarche serbe Paul Ier, Alexis II a accusé l'OTAN de vouloir imposer un ordre *« fondé sur le diktat de la force brutale »*. – *(AFP.)*

Les autorités macédoniennes redoutent les agissements de l'UCK sur leur sol

23 % de la population est de langue albanaise

Les autorités macédoniennes redoutent que les agissements de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) sur son sol, en particulier dans les zones à population albanophone, ne déstabilisent le pays en l'entraînant vers la guerre. Le ministre de l'intérieur macédonien, qui rappelle que 23 % de la population du pays est de langue albanaise, a lancé une mise en garde aux pays occidentaux et aux organisations humanitaires.

SKOPJE
de notre envoyé spécial

L'avertissement a été lancé le vendredi 16 avril. Ce jour-là, la police macédonienne annonçait la découverte d'une cache d'armes *dans une mine située* près de la ville de Kumanovo. Depuis, un convoyage d'armes a également été intercepté par les autorités. Le journal albanais édité à Skopje *Fakti* a beau émettre des doutes sur la réalité de ces révélations, le message adressé à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) est clair : *la* Macédoine ne veut pas servir de base arrière pour les miliciens albanais.

Ce mardi 20 avril, la presse macédonienne est alarmiste. *« L'UCK veut attirer la Macédoine dans la guerre »*, titrent les journaux. Pavle Trajanov, le ministre de l'intérieur, n'a pas de mots assez durs contre ceux qu'il accuse de vouloir *« déstabiliser »* son pays. *« Parmi les réfugiés albanais du Kosovo, il y a un certain nombre de membres ou de sympathisants de l'UCK. Ils ont organisé des filières pour recruter des hommes et pour les faire passer en Albanie où ils reçoivent un entraînement militaire. Parmi les gens qui sont envoyés là-bas, il y a même des adolescents »*, assure le ministre en brandissant un rapport attribué à ses services, avant d'énumérer les noms d'une vingtaine de villages où les groupes de l'UCK seraient comme des poissons dans l'eau. Le responsable macédonien donne également la liste de trois villages situés dans la région de Tetovo où les agents recruteurs de l'UCK agiraient presque de manière officielle.

Selon lui, mille personnes seraient déjà arrivées de la sorte en Albanie, dont une soixantaine de citoyens macédoniens de langue albanaise. Ces derniers constituent 23 % de la population du pays si on se réfère aux résultats du recensement organisé en 1994, contre 66 % de Macédoniens slaves. Ce chiffre est cependant contesté par les Albanais qui se disent plus nombreux. Quel qu'il soit, il permet aux combattants kosovars de tisser leurs réseaux, ne serait-ce qu'en jouant des liens familiaux.

Pour ce nouveau ministre arrivé aux responsabilités avec la coalition formée après les élections de novembre 1998, l'apprentissage est rude. L'activisme de l'UCK, *« qui est encouragé par les bombardements de l'Otan »*, présente selon lui une réelle menace pour la Macédoine. C'est tout d'abord la coalition au pouvoir qui est menacée. L'alliance inattendue des nationalistes macédoniens et des nationalistes albanais va-t-elle résister à cette pression ?

Selon Pavle Trajanov, la présence d'Albanais dans le gouvernement, même si aucun n'a été nommé à un ministère régalien, avait contribué à faire baisser les tensions entre les deux grandes communautés du pays. Après les querelles suscitées par le déploiement de drapeaux albanais sur les édifices publics de villes albanaises ainsi que par la création d'une université albanaise « sauvage » à Tetovo, *« nous avons décidé de régler nos problèmes par la discussion »*, mais qu'en sera-t-il demain ?

« Actuellement, les extrémistes albanais de Macédoine n'ont pas de grain à moudre du fait de la politique équilibrée de mon gouvernement. Il existe des responsables de police albanais et l'administration s'ouvre de plus en plus à eux, alors ils exploitent le problème du Kosovo », argumente le ministre qui voit loin. *« Ils vont multiplier les infiltrations, les recrutements et les camps d'entraînement en Albanie et à partir du mois de septembre, ils commenceront les opérations contre nous, comme au Kosovo. »* Pourquoi le mois de septembre ? *« Parce qu'à cette date, la question du Kosovo aura été réglée et qu'ils pourront passer à la suite, la constitution d'une Grande Albanie avec le Kosovo et des territoires pris au Monténégro et à la Macédoine »*. Le ministre n'en démord pas. *« Les instructions qu'ils donnent vont en ce sens. Ils font pression sur nos citoyens en leur disant :* aidez-nous et nous vous aiderons. *Mais jusqu'à présent, les Albanais de Macédoine ne veulent pas aller dans cette direction, car la situation ici n'a rien à voir avec celle du Kosovo. »*



L'activisme de l'UCK « est encouragé par les bombardements de l'OTAN »

Très critique vis-à-vis de certaines organisations humanitaires (dont il refuse cependant de donner le nom) et qui selon lui *« aident »* l'UCK, Pavle Trajanov n'est guère plus tendre envers les pays occidentaux suspectés d'être trop favorables à l'Armée de libération du Kosovo. *« Nous avons informé les membres du Groupe de contact de ce qui se passe ici. Ce sont eux qui ont donné une légitimité à l'UCK. J'ai réuni les ambassadeurs et ils m'ont tous assuré, y compris celui des Etats-Unis, qu'ils n'allaient pas les soutenir. C'est de l'intérêt de tout le monde que la Macédoine reste stable. »*

Gilles Paris

Sur la frontière albanaise, le face-à-face entre l'Armée de libération du Kosovo et les forces serbes

VLAHENI (frontière albano-yougoslave)
de notre envoyé spécial

En haut, sur la montagne, sur la crête pelée, là où dans les neiges court la frontière entre l'Albanie et la Yougoslavie, les forces serbes enterrent leurs positions. A quelques centaines de mètres en contrebas, les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) s'installent dans les bâtiments lépreux d'une mine désaffectée.

Le jour, les adversaires se font face. Ils s'épient à la jumelle, échangent quelques coups de feu. La nuit, s'engage un mortel jeu de cache-cache. *« On les voit. Ils sont tout près »*, dit, en montrant la première position serbe sur une colline, le chef de la caserne de l'UCK. Un treillis recouvre ses habits de paysan kosovar. *« Ils n'oseraient pas nous attaquer à pied. Nous pourrions les repousser avec vingt hommes »*, assure-t-il. *« Mais nous ne les attaquons pas. Nous ne voulons pas que les Serbes se vengent sur les villageois albanais »*, explique-t-il.

Il y a quelques jours, les Serbes ont pilonné le village de Vlaheni d'une quarantaine d'obus. Les habitants ont fui. Puis ils sont revenus par les chemins boueux dans leurs maisons de pierre aux toits en tuile. *« Nous avons peur mais nous ne savons pas où aller »*, dit un homme du village. Des femmes tirent de l'eau du puits. *« Et puis,* ajoute ce paysan albanais édenté, *si l'on s'enfuit, ils ont gagné. Après le Kosovo, ils veulent nettoyer le nord de l'Albanie. »*

Au cantonnement de l'UCK, les combattants se préparent, eux, à reconquérir le Kosovo. La plupart sont des adolescents, à peine en âge de combattre. Dans des uniformes de camouflage neufs, ils plaisantent, jouent avec leur fusil d'assaut. Certains semblent n'avoir pas quinze ans. A pied, rarement en camion, des recrues encore en vêtements civils affluent. *« Tous ceux qui sont ici sont des volontaires. Beaucoup sont très jeunes. Ils ont envie de se battre. On ne peut leur refuser »*, dit leur chef.

Beaucoup de ces combattants aux visages d'enfants vont bientôt mourir. Avant même d'avoir tiré un coup de feu pour libérer leur Kosovo. Après quelques jours de préparation (quinze au mieux, quatre au pire), ils tenteront de passer la frontière pour aller aider les maquis de l'UCK de l'intérieur, encerclés par les forces serbes. La nuit tombée, ils devront traverser les champs de mines, échapper aux embuscades, aux pilonnages de l'artillerie.

LOURDES PERTES

Lors du passage de la frontière albanaise puis du franchissement de la « zone de sécurité » d'une dizaine de kilomètres taillée par les Serbes à l'intérieur du Kosovo, les pertes de l'UCK seraient souvent de près de 50 %. *« Et parfois de 100 % »*, dit un connaisseur albanais.

Et, sur la frontière albanaise où les troupes de l'UCK se gonflent de l'afflux de volontaires venus d'Occident, du flot des humiliés, des expulsés du Kosovo qui veulent y retourner, mais les armes à la main, les Serbes colmatent les brèches. *« L'armée yougoslave continue de miner la frontière »*, raconte un observateur militaire occidental qui a vu une unité serbe enfouir les pièges mortels dans la montagne.

« L'OTAN doit créer un corridor pour l'UCK, détruire les chars et l'artillerie qui tiennent la frontière », s'exclame, dans un village frontalier, Gani Sulaj, le porte-parole de l'UCK pour la région. *« Nous ne voulons pas que des soldats étrangers meurent pour le Kosovo, mais que l'on nous aide. L'OTAN devrait parachuter des armes, des vivres et des médicaments à l'UCK, à l'intérieur du Kosovo. Dans la Drenica* (centre du Kosovo), *la situation est dramatique. Sans parachutage, la situation va devenir critique au Kosovo. Et l'Occident,* estime-t-il, *sera responsable. »*

Jean-Baptiste Naudet

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

L'Alliance « criminelle et fasciste »

À QUELQUES JOURS de la célébration du 50e anniversaire de l'OTAN, la télévision serbe a tenu a célébrer l'événement avec de nouveaux clips dénonçant l'Alliance *« criminelle »* et *« fasciste »*. Une animation de synthèse montre une formation de chasseurs américains en forme de croix gammée à laquelle répond un vol de Mig 29 en arc de cercle avec la légende : *« opération boomerang »*. Une émission spéciale tire un sombre bilan de l'existence de l'OTAN.

Milos Knezevic, de l'institut de géopolitique, explique ainsi que l'Alliance est devenue une *« organisation militante, expansive et agressive »*, l'instrument de la domination des Etats-Unis sur le monde en général et, en particulier, sur une Europe maintenue *« en position d'infériorité »*.

A cette occasion, la télévision serbe donne sa version de la guerre au Kosovo, première étape d'un conflit *« dirigé contre les peuples slaves, obstacles, pour les Américains, sur la route conduisant aux puits de pétrole du Caucase »*. Le commentateur croit savoir que le Kosovo *« renferme l'un des plus riches gisement de plomb et de zinc d'Europe »*, *« qu'Alexandre le Grand l'avoit utilisé en son temps pour financer ses guerre en Asie Mineure »* et que, comme par hasard, *« ces mines sont les seules pour l'instant à ne pas être la propriété d'une multinationale américaine »*. Selon le commentaire de la télévision, le conflit en Yougoslavie trouve aussi ses raisons dans la situation économique dans le monde. Après les problèmes rencontrés sur les places financières d'Asie, de Russie et d'Afrique, *« l'argent a submergé le marché des devises dans le monde »*. Il fallait donc trouver un endroit pour placer cet argent, plus de 10 000 milliards de dollars utilisés dans une *« guerre sur le sol européen qui peut garantir un accroissement du capital aux meilleurs taux »*.

Revenant à l'aspect militaire du conflit, Milos Knezevic constate qu'il s'agit d'un *« test de la force de l'Alliance, de l'OTAN et des Etats-Unis »*. Ce ne serait pas seulement le peuple serbe qui serait visé mais la Russie et surtout la Chine, *« le futur concurrent des Etat-Unis »*, dont *« on teste les réactions sur notre dos »*. L'émission n'a pas omis un rappel du passé, notant que l'action de l'OTAN sur la Yougoslavie marque le retour *« illégal »* de l'Allemagne en tant que participant aux opérations militaire.

Rappelant les crimes du nazisme, la télé serbe affirme : *« Partout où il y a des meurtres, il y a l'armée allemande. »* Ainsi, l'histoire de l'Allemagne et des Etats-Unis – *« qui commence aussi par un génocide, celui des Indiens »* – *« se poursuit aujourd'hui par un nouveau génocide, à l'encontre des Serbes »*. *« La Serbie a survécu à Hitler, la Serbie et le monde peuvent survivre à Clinton »*, conclut l'émission.

Hector Forest

Abdelaziz Bouteflika a été proclamé président de la République algérienne

ALGER. Abdelaziz Bouteflika a été proclamé, mardi 20 avril, président de la République par le Conseil constitutionnel. M. Bouteflika – le cinquième président – a recueilli le 15 avril 7 445 045 voix. Le président élu prendra ses fonctions immédiatement après sa prestation de serment qui interviendra la semaine prochaine, selon les informations de certains journaux d'Alger. M. Bouteflika est suivi d'Ahmed Taleb Ibrahimi avec 1 265 594 voix, Abdallah Djaballah avec 400 080 voix, Hocine Aït Ahmed avec 321 179 voix, Mouloud Hamrouche avec 314 160 voix, Mokdad Sifi avec 226 139 voix et Youssef El Khatib avec 121 414 voix. Le taux de participation à ce scrutin a été de 60,25 % sur les 17 488 759 inscrits. Selon les six adversaires de M. Bouteflika, qui se sont retirés à la veille du scrutin après le refus du gouvernement d'annuler les premiers votes chez les nomades du Sahara et dans les casernes, votes entachés, selon eux, de fraude, ce taux oscille entre 20 % et 30 %. – *(AFP, Reuters.)*

L'Union européenne suspend ses sanctions contre la Libye

BRUXELLES. L'Union européenne (UE) a suspendu, mardi 20 avril, ses sanctions contre la Libye, ainsi que l'avaient fait les Nations unies il y a deux semaines, après le transfert aux Pays-Bas de deux Libyens accusés de l'attentat contre un avion de la PanAm, en 1988, au-dessus de Lockerbie. L'UE a précisé, dans une déclaration, qu'elle se prononcera sur la levée définitive des sanctions après l'étude d'un rapport de l'ONU – qui doit être achevé dans un délai de quatre-vingt-dix jours – sur le respect par la Libye de toutes les conditions fixées pour mettre fin à ces sanctions.

Etablies en 1992 par le Conseil de sécurité des Nations unies, après le refus de la Libye de remettre les deux hommes à la justice américaine ou britannique pour qu'ils soient jugés, ces sanctions prévoyaient notamment un embargo aérien. L'UE a fait savoir qu'elle maintenait un embargo de 1986 sur les exportations d'armes vers la Libye, ainsi que les restrictions imposées à son personnel diplomatique. Ces mesures ont été adoptées en raison du soutien de la Libye au terrorisme international, note l'UE. – *(Reuters.)*

Le parquet requiert la peine capitale contre Abdullah Öcalan

ANKARA. Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara requiert la peine de mort contre le chef rebelle kurde Abdullah "Ocalan pour trahison, dans l'acte d'accusation qu'il vient de rédiger, a indiqué mardi 20 avril l'agence Anatolie. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le Sud-Est à majorité kurde, est accusé de *« trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie »*, conformément à l'article 125 du code pénal turc, selon Anatolie.

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui a déjà ouvert en 1997 un procès contre le dirigeant rebelle sous les mêmes chefs d'accusation, doit décider le 30 avril, dans le cadre de cet ancien procès, de joindre les deux procédures et fixera une date pour l'ouverture du nouveau procès, précise Anatolie. Celui-ci se déroulera sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), où le chef du PKK est détenu depuis sa capture au Kenya le 15 février. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE : la Commission européenne** devait proposer, mercredi 21 avril, de sanctionner financièrement la France pour l'obliger à lever l'interdiction du travail de nuit des femmes. Elle suggère à la Cour européenne de justice de Luxembourg d'infliger une astreinte financière tant que Paris n'aura pas respecté la directive européenne de 1976 interdisant toute discrimination homme-femme dans la législation du travail. – *(AFP.)*

■ **RUSSIE : le procès du journaliste Grigori Pasko,** jugé pour *« haute trahison »* à Vladivostok, a été de nouveau suspendu et renvoyé au jeudi 22 avril, à la demande de la défense. Grigori Pasko, arrêté en novembre 1997 et accusé d'espionnage pour ses reportages sur la pollution causée par la flotte russe, risque une peine de vingt années de prison. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : Tarkan, la pop-star de vingt-sept ans, sera déchu de sa** nationalité s'il ne rentre pas immédiatement en Turquie pour accomplir son service militaire, après avoir laissé passer la date-butoir, ont rapporté mardi 20 avril les médias turcs. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **COLOMBIE : la guérilla a annoncé,** mardi 20 avril, qu'elle ne reprendrait les discussions de paix avec les autorités qu'après *« nouvel examen des garanties du gouvernement de lutter efficacement contre les paramilitaires de droite »*. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) avaient bloqué le processus de paix voilà trois mois, réclamant du gouvernement des mesures concrètes contre les milices paramilitaires. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ÉTATS-UNIS/IRAN : la Maison Blanche a condamné,** mardi 20 avril, les persécutions dont sont victimes les bahaïs en Iran et a appelé le président Khatami à intervenir pour faire libérer tous ceux emprisonnés pour l'exercice de leur religion. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, dans un communiqué, que les Etats-Unis étaient *« particulièrement préoccupés »* par la condamnation récente de quatre Iraniens de l'Institut supérieur d'éducation bahaï, Sina Hakiman, Farzad Khajeh Sharifabadi, Habidullah Ferdosian Najafabadi et Ziaullah Mirzapanah, condamnés à des peines de trois à dix ans de prison. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **NIGER : Mohamed Anako, un des responsables de l'ex-rébellion touarègue,** a été nommé, mardi 20 avril, ministre-conseiller spécial du chef de l'Etat, le commandant Daouda Mallam Wanké. M. Anako a dirigé l'Union des forces de la résistance armée (UFRA), coalition d'ex-rebelles toubous et touaregs, jusqu'à la signature de l'accord de paix du 28 novembre 1997. – *(Reuters.)*

M. Kabila saborde son propre parti au Congo-Kinshasa

KINSHASA. Le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a annoncé mardi 20 avril *« la disparition »* de son parti politique, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). M. Kabila a justifié sa décision en expliquant que le mouvement était voué à la *« médiocrité »* par des militants lancés dans une *« course effrénée à l'enrichissement »*. L'AFDL avait conduit l'offensive victorieuse de M. Kabila contre le régime de feu Mobutu Sese Seko en 1996-1997. *« L'AFDL était composée de quatre mouvements, dont trois étaient légitimés par l'étranger »*, a déclaré M. Kabila en référence à ses ex-alliés rwandais et ougandais. *« La disparition de l'AFDL était inscrite dans l'ordre des choses »*, a-t-il expliqué. – *(AFP.)*

L'Inde s'est mise à la recherche de son quatrième gouvernement en trois ans

Sonia Gandhi s'efforce de succéder à Atal Bihari Vajpayee

La veuve de Rajiv Gandhi, Sonia Gandhi, d'origine italienne, tente de ramener au pouvoir le Parti du Congrès qu'elle préside à la faveur de la crise politique dans laquelle a chuté, samedi 17 avril, la coalition emmenée par Atal Bihari Vajpayee. Dans un climat d'affaiblissement de l'Etat central, l'Inde en est à nouveau à rechercher un gouvernement, son quatrième en trois ans.

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

Héritière de la dynastie Nehru-Gandhi, Sonia Gandhi, présidente du Parti du Congrès, a inauguré, ce mercredi 21 avril, les consultations entreprises par le président indien, K. R. Narayanan, pour la formation d'un nouveau gouvernement. Si le Congrès y parvient, Mme Gandhi, d'origine italienne, devrait être le futur premier ministre indien, succédant ainsi, dans la lignée, à sa belle-mère Indira Gandhi, assassinée en 1984 et à son mari, Rajiv Gandhi, tué en 1991.

ANALYSE
Les partis régionaux, arbitres du pouvoir, réagissent en fonction de calculs locaux

Toutefois, les jeux ne sont pas encore faits. Battue d'une voix seulement au Parlement, la coalition gouvernementale sortante dirigée par les nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien) entend faire valoir au président qu'elle dispose toujours de 270 sièges, soit le nombre atteint par ses opposants lors du vote – refusé – de la motion de confiance. Chaque camp tente maintenant de s'assurer les petits partis qui depuis plusieurs années font la différence.

La démocratie indienne, la plus grande du monde par son nombre d'électeurs – 600 millions environ –, a ses ratés : depuis plus de dix ans, aucun parti n'a pu avoir une majorité capable d'assurer au pays un développement stable. Les crises tendent plutôt à s'accélérer et les deux dernières élections ont abouti à un tel fractionnement du Parlement que l'Inde est aujourd'hui à la recherche de son quatrième gouvernement en trois ans.

Parmi les quarante partis représentés à la Chambre qui compte 545 sièges, plus de vingt ont 3 députés ou moins. A côté des deux grands partis nationaux que sont le BJP (les nationalistes hindous) et le Congrès, qui ont chacun moins d'un tiers des sièges, les partis régionaux ont pris une importance de plus en plus grande et sont devenus les arbitres de tout pouvoir central.

Dans un pays pluraliste comme l'Inde, le phénomène n'aurait rien de condamnable, si ce n'était que les partis réagissent d'abord et avant tout en fonction de leurs calculs locaux. Au pouvoir depuis treize mois seulement, le gouvernement de Atal Bihari Vajpayee est tombé le 17 avril parce qu'il n'a pas voulu satisfaire à l'exigence de son alliée du Tamil Nadu, Mme Jayalalitha, de démettre le gouvernement élu à Madras, ce qui aurait entraîné la fin des poursuites contre Mme Jayalalitha dans plusieurs affaires de corruption.

ACHAT DES VOIX

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir – transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels –, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande – un prétexte – qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

La difficulté que rencontre aujourd'hui le Congrès à former un gouvernement tient au fait que ses alliés dans la chute du cabinet Vajpayee craignent, en l'aidant, de le renforcer à leur propre détriment dans leurs Etats respectifs. L'exemple de l'Uttar Pradesh, qui envoie 85 députés au Parlement central, est éclairant. Opposant féroce du Congrès en Uttar Pradesh, le chef du Parti Samajwadi et ancien ministre de la défense, Mulayam Singh Yadav, qui a dans cet Etat une vingtaine de sièges, ne veut pas soutenir le Congrès à Delhi de peur de voir son électorat lui échapper en faveur du parti au pouvoir. Dans chaque Etat, une vision nationale est dramatiquement absente du débat politique.

Pendant les deux jours qu'a duré le débat sur la motion de confiance, aucun des grands problèmes qui affectent l'Inde n'a été réellement discuté. La politique nucléaire, le programme de développement des missiles, le timide rapprochement en cours avec le frère ennemi pakistanais, l'économie, le social – dans un pays où plus de 300 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et où environ la moitié du milliard d'Indiens est analphabète –, n'ont fait l'objet que de brèves mentions par les nombreux députés qui ont pris la parole. Pour l'essentiel, les députés se sont contentés d'échanger des accusations, la plus commune concernant l'achat des voix des élus, pratique courante et qui s'est encore, sans aucun doute, produite cette fois, pour gagner le vote.

L'emprise de plus en plus grande des partis régionaux s'est faite parallèlement au déclin du Parti du Congrès qui a régné sur l'Inde pendant quarante-cinq des cinquante et un ans d'indépendance. *« Miné par ses divisions et les ambitions de ses chefs, le parti n'est plus en mesure d'offrir une vision nationale, et celle des nationalistes hindous est trop réductrice pour séduire une majorité d'électeurs »*, commente un analyste politique. *« Les partis régionaux ont rempli le vide d'une vision panindienne »*, ajoute-t-il.

Déçus, par ailleurs, par un Etat de moins en moins capable de satisfaire leurs besoins primaires, les électeurs se reportent sur des partis de proximité représentant leur identité première – caste ou appartenance ethnique. La multiplication des petits partis facilite toutes les combinaisons ; les alliances n'ont comme ciment que l'avidité du pouvoir et se fracturent dès que l'un des partenaires se sent floué ou exige plus.

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Cet affaiblissement de l'Etat central intervient toutefois à un moment où l'Inde poursuit un programme d'armement, notamment à travers une gamme de missiles pour obtenir *« une dissuasion nucléaire minimale »* dans un environnement nucléarisé avec la Chine et le Pakistan. Même si la question n'a pas été évoquée au Parlement, cette crise compromet toutes les négociations déjà engagées, notamment avec les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, pour obtenir que New Delhi se prête à certaines garanties qui lui permette de trouver une place parmi les pays nucléaires.

L'échéance du mois de septembre pour la signature du CTBT (traité d'interdiction des essais nucléaires) a toutes les chances de ne pas être respectée. Même si un certain consensus règne en Inde quant au besoin d'avoir une défense nucléaire, il va falloir reprendre dans un contexte de grande instabilité politique les négociations quasiment au point de départ.

Cette distorsion entre le jeu politique et les grandes questions d'avenir amène certains analystes à prôner une réforme constitutionnelle dans le sens d'un régime présidentiel fort, appuyé sur un vrai fédéralisme qui laisserait à chaque Etat la gestion de ses affaires, les grands problèmes nationaux étant du ressort de l'Etat central. On n'en est pas là.

Françoise Chipaux

Quand un Marocain interpelle son tortionnaire

*« **JE VOUS REVOIS** très élégant ou plutôt coquet. Vous vous déplaciez toujours avec une clique de sbires qui déployait sur les rangées de corps étendus une aile noire* [...] *Vous contempliez avec délectation vos prisonniers accroupis dans les caves et les couloirs.* [...] *vous marchiez à pas comptés dans le cimetière des vivants appelé Derb Moulay Cherif, et un parfum emplissait l'air, un parfum d'eau de Cologne. Dans ma mémoire, l'eau de Cologne se mêle à l'odeur de tabac blond, de peau brûlée et à une autre, celle d'urine, de crasse et d'excréments. Vous assistiez toujours aux scéances de torture, et en fait les dirigiez* [...] »

Ainsi commence la « Lettre ouverte à mon tortionnaire » publiée sans commentaire, vendredi 16 avril, dans deux quotidiens marocains, *Libération* et *Al Ittihad Al Ichtiraki*. L'auteur, Salah El Ouadie, interpelle son bourreau, évoque le souvenir de ses compagnons – Abdellatif, *« mort sous les coups de fouet et enterré sous un faux nom »* ; Miloud, *« qui a perdu la raison »*, Abdallah, *« réduit à un tas de pansements sanguinolents »*... –, avant de plaider contre l'oubli, *« honteuse comédie qui mépriserait le droit des victimes »*.

L'homme sait de quoi il parle. Militant de gauche, il a été arrêté en 1974 et détenu au secret. Il avait 22 ans. Torturé pendant plus d'une année parmi 140 prisonniers d'opinion, il sera condamné à vingt ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat et à deux années supplémentaires pour outrage à magistrat. En 1984, par grâce royale, il sera libéré.

K. Y., COMMISSAIRE DE POLICE

Le tortionnaire auquel s'adresse Salah n'est pas un inconnu. Commissaire de police, K. Y. a sévi pendant des années au *Derb Moulay Cherif*, à Casablanca, l'un des centres de torture du régime. Il est aujourd'hui l'un des responsables de la Sûreté nationale. Il y a deux ans, raconte Salah dans sa lettre, K. Y. est venu à Genève devant les Nations unies *« témoigner qu'il n'y a pas de torture »* au Maroc. *« Je ne sais qui a conseillé votre nomination comme membre de la délégation officielle* [mais] *quelle déchéance et quelle bassesse »*, commente Salah.

Que le texte ait été publié par *Libération*, quotidien dont le directeur n'est autre que l'actuel premier ministre (socialiste) du gouvernement d'alternance, Abderrahmane Youssoufi, et par *Al Ittihad Al Ichtiraki*, son pendant en langue arabe, dirigé par un autre personnalité du gouvernement, le socialiste Mohamed El Yazghi, ne signifie pas que le commissaire risque d'être inquiété. Il y a quelques jours, en effet, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), un organisme qui dépend du roi Hassan II, a blanchi par avance tous les bourreaux du royaume en expliquant que *« la réaction des autorités* [...] *et de leurs auxiliaires »* pendant les années de plomb visait à *« préserver la quiétude de l'Etat et sa sécurité »* menacée par les auteurs de *« crimes d'atteinte à la sûreté de l'Etat »*. Justement ce dont était accusé Salah El Ouadie.

Ce dernier a déjà eu sa revanche. Depuis la publication de la lettre ouverte – une première –, le téléphone n'a cessé de sonner à son domicile. *« Des Marocains anonymes qui m'appellent pour me féliciter »*, raconte-t-il. Son roman *Al Ariss (Le Marié)*, témoignage de prison publié à compte d'auteur à 4 500 exemplaires, est épuisé. Une traduction en français et en anglais sera bientôt disponible.

Jean-Pierre Tuquoi

Amnesty International émet de vives critiques contre l'Autorité palestinienne

*« **L'AUTORITÉ PALESTINIENNE** sape l'autorité de la loi »*, fait fi des exhortations du Conseil législatif, des organisations non gouvernementales et de l'opinion publique palestinienne et transgresse le pouvoir judiciaire, par l'arrestation et le maintien en détention de centaines de Palestiniens, parfois sans procès ni jugement, déplore Amnesty International, dans un rapport rendu public mercredi 21 avril.

D'après Amnesty, les pressions exercées par Israël et les Etats-Unis sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle incarcère les islamistes expliquent, au moins en partie, le comportement du gouvernement de M. Arafat. Mais, insiste l'organisation de défense des droits de l'homme, ces pressions ne sauraient justifier le mépris des règles du droit, tant en ce qui concerne les détenus qualifiés de *« prisonniers de sécurité »*, que les prisonniers dits politiques. A propos des premiers, *« on croit savoir qu'ils sont soupçonnés d'avoir collaboré* [d'une manière ou d'une autre] *avec Israël »*. Les *« politiques »* sont *« presque toujours soupçonnés de soutenir des groupes islamistes »*.

DÉTENUS « AU SECRET »

Quelque 120 prisonniers *« politiques »* sont, selon le rapport, maintenus en détention, *« sans inculpation ni jugement »*, depuis plus d'un an et une centaine d'autres depuis plusieurs mois. Quelques-uns ne seraient que des prisonniers d'opinion, dans la mesure où ils n'expriment qu'une opposition *« non violente »* à l'Autorité palestinienne ou expriment des propos *« susceptibles d'embarrasser cette dernière »*.

Amnesty critique la création, en 1995, d'une Cour de sûreté de l'Etat, qui, non seulement organise des procès *« manifestement inéquitables »* et, à la satisfaction des Etats-Unis, prononce *« de lourdes peines pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans d'emprisonnement »*, mais permet aussi à l'Autorité de court-circuiter la Haute Cour de justice.

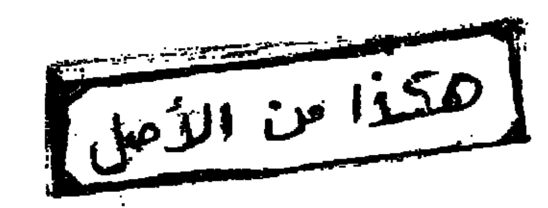
Il y aurait au moins 250 prisonniers *« de sécurité »* détenus « au secret », sans inculpation ni jugement depuis plus d'un an, la plupart étant soumis *« à la torture ou aux mauvais traitements »*. Leur détention peut durer *« des semaines, des mois, voire des années »*.

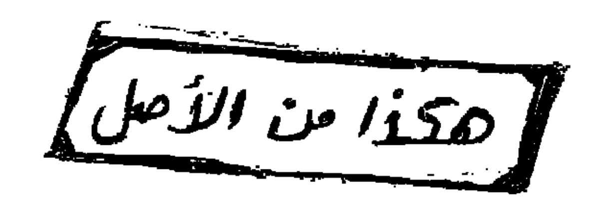
« Au moins deux détenus ont "disparu" après leur arrestation. (...) *A la connaissance d'Amnesty, aucune personne accusée de "collaboration" avec Israël n'a été jugée par l'Autorité palestinienne pour ses activités. »* L'organisation note aussi que les accusations de collaboration ont *« souvent été utilisées par l'Autorité palestinienne pour calomnier certains opposants »*.

Déplorant que l'Autorité ne se soit *« généralement pas montrée coopérative avec la Haute Cour de justice »*, dont les injonctions pour la remise en liberté des détenus restent lettre morte, Amnesty rappelle que, par deux fois, des juges ont été destitués *« sans raison valable »*.

Fayez Abou Rahmed, nommé procureur général en juillet 1997, a démissionné en avril 1998 en invoquant *« des ingérences et des obstacles rencontrés dans* [son] *travail »*.

Amnesty demande la libération *« immédiate et sans condition »* des prisonniers *« de sécurité »* et des *« politiques »* ou l'organisation de procès *« équitables »*. Elle requiert d'Israël de préciser que *« les poursuites* [exigées de l'Autorité palestinienne] *à l'encontre des auteurs d'actes de violence ne peuvent être engagées que conformément à la loi »*.





OPPOSITION **Le bureau politique de l'UDF a approuvé à une très large majorité, mardi 20 avril, la volonté de François Bayrou, son président, de conduire une liste autonome pour les élections européennes du 13 juin, sans céder aux appels à l'union de l'opposition lancés par le RPR et Démocratie libérale. La commission des investitures de cette liste devait se réunir mercredi. ● NICOLAS SARKOZY, président par intérim du mouvement gaulliste, a décidé de prendre la tête d'une liste RPR-DL en compagnie d'Alain Madelin. ● AU RPR, le bureau politique devait, mercredi, entériner cette décision et s'employer à renvoyer sur l'UDF la responsabilité de la division actuelle. ● JACQUES CHIRAC, surpris par la détermination de M. Bayrou, n'est pas parvenu à susciter la liste d'union qu'il appelait de ses vœux après le retrait du président du RPR, Philippe Séguin.**

Le RPR et l'UDF se disputent la recomposition de la droite

La décision de François Bayrou de maintenir sa liste aux élections européennes contraint le président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, à s'engager dans ce scrutin. Cet affrontement affaiblit la stratégie de Jacques Chirac pour l'après-13 juin

À 14 H 30, mardi 20 avril, les derniers doutes de François Bayrou sont envolés. Les réactions enregistrées après son émission de dimanche soir, sur TF 1, continuent d'être très favorables ; le RPR et Démocratie libérale se débattent dans une situation peu enviable ; et, surtout, le bureau politique de l'UDF, qui s'achève après trois heures et demi de débat, vient de lui démontrer que la grande majorité de ses lieutenants appuient sa démarche et, qui plus est, qu'ils sont prêts à le montrer. Cette fois, les centristes sont déterminés. M. Bayrou maintiendra donc sa liste aux élections européennes.

A 11 heures, lorsque la réunion commence, presque tous les caciques de la maison sont présents. Seuls manquent à l'appel André Santini, un des vice-présidents du parti, excusé, et Pierre Méhaignerie, en vacances aux Etats-Unis. Consulté auparavant par téléphone, l'ancien président du CDS a prudemment suggéré à ses amis d'essayer de *« gagner du temps »*. Il sera bientôt hors sujet. Parmi les présents, tous, ou presque, s'expriment. François Léotard fait exception. Il a confié à Dominique Paillé, directeur de la campagne de M. Bayrou, qu'une liste séparée est peut-être la moins mauvaise solution, mais qu'aucune des solutions possibles n'est bonne. Les participants y lisent une manifestation de fidélité balladurienne.

« SARKOZY RÉTRÉCIT CHIRAC »

Les gradés du Sénat, en revanche, sont plus bavards. Et – ce n'a pas toujours été le cas – ils appuient la thèse de la liste UDF autonome. René Monory, battu à la présidence du Sénat, au mois d'octobre 1998, par le RPR Christian Poncelet, désormais membre du comité politique qui entoure le président par intérim du parti gaulliste, Nicolas Sarkozy, applaudit des deux mains la fermeté affichée par M. Bayrou. Jean Arthuis, président du groupe de l'Union centriste du Sénat, n'est pas en reste. Alain Lambert, rapporteur général du budget au Palais du Luxembourg, suit le mouvement : *« Pour le président de la République lui-même, il vaut mieux une pluralité de listes. Car Sarkozy rétrécit Chirac »*, plaide-t-il notamment. Les candidats à une place sur la liste dont l'existence est mise en débat – Alain Lamassoure, Thierry Cornillet, etc. – poussent les uns après les autres à sa constitution. Même Nicole Fontaine, auteur, il y a quelques semaines, d'une tribune parue dans *Le Figaro* plaidant pour une liste d'union, abonde en ce sens. Gilles de Robien, porte-parole de l'UDF, confirme son soutien, tandis que Bernard Bosson, ancien rival de M. Bayrou pour la présidence du CDS, ne ménage pas le sien.

A côté des partisans déterminés de la liste, qui constituent au moins les deux tiers de l'assemblée, d'autres souhaiteraient un dialogue avec le RPR. C'est le cas de Renaud Donnedieu de Vabres, député d'Indre-et-Loire et proche de M. Léotard, qui penche, depuis longtemps, du côté de l'union de l'opposition ; de Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, qui fut la tête de liste de l'ensemble de l'opposition aux européennes de 1994 ; Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, qui, les jours précédents, a semblé pencher en faveur de la discussion, demeure dans le flou. Quant à Philippe Douste-Blazy, président du groupe de l'Assemblée nationale, quelque peu encombré de son double engagement en faveur d'une liste UDF, d'une part, et de Jacques Chirac, de l'autre, il préfère évoquer l'avenir et les équilibres à venir dans l'opposition.

Lui aussi initialement partisan de l'union de l'opposition, Jacques Barrot reconnaît cependant la valeur des arguments en faveur de la liste. Constatant que l'assemblée penche clairement de ce côté, il annonce qu'il se rangera à son avis, mais conjure ses amis de prendre garde à l'isolement. Il les prévient aussi que l'UDF devra justifier sa liste *« dans un contexte rendu plus difficile par le départ de Séguin, la guerre du Kosovo et la perspective des élections municipales et législatives »*. Henri Plagnol, député du Val-de-Marne et signataire, avec Renaud Dutreil, député UDF de l'Aisne, ainsi que des députés RPR et DL, de multiples appels à l'union, fait rire sous cape lorsqu'après un *mea culpa* – *« je me suis trompé, François, je ne pensais pas que l'hypothèse d'une liste UDF serait si bien accueillie »* –, il suggère au président de l'UDF qu'il serait peut-être enfin temps de rentrer dans le rang.

Le souvenir d'humiliations passées enflamme parfois les esprits. Le RPR en fait les frais. Le RPR version Nicolas Sarkozy, s'entend, puisque l'UDF s'est aujourd'hui trouvé, en Charles Pasqua, un allié de choix. *« C'est lui le véritable porteur du gaullisme. Nicolas Sarkozy, c'est un autre parti »*, affirme ainsi Maurice Leroy, député du Loir-et-Cher, ancien secrétaire général du groupe communiste du Sénat avant d'être « débauché » par M. Pasqua, puis d'être élu député UDF.

M. PASQUA, ALLIÉ OBJECTIF

Cette alliance de revers avec M. Pasqua, c'est justement l'un des éléments qui a conduit M. Bayrou a croire en sa chance. Renoncer à sa liste, a-t-il calculé, c'eût été, pour lui, disparaître du paysage de l'opposition, qui aurait été alors entièrement occupé par les avatars du RPR : un RPR libéral et européen autour de M. Sarkozy, un RPR national autour de M. Pasqua. Et Jacques Chirac en surplomb. Maintenir la liste UDF, spécule M. Bayrou, c'est occuper le terrain guigné par M. Sarkozy, sans contester le moins du monde celui de M. Pasqua. Seul face au RPR et à DL dans l'ancienne Alliance, M. Bayrou s'envisage aujourd'hui un allié, M. Pasqua, face au tandem Sarkozy-Madelin, qui cohabite sur le seul et même terrain du libéralisme. *« Ce trépied-là me plaît »*, se félicite M. Bayrou.

Il ne reste plus au bureau politique qu'à trouver le moyen de dire « non » sans passer pour le fauteur de trouble. Le communiqué charge donc M. Bayrou de défendre devant les Français une *« Europe politique fédérale »*. *« Fédérale »*, c'est le seul mot que ne peut articuler un gaulliste. Pour faire bonne mesure, la date de convocation du conseil national, initialement envisagé pour le 2 mai, est avancé au dimanche 25 avril : puisque la décision est prise, inutile de s'exposer aux pressions en tous genres. Un nouveau bureau politique de l'UDF en précisera, jeudi, l'ordre du jour. Jeudi, dimanche : c'est, dans les deux cas, le lendemain des réunions du RPR. Il ne sera pas dit que l'UDF aura rompu la première. En attendant, au programme de mercredi, réunion de la commission des investitures.

Cé. C.

La gauche en hausse dans un sondage

Un mois après le début de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le chef de l'Etat et le premier ministre bénéficient du soutien croissant de l'opinion. Selon l'enquête de BVA, réalisée du 15 au 17 avril auprès d'un échantillon de 1 101 personnes et publiée par *Paris-Match* (daté 22 avril), Jacques Chirac recueille 65 % de bonnes opinions (+ 5 points), tandis que Lionel Jospin est crédité de 64 % de bonnes opinions (+ 8 points en un mois).

Ce sondage, réalisé au moment de la démission de Philippe Séguin, permet mal d'en mesurer l'impact pour les élections européennes. Une liste conduite par MM. Sarkozy et Madelin recueille 20 % d'intentions de vote, une liste autonome de M. Bayrou 8 %, tandis que la liste de MM. Pasqua et de Villiers est créditée de 9 %. A gauche, la liste de M. Hollande recueille 24,5 % d'intentions de vote (+ 1,5 point) ; M. Cohn-Bendit regagne 2 points à 10 %.

Le PS constate « la profonde division du parti du président »

Le bureau national du PS a débattu, mardi 20 avril, de la situation politique à droite. *« Davantage que d'une crise de l'opposition*, a notamment expliqué Alain Claeys, directeur de la campagne européenne du PS, *nous sommes désormais en présence d'une profonde division au sein même du parti du président de la République. »* M. Claeys a ajouté que cela *« n'est pas neutre »* dans le fonctionnement des institutions, mais n'a pas précisé son analyse sur ce point.

***« Plus que jamais, nous devons être un pôle de stabilité autour du premier ministre et du gouvernement »*, a conclu le secrétaire national du PS, réduisant ainsi par avance la capacité d'expression du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, dont plusieurs responsables figurent en position éligible sur la liste socialiste pour les prochaines élections européennes.**

M. Bayrou : « Tourner la page sur des années d'enlisement »

COLMAR (Haut-Rhin)
de notre envoyée spéciale

Dans l'avion – d'une contenance de six passagers la semaine dernière, de vingt ce soir – qui l'emmène à Colmar pour une rapide réunion publique, mardi 20 avril, François Bayrou montre obligeamment, sur son ordinateur portable, les e-mails d'encouragement et de félicitation qu'il a reçus depuis son passage sur TF1, dimanche 18 avril. *« Quelques messages, on peut les truquer, mais pas des dizaines*, s'enchante le président de l'UDF. *C'est fou l'impact que peut avoir une seule émission de télévision ! »* Ce soir, il en est maintenant certain, il tiendra le premier meeting de la seconde campagne européenne qui s'est offerte à lui, et qu'il a décidé de faire, après la démission de Philippe Séguin.

Cette nouvelle campagne ne ressemble déjà plus tout à fait à la précédente. Les responsables locaux de l'UDF veulent eux aussi le croire. *« L'UDF a gagné en crédibilité. Tenez ferme, tenez bon ! »*, lui lance, en guise de bienvenue, Bernard Stoessel, président de la fédération du Haut-Rhin. Lorsque M. Bayrou se dirige à son tour vers le micro, les quelque trois cents participants applaudissent sagement en cadence, signe sans équivoque, à l'UDF, de ce qu'ailleurs on nommerait enthousiasme. *« Il y a des moments*, attaque M. Bayrou, *où les campagnes électorales basculent. Jacques Chirac évoque souvent ce jour de février 1995 où, pour lui, la campagne présidentielle a basculé. En entrant dans cette salle, j'ai eu le même sentiment. »*

Puis le président de l'UDF rappelle qu'avant les régionales de 1998 il était venu soutenir la liste conduite par M. Stoessel, alors aux prises avec la liste RPR rivale d'Hubert Haenel. *« Quelles menaces ne nous a-t-on pas servies ! »*, s'exclame M. Bayrou, avant d'ajouter : *« Malgré tous les prophètes de malheur, cette liste est arrivée en tête de toutes les listes de l'opposition. »*

Dans cette nouvelle campagne, M. Bayrou parle bien entendu de l'Europe. Mais, et c'est nouveau, il parle aussi beaucoup de politique intérieure – *« je ne suis pas un ange pur et radieux, je sais que ça existe »*, rassure-t-il son public.

« Nous sommes dans l'opposition, plus, nous sommes l'opposition, à égalité de droits et de devoir », lance-t-il à l'adresse du RPR. Surtout, le président de l'UDF endosse désormais un autre costume : celui, déjà porté en d'autres occasions, et notamment en 1989, de rénovateur. *« N'avez-vous pas le sentiment que ce dont a le plus besoin l'opposition, c'est de renouvellement, d'oxygène, d'apparition d'idées et de générations nouvelles ? »*, interroge M. Bayrou. *« C'est parce que l'opposition a renoncé au débat d'idées qu'elle est là où elle est aujourd'hui »*, a-t-il fait valoir avant d'espérer qu'un vrai débat européen dans cette campagne permette de *« tourner la page sur des années d'enlisement »*.

Cécile Chambraud

Suicide, résurrection et rédemption de la famille centriste

CHAUSSE-TRAPES, embuscades, occasions manquées et chances saisies : la reconstruction de l'UDF aura demandé un an d'efforts à François Bayrou. Rien n'était acquis. Longtemps, même, cette émancipation a davantage ressemblé aux derniers soubresauts de la droite non-gaulliste.

RÉCIT
Un an d'efforts de M. Bayrou pour éviter la disparition de l'UDF

● **24 mars 1998 : le pari.** Vingt ans après sa création par Valéry Giscard d'Estaing, la confédération libérale et centriste a vécu. Le 20 mars, au lendemain d'élections régionales calamiteuses pour la droite, cinq présidents de région issus des rangs de l'UDF ont été élus avec les voix du Front national. Réuni à la hâte dans la soirée du 24 mars, le bureau politique de l'UDF ne parvient pas à trancher. Son président, François Léotard, soutenu par François Bayrou, demande l'exclusion des cinq présidents, parmi lesquels Charles Millon, Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson. Au nom de la majorité des libéraux, Alain Madelin refuse cette sanction et dénonce un *« lynchage médiatique »*.

Président de Force démocrate, François Bayrou voit dans ce désaccord l'occasion de s'emparer de toute l'UDF. *« Une époque vient de s'achever »*, lâche-t-il. Dès le lendemain, sans consulter personne, il tente son pari. Ce dont la droite a besoin, lance-t-il, c'est d'un *« nouveau parti du centre et du centre-droit, l'espace que l'UDF occupait si mal »*. Et il appelle à le rejoindre *« tous les démocrates, les républicains, les libéraux »* qui refusent les accommodements avec l'extrême droite.

● ***14 mai* : l'isolement.** François Bayrou rêvait d'une percée de mousquetaire. Très vite, il doit déchanter. Bien peu se précipitent derrière le panache blanc de l'ancien ministre de l'éducation. Au contraire. Il a beau ferrailler, demander une consultation de la base, prêcher pour un nouveau parti unifié, tous ou presque l'accusent d'avoir cassé l'UDF et le soupçonnent de songer à pactiser avec la gauche.

Surtout, Alain Madelin refuse de se laisser absorbé. Craignant d'affronter directement François Bayrou devant les militants, il préfère quitter la confédération. Pour pallier l'effritement de l'opposition, Philippe Séguin, président du RPR, et François Léotard, son homologue de l'UDF, annoncent sans crier gare, le 14 mai, la création de L'Alliance. Deux jours plus tard, fort d'une cinquantaine de députés de Démocratie libérale (sur les 112 que compte l'UDF), Alain Madelin quitte l'UDF et adhère à L'Alliance.

Voilà François Bayrou isolé, en but[illegible] fronde de ses amis centristes, poussé à abandonner la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, condamné enfin à subir un nouveau camouflet, le 16 juin, avec l'élection à ce poste d'un rival ambitieux, Philippe Douste-Blazy, contre son propre candidat, Gilles de Robien. Douché par ces revers en cascade, le président de Force démocrate se réfugie prudemment, le 7 juillet, sous l'aile de l'Elysée : *« Les choix européens du président de la République sont justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se retrouver sur la même liste »* pour les élections européennes.

● **16 septembre : l'UDF réduite aux acquets.** François Léotard, battu aux régionales et cerné par la justice, a jetté l'éponge au début de l'été. La présidence de l'UDF est en déshérence. Mais une UDF réduite aux bataillons de Force démocrate et aux maigres troupes du parti de Hervé de Charette, des Adhérents directs, des radicaux de Thierry Cornillet et des libéraux en rupture de ban.

C'est pourtant à la tête de ce regroupement de notables et de baronnets que François Bayrou est élu, le 16 septembre, avec 89 % des suffrages exprimés par les adhérents. Reste à reconstruire un vrai parti, à unifier les structures de ses composantes, à s'imposer dans le concert de l'opposition.

Et ça commence on ne peut plus mal. Le 2 octobre, le tout nouveau président de l'UDF assiste, impuissant, à la conquête par Christian Poncelet – un gaulliste ! – de la présidence du Sénat. Le centriste René Monory est battu. La seule place forte de la droite libérale et centriste est perdue. M. Bayrou en est réduit à grommeler en privé contre ce coup bas. *« On ne va pas au clash sur un échec »*, calcule-t-il. Il se résigne à attendre des jours meilleurs. On se gausse, au RPR, de *« l'UDF-canal historique »*.

● **9 janvier 1999 : la revanche de Rhône-Alpes.** Un changement de pied de la direction du RPR, dans la nuit du 8 au 9 janvier, va soudainement réveiller le président de l'UDF. Assez des *« coups de sifflets »* ! *« Il suffit que nous cessions d'avoir peur »*, affirme M. Bayrou.

Il avait été laborieusement convenu que l'opposition toute entière s'alignerait, à Lyon, sur les choix tactiques de l'UDF locale. Bon gré, mal gré, la candidature d'Anne-Marie Comparini, adjointe de Raymond Barre à la mairie de Lyon, à la succession de Charles Millon à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, avait été soutenue au premier et au deuxième tours de scrutin.

Dans la nuit, avant le tour décisif, une série d'appels contradictoires venus de Paris, engagent finalement les élus du RPR à lâcher Mme Comparini au profit du doyen d'âge de l'assemblée. La manœuvre échoue, mais c'en est trop. Après le Sénat, l'UDF a failli perdre la deuxième région française. Et pourquoi pas la mairie de Lyon en 2001 ?

L'*« accident rhônalpin »*, comme dit Nicolas Sarkozy, va donner lieu à des semaines de polémiques. Philippe Séguin évoque notamment l'alliance des années 50 entre centristes et socialistes. Le comble est atteint lorsqu'à la table même du président de la République, le 19 janvier, M. Séguin rabroue brutalement M. Bayrou.

● ***7 février* : candidat malgré lui.** Depuis des mois, François Bayrou freinait des quatre fers. Bien sûr, l'Europe est une chasse gardée de l'UDF, et beaucoup des caciques du parti, dont Philippe Douste-Blazy, qui guette un faux-pas, poussent leur président à conduire une liste. Celui-ci rechigne à faire cavalier seul pour le scrutin du 13 juin : la pression du RPR, soutenu par le chef de l'Etat, autant que le souvenir cuisant de la liste de Simone Veil en 1989, dont il était directeur de campagne, l'incitent à se couler dans une liste unique de l'opposition, conduite, au besoin, par Philippe Séguin. Mais c'est précisément le passé anti-maastrichtien du président du RPR que refusent une partie croissante de ses troupes. La bataille de Rhône-Alpes a brusquement changé la donne. Le 7 février, le conseil national de l'UDF se prononce pour une liste séparée aux européennes. A ce titre, Jacques Chirac le reçoit très régulièrement, jusqu'à la veille du retrait de Philippe Séguin.

Gérard Courtois

Marie-France Garaud moque « l'exploit » de M. Chirac

Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, candidate en troisième place sur la liste de MM. Pasqua et de Villiers, n'a jamais mâché ses mots. *« Jacques Chirac aura réussi l'exploit de rétablir le régime d'assemblée, de faire entrer en fait la France dans l'OTAN et d'avoir redonné vie à l'UDF. M. Giscard d'Estaing doit se sentir frustré »*, lance-t-elle dans un entretien au *Figaro*, mercredi 21 avril.

Mme Garaud ajoute que la démission de Philippe Séguin *« n'est que la conséquence de la mauvaise foi, de l'ambiguïté et de "l'embrouille" qui imprègnent la politique intérieure et extérieure de la France »*. Quant au président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, *« s'il incarnait le gaullisme, on le saurait »*, assure-t-elle. Pour les élections européennes, *« François Bayrou et Charles Pasqua ont choisi la clarté, les autres continuent leurs opérations de camouflage. Pas pour longtemps »*, conclut-elle.







Jacques Chirac a échoué à rassembler derrière lui l'ensemble de l'opposition

ET FLÛTE ! Le conflit des Balkans était en passe d'effacer la dissolution manquée en rendant au chef de l'Etat la plénitude de sa fonction. L'opposition, secouée par la démission de Philippe Séguin, allait enfin serrer les rangs et venir, humblement, ployer le genou devant son seul grand chef, Jacques Chirac. La « recomposition » programmée pour les lendemains du 13 juin avait juste pris un peu d'avance, croyait-on à l'Elysée, mais tout était « sous contrôle ».

Sous contrôle, le RPR. Enfin débarrassé de ce président ingérable et « *caractériel* », la maison gaulliste allait retrouver ce qu'elle n'aurait jamais dû *quitter* : sa gestion directe par l'Elysée. Comme aux plus belles heures de la campagne législative de mai-juin 1997, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, s'active en tous sens . Ilmultiplie ostensiblement les réunions avec les dirigeants du RPR et affiche fièrement cette nouvelle donne politique. Nicolas Sarkozy multiplie, pour sa part, les gages d'allégeance : « *Chirac dit que...* », « *Chirac veut que...* », ne cesse-t-il de répéter depuis le départ de Philippe Séguin. Mais comme l'ancien balladurien ne bénéficie pas de la confiance aveugle du chef de l'Etat, celui-ci s'emploie également à l'encadrer de sa garde prétorienne, Jean-Louis Debré en tête. Quant à Alain Juppé, il n'a pas attendu une minute pour revenir. Sans souci de respect d'un « délai de veuvage », le chef de l'Etat le convie, mardi 20 avril, à occuper la place qui revenait précédemment à M. Séguin, au petit-déjeuner qui réunissait depuis plusieurs mois, autour de M. Chirac, le président et le secrétaire général du RPR ainsi que les deux présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat.

L'HABITUDE DE LA COUARDISE

Sous contrôle, les centristes. A l'Elysée, on était convaincu, vendredi 16 avril, qu'une pression forte suffirait à ramener la famille UDF dans le giron de l'union de l'opposition. Cette conviction, M. Chirac la puisait à plusieurs sources : les conversations qu'il avait eues avec des parlementaires UDF, à l'occasion des multiples déjeuners organisés à l'Elysée depuis plusieurs semaines ; les « informations » que lui donnait Philippe Douste-Blazy, son interlocuteur privilégié à l'UDF, qui joue à l'égard de M. Bayrou un jeu presque aussi compliqué que feu celui de Nicolas Sarkozy à l'égard de Philippe Séguin ; enfin, et ce n'est pas la moindre, la certitude historique qu'a le RPR de la couardise centriste. Dès l'annonce de la démission de M. Séguin, l'Elysée fait donc passer la consigne : il faut multiplier les appels à l'union pour faire vaciller les élus centristes inquiets de leur réélection de député ou de maire, et obliger M. Bayrou à ployer. Toute la chiraquie officielle s'emploie aussitôt à relayer la consigne présidentielle. La réponse, inattendue, tombe dimanche. Le chef de l'Etat ne s'y trompe pas : le ton du président de l'UDF est celui de quelqu'un qui ne cèdera pas.

Pour M. Chirac, tout est à recommencer. La résistance inattendue de M. Bayrou le ramène à la case précédente lorque, faute d'union, il tentait de se construire une image de chef d'une « *droite plurielle* », recevant régulièrement François Bayrou à l'Elysée – comme il le faisait encore jeudi – s'affichant aux côtés de Jacques Barrot, figure de la famille UDF pendant que M. Séguin menait campagne européenne aux Antilles, serrant à Lyon la main de la présidente UDF de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini, le jour même où MM. Séguin et Madelin participaient à leur première réunion publique à Marseille.

M. Barrot, qui appartient au groupe des quatre anciens ministres d'Alain Juppé – Michel Barnier, Dominique Perben et Jean-Pierre Raffarin – avec lequel M. Chirac s'entretient régulièrement, a tenté dès mardi de relancer cette dynamique de « droite plurielle ». « *Je ferai tout pour que nous préparions au-delà de ces élections européennes une opposition qui serait pluraliste (...), qui vive ses différences avec un respect mutuel, avec le sens du dialogue, et qui soit fidèle à la politique européenne courageuse du président* », a-t-il déclaré.

Mais toute la difficulté pour M. Chirac aujourd'hui, vient de ce que, cinq jours durant, il a été, pleinement, président du RPR, et perçu comme tel par l'opinion. En s'engageant comme il l'a fait dans la gestion directe des affaires de l'opposition, il risque de perdre le bénéfice des semaines et des mois passés. Ce danger a été souligné avec amertume par Edouard Balladur, mardi 20 avril sur TF 1 : « *J'ai peur*, a souligné l'ancien premier ministre et ex-futur tête de liste unique de l'opposition aux européennes, *que cet émiettement ait des conséquences à moyen terme qui coûteront cher à l'ensemble de l'opposition et qui nous conduiront peut-être à rester très longtemps dans cette position.* » L'avertissement vaut directement pour celui qui, à l'Elysée, n'a d'yeux que pour la future échéance présidentielle.

Pascale Robert-Diard

Le RPR fait porter à M. Bayrou le « sombrero de la division »

LES JEUX sont faits. Quatre jours après avoir été nommé président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy a décidé de prendre la tête d'une liste RPR-DL en compagnie d'Alain Madelin. Au cours de multiples réunions, mardi 20 avril, à commencer par un petit déjeuner avec le président de la République et les membres du conseil politique restreint dont il s'est entouré – Christian Poncelet, Alain Juppé, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan –, le député des Hauts-de-Seine s'est assuré qu'il n'était pas possible d'aller plus loin dans les concessions, en direction de l'UDF.

La veille, à Chambéry, il avait affirmé, en vain, qu'il n'y avait « *rien d'insurmontable* » dans la discussion des propositions exprimées, dimanche sur TF 1, par François Bayrou sur la défense européenne, la Constitution et l'élection d'un président de l'Europe. Mais alors qu'au siège du mouvement gaulliste le conseil politique restreint venait de convoquer un bureau politique du RPR pour le mercredi 21 avril dans l'après-midi, le bureau politique de l'UDF, réuni au même moment, réaffirmait son engagement pour « *une Europe fédérale* ». A aucun moment, le mot « *union* » n'était cité par le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, pas plus qu'il n'était fait référence au président de la République. « *La prochaine fois, ils vont nous demander de faire la campagne en esperanto !* », ironisait un cadre du mouvement gaulliste.

La grogne monte au RPR, en effet, devant l'« *arrogance* » du président de l'UDF. « *François Bayrou ne veut pas d'une rencontre avec le RPR et DL pour une raison très simple : c'est qu'une telle réunion aboutirait à un accord* », explique-t-on dans l'entourage de M. Sarkozy. Cet agacement est partagé par Laurent Dominati, secrétaire général de Démocratie libérale, qui déclarait, mardi sur BFM : « *On en a un peu assez de ce cinéma.* »

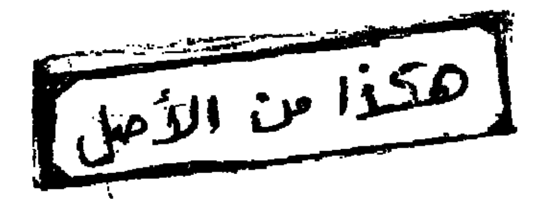
QUESTION « IRRÉELLE » À M. BALLADUR

Après de nouveaux entretiens avec, entre autres, Philippe Séguin – qui s'est installé dans son ancien bureau de l'Assemblée nationale – et Edouard Balladur, le nouveau président du RPR a vérifié précisément auprès du président de DL, Alain Madelin, que celui-ci était bien toujours partant. Puis, ultime précaution, il s'est entretenu avec Valéry Giscard d'Estaing, de retour de Grèce. Ironie de l'histoire, M. Sarkozy s'est sans doute souvenu qu'il y a dix ans, lors des élections européennes de 1989, il était avec M. Madelin le directeur de campagne du tandem formé à l'époque par M. Giscard d'Estaing et par M. Juppé, tandis que les centristes, déjà, faisaient bande à part.

Invité du journal de 20 heures sur TF1, M. Balladur était contraint de prendre acte, au pied levé, de l'évolution, rapide, de la situation. Alors qu'on lui demandait s'il aurait pu conduire une liste d'union de l'opposition, l'ancien premier ministre a simplement répondu : « *Votre question est irréelle, à cet instant.* » « *80 % des électeurs de l'opposition souhaitent l'union et une liste commune de l'opposition pour les élections européennes. Je constate qu'ils vont être cruellement déçus* », a ajouté M. Balladur.

Il ne reste plus, dès lors, qu'à préparer les arguments de campagne. Les déclarations de ces derniers mois de M. Bayrou, qui n'a pas toujours été hostile à une liste commune, ont déjà été passées au peigne fin par les archivistes du RPR. Mercredi après-midi, le bureau politique du RPR devait toutefois veiller à ne pas fermer toutes les portes. Il s'agit, comme le dit un proche de M. Sarkozy, de « *faire porter le sombrero de la division à François Bayrou* ». Claude Goasguen, porte-parole de DL, a commencé à le faire, mercredi matin sur France 2, en déclarant que « *l'UDF a de toute évidence choisi la division* ». Il a aussi exprimé le voeu que la campagne que mèneront MM. Sarkozy et Madelin s'appuie sur le « *thème de la rénovation et du renouvellement* » et qu'elle puisse préfigurer « *une vraie formation de droite* ».

Jean-Louis Saux



Parution du décret sur le service militaire volontaire

LES JEUNES FRANÇAISES nées avant le 31 décembre 1982 peuvent désormais effectuer un service volontaire dans les armées. Le décret d'application de la loi d'octobre 1997 sur la réforme du service national vient de paraître au *Journal officiel*. Le volontariat devrait permettre aux Français et aux Françaises, âgés de dix-huit à vingt-six ans, de réaliser une première expérience professionnelle au sein des trois armées et de la gendarmerie. Il est conclu pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois. Le volontaire sert sous statut militaire et il perçoit une solde équivalant au smic. Au total, à l'horizon 2002, le ministère de la défense est autorisé à embaucher 27 171 jeunes volontaires – hommes et femmes –, dont 60 % dans la gendarmerie.

DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ : Bruno Mégret, président du Front national-Mouvement national**, s'est déclaré, mardi 20 avril, opposé au renforcement des effectifs de police de proximité annoncé lundi par le conseil de sécurité intérieure. M. Mégret, qui ne croit pas à la prévention, a expliqué lors d'une conférence de presse à Senlis (Oise) que « *les policiers n'ont pas à s'occuper des honnêtes gens, mais des délinquants* ».

■ **35 HEURES : la CFE-CGC réclame une troisième loi en 2000** afin de répondre aux litiges juridiques posés par les 35 heures. Cette loi devrait, notamment, être l'occasion de « *réformer le droit du licenciement pour motif économique* », ajoute l'organisation syndicale, en rappelant que le gouvernement s'y était engagé.

Le surcoût pour l'Etat de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs

Verts et communistes plaident pour un dispositif plus généreux

Compte tenu des transferts financiers prévus, la facture complémentaire de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs pour les finances publiques. Jugeant la somme modeste, les communistes et les Verts comptent revenir à la charge pour demander le relèvement du seuil ouvrant droit au dispositif.

ADDITION FAITE, la mise en place de la couverture maladie universelle (CMU) sera d'un « *coût final modéré* » pour les finances publiques. Pour l'Etat, la « *charge nette* » supplémentaire sera de 1,7 milliard de francs (260 millions d'euros), selon les calculs du rapport de la commission des affaires sociales rendu public mardi 20 avril. C'est moins que les premières estimations qui avaient été réalisées pour ce projet de loi, discuté à partir de mardi 27 avril à l'Assemblée nationale. Du coup, députés Verts et communistes comptent revenir de plus belle à la charge sur l'extension de la CMU, en demandant que le plafond de revenus mensuels ouvrant droit au dispositif soit relevé, de 3 500 à 3 800 francs. Il y a peu, ils avaient d'ailleurs réussi, avec le soutien de l'opposition, à faire adopter par la commission des affaires sociales un amendement dans ce sens avant d'être à nouveau mis en minorité, dès le lendemain, par les socialistes (*Le Monde* du 9 et du 10 avril).

« *On nous présente la CMU comme un projet historique. Et, pour ce projet historique, combien met l'Etat ? 1,7 milliard de francs !* », tempête le député Maxime Gremetz (PC, Somme). « *Un projet ne se mesure pas à son coût. Que celui-ci se fasse dans des conditions financières maîtrisées, cela me paraît lui donner encore plus de valeur* », riposte le rapporteur du projet de loi, Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe). Le financement de la CMU, cette « *urgence sociale trop longtemps différée* », est complexe puisqu'il repose sur « *d'importants transferts financiers* », comme le reconnaît le rapport. Les crédits, attribués jusqu'ici aux départements chargés de l'aide médicale gratuite, sont recentralisés. Cela permettra, souligne M. Boulard, de « *diminuer de 9,1 milliards de francs la dotation générale de décentralisation* ». L'Etat devra, en revanche, alimenter les fonds destinés à financer les deux étages de la CMU : l'accès obligatoire au régime de base pour 150 000 personnes qui en étaient jusqu'ici dépourvues et l'accès, gratuit, à un régime complémentaire pour six millions de bénéficiaires potentiels. La différence, entre l'ancien système et celui qui devrait lui succéder, s'élève donc à 1,7 milliard. La part du financement qui revient aux partenaires du projet, assurances et mutuelles, a été fixée sans plus de précision à 1,75 % du montant total des cotisations santé versées par leurs adhérents. Soit, selon des estimations mutualistes, une somme quasi équivalente, dans ce secteur, à celle versée en plus par l'Etat.

« AUGMENTATION CONJONCTURELLE »

A ceux qui redoutent des mauvaises surprises dues à des projections trop basses, M. Boulard répond dans son rapport par une formule alambiquée. « *Il n'y a pas de risque de forte augmentation des dépenses de soins par les futurs bénéficiaires de la CMU ; les statistiques montrent que les personnes les plus modestes dépensent en moyenne 10 % de moins que les autres en matière de santé. On peut s'attendre toutefois à une augmentation conjoncturelle de ces dépenses lors de l'entrée dans le dispositif du fait d'une mise à niveau* »... Lors de son audition par la commission des affaires sociales, le président de la *Mutualité française*, Jean-Pierre Davant, avait cependant jugé nécessaire de « *réviser les prévisions du financement du dispositif* », estimant à 800 000 le nombre de personnes âgées qui en bénéficieraient...

La participation de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), elle, a d'ores et déjà été revue à la hausse. Au final, la charge nette qui devrait peser sur la Caisse sera de 900 millions de francs, après, ici aussi, d'importants transferts financiers. Cette somme résulte de la suppression de l'assurance personnelle, compensée en partie seulement par de nouvelles cotisations, moins élevées, et par l'accès au régime de base de 150 000 personnes. Bien que l'assurance-maladie soit engagée par ailleurs dans un plan d'économies, M. Boulard écrit qu'« *en définitive le montage financier du projet permet de ne pas modifier pour l'an 2000 de façon sensible les équilibres issus de la loi de financement de la Sécurité sociale* ».

En réponse aux critiques des Verts et des communistes, et pour diminuer les effets de seuil, le rapporteur propose la création d'un nouveau fonds, alimenté par les organismes complémentaires, encouragés à « *faire un effort de solidarité* ». Ce fonds serait destiné à venir en aide aux personnes dont les ressources se situent juste au-dessus de la barre des 3 500 francs. Certains s'étonnent. « *Cette idée est sortie comme ça. Il n'y a eu aucune concertation sur le sujet* », affirme M. Davant.

Isabelle Mandraud

Robert Hue réfléchit à un compromis sur le Kosovo avec ses co-listiers

Le PCF d'accord pour une « force d'interposition »

DANS les prochains jours, les partenaires de la liste « Bouge l'Europe ! » conduite par Robert Hue devraient rendre public un texte commun sur le Kosovo. C'est le secrétaire national du PCF qui a vendu la mèche, lundi 19 avril, dans un de ses meetings de campagne, à Charleville-Mézières (Ardennes).

Comprenant sur sa liste des personnalités qui soutiennent l'intervention militaire en Serbie, notamment la philosophe Geneviève Fraysse en seconde position et Philippe Herzog, député européenn sortant, ex-communiste, en septième place, il s'agit pour M. Hue qui a désapprouvé, dès le début du conflit, les bombardements de l'OTAN, de trouver une délicate synthèse.

L'enjeu pour le parti communiste est de taille. M. Hue a en effet réaffirmé, mardi 20 avril, dans un entretien au *Midi Libre* que sa position est « *claire* », sur le Kosovo, mais les questions qui continuent d'affluer, lors de ses déplacements, montrent qu'elle n'est pas perçue comme telle. Si la double parité (autant de femmes que d'hommes ; de communistes que de non-communistes...) continue d'être un motif de fierté pour M. Hue, en revanche, la pluralité d'opinions qui s'expriment au sein de la liste qu'il conduit, menace à terme de brouiller son discours. A l'issue du comité national du PCF, vendredi 16 avril, Sylviane Ainardi, députée européenne, qui en était le rapporteur, avait d'ailleurs reconnu que « *tout cela nous bouscule* ».

Par chance, les douze premiers de liste « Bouge l'Europe ! » sont tous parisiens ou presque et, depuis vendredi, ils se sont réunis à plusieurs reprises au siège de campagne, afin d'élaborer un texte de compromis. Ce texte est destiné à paraître dans le premier journal de campagne de la liste.

NE PAS « TRICHER »

Il s'agit pour les co-listiers de ne pas « tricher » et de ne pas masquer les désaccords initiaux qui portaient au premier chef sur la nécessité d'intervenir militairement au Kosovo. Ce constat de désaccord sera donc notifié dans le préambule. Mais alors que le conflit s'installe dans la durée, il semble possible que des points d'accord se dessinent pour trouver « *une issue politique* » au conflit.

Dans la première ébauche du texte, les membres de la liste se retrouvent pour « *réintroduire l'ONU, comme élément pivot* », dans une solution de sortie de crise. « *Le refus de toute partition du Kosovo* », ainsi que la nécessité du déploiement d'« *une force d'interposition internationale* » font aussi partie des points d'accord. A la demande de M. Herzog, il a été ajouté que « *la défaite du régime de Milosevic et de tout pouvoir nationaliste est une condition nécessaire à une paix durable* ».

De son côté, M. Hue a, dans le même entretien au *Midi Libre*, fixé la limite des concesssions admissibles pour les communistes. Pour lui, « *une intervention terrestre nous placerait au bord de l'abime* » dit-il, et « *les communistes prendraient alors toutes leurs responsabilités* ». Mais « *je suis convaincu que notre voix sera entendue* », ajoute-t-il.

Alain Beuve-Méry

t Hue réfléchit à un
romis sur le Kosovo
ec ses co-listiers

هكذا من الأصل

MÉDECINE La France est le plus grand consommateur mondial de « veinotoniques », ces médicaments destinés à lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et la maladie veineuse. Le marché français représente 70 % du marché mondial. ● EN 1997, CINQ VEINOTONIQUES figuraient parmi les cinquante médicaments les plus vendus en France, ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs et un coût de 1,6 milliard de francs pour l'assurance-maladie. ● DANS UN RAPPORT, l'Agence du médicament conclut pourtant que ces traitements si souvent prescrits n'ont aucune efficacité. ● AU VU DE CES DONNÉES, MARTINE AUBRY ET BERNARD KOUCHNER ont saisi la commission chargée d'étudier la prise en charge, par la Sécurité sociale, des médicaments concernés. Un déremboursement de ces traitements pourrait être envisagé.

L'incompréhensible boulimie française pour les « veinotoniques »

70 % des médicaments destinés à lutter contre les « jambes lourdes » consommés dans le monde le sont en France. Selon l'Agence du médicament, ces molécules, qui coûtent 1,6 milliard de francs par an à l'assurance-maladie, sont pourtant inefficaces

LA FRANCE détient un étrange record : à elle seule, elle consomme plus des deux tiers des médicaments « veinotoniques » – ces molécules qui sont censées lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et l'insuffisance veineuse des membres inférieurs – vendus dans le monde. Aucune donnée médicale ou épidémiologique ne justifie cette consommation exceptionnelle qui est à la fois fort coûteuse pour la collectivité et dommageable pour la santé publique. *« Une forte demande en consultations de ville, une offre importante du nombre de spécialités soutenue par une promotion active, des industriels pharmaceutiques et un statut de médicament remboursable sont probablement les principaux éléments pouvant expliquer cette spécificité française »*, souligne un rapport daté du mois de mars et rédigé par l'Agence du médicament et l'Observatoire national des prescriptions et consommations des médicaments.

Ce document met en lumière les incohérences de ce secteur méconnu de l'activité médicale et pharmaceutique française. Son constat est accablant quant à la consommation des très nombreux médicaments – le dictionnaire Vidal en recense 77 – officiellement destinés, en France, à lutter contre les symptômes de la « maladie » – ou de « l'insuffisance veineuse » – des membres inférieurs, une entité pathologique complexe et mal définie *(lire ci-contre)* : cinq veinotoniques figuraient, en 1997, parmi les cinquante médicaments les plus vendus, en unités (nombre de boîtes). Trois de ces molécules figuraient en outre parmi les cinquante médicaments qui ont dégagé le plus de chiffre d'affaires en 1998.

CROISSANCE CONSTANTE

La consommation des veinotoniques dans notre pays est en croissance constante : malgré un léger infléchissement ces dernières années, ces médicaments ont enregistré une progression annuelle moyenne, en volume, de 2,4 % de 1991 à 1997. En 1998, dix-huit millions de prescriptions de veinotoniques ont été effectuées, ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs. Entre 1983 et 1997, la progression du chiffre d'affaires de ce secteur pharmaceutique a été, en moyenne annuelle, de 7,3 %. *« Le marché de ces substances est en France huit fois plus important qu'en Italie, et plus de cent cinquante fois plus important qu'en Grande-Bretagne »* souligne le rapport. Aux Etats-Unis, il est même *« pratiquement inexistant »* alors que ce pays est le premier marché mondial du médicament.

Cette situation est d'autant plus incompréhensible que le rapport établit que fort peu d'éléments permettent d'affirmer que ces médicaments sont dotés d'une réelle efficacité. Le traitement de référence de l'insuffisance veineuse des membres inférieurs n'est pas médicamenteux : il est plus efficace, selon le rapport, d'avoir recours à une contention élastique des membres inférieurs. En pratique, la prescription par les médecins des médicaments veinotoniques fait suite à différentes doléances exprimées par leurs patients (sensation de « jambes lourdes », de gonflement des membres inférieurs, de crampes nocturnes et de sensations de picotements en différents endroits des membres inférieurs) ou à la présence de varices. La consommation de ces substances fait aussi une large place à l'automédication.

Les auteurs du rapport de l'Agence du médicament rappellent que les recommandations officielles établies, depuis novembre 1998, au travers des « références médicales opposables » – ces règles de « bonne pratique » médicale ouvrant droit au remboursement – ne définissent aucune situation dans lesquelles ces molécules peuvent être prescrites. Seules sont précisées des restrictions à leur utilisation, qu'il s'agisse de prescriptions pour des périodes de plus de trois mois ou d'associations de plusieurs molécules de cette même classe. *« Aucune donnée n'a permis de retenir leur action préventive ou curative dans les formes trophiques* [complications cutanées] *de l'insuffisance veineuse chronique*, conclut le rapport. *De fait, la prévalence des troubles trophiques d'origine veineuse ne diffère pas en France de celle des pays utilisant peu ou pas de veinotoniques. »*

« BAS DE CONTENTION »

Le rapport remis à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, rappelle qu'un groupe de travail de l'Agence nationale de l'évaluation médicale avait établi dès 1996 que les veinotoniques étaient, au mieux, de simples traitements d'appoint par rapport à la contention élastique obtenue grâce au port de bas, qui constitue, selon la littérature internationale, la « thérapeutique de référence » des symptômes de l'insuffisance veineuse chronique. Un euphémisme qui signifie que ces molécules n'ont, en réalité, pas d'efficacité thérapeutique avérée.

Etudiant le coût, pour la collectivité, de cette consommation médicamenteuse, le rapport souligne que *« le chiffre d'affaires des bas de contention est minime en regard de celui des veinotoniques respectivement en 1998 : trois cents millions de francs contre trois milliards de francs »*. En 1997, les médicaments « veinotoniques » représentaient un coût d'environ 1,6 milliards de francs pour les régimes d'assurance maladie. Le rapport remet donc implicitement en cause le bien-fondé du remboursement actuel de ces molécules par la collectivité.

J.-Y. N.

Une maladie aux contours flous

● **La pathologie veineuse.** Il n'existe pas de définition précise de cette pathologie caractérisée, pour l'essentiel, par une circulation anormale du débit sanguin dans le réseau veineux des membres inférieurs. Fréquente dans les pays industrialisés, la maladie veineuse peut soit se traduire par de simples symptômes (« lourdeur » des jambes, « gonflements », crampes nocturnes), soit se compliquer de varices ou d'ulcères des jambes. La fréquence de cette pathologie croît avec l'âge. Elle est plus fréquente chez la femme. Les quelques études épidémiologiques situent entre 3 % et 40 % la prévalence de l'insuffisance veineuse chronique dans la population générale.

● **La prévention.** Cette situation pathologique est favorisée par les stations debout prolongées et les systèmes de chauffage par le sol. On sait qu'elle peut aussi être liée à l'absence d'une activité sportive dynamique et prolongée ainsi qu'à une surcharge pondérale, des déséquilibres alimentaires et certaines habitudes vestimentaires *(vêtements serrés au niveau de la taille ou des membres inférieurs, chaussures inadaptées)*.

● *Le traitement.* *Les résultats des différentes études conduites sur ce thème convergent* : le traitement de base de toute insuffisance veineuse chronique est la contention des membres inférieurs par des bas élastiques. Pour certains spécialistes, les médicaments peuvent parfois constituer un traitement d'appoint par rapport à cette contention sans qu'aucune recommandation précise puisse, sur ce point, être fournie aux prescripteurs. En cas de complications (présence de varices, notamment), la sclérothérapie ou la chirurgie deviennent indispensables.

Le gouvernement étudie les modalités d'un déremboursement

AU VU du caractère atypique de la consommation française de médicaments veinotoniques, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, ont annoncé, mercredi 21 avril, qu'ils avaient saisi la commission de la transparence de l'Agence du médicament afin que soit réévaluée avant la fin du premier semestre 1999 le réel bénéfice thérapeutique apporté par cette classe de médicaments.

Cette commission de l'Agence du médicament, composée de seize représentants des pouvoirs publics et du monde médical et pharmaceutique est chargée de la réévaluation des médicaments remboursables, qui tous les trois ans, doivent faire l'objet d'un réexamen en vue du renouvellement de leur inscription sur la liste des spécialités remboursées par la Sécurité sociale. Cette réévaluation a pour objectif de rationaliser et d'harmoniser les conditions de prise en charge des médicaments en se fondant, strictement, sur le « service médical rendu », autrement dit sur leur rapport bénéfice-risque et sur leur efficacité thérapeutique.

AUTOMÉDICATION

La réévaluation peut ainsi aboutir à un déremboursement, partiel ou total, de certaines molécules et constitue *de facto* un instrument de lutte contre les prescriptions abusives et la dérive des dépenses de santé. En janvier 1998, le gouvernement avait retiré de la liste des spécialités remboursables du Lysanxia dans son dosage à 40 milligrammes (laboratoires Parke-Davis), un médicament anxiolytique très prescrit en France. Les experts de l'Agence du médicament avaient en effet estimé que cette molécule, indiquée dans différentes formes d'anxiété, était utilisée bien au-delà de ses indications officielles. Sept mois plus tard, le Maxepa (laboratoires Pierre Fabre), un médicament prescrit depuis 1987 pour prévenir certaines maladies cardiovasculaires, faisait lui aussi l'objet d'une décision de déremboursement total en raison d'un service médical rendu jugé insuffisant.

Dans un point de vue publié peu de temps avant ces mesures dans nos colonnes (*Le Monde* daté 14-15 décembre 1997), Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux, dénonçait *« la politique honteuse du déremboursement »*, qui conduit selon lui à *« une destruction du lien social »*, renforce les inégalités devant l'accès aux soins et favorise l'arrivée des assurances privées dans le champ de la santé.

Le syndicat national de l'industrie pharmaceutique, qui redoute un déremboursement total des « veinotoniques », souhaite que les pouvoirs publics tiennent compte de ses récentes propositions de classement en quatre catégories (innovation, médecine courante, automédication, génériques) correspondant à quatre types de prise en charge par la collectivité.

Dans l'entourage des deux ministres en charge de ce dossier, on se refuse pour l'heure à anticiper les conclusions qui devront être tirées des travaux de la commission de transparence. L'une des hypothèses envisagées est une négociation avec l'industrie conduisant, à terme, à un déremboursement total.

Laurence Folléa et Jean-Yves Nau

L'imprudente promesse du président Houphouët-Boigny

SENTANT sa mort prochaine, le chef d'Etat ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, décida, au mois de juillet 1993, de tenir une promesse faite à un homme dont l'importance se fait plus grande au soir d'une vie. Il se rappela avoir affirmé au pape Jean-Paul II qu'il édifierait un hôpital à deux pas de la basilique construite dans son village natal, Yamoussoukro, symbole de démesure et de gabegie.

Afin de réunir les fonds nécessaires, il opta, dans un premier temps, pour la vente de son hôtel particulier et de son mobilier, rue Masseran, dans le 7e arrondissement de Paris. Faute d'avoir pu convaincre le roi du Maroc d'acheter l'ensemble, le président ivoirien préféra proposer aux enchères chez Sotheby's, à New York, les pièces rares qui habillaient l'intérieur de cet hôtel. Parmi les tableaux figuraient de nombreux impressionnistes, dont Renoir, Degas et Monet. Et à l'orfèvrerie, en argent massif et vermeil – Christofle fin XIXe –, s'ajoutait un magnifique salon de 1737, signé Jean Gourdin, composé d'un canapé et de six fauteuils. Un émissaire de M. Houphouët-Boigny versa 780 000 francs en espèces à la compagnie aérienne Air Afrique pour affréter un avion tout spécialement destiné au transport de ces biens précieux vers New York.

C'est ainsi qu'apparurent, à l'automne 1993, au sein du catalogue Sotheby's, les pièces extraites de l'hôtel Masseran. Fidèles lecteurs de ce type de publication, les fonctionnaires du ministère de la culture français ne cachèrent pas leur surprise. Comment le salon du père Gourdin, classé monument historique le 20 décembre 1966, avait-il pu quitter le territoire à l'insu des autorités ?. Ils alertèrent la direction de Sotheby's, qui mit aux enchères l'ensemble des pièces mais bloqua la vente du salon.

Les six fauteuils « à la reine » et le canapé « à oreilles », époque Louis XV, sont habillés de tapisseries illustrant les fables de La Fontaine. Insérées dans des cadres façon coquillages, agrémentées de serpentins de feuilles, les évocations des fameux textes moralistes sont déclinées en divers tons de gris. Acheté par le chef de l'Etat ivoirien en 1989, ce salon ornait, à l'origine, l'une des pièces du château de Condé-en-Brie et provenait de la collection personnelle du marquis de Sade.

« BAGAGES ACCOMPAGNÉS »

Les douanes françaises découvrirent, à cette occasion, qu'aucune autorisation n'avait été accordée pour ce transfert d'œuvre d'art, que les autorités ivoiriennes ne s'étaient pas acquittées des taxes inhérentes à ce type de transport et que le mobilier et les tableaux avaient été dissimulés sous l'intitulé « bagages accompagnés ». Près de 5 millions de francs sont réclamés aux ayants droit du président ivoirien, décédé le 7 décembre 1993.

Après une longue procédure administrative, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris, au printemps 1998, pour *« exportation illicite de mobilier classé monument historique »*. Depuis, le salon du père Gourdin a été réexpédié en France par Sotheby's et attend sous douane qu'un bienfaiteur daigne payer les taxes pour mettre fin à cette fable africaine. A ce jour, l'hôpital n'a pas été construit mais, selon l'entourage du défunt, d'autres ventes doivent encore intervenir pour permettre de réunir les fonds nécessaires à la réalisation de l'édifice promis par Félix Houphouët-Boigny.

Jacques Follorou

Des toques étoilées protestent contre l'assimilation de l'alcool à une drogue

QUELQUES-UNS des grands noms de la gastronomie française, parmi lesquels les Haeberlin, les Troisgros ou Faugeron, ont apposé leurs paraphes au bas d'un texte dénonçant un projet de décret assimilant *« le vin, le champagne, les spiritueux, la bière, le cidre et l'ensemble des boissons alcoolisées (...) aux drogues dures »*. Cette pétition nationale, qui aurait été signée par vingt mille personnes, a été remise lundi 19 avril à l'hôtel Matignon. Les signataires refusent l'*« amalgame qui fera* [d'eux] *des producteurs de drogue, des dealers ou des drogués »* et dénoncent *« ce mauvais coup porté à toute une culture alors que la majorité des consommateurs font un usage raisonnable et convivial du vin, dont les effets bénéfiques sur la santé sont aujourd'hui reconnus, et des autres boissons alcoolisées »*.

Le premier ministre, Lionel Jospin, devrait en effet trancher, dans les mois qui viennent, sur la nécessité de classer l'alcool parmi les substances fortement toxiques, comme l'héroïne, ainsi que le préconisait en juin 1998 un rapport remis au secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, par le professeur Bernard Roques. La présidente de la Mission interministérielle à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Nicole Maestracci, avait défendu cette même approche dans une note d'étape remise à Lionel Jospin le 15 octobre 1998 : elle prônait alors le rapprochement *« des structures de soins destinées aux consommateurs abusifs d'alcool avec celles destinées aux toxicomanes »* (*Le Monde* du 3 avril).

DOSES MODÉRÉES

Le plus tempérant des épidémiologistes concédera qu'il paraît acquis qu'à des doses modérées le vin, comme le thé vert, apporte un bénéfice face au risque cardio-vasculaire. Le moins œnophile des alcoologues reconnaîtra de même qu'il voit plus souvent en consultation des abonnés au vin de table que des amoureux du Château Cheval blanc. Mais les pétitionnaires, célèbres ou obscurs, semblent avoir oublié les 40 000 morts annuelles directement imputables à l'alcoolisme. Selon le Haut Comité de la santé publique, l'abus d'alcool est impliqué dans 20 % des accidents domestiques, 15 % des accidents du travail, 80 % des rixes, des bagarres et des violences familiales (*Le Monde* du 19 mars). 15,9 % d'hommes et 5,1 % de femmes âgés de dix-huit ans et plus sont des buveurs. Les Français, qui absorbent en moyenne 10,9 litres d'alcool pur par an, n'ont cédé la première place en Europe au Portugal qu'en 1997. Voilà qui nuance quelque peu l'argument culturel invoqué par la pétition.

Derrière quelques toques étoilées pointe l'oreille du lobby des alcooliers, qui met en avant l'image noble du terroir viticole pour faire oublier celle, plus prosaïque, de la dépendance d'une partie des consommateurs. Dans son rapport, le professeur Roques classait l'alcool en compagnie de l'héroïne et des opiacés, ainsi que de la cocaïne dans le premier groupe (le plus dangereux) des substances *« hédoniques susceptibles d'entraîner des effets plus ou moins accentués de dépendance psychique »*. Le rapport, préparé par dix experts français et étrangers, indiquait que l'alcool, à l'instar des *« drogues dures »*, engendrait une *« très forte dépendance physique, une très forte dépendance psychique, une forte neurotoxicité et possédait une forte dangerosité sociale. »*

Paul Benkimoun

DÉPÊCHES

■ **RELIGION : quatorze associations de chrétiens « critiques » se sont regroupées** dans une fédération nommée « Les réseaux des parvis », qui édite un trimestriel sous le même nom. *« Critiques mais fidèles »*, ces associations militent pour une démocratisation dans l'Eglise catholique. Certaines d'entre elles avaient vu le jour après l'éviction de l'ancien évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, en janvier 1995. D'autres sont plus anciennes, comme Droits et libertés dans les Eglises, Femmes et hommes en Eglise, le groupement de prêtres Jonas, un groupement d'homosexuels chrétiens, et Plein Jour, qui rassemble des femmes vivant avec des prêtres.

■ **MONT-BLANC : les familles des victimes du tunnel du Mont-Blanc se sont constituées en association**, mardi 20 avril, en affirmant, selon un de leurs représentants, avoir été *« mises à l'écart »* et *« dans l'incertitude »* après le drame, à cause d'un *« défaut de communication »*. Cette association devrait se constituer partie civile, a annoncé son avocat, Me Alain Jakubowicz, qui a également invité les familles à se constituer individuellement partie civile.

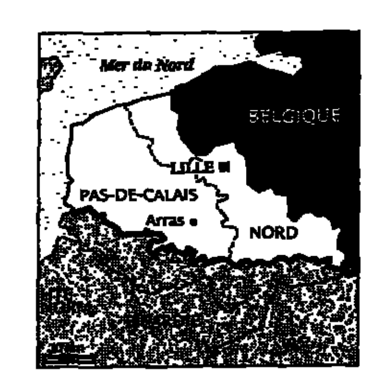
■ **FEMMES : en réponse à une lettre de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire**, demandant aux Galeries Lafayette de *« reconsidérer le bien-fondé »* de l'exposition de mannequins vivants dans ses vitrines (*le Monde* du 15 avril), la direction du grand magasin a indiqué, mardi 20 avril, *« être prête à réfléchir à la façon d'éviter un malentendu et une polémique aux antipodes de l'esprit de* [son] *initiative »*. La secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Nicole Péry, s'est également insurgée publiquement contre cette exposition.

هكذا من الأصل

NORD - PAS-DE-CALAIS

Les élus réclament une politique de la ville plus réaliste

Dans la région la plus urbanisée de France, où les villes nées avec l'industrialisation manquent d'espaces publics, un logement sur deux est en HLM. Les Nordistes veulent agir au niveau de l'agglomération. Ils reprochent à l'Etat un saupoudrage inefficace et une vision trop normative



LILLE
de notre correspondant régional

La préparation du contrat de plan Etat-Région n'est pas une mince affaire dans la région la plus urbanisée de France : le Nord - Pas-de-Calais, qui n'a pas attendu l'Etat pour avoir sa propre politique de la ville, a du mal à se couler dans le moule proposé par Paris. Avec 4 millions d'habitants, 322 au kilomètre carré, le Nord - Pas-de-Calais atteint une densité de population trois fois plus élevée que la densité moyenne française (106,7 habitants au kilomètre carré). Villes et zones urbaines prennent donc une large place dans les préoccupations des responsables régionaux. Mais il ne faudrait pas croire qu'en ce pays il n'y a que des villes au milieu du désert, comme ce peut être le cas ailleurs (*Le Monde* du 20 avril). Dans le département du Nord, les zones rurales sont aussi densément peuplées que dans la Belgique voisine : la population y tombe rarement au-dessous de 100 habitants au kilomètre carré.

Autant dire que pour Daniel Ghouzy, le géographe du cabinet du président (PS) de la région Michel Delebarre, qui articule la réflexion sur le contrat de plan, la politique de la ville est *« consubstantielle »* à ce territoire : ce volet de l'action publique a donné lieu, dès le début des années 80, à d'importantes expérimentations et à des opérations lourdes, comme à Lille, Roubaix-Tourcoing, Calais, Grande-Synthe. Celles-ci s'étaient déjà retrouvées dans le premier contrat de plan Etat-région (1984-1988), qui intervenait sur une vingtaine de communes.

Simultanément ont été développées des recettes très locales, fondées sur une vieille culture de l'urbanité. Ces recettes avaient fait leurs preuves bien avant Colbert. Elles ont été confrontées à deux sinistres au cours de ce siècle, la guerre de 1914-1918 et la désindustrialisation : le premier avait laminé tout le Nord, le second a touché le bassin minier, mais aussi la sidérurgie, les filatures et les chantiers navals, dans cette région où l'urbanisation s'était réalisée autour des usines ou des mines, sous l'impulsion de grands propriétaires fonciers et d'un patronat paternaliste.

CITOYENNETÉ PARTICIPATIVE

L'exemple de Roubaix et de Tourcoing est, à cet égard, saisissant. Ces cités sont nées avec l'industrialisation : on s'est seulement occupé de remplir l'espace, entre les usines, de logement sociaux qui permettaient de loger le maximum d'ouvriers au plus près de leur travail, dans les fameuses courées. Aujourd'hui, René Vandierendonck (div. gauche), maire de Roubaix, et Jean-Pierre Balduyck (PS), maire de Tourcoing, engagés avec la Communauté urbaine de Lille dans un grand projet urbain, ont pour priorité de créer les espaces publics qui ont toujours manqué. *« Ces villes, nées par et pour le travail, n'avaient aucune fonction d'échange, il faut leur en donner une »*, constate Daniel Ghouzy.

Autre facteur déterminant, qui ne se retrouve nulle part en France : dans le Nord - Pas-de-Calais, un logement sur deux est en HLM. Si 30 000 logements des Houillères ont été supprimés, il en reste 70 000. Le logement social a pris une telle dimension qu'il ne faut pas chercher ailleurs, par exemple, dans une boulimie de pouvoir, pour expliquer la farouche volonté de Michel Delebarre de prendre la présidence de l'Union nationale des HLM. Il ne pouvait tout simplement pas négliger un tel instrument.

Les Nordistes ont la plus forte dotation de solidarité urbaine (DSU) par habitant

RÉGIONS	DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE (98) en francs par hab. (MOYENNE : 95,2)	NOMBRE DE CONTRATS DE VILLE
ALSACE	62	3
AQUITAINE	85,3	5
AUVERGNE	60,2	6
BOURGOGNE	76	6
BRETAGNE	79,9	7
CENTRE	89	8
CHAMPAGNE-ARDENNE	124,7	8
CORSE	115	2
FRANCHE-COMTÉ	97,2	6
ILE-DE-FRANCE	87,8	59
LANGUEDOC-ROUSS.	101,1	7
LIMOUSIN	50,1	1
LORRAINE	102,1	9
MIDI-PYRÉNÉES	65,6	8
NORD-PAS-DE-CALAIS	157,9	10
BASSE-NORMANDIE	127	6
HAUTE-NORMANDIE	114,9	5
PAYS DE LA LOIRE	71,8	7
PICARDIE	120,9	5
POITOU-CHARENTES	84,1	6
PROV.-ALPES-C. D'AZUR	83,9	14
RHÔNE-ALPES	88,1	15

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est versée aux communes dont les ressources fiscales sont faibles et les charges importantes. La DSU par habitant mesure le rapport entre le montant total perçu au niveau régional et le nombre d'habitants. Les contrats de ville ont pour objet la lutte contre l'exclusion et la réinsertion des quartiers en voie de marginalisation. Ils impliquent l'Etat, les communes ou leurs groupements et éventuellement les régions et les départements.

Dans ce contexte, les collectivités territoriales du Nord - Pas-de-Calais ont recherché leurs propres solutions, avec les méthodes qui caractérisent ce pays : grand sens de la solidarité et de la collectivité, goût du consensus social et capacité à oublier, pour les grandes causes, les clivages politiques. Dès 1982, le conseil régional, sans en avoir la compétence, s'est impliqué dans des projets d'agglomération contractuels et pluriannuels, librement consentis en fonction de la demande et des besoins, touchant aussi bien des communes que des structures intercommunales, les cantons ruraux voisins, et a été capable de mobiliser les conseils généraux. La région aidait en finançant l'ingénierie, grâce au fonds de participation des habitants, mis en place il y a dix ans. Il cherche toujours à aider les projets associatifs ou collectifs qui paraissaient viables et à favoriser une citoyenneté participative. Mais il s'agit aussi, personne ne le cache, d'une façon de dire que l'Etat n'est pas seul à avoir de bonnes idées.

POLITIQUE CLOISONNÉE

Dans le même temps, l'Etat pratiquait une politique de la ville très cloisonnée, axée sur les quartiers. Paris a mené huit projets dans le Nord - Pas-de-Calais entre 1981 et 1983 ; 21 entre 1984 et 1988 ; 64 projets sur 49 communes entre 1989 et 1993 ; 204 sites sur une centaine de communes à partir de 1993. C'est à partir de cette date que le hiatus a été jugé par beaucoup inacceptable, ne correspondant ni à l'histoire ni aux besoins de la région, encore moins à la décentralisation : l'Etat, par le biais des préfets et des sous-préfets délégués à la ville, revenait à une forte centralisation, à une politique de guichet et à des exigences de délais. Qu'il s'agisse par exemple de lutte contre la toxicomanie ou de politique de transports urbains, les Nordistes ont toujours pensé qu'il fallait agir au niveau de l'agglomération, tandis que l'Etat, de son côté, ne proposait que des contrats de ville, un fonctionnement normatif que beaucoup jugent sévèrement.

C'est ainsi que les services de la région, sur le contrat de plan qui s'achève, ont été amenés à traiter entre 1 500 et 2 000 dossiers par an, pour des sommes entre 5 000 et 50 000 francs. *« Nous avons perdu un temps fou pour un saupoudrage ridicule,* déplore Daniel Ghouzy, *en l'absence d'innovation et de toute souplesse. Nous qui réclamions en plus la pluriannualité, nous étions toujours confrontés au budget annuel de l'Etat. Il n'y avait par exemple aucune association possible avec les départements qui tenaient toutes les politiques de proximité dont nous avions besoin. »*

Si Lionel Jospin a apporté quelque apaisement, il n'a pas pleinement rassuré les Nordistes. Ceux-ci voient mal comment concilier leur politique d'agglomération avec les procédures de contrat de ville, déjà engagées par les préfets avec les conseils généraux. Ils sont loin de l'approche globale qu'ils souhaitaient. *« Il nous faut engager un rapport nouveau avec l'Etat, qui aura toujours tendance à nous regarder ministère par ministère. Il nous faut faire du transversal »*, tempête Michel Delebarre. Pour les Nordistes, il s'agit de ne pas être traités de la même façon que les Franciliens, obligés de maîtriser le développement de leur région. Eux se savent obligés de tout reconstruire, d'anticiper de nouvelles organisations urbaines et sociales. Ils savent qu'ils ont maintenant la tête hors de l'eau. Mais ils veulent aussi pouvoir avancer.

RATTRAPAGE

Dans ce contexte, l'ossature de la ville et des agglomérations est au cœur de la demande. Les élus du Nord - Pas-de-Calais soulignent un sous-équipement administratif, handicap considérable qui place la région, selon Michel Delebarre, non pas au-dessous du niveau des régions les mieux équipées, mais au-dessous de la moyenne nationale. Le document d'orientation régionale adopté à la fin janvier, dans la perspective du contrat de plan 2000-2006, constitue un véritable cahier de doléances.

En matière de logement, dans une région où l'investissement privé s'est tari, les dotations de l'Etat ne correspondent plus aux besoins, qu'il s'agisse de construction ou de réhabilitation. Avec une dépense de l'Etat de 73 francs par habitant, le Nord - Pas-de-Calais arrive bon dernier, loin de la moyenne nationale (109 francs), très loin des 177 francs de la Bretagne ou des 189 francs de la Champagne-Ardenne, selon des statistiques avancées par la direction régionale des affaires culturelles, en pointe du combat pour obtenir des renforts d'agents publics. *« D'accord pour parler contrat de plan avec l'Etat,* dit Michel Delebarre, *mais il doit aussi avoir le sien pour lutter contre le sous-équipement administratif qui est le nôtre et engager le rattrapage auquel nous avons droit. »*

Pierre Cherruau

Sous-équipement administratif

Le sous-équipement administratif dont souffre le Nord - Pas-de-Calais se retrouve dans tous les domaines. Avec un taux de 4,1 agents de l'Etat pour 100 habitants, *la région est au dernier rang,* en compagnie de la Picardie voisine, avec toutes les conséquences que cela implique pour la santé, la police ou la justice : un seul CHU pour 4 millions d'habitants ; la faculté de médecine de Lille est celle qui compte le plus d'étudiants et le moins de professeurs ; il manque 80 postes hospitalo-universitaires pour atteindre la moyenne nationale ; une densité médicale très pauvre dans tous les secteurs, alors que l'espérance de vie est amputée de trois ans chez les hommes, de deux ans chez les femmes par rapport à la moyenne nationale.

Avant-dernier pour les dépenses de l'éducation nationale par élève dans le premier et le second degré, le Nord - Pas-de-Calais est bon *dernier pour les dépenses de l'Etat par lycéen, à un niveau inférieur* de 10 % à la moyenne nationale. Insuffisance de formations de haut niveau – de type troisième cycle universitaire –, nombre de chercheurs insuffisants complètent ce catalogue de retards.

PROCHAINS ARTICLES :
Rhône-Alpes, les universités et la recherche

En Aquitaine, la gauche « plurielle » s'inspire des polyphonies corses

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Une majorité relative ? Président socialiste de la région Aquitaine depuis un an, Alain Rousset préfère parler de *« minorité absolue »*. Avec quarante sièges (28 PS, 8 PCF, un membre du Mouvement des citoyens, 3 Verts) sur quatre-vingt-cinq, M. Rousset, fabiusien atypique, sans mandat national, a dû recourir au « 49-3 » régional pour faire adopter son budget 1999, repoussé par une majorité d'élus. *« Ce "49-3" peut faire passer un budget mais déresponsabilise aussi les élus »*, assure le maire de Pessac (Gironde) qui ne s'imagine pas gouverner ainsi pendant six ans. *« Il a un goût pour le consensus,* remarque Gilles Savary, chef de file fabiusien des socialistes bordelais et vice-président chargé de l'emploi. *La recherche du plus petit dénominateur commun, c'est l'inverse d'une ambition, mais on y est contraint car l'opposition peut être majoritaire quand elle le souhaite. »*

La *« minorité absolue »* suppose surtout une gauche « plurielle » soudée. Aux élections régionales de 1998, le PS a expérimenté tous les cas de figure : seul dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, allié au PCF et au MDC en Dordogne, aux radicaux de gauche et au MDC en Gironde, uni aux communistes dans le Lot-et-Garonne. Les Verts ont fait partout liste séparée, mais toute la gauche s'est retrouvée sur la plate-forme de M. Rousset, y compris les communistes, dont l'abstention avait fait passer, de 1992 à 1998, le budget du président précédent, le RPR Jacques Valade.

En un an, la *« minorité absolue »* a cohabité sans grosse anicroche. Un lundi sur deux, M. Rousset, flanqué d'un directeur de cabinet, Vincent Feltesse, qui a fait ses classes auprès de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, réunit de façon conviviale ses quatorze vice-présidents (10 PS, 3 PCF et un Vert). Le premier d'entre eux, Jean-Louis Carrère, sénateur des Landes, proche d'Henri Emmanuelli, préside le groupe socialiste. *« Nos propositions,* explique-t-il, *ne deviennent pas intangibles quand elles sont validées par l'intergroupe de la majorité. Nous les présentons ensuite aux groupes de l'opposition démocratique – RPR, UDF et Chasse, pêche, nature et tradition. »* *« On ne peut pas vivre en guerre permanente »*, assure M. Carrère qui ne renonce pas à chercher des soutiens du côté des chasseurs. *« CPNT est un groupe pluriel,* note-t-il, *avec quatre élus plutôt de droite et quatre plutôt de gauche. Mais les huit ont choisi de voter groupés. »*

LES VERTS, « BOUCLIER STOÏQUE »

Vice-président communiste, Pierre Augey, qui s'était singularisé en 1972 dans son parti en votant contre une modification de statut du PCF, encore étonné de son affectation – *« Chasseur comme je suis, ils m'ont mis à l'environnement ! »* –, loue cette méthode jospinienne, *« indispensable à une politique cohérente »*. *« On ressent cette même volonté de construire qu'au gouvernement »*, se réjouit-il.

« Tous les votes de la gauche ont été unanimes, affirme fièrement le président du conseil régional, *sauf sur le schéma de développement de l'espace communautaire. »* Mais le bel édifice aquitain a failli être ébranlé par la secousse budgétaire. Pour *« impérativement sortir de l'asphyxie financière »* imputée à son prédécesseur, M. Rousset a programmé pour 1999 une forte hausse de la fiscalité (+ 25 %) et une... diminution du budget. Se distinguant des autres départements, les communistes girondins, réputés moins proches de Robert Hue, ont mené campagne sur le thème *« pas plus de 5 % de hausse ! »*. *« On a réussi à ramener la hausse de + 33 % à + 25 % »*, se console M. Augey, qui a obtenu une commission de contrôle sur *« l'efficacité des aides publiques »* aux entreprises. *« On a un PCF intransigeant sur son expression mais fiable sur ses votes,* commente M. Savary. *Il dit non mais il vote oui. »*

« La gauche plurielle ressemble à une polyphonie corse. Les voix sont diverses mais elles sont harmonieuses », ajoute M. Savary pour qui les Verts constituent *« le bouclier immuable et stoïque »* de cette coalition, faisant face, *« avec une maturité politique étonnante »*, aux attaques des chasseurs. Privés au lendemain des régionales de leur dirigeant, Noël Mamère, resté député, les Verts se sont libérés en même temps de la part « radicale » de son discours.

« UNE ANNÉE DE CONSTRUCTION »

Vice-président chargé de la recherche, Jean-Pierre Dufour, voit dans l'année écoulée *« une année de construction »* et de disparition des préjugés réciproques. *« Il faut qu'on puisse donner de la visibilité rapidement »*, avertit M. Dufour, prompt à relever des *« inflexions »* sur la liaison autoroutière Bordeaux-Pau, ou sur l'eau, tout en étant prêt à décliner *« le message de la patience en fonction des contraintes »*.

M. Rousset a noué une concertation régulière avec les présidents de conseils généraux – dont les deux de droite, François Bayrou dans les Pyrénées-Atlantiques et Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne – et a déjà réuni les députés, les vingt-deux de gauche et les cinq de droite, dont Alain Juppé. Son ambition est de faire de l'Aquitaine une *« vraie collectivité locale »*. Le 10 mai, le vote en séance plénière des annexes du budget sur l'emploi, la formation, l'aménagement du territoire, doit permettre des *« réorientations politiques »*, selon M. Carrère qui se prépare à négocier *« en position de force »* le contrat de plan avec l'Etat. Histoire de favoriser *« une identification de la région »*. Et une politique de... gauche « plurielle ».

Michel Noblecourt

Les finances des régions

LA PLACE des régions dans le débat politique est sans commune mesure avec leur poids financier. Les conseils régionaux sont en effet, et de loin, les collectivités locales les *moins riches – ou les* moins dépensières. Cette caractéristique tient à leur définition même : les régions sont moins chargées de gérer que de coordonner et d'aménager.

● **Budget.** Selon les calculs de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du ministère de l'intérieur, les budgets primitifs de l'ensemble des collectivités locales pour 1998 représentent 797,9 milliards de francs (121,6 milliards d'euros) pour les recettes et 795 milliards pour les dépenses. Pour les régions, ces chiffres sont respectivement de 80,7 et 81,2 milliards de francs. Ainsi, en 1998, les dépenses totales par habitant s'élèvent à 8 014 francs pour les communes, 4 062 francs pour les départements, 1 363 francs pour les régions.

● **Investissement.** Les dépenses d'investissements dépassent la moitié des budgets régionaux : 44,7 milliards de francs en 1998. A titre de comparaison, les départements dépensent 82,8 milliards pour l'investissement (pour un budget total de 242 milliards). Mais l'épargne nette des régions diminue de 1,8 % et elle suffit *« encore moins qu'en 1997 à financer des subventions d'équipement (...) qui stagnent pourtant en francs courants »*.

● **Lycées.** Les lycées (hors rémunération des enseignants, à la charge de l'Etat) représentent l'une des principales responsabilités des régions : les crédits votés à ce titre en 1998 atteignent 18,4 milliards de francs (en métropole), soit le quart de leur budget total. L'investissement représente l'essentiel (13,3 milliards) des crédits du secteur scolaire.

● **Fiscalité.** Le total des produits de la fiscalité directe locale pour 1998 s'élève, en métropole, à 24,2 milliards de francs : 5,3 milliards pour la taxe d'habitation, 5,9 pour le foncier bâti, 50 millions pour le foncier non bâti, 12,9 milliards pour la taxe professionnelle. Le total du produit fiscal de l'ensemble des collectivités locales de métropole pour 1998 est de 311,8 milliards. Les recettes fiscales directes par habitant sont en moyenne de 449 francs (métropole).

● **Endettement.** L'endettement est très variable d'une région à l'autre. L'endettement par habitant varie pratiquement de 1 à 10. Au 1er janvier 1998, la dette moyenne régionale s'élevait à 1 086 francs (métropole), soit 136 francs d'annuité de dette. Les emprunts dans les budgets primitifs de 1998 (métropole) s'élèvent à 10,3 milliards, en baisse de 1,3 %. En réalité, une part importante de ces emprunts *« devrait être consacrée au refinancement de la dette renégociée »*, indique la DGCL. Le montant réel des emprunts n'est donc que de 8,2 milliards. L'annuité de la dette baisse de 0,9 % par rapport à 1997.

Moët & Chandon
Dom Pérignon
Veuve Clicquot
MERCIER
Ruinart
KRUG
Canard-Duchêne
POMMERY

LVMH
MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON
LA PASSION CRÉATIVE



Forte progression du chiffre d'affaires au 1er trimestre 1999

Chiffre d'affaires au 1er trimestre
1,76
milliard d'euros

Progression par rapport à 1998
+12,8 %

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1999 du Groupe LVMH - Moët Hennessy - Louis Vuitton a atteint 1,76 milliard d'euros (11,5 milliards de francs), en hausse de 12,8 % par rapport à 1998.

La reprise du chiffre d'affaires constatée au 4ème trimestre 1998 s'est confirmée et amplifiée au cours du premier trimestre 1999.

Pour le seul mois de mars, le chiffre d'affaires est en progression de 18 %.

Hennessy
Louis Vuitton
CELINE
LOEWE
CHRISTIAN LACROIX
GIVENCHY
Christian Dior
FRED
GUERLAIN
KENZO
DFS
SEPHORA

Évolution par groupe d'activités

- L'activité du groupe Vins & Spiritueux a été très soutenue. Les ventes de Champagne et Vins ont augmenté de 30 %, dont 24 % à périmètre comparable. Krug a rejoint LVMH en janvier 1999.

  Les volumes ont fortement augmenté au premier trimestre. Les hausses de prix, de l'ordre de 5 %, sont en ligne avec notre politique. Le Royaume-Uni, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon enregistrent une forte croissance notamment du fait des nouvelles cuvées comme *Nectar Impérial*.

- Les ventes de Cognac sont en hausse de 5 %, grâce à une bonne tenue des volumes principalement au Japon, aux Etats-Unis, et dans la région Asie Pacifique.

- Les ventes du groupe Mode & Maroquinerie sont en hausse de 12 %. Le chiffre d'affaires de Louis Vuitton Malletier poursuit sa forte croissance grâce au succès tant des lignes traditionnelles que des nouveaux produits tels *Monogram Vernis* et souliers.

  Tous les marchés progressent. La croissance est particulièrement forte aux Etats-Unis et en Asie. Deux nouveaux "global stores" Louis Vuitton ont été ouverts au Landmark, à Hong Kong et à Fukuoka au Japon.

- Les ventes de Parfums & Cosmétiques augmentent de 22 %. La croissance est particulièrement forte pour Parfums Christian Dior, en raison notamment de la reprise des ventes aux touristes en Asie Pacifique et du lancement de nouveaux produits : *Bodylight, Vitalmine et Diorever.*

- Les ventes du groupe d'activité Distribution sélective sont en hausse de 3,6 %. Les ventes de DFS sont en baisse par rapport à l'an dernier compte tenu de la fermeture de certains magasins intervenue dans l'intervalle, mais elles sont supérieures au budget.

  Sephora poursuit son développement. Le réseau comporte désormais 221 boutiques en Europe. Quatre nouveaux magasins ont été ouverts aux Etats-Unis, ce qui porte le réseau américain à 18 magasins.

Confirmation des objectifs

La progression du chiffre d'affaires à fin mars 1999 permet de confirmer les objectifs de croissance des résultats pour 1999 annoncés le 18 mars dernier.

Principales données par groupe d'activités

1er trimestre	1998		1999		Evolution
en millions	*FRF*	€	*FRF*	€	
Champagne et Vins	1 259	192	1 635	249	+ 29,9 %
Cognac et Spiritueux	1 032	157	1 082	165	+ 4,9 %
Mode et Maroquinerie	3 158	481	3 532	538	+ 11,8 %
Parfums et Cosmétiques	1 830	279	2 241	342	+ 22,4 %
Distribution sélective	2 917	445	3 022	461	+ 3,6 %
Autres	30	5	24	4	-
Total	**10 226**	**1 559**	**11 536**	**1 759**	**+ 12,8 %**

Informations complémentaires : Club des Actionnaires LVMH 30, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél : 01 44 13 21 50 - Minitel : 3615 LVMH (1,29 F la minute) - Internet : http://www.lvmh.fr



هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Hernando Santos

Figure influente de la vie politique colombienne

HERNANDO SANTOS, directeur d'*El Tiempo*, principal quotidien colombien, est mort à Bogota, mardi 20 avril, à l'âge de *soixante-seize ans*, des suites d'une attaque cérébrale.

Figure d'un certain journalisme de tradition familiale et de convictions partisanes affichées, Hernando Santos fut un personnage influent de la vie politique colombienne. Né le 12 août 1922 à Bogota, après des études de droit, Hernando Santos rentre au *Tiempo* en 1943. Il a vingt-deux ans. Le journal appartient alors à son oncle, le libéral Eduardo Santos, qui vient d'occuper la présidence de la République. Lorsque celui-ci répartit les actions du journal entre ses parents et ses collaborateurs, il favorise son neveu préféré, Hernando, qui devient le principal actionnaire à la mort de son oncle en 1974.

Directeur du quotidien depuis 1981, Hernando Santos contribue à la modernisation d'*El Tiempo* et profite des difficultés de son principal concurrent, *El Espectador*, pour consolider l'hégémonie de son journal. Il use alors du poids de son quotidien pour entrer dans les arcanes du pouvoir, qui l'amuse sans jamais le tenter. Au fil de ses éditoriaux, il se fait le fidèle porte-parole de l'establishment et de la raison d'Etat. *« Le gouvernement a toujours raison »* : ses détracteurs résumaient ainsi la pensée du directeur d'*El Tiempo*. Cependant, Hernando Santos a su ouvrir les pages de son quotidien au débat et à la pluralité d'opinions. Comme il l'avait lui-même annoncé, sa succession sera très probablement assurée par une équipe au sein de laquelle ses deux fils – et principaux actionnaires du journal – se partageront le pouvoir avec son neveu Enrique Santos, la brillante plume de la famille.

Marie Delcas

■ **YVETTE PIERPAOLI**, une Française qui avait voué sa vie à la cause des réfugiés et à celle des enfants des rues, a trouvé la mort dans un accident, dimanche 18 avril, alors qu'elle participait à une mission humanitaire au nord de l'Albanie. Agée de soixante ans, elle se trouvait en compagnie d'un couple d'Américains, David et Penny McCall, appartenant comme elle à l'association américaine Refugees International, et d'un chauffeur albanais lorsque leur véhicule est tombé dans un ravin près de Tuka, au nord de l'Albanie, là où arrivent une grande partie des réfugiés du Kosovo. Fille d'immigrés italiens établis en Lorraine, Yvette Pierpaoli avait connu une enfance difficile avant de se retrouver, dans les années 60, dans le pays de ses rêves : le Cambodge, qui n'allait pas tarder à basculer dans le cauchemar de la guerre et de la folie meurtrière des Khmers rouges. Dès la fin des années 70, la Française se met au service des réfugiés et de Refugees International, qu'elle avait contribué à fonder. Après avoir assisté, pendant des années, les Cambodgiens parqués dans les camps de la frontière thaïlandaise, on la retrouvera dans la plupart des grands drames humanitaires de cette fin de siècle, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Yvette Pierpaoli avait raconté sa vie et ses engagements dans un livre : *La Femme aux mille enfants*, publié en 1992 dans la collection « Vécu » chez Robert Laffont.

■ **RALPH MESSAC**, avocat et ancien journaliste, est mort d'une crise cardiaque samedi 17 avril à son domicile parisien. Né le 8 septembre 1924 à Versailles, licencié en droit, Ralph Messac avait collaboré au *Populaire*, à *Franc-Tireur* et à *L'Information* avant d'entrer en 1957 à Europe 1 où il est resté pendant vingt ans. En 1977, il rejoignit le barreau, pour se mettre au service de ses anciens confrères en tant qu'avocat, jusqu'en 1992. Ralph Messac avait été élu en mai 1968 président du Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome) qu'il a dirigé jusqu'en mai 1972. Il a été également administrateur du Centre de formation des journalistes (CFJ) et vice-président de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels.

■ **ANNE ZAMBERLAN**, *comédienne*, est morte vendredi 16 avril à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) des suites d'une embolie pulmonaire consécutive à une intervention chirurgicale. Agée de quarante-huit ans, Anne Zamberlan avait commencé par le théâtre d'appartement et de rue (au sein de la compagnie Off), puis elle avait fondé une compagnie qui portait son nom. Elle avait également créé l'association Allegro Fortissimo, qui fut une des premières à œuvrer pour la reconnaissance des « droits des gros ». Anne Zamberlan était connue pour avoir posé pour la publicité de Virgin Megastore. Depuis cinq ans, elle travaillait avec le Théâtre de Châtillon (Hauts-de-Seine), dirigé par Serge Noyelle. Elle avait joué dans *Les Cerbères, Promenade au bout du bois, Le Purgatoire*, et devait participer en juin à Marseille à la prochaine création de Serge Noyelle, *Kronos Cortège*, un opéra urbain.

NOMINATIONS

EPISCOPAT

Mgr André Vingt-Trois, évêque auxiliaire de Paris, a été nommé par le pape, mercredi 21 avril, archevêque de Tours (Indre-et-Loire). Il succède à Mgr Michel Moutel, décédé le 11 mai 1998.

[Né le 7 novembre 1942 à Paris, André Vingt-Trois a fait ses études ecclésiastiques au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Ordonné prêtre en 1969, il est nommé vicaire à la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal (Paris XVIe), dont Jean-Marie Lustiger est le curé. En 1974, il devient directeur au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Il est nommé vicaire général du diocèse de Paris en 1981, puis évêque auxiliaire en 1988. Mgr Vingt-Trois est président de la Commission épiscopale de la famille depuis 1998.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Hier encore, à nous deux nous avions ton âge, nous tes deux filles, parties chez Demy et Eiffel, mais toujours si heureuses de revenir en Savoie, voguer sur le Bourget, skier sur le Revard, et surtout te retrouver,

Petite Maman.

Nos baisers les plus tendres, pour ton anniversaire.

Décès

– Georges Baradez,
son époux,
Elisabeth et André Varin,
Simone et Vincent Lequoy,
Jacques et Luise Baradez,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
Simone et René Carrère,
ses sœur et beau-frère,
Ses neveux et nièces,
Les familles alliées et amies,
ont la grande peine de faire part du décès *dans sa quatre-vingt-treizième année*, de

Andrée BARADEZ,
née BONSACQUET,

le 17 avril 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille A. Varin,
38330 Saint-Ismier.

– Geneviève Basset,
Céline Basset,
Caroline Basset et Arnaud Friederich,
Marguerite Basset,
Les familles parentes et alliées,
ont la profonde douleur de faire part du décès du

docteur
Paul André BASSET,
professeur à la faculté de médecine de Strasbourg,

survenu à Strasbourg, le 18 avril 1999, à l'âge de cinquante-deux ans.

– Monique Bontron,
Et toute la famille
font part du décès de

Georges BONTRON,

survenu le 18 avril 1999.

Les obsèques civiles et l'incinération auront lieu le vendredi 23 avril, à 8 h 30, au crématorium des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis).

– José Delbecq,
Marie, Denis, Benoît, Nathalie,
leurs conjoints et enfants
ont la tristesse de faire part du décès de

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Bron. Paris. Montluel. Dagneux.

Mme Claude Brunel,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Pierre Brunel,
M. et Mme Jean Jacques Brunel,
Et leurs enfants,
Leur famille,
Alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jean BRUNEL,
née Jeanne BROSSARD,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré le vendredi 23 avril 1999, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi, 22, rue Jean-Jaurès, à Bron (Rhône), suivi de l'inhumation au cimetière nouveau de Montluel (Ain), à 16 heures.

Ils rappellent à votre souvenir

Jean BRUNEL,

son époux,
et sa fille,

Jane.

– Tous ceux qui ont collaboré avec lui au sein de l'Agence DLB
font part de leur immense tristesse devant la disparition de

Jean-Charles DILLINGER,
architecte.

31, quai de Bourbon,
75004 Paris.

– Les membres de la Compagnie des *experts en écritures près les cours d'appel* et de cassation
ont le regret de faire part du décès de leur président,

Pierre FAIDEAU.

8, rue Aubriot,
75004 Paris.

– Mme Micheline Georgein,
son épouse,
Et toute la famille,
font part du décès de

Raymond GEORGEIN,

survenu à Paris, le 19 avril 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'incinération aura lieu le 26 avril, au monument crématoire du Père-Lachaise où l'on se réunira à 9 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

27, rue de la Py,
75020 Paris.

– Marcel et Nicole Goldmann,
ses parents,
Denis et Anna Goldmann,
Frédéric Goldmann,
ses frères et belle-sœur,
Talila et Tamara Goldmann,
ses nièces,
Ses oncles, tantes, cousins et cousines,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Maxime GOLDMANN,

survenu à Paris, dans la nuit du 19 avril 1999, à l'âge de quarante et un ans.

La levée du corps aura lieu le mercredi 21 avril, à 14 heures, au funérarium de Villepinte, 83, boulevard Robert-Ballanger, et les obsèques ultérieurement à *Jérusalem*.

10 *bis*, rue Albéric-Magnard,
75116 Paris.
5, rehov Wedgwood,
93108 Jérusalem.

– M. Philippe Grauer
et Mme Lucienne Spindler,
M. Yves-Henri Farhi,
ses enfants,
Jérémie et Benjamin Grauer,
ses petits-fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du peintre

Yvonne GRAUER,

survenu en son domicile, le *19 avril 1999*.

La mise en bière aura lieu le vendredi 23 avril, à 15 heures, au 4, rue Lacaze, Paris-14e, suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Thiais, dans le carré israélite.

– Le président,
Et l'ensemble de la communauté universitaire de l'université Paris-IV - Sorbonne
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 18 avril 1999, de

M. Manfred KELKEL,
professeur émérite à l'UFR
de musique et musicologie.

Les obsèques auront lieu le 22 avril, à 15 heures, au funérarium de Lannion (Côtes-d'Armor).

– Dominique, Margaret
et Richard Colombani,
ses enfants
font part aux amis et connaissances de

Evelyne LARCHET
(1923 - 1999),

qu'elle a choisi de nous quitter le 8 avril dernier.

Elle a été incinérée et ses cendres ont *été dispersées selon ses volontés.*

« Elle est retrouvée.
Quoi ? – L'éternité.
C'est la mer allée
avec le soleil. »

– Françoise Seligmann,

Alain Fulda,
Claude et Gilbert Schil,
Florence et Bertrand Schil,
Annick et Jacques Schil,
Sophie et Philippe Schil,
Béatrice et Didier Schil,
Blandine et Daniel Fulda,
Isabelle et Richard Barraillier,
Claire et Bruno Fulda,

Emy Eisinger,
Francine Mossé,
Yvette Negrel,
Jean-Louis et Jeanine Lévy,
François et Sylvie Eisinger,
Philippe et Hélène Mossé,
Philippe Lévy,
Marc Eisinger,
Jean Claude Balivet,

Félicité Fraiz,
Christiane Alayrac,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

François-Gérard SELIGMANN,
croix de guerre 1939-1945,
combattant de la Résistance.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 avril 1999, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse (entrée 3, boulevard Edgar-Quinet).

Pas de fleurs mais des dons à la Fondation de France pour la Ligue contre le cancer (40, avenue Hoche, Paris-8e).

– Mme Jean Vannier Moreau,
son épouse,
Ses enfants,
Ses vingt petits-enfants,
Son arrière-petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean VANNIER MOREAU,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

le 19 avril 1999.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Léon, XVe, le vendredi 23 avril, à 14 h 30.

6, rue Saint-Saëns,
75015 Paris.

Anniversaires de décès

« April is the cruellest month of the year... »

Il y a cinq ans,

Susan PATTON,
(interprète de conférence AIIC)

nous quittait.

A ceux et celles qui l'ont connue et aimée est demandée une pensée qui fasse mentir la cruauté d'avril.

HORIZONS

DOSSIER

Ce crime au cœur de l'Europe



HAZIR REKA/REUTERS

A Brazde, en Macédoine, des milliers de réfugiés attendent d'être enregistrés par le HCR et l'OSCE.

LES chiffres sont sujets à caution mais les témoignages se recoupent. Slobodan Milosevic est en train de réaliser l'objectif des dirigeants serbes les plus nationalistes et les plus extrémistes à travers l'histoire : chasser les Albanais du Kosovo. Pour le président yougoslave, il ne s'agit plus seulement de maintenir dans la Serbie cette province, berceau du peuple serbe, théâtre de *« la plus glorieuse des défaites »* contre les Ottomans en 1389, riche des monastères les plus vénérables de l'orthodoxie. Après tout, les accords de Rambouillet, surtout avec la présence d'une force internationale, lui permettaient de brider, pour un temps au moins, les velléités indépendantistes de la majorité albanaise.

Ce but est dépassé. Il s'agit aujourd'hui de vider le Kosovo de sa population musulmane, de modifier l'équilibre démographique en faveur des Serbes : 750 000 Albanais du Kosovo se sont déjà réfugiés dans les pays voisins ou en Europe occidentale ; 850 000 autres, selon l'OTAN, ont dû quitter leur foyer et ont été regroupés par l'armée yougoslave et par les forces paramilitaires serbes dans cinq zones de la province. Quel sera leur sort ? Seront-ils simplement parqués là en attendant d'être poussés dehors ? Seront-ils réimplantés ailleurs que dans leurs villes ou villages d'origine ? Sont-ils voués à la mort par exécution sommaire, par maladie ou malnutrition ? 1,6 million d'Albanais du Kosovo, sur un total de 1,8 million avant la phase aiguë du conflit, sont ainsi des personnes « déplacées ».

Tous les témoignages recueillis auprès de réfugiés en Albanie, en Macédoine, au Monténégro concordent : les forces serbes procèdent toujours de la même façon. En quatre étapes. D'abord, elles encerclent et pilonnent un village ou un faubourg pour chasser les habitants et les regrouper dans un endroit où ils peuvent être facilement surveillés, puis elles liquident les porte-parole de la communauté, les élus, prêtres, médecins ou enseignants. Elles séparent les femmes, les enfants et les vieillards des hommes valides et, souvent, elles exécutent ceux qui sont en âge de se battre. Enfin, les maisons abandonnées sont pillées et détruites par un obus de char ou incendiées : le gaz est ouvert au rez-de-chaussée, une bougie est allumée à l'étage. Quand le gaz s'est répandu, la maison est soufflée. Après, le terrain est miné.

Ces pratiques furent déjà mises en œuvre en Bosnie, peut-être de manière moins systématique et dans un laps de temps moins court. La rapidité des exécutions en accroît l'horreur. Ne s'en étonneront que ceux qui n'ont pas pris au sérieux l'abondante littérature serbe sur le nettoyage ethnique. Les textes foisonnent. Le mémoire de 1937 de Vaso Cubrilovic, que nous citons ci-contre, est peut-être le plus explicite. Il n'est ni le premier ni le dernier.

Le mémorandum de l'Académie des sciences rédigé en 1986, qui exposait en filigrane la politique future de Milosevic, se réfère aux mêmes idées. La communauté internationale n'y a pas prêté foi parce qu'il paraissait impensable à toute personne sensée qu'un dirigeant politique européen puisse mettre froidement et systématiquement à exécution une politique inspirée des guerres balkaniques du début du siècle. L'Europe n'avait pas connu pareille déportation depuis les années noires du stalinisme, depuis les crimes du nazisme ou les exodes de l'immédiat après-guerre en Europe centrale. L'Histoire ne se répète pas, elle ne bégaie pas. Milosevic met les moyens modernes d'un système national communiste au service d'objectifs ancestraux.

Dans son mémoire de 1937, Vaso Cubrilovic le dit ouvertement : les *« méthodes occidentales »* ne conviennent pas au nettoyage ethnique. Les Serbes doivent se comporter comme les autres peuples des Balkans qui ont cherché à régler le problème des minorités. Ceux-ci ont décimé les populations, procédé à des transferts ou à des échanges et, quand ils n'ont pas ainsi atteint leur but, ils ont continué la répression jusqu'à épuisement de l'adversaire. Citons, à titre d'exemple : le génocide des Arméniens en 1915 ; les échanges de population entre la Grèce et la Turquie après la guerre de 1923, perdue par Athènes ; les exodes liés à la seconde guerre mondiale ; la répression contre les Kurdes ; et, plus récemment, les 2 millions de personnes « déplacées » par les dernières guerres yougoslaves et le 1,3 million de réfugiés bosniaques. Sans oublier les quelque 500 000 Serbes de Krajina et de Bosnie dont il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas suscité la même indignation et le même élan de solidarité, peut-être parce que leur chef portait une lourde responsabilité dans le déclenchement des hostilités.

CE qui frappe le plus dans la tragédie du Kosovo, c'est le caractère systématique, calculé, froid, de la politique mise en œuvre. Quoi qu'en disent Belgrade et ses rares soutiens, l'épuration ethnique n'est pas liée aux frappes de l'OTAN. Elle avait été préparée bien avant, et avait même reçu un commencement d'exécution à l'automne 1998 : 300 000 Kosovars avaient déjà été chassés de leur foyer. La campagne de l'OTAN a été utilisée par Milosevic pour sonner l'hallali. En janvier déjà, il avait concentré les troupes aux frontières du Kosovo, et avait ensuite annoncé des manœuvres militaires pour tromper la vigilance des observateurs de l'OSCE envoyés dans la province à la suite des accords avec Richard Holbrooke. En même temps, il avait lancé les commandos paramilitaires du sinistre « Arkan » et du chef de l'extrême droite Seselj. Le plan « Fer à cheval », révélé par les Allemands, montre que, pour se débarrasser de l'UCK, les forces serbes avaient reçu l'ordre de déporter la population albanaise susceptible de cacher les combattants.

Milosevic espère-t-il pouvoir remplir la seconde partie des plans préparés depuis des décennies par les nationalistes serbes, à savoir coloniser le Kosovo, le repeupler de « vrais Serbes », ceux, par exemple, qui ont été chassés de Croatie et de Bosnie ? Il a déjà essayé après 1995, mais en vain, car ces réfugiés serbes ne voulaient pas rester au Kosovo. Peut-être croit-il, dans sa paranoïa, que la présence des Albanais les en avait dissuadés et qu'ils s'installeront plus facilement sur la « Terre sainte » débarrassée des Musulmans auxquels on aura tout pris : terres, maisons, lieux de culte, papiers d'identité, mémoire.

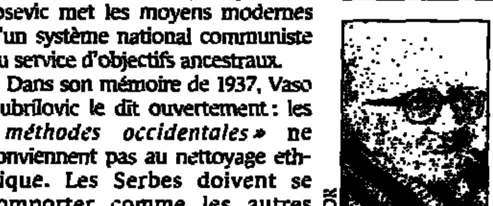
Un des objectifs affichés de la guerre menée par l'OTAN est le retour des réfugiés albanais dans leurs villes et dans leurs villages. L'expérience montre qu'il sera difficile à l'Organisation atlantique de tenir son engagement. En Bosnie, et malgré la présence de la SFOR, 80 000 réfugiés seulement sur 1,3 million sont revenus chez eux. L'enjeu est d'importance. Si la communauté internationale n'a pas plus de succès avec les réfugiés du Kosovo, Milosevic, même la guerre perdue, aura atteint son but.

Daniel Vernet

Glossaire

Voici quelques extraits des définitions données par la Cour pénale internationale en 1998 pour les crimes de génocide, contre l'humanité ou de guerre.

- **Génocide** : on entend par crime de génocide l'un quelconque des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.
- **Crimes contre l'humanité** : on entend par crimes contre l'humanité un acte perpétré dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile.
- **Crimes de guerre** : on entend par crimes de guerre les infractions aux conventions de Genève du 12 août 1949 (homicide intentionnel, torture, destruction et appropriation de biens, prise d'otages) ainsi que les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux (attaques généralisées contre la population civile en général ou contre des civils qui ne prennent pas part directement aux hostilités, attaques délibérées contre des organisations humanitaires, attaques ou bombardements de villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires, le transfert, direct ou indirect, par la puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert, à l'intérieur ou hors du territoire occupé, de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, des attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, contre des monuments historiques...)



DR

VASO CUBRILOVIC

Un des conjurés de Sarajevo

L'AUTEUR du mémoire intitulé *L'Expulsion des Arnaoutes* est né en 1897. Membre de l'organisation nationaliste serbe Jeune Bosnie, il fait partie des conjurés qui, en 1914, organisent l'attentat de Sarajevo contre l'archiduc François-Ferdinand. Condamné à seize ans de prison, il est libéré à la fin de la guerre, devient professeur de philosophie à la faculté de Belgrade, quand il rédige son mémoire.

Vers la fin de la guerre, il récidive dans un rapport adressé à Tito en octobre 1944 : *« Ce n'est pas tant par leur nombre que nos minorités sont dangereuses que par leur position géographique, et par les liens avec leurs peuples de rattachement, qui sont nos voisins*, écrivait-il. *Seule la pureté ethnique peut assurer la paix et le progrès de la Yougoslavie démocratique et fédérale. »*

Ces recommandations ne seront que partiellement suivies d'effet, soulignent Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac qui donnent ces précisions dans leur livre *Le Nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*.

Vaso Cubrilovic n'en sera pas moins plusieurs fois ministre dans le gouvernement yougoslave et membre de l'Académie serbe des sciences et des arts. Il appartient encore à cette institution quand certains de ses membres, parmi lesquels l'écrivain Dobrica Cosic, rédigent le *Mémorandum sur les questions sociales actuelles dans notre pays*, qui servira d'inspiration au projet de Grande Serbie caressé par Milosevic. Vaso Cubrilovic est mort en 1990.

« L'Expulsion des Arnaoutes »

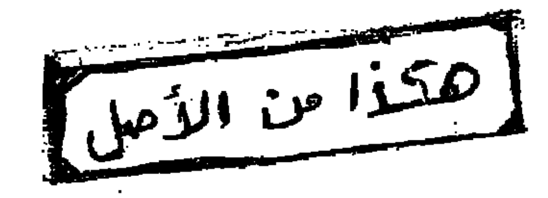
LE 7 mars 1937, Vaso Cubrilovic, professeur de philosophie à Belgrade et véritable héros national pour avoir participé à l'attentat de 1914 à Sarajevo contre l'héritier de la maison d'Autriche, publie un mémoire intitulé L'Expulsion des Arnaoutes *(Albanais).*

« L'erreur fondamentale des autorités compétentes de l'époque *(après 1918)* consista en ce que, oubliant où elles se trouvaient, dans les Balkans agités et ensanglantés, elles cherchèrent à résoudre les grandes questions ethniques au moyen de méthodes occidentales. *(...)* Alors que tous les pays balkaniques depuis 1912 ont résolu ou sont en train de résoudre les questions de leurs minorités nationales par des transferts de populations, nous nous en sommes tenus, pour notre part, à des méthodes lentes ou maladroites de colonisations graduelles. Les résultats ont été négatifs. *(...)* Sans aucun doute, la raison essentielle de l'insuccès de notre colonisation dans ces contrées tient à ce que les meilleures terres sont restées aux mains des Albanais. La seule manière possible de réaliser la colonisation massive de ces régions par nos éléments était de s'emparer des terres des Albanais. *(...)* Au lieu de mettre à profit la conception des Albanais eux-mêmes à propos de leur usurpation de la terre, *(...)* non seulement nous avons légitimé ces usurpations, mais, bien pis, nous avons familiarisé les Albanais aux idées de l'Europe occidentale sur la propriété privée *(...)*.

» La seule manière et le seul moyen de refouler *(les Albanais)* est la force brutale d'un pouvoir d'Etat organisé, au sein duquel nous les avons toujours dominés. Si de 1912 à ce jour (1937) nous n'avons pas obtenu de succès dans notre lutte contre eux, nous ne devons nous en prendre qu'à nous, car nous n'avons pas mis à profit ce pouvoir comme il se devait. Il ne saurait être question d'une assimilation de leur part à notre avantage. Au contraire, s'appuyant sur l'Albanie, ils sentent leur sentiment national se ranimer et, si nous ne réglons pas les comptes avec eux en temps voulu, dans vingt ou trente ans nous serons confrontés à un irrédentisme farouche, dont les signes apparaissent déjà et qui remettra immanquablement en question tous nos territoires dans le Sud.

» Si l'on admet que le refoulement progressif des Albanais à travers notre colonisation lente est sans effet, il ne reste alors qu'une seule voie, leur transplantation en masse. Ici nous avons deux Etats en vue, l'Albanie et la Turquie. *(...)* L'opinion mondiale, surtout les milieux financés par l'Italie, sera bien un peu alertée. Néanmoins, le monde aujourd'hui est habitué à bien pire. *(...)* Quand l'Allemagne peut expulser des dizaines de milliers de juifs et que la Russie transplante des millions d'hommes d'une partie du continent à une autre, le transfert de quelques centaines de milliers d'Albanais ne fera pas éclater une guerre mondiale. *(...)*

» Pour réaliser un transfert en masse, la première condition est la création d'une psychose appropriée, ce qui peut se faire de multiples manières. *(...)* Il reste un moyen que la Serbie a employé de manière très pratique après 1878, et qui consiste à mettre le feu furtivement à des villages et à des quartiers de villes albanaises. *(...)* D'abord envisager l'évacuation des villages, puis celle des villes. Les villages sont plus compacts et c'est pourquoi ils présentent plus de dangers. Ensuite, il ne faut pas commettre l'erreur de transplanter seulement les pauvres ; la couche moyenne et aisée constitue la colonne vertébrale de tout peuple et c'est elle qu'il faut persécuter et transplanter. *(...)* Quand on aura créé la psychose de l'évacuation, il faut faire tout son possible pour évacuer des villages entiers, ou tout au moins des familles entières. »



Un mois de frappes aériennes

Comme d'autres avant elle, la guerre du Kosovo ne devait durer que quelques jours... Elle se poursuit depuis un mois. 6 200 sorties aériennes ont déjà été effectuées. Certains, à l'OTAN et au Pentagone, prévoient « des mois » de bombardements en Serbie. Devant l'incapacité des frappes à mettre un terme à l'exode des Kosovars – 765 000 ont quitté la région depuis le 24 mars –, une intervention terrestre est de plus en plus évoquée. Officiellement, du côté de l'Alliance, l'envoi de troupes au sol n'est envisagé qu'après « la fin des violences » au Kosovo


EMIL VAS/REUTERS

Bombardements à Aleksinac dans le sud de la Serbie.

– **1987** • Slobodan Milosevic, chef de la Ligue des communistes de Serbie, mobilise les foules contre « le génocide des Serbes » et sur les thèmes « révolution antibureaucratique » et « réveil de la conscience serbe ». Il exige la réunification de la Serbie par le rattachement des provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine.

– **1989** • En juin, Milosevic réunit un million de Serbes à Kosovo Polje : « *La Serbie se trouve devant de nouvelles batailles.* » En juillet, il supprime le statut d'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine.
• Grèves, manifestations. Belgrade décrète l'état d'urgence au Kosovo et fait intervenir l'armée.

– **1990** • Ecoles fermées. Journaux, radios et télévisions albanophones également fermés. Dissolution des institutions politiques albanaises. Renvoi des fonctionnaires.

– **1991** • Autoproclamation de la « République du Kosovo » (référendum clandestin).
• Le chef de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, appelle à la résistance passive.
• Une société parallèle (écoles, dispensaires, etc.) se met en place.

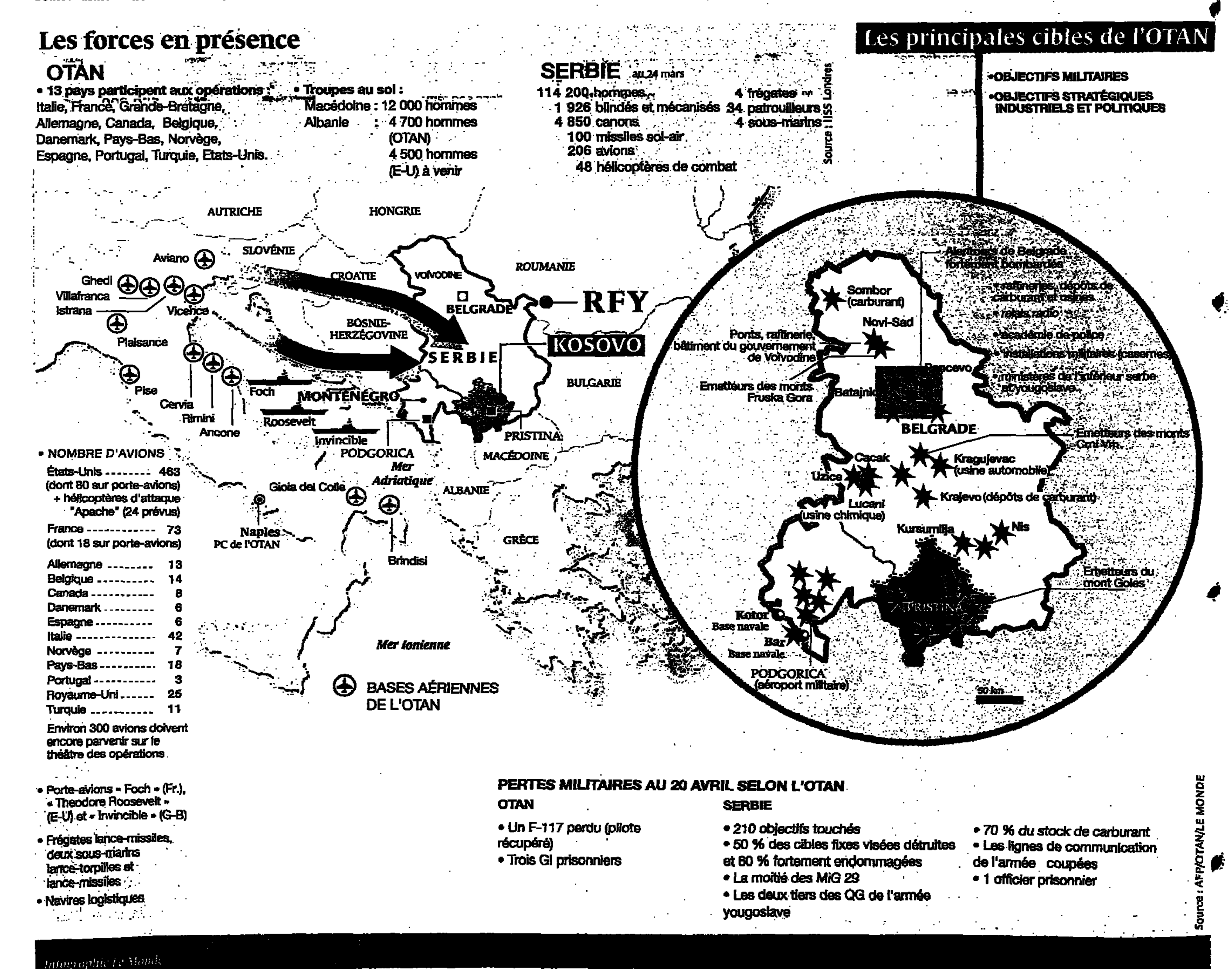
– **1995** • Les accords de Dayton, en décembre, mettent fin à la guerre en Bosnie mais occultent totalement le problème du Kosovo.

– **1996** • L'UCK (Armée de libération du Kosovo) revendique pour la première fois une série d'attentats à la bombe.

– **1998** • Affrontements entre forces serbes et UCK. Escalade de la répression, combats. Fuite de réfugiés vers l'Albanie.
• La communauté internationale multiplie les pressions et pousse les deux parties à entamer le dialogue.

– **1999** • Négociations de Rambouillet (février). Plan de paix présenté par le Groupe de contact : autonomie substantielle du Kosovo ; déploiement d'une force internationale ; démilitarisation du Kosovo. Refus de la délégation yougoslave de signer le plan de paix.

24 MARS 1999 • DÉBUT DES FRAPPES DE L'OTAN (OPÉRATION « FORCE ALLIÉE »)



aériennes et d'épuration ethnique

...e se poursuit depuis un mois, ... prévoient « des mois » ... à l'exode des Kosovars ... plus en plus évoquée. ... fin des violences » au Kosovo

CROATIE
VOÏVODINE
Novi-Sad
ROUMANIE
BOSNIE-HERZÉGOVINE
BELGRADE
RFY
44°
BULG.
31 500
MONTÉNÉGRO
SERBIE
KOSOVO
76 340
140 000
375 000 réfugiés

- Sur une population totale de 2 millions d'habitants, (dont plus de 90% d'Albanais) 735 000 Kosovars ont déjà été poussés hors des frontières de leur pays. On estime de 500 000 à 800 000 le nombre des personnes déplacées de leur foyer errant à l'intérieur du Kosovo.

premier jour des frappes

- **24 mars** À 20 h 06, les Tomahawk des porte-avions basés en Adriatique et les missiles de croisière des B52 s'abattent sur la Serbie

- **25 mars** L'OTAN annonce avoir atteint à 80% ses objectifs

- **26 mars** Manifestations anti-OTAN à Skopje contre les ambassades des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne

- 2 MiG 29 serbes abattus au-dessus de la Bosnie alors qu'ils violaient l'espace aérien

- **30 mars** La rencontre Milosevic/Primakov, premier ministre russe, se termine par un échec

SERBIE
KOSOVO
SKOPJE
MACÉDOINE

- **31 mars** Capture de 3 soldats américains par les forces serbes à la frontière avec la Macédoine

- **1er avril** La télévision serbe diffuse les images d'une rencontre à Belgrade entre Milosevic et Ibrahim Rugova, le leader kosovar

- Jean Paul II exhorte Milosevic à la paix et envoie en mission Mgr Tauran à Belgrade

- **2-3 avril** Le cœur de Belgrade est touché par les frappes de l'OTAN

- **6 avril** Milosevic propose un "cessez-le-feu" unilatéral avec l'UCK. Un dialogue politique pourrait être ouvert avec Ibrahim Rugova, dont personne ne sait s'il est libre ou non de ses mouvements

- **7 avril** Dans une intervention télévisée, le président Jacques Chirac dénonce l' "épuration ethnique planifiée" par le "dictateur"

- **8 avril** L'armée yougoslave ferme pour deux jours les frontières avec la Macédoine et l'Albanie

- **10 avril** Révélation de l'opération "Fer à cheval", le plan stratégique de Milosevic qui consiste à obtenir par la violence d'inverser l'équilibre démographique du Kosovo

- **11 avril** Assassinat du journaliste d'opposition Slavko Curuvija en plein centre de Belgrade

- **12 avril** Ibrahim Rugova est bien l'otage de Milosevic. La journaliste du "Spiegel" Renate Flottau, qui a passé clandestinement six jours avec le chef modéré des Kosovars, en apporte la preuve dans son témoignage

- **13 avril** L'OTAN reconnaît avoir bombardé par erreur un train de voyageurs en Serbie

Un renfort de 300 avions est demandé aux alliés afin d'intensifier les frappes aériennes

- **15 avril** Pour la seconde fois, l'OTAN se trompe de cible et bombarde une colonne de réfugiés causant la mort de 60 personnes

- **19 avril** Un total de 6 000 missions aériennes pour l'OTAN au 25e jour des bombardements

La France accueille ses premiers réfugiés kosovars (458 pers.)

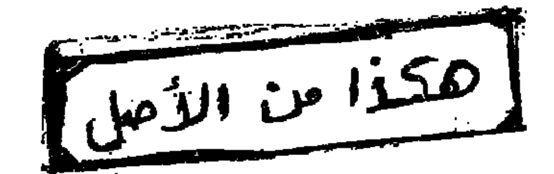
- **20 avril** L'OTAN, le HCR et les organisations humanitaires s'inquiètent de l'arrêt de l'exode des réfugiés depuis la nouvelle fermeture des frontières par les autorités serbes le lundi 19 avril

Aujourd'hui **40%** des Kosovars sont en dehors de leur pays

700 000
650 000
600 000
550 000
500 000
450 000
400 000
350 000
300 000
250 000
200 000
150 000
100 000
50 000

- Le Haut-Commissariat des Nations unies estimait le nombre de réfugiés kosovars à 201 500 de janv. 1998 au 24 mars 1999 : 25 000 pour le Monténégro, 18 500 en Albanie, 18 000 en Macédoine, et 140 000 en Europe (Allemagne, Suisse, Autriche, France, etc.)

Flot de réfugiés — *24 mars* — *8 avril* — *19 avril*





Bill Clinton à la Maison Blanche aux côtés de Madeleine Albright, John Podesta et Sandy Berger.

DIANA WALKER/TIME MAGAZINE/PPCM

Bill Clinton, chef de guerre malgré lui

Incapable de trouver les mots justes pour parler aux soldats, mal à l'aise dans ses habits de commandant en chef des armées, Bill Clinton appartient à cette génération d'après guerre nourrie de non-violence et marquée par le drame vietnamien

PREMIER locataire de la Maison Blanche né après la guerre, un des rares à n'avoir jamais porté l'uniforme, Bill Clinton incarne la longue aversion prêtée aux « baby boomers » face à tout conflit. Sa propre indécision saute aux yeux. Il a toujours voulu éviter la confrontation, au risque qu'elle lui explose à la figure au plus mauvais moment. *« C'est un merveilleux acteur, mais il est toujours mal à l'aise dans un film de guerre »*, dit son biographe David Maraniss, auteur de *First in His Class* (Le premier de la classe). De fait, ce Bill si charmeur que certains de ses ennemis politiques redoutent de se trouver seuls avec lui, dont le charme a plus d'une fois retourné une situation compromise, dont le regard passionné sait séduire en un clin d'oeil, qui a si bien su jouer l'innocence ou la contrition sur le petit écran lors du « Monicagate », perd contenance dès qu'il s'agit de questions militaires, ou de prononcer ces discours pleins d'allant que l'on attend d'un leader dont le pays est en guerre.

Ainsi cette étonnante allocution, prononcée le 2 avril, dans laquelle il a déclaré en substance : j'ai à vous parler de deux choses, de la situation florissante de notre économie et du conflit au Kosovo et de la crise humanitaire. Commençons par les bonnes nouvelles… Ou celle du 12 avril, adressée aux pilotes de bombardiers géants B52, dans laquelle il a parlé à ceux qui allaient lancer leurs missiles contre la Serbie, de leur « travail », de la guerre comme d'un *« problème »*, *comme s'il s'adressait* aux pompiers de l'Arkansas. Il est vrai que les Américains sont entrés dans leur première guerre *« humanitaire »*. Bill Clinton est sans doute plus près de leurs préoccupations que l'ancien pilote George Bush. Les sondages le montrent : il a convaincu ses compatriotes que cette guerre du bout du monde était une guerre juste.

Bill Clinton restera toute sa vie marqué par la guerre du Vietnam, à laquelle il a échappé en tirant toutes les ficelles de la réglementation sur le sursis. Ce pacifiste modéré, cet opposant prudent à la guerre, reste affublé par ses ennemis de l'épithète, pour eux infamante, de *« Draft Dodger »* (insoumis), alors qu'il est loin d'avoir été le seul à échapper à la conscription. Jeune étudiant barbu et chevelu, frais émoulu de l'université de Georgetown, ex-stagiaire chez le sénateur démocrate Fulbright, colombe célèbre, il a pris part sans trop s'engager au mouvement anti-guerre ; il était à Oxford alors que les campus américains prenaient feu contre cette *« putain de guerre »*. Il a fréquenté des militants pacifistes tout en évitant de se frotter à une extrême gauche qui ne le trouvait pas assez radical. Dès le début, ce qui comptait le plus, c'était la carrière politique qu'il voyait poindre à l'horizon.

Pistonné, il obtint un sursis contre la promesse – non tenue – de suivre une formation d'officier de réserve. Ayant tiré le bon numéro à la loterie de la conscription, il écrivit au colonel chargé de son dossier : *« J'ai décidé d'accepter la conscription pour préserver mes chances de succès politique au sein du système. J'ai œuvré pendant des années pour me préparer à une vie politique caractérisée par un talent pratique et une préoccupation pour le progrès social. C'est une vie que je me sens destiné à mener. »* Ce qui ne l'a pas empêché de rester tourmenté par un choix douloureux entre son refus d'une guerre injuste et les enseignements de son professeur d'histoire Caroll Quigley, pour qui *« notre civilisation disparaîtra quand les gens auront perdu le désir d'accepter la souffrance nécessaire pour préférer l'avenir au présent. N'oubliez jamais que c'est ce qui nous a permis de traverser deux guerres et une dépression »*.

Bill Clinton, qui préférerait sans doute être appelé pacificateur en chef plutôt que chef de guerre, a été marqué par ce conflit qui a bouleversé l'Amérique. C'est au Vietnam que se sont embourbés son héros John Kennedy et un autre Sudiste qui voulait réformer la société américaine, Lyndon Johnson. *« J'ai entendu ses proches expliquer qu'il ne voulait pas sortir de Bosnie comme Johnson du Vietnam »*, dit E. J. Dionne, auteur de *Why Americans Hate Politics* (Pourquoi les Américains détestent la politique). C'est au Vietnam que les « baby boomers » ont appris deux leçons qui les ont profondément marqués : le risque de voir revenir entre quatre planches les soldats envoyés en terre étrangère et la glorification fallacieuse d'une stratégie aérienne technologique, propre, efficace, devenue la solution magique de cette génération.

L'exemple de la guerre du Golfe les a convaincus que ce rêve était devenu réalité. Pourtant, les bombardements du Vietnam n'avaient détruit ni l'appareil militaire de Hanoï, ni sa capacité de résistance. Dans sa chronique du *New York Times*, Maureen Dowd a cité un expert militaire pour qui *« la guerre aérienne est une forme particulièrement attrayante de force militaire car, comme la séduction moderne, elle semble fournir la satisfaction sans l'engagement »*. On retrouve cette option tout au long de la présidence Clinton. *« Le Kosovo a vu l'explosion des mythes, de cette guerre de yuppies conduite par des gens qui étaient trop bons pour faire la guerre au Vietnam*, ajoute le colonel Ralph Peters, romancier et auteur d'ouvrages militaires. *Dans les années 60, on avait cette belle vision d'un monde sans guerre, mais l'humanité a refusé de jouer le jeu. Cet espoir s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes »*, politiquement peu coûteuse en vies américaines et politiquement correcte parce que ne faisant pas de victimes civiles. Une guerre sans trop de risques par un président qui n'aime guère en prendre et qui règle sa conduite sur les sondages.

TONY BLAIR, Joschka Fischer et Bill Clinton représentent cette génération d'après-guerre nourrie de non-violence – le *« Plus jamais ça »* – qui les a conduits à se placer en tête de la lutte contre le nettoyage ethnique au Kosovo. *« Je veux rappeler que les États-Unis ne choisiront jamais la force autrement qu'en dernière option*, déclarait-il le 9 avril. *Nous savons que nous avons au fond de nous-mêmes tendance à déshumaniser d'autres personnes simplement en les rejetant. (…) Et, de là, il n'y a qu'un tout petit pas à franchir pour approuver ou même prendre part à des actes de violence »*. Depuis le début des bombardements, Bill Clinton se trouve critiqué sur sa droite – par des hommes comme le sénateur John McCain – mais aussi sur sa gauche, pour ses hésitations : trop peu, trop tard, pas assez fort, pourquoi pas de troupes au sol, pourquoi une guerre à 10 %, 20 % ou 25 % ? Seuls *quelques survivants du mouvement* anti-guerre du Vietnam poursuivent leur combat d'antan au côté de la droite isolationniste républicaine, celle qui continue de dénoncer l'absence de leadership de cet *« insoumis, fumeur de joints et coureur de jupons »*. La conscription ayant été abolie, les campus sont calmes.

Peu porté à s'appesantir sur un dossier délicat, Bill Clinton paie aujourd'hui le désintérêt manifesté après son élection pour les questions diplomatiques. Lui qui avait créé en 1992 le slogan *« l'économie, idiot ! »* et défait un George Bush plus préoccupé par le reste du monde que par son propre pays, croyait qu'il serait jugé à l'aune de ses succès intérieurs. Il n'en a rien été, en raison de ses échecs politiques et d'une réalité internationale incontournable. Peu apprécié des militaires, il peine à faire respecter son rôle de commandant en chef. Il paie son péché originel, mais aussi une promesse électorale (légaliser la présence d'homosexuel[le]s dans les armées) que la violente réaction de l'état-major l'obligea à ravaler.

Ses ambitions moralisatrices se sont souvent heurtées à la dure réalité comme à son refus de prendre des risques. Ainsi, écrit l'ancien rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, William Hyland, dans *Clinton's World* (Le Monde de Clinton), ce président obsédé par sa place dans l'histoire soutint en 1993 l'intervention militaire en Somalie entamée par George Bush dans l'espoir, disait Madeleine Albright, alors ambassadeur à l'ONU, de *« nous embarquer dans une entreprise sans précédent dont l'objectif n'est rien de moins que de refaire d'un pays un membre fier et viable de la communauté des nations »*. Après la perte de dix-huit marines, tués par les Somalis, inquiet de la réaction de l'opinion face à ce que le sénateur démocrate Byrd appelait son *« multilatéralisme confus »*, il mit fin à ce qui risquait de devenir une débâcle. D'autres présidents y auraient vu une insulte à laver dans le sang. Sa décision d'intervenir en Haïti en 1993 pour rétablir la démocratie fut un succès ; mais il lui aura fallu trois ans d'hésitations, de confusion, de massacres et de prises de becs avec les alliés avant qu'il ne se décide à utiliser la force contre les Serbes de Bosnie. Alors que les républicains avaient repris le contrôle du Congrès et que s'annonçait la campagne présidentielle de 1996, ses conseillers durent lui expliquer qu'un échec dans les Balkans ne plairait pas aux électeurs. Ces réticences à recourir à la force ne l'avaient pas empêché, quand il était gouverneur de l'Arkansas, de soutenir l'aide illégale aux Contras du Nicaragua puis, une fois président, de bombarder à de multiples reprises l'Irak sans grand succès, pour l'amener à respecter les engagements pris à l'issue de la guerre du Golfe. Ou de lancer l'été dernier ses missiles sur l'Afghanistan et le Soudan, après les sanglants attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar Es Salam.

> « L'espoir d'un monde sans guerre s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes »

Ces décisions soudaines de la part d'un président indécis furent mal comprises. Comme l'on était en plein « Monicagate », on l'accusa d'avoir plagié le scénario du film *Wag the Dog* dans lequel un président déclare la guerre à… l'Albanie pour détourner l'attention d'un scandale. Ce que ne croit pas E. J. Dionne, pour qui un président si habile n'aurait jamais pris de tels *risques sur un terrain aussi incertain : « Il aurait été capable de le faire pour les retraites, pas pour ça ! »* Il paie aujourd'hui le prix des scandales, qui l'ont miné politiquement et qui l'ont accaparé pendant plus d'un an, permettant à Slobodan Milosevic de se lancer dans l'épuration ethnique au Kosovo.

CONTRAIREMENT à George Bush, qui se lança dans la guerre du Golfe à la tête d'une impressionnante armada et refusa de parler diplomatie jusqu'à la victoire, Bill Clinton semble avoir été pris à l'improviste par M. Milosevic. Le commandant en chef a refusé de considérer une option terrestre, potentiellement coûteuse mais qui aurait été un atout supplémentaire. Il faut dire qu'il n'a pas été aidé par ses militaires, encore moins désireux que lui d'en découdre. Placé par le Pentagone devant le choix entre ne rien faire et envoyer l'infanterie, il a opté, a-t-il expliqué, pour la moins mauvaise solution : la guerre aérienne. Des commentateurs *militaires se sont alors* déchaînés contre ses décisions et son indécision, critiquant l'inefficacité des bombardements et réclamant une intervention sur le terrain, alors qu'ils étaient peu diserts auparavant.

Candidat à la présidence, John McCain ne cesse de le répéter : quand on *fait* la guerre, c'est pour la gagner et un président doit commander, non suivre. C'est un des défauts de Bill Clinton, qui sait parfaitement coller à l'opinion mais pas donner l'image du leadership. Surtout au moment où il doit reconquérir un respect largement écorné par l'affaire Lewinsky. Mais est-ce vraiment un défaut impardonnable que d'être affecté d'une aversion à la violence et de ne s'y résoudre qu'à l'ultime extrémité ?

Bill Clinton ne serait-il pas plutôt le représentant de la première génération d'Américains à ne pas avoir fait la guerre et à ne pas s'y intéresser, encore moins dans une période de prospérité sans précédent ? Le premier d'une série de présidents à ne pas être passé par le moule du service militaire ? Il n'est en tout cas pas le seul : il aura fallu au principal candidat républicain à sa succession, George W. Bush, deux semaines pour réagir, *mollement*, à la guerre du Kosovo. Les Américains ont, par deux *fois*, choisi un gestionnaire à leur image, pas un chef de guerre ni un puritain.

A son arrivée à la Maison Blanche, Bill Clinton comptait bâtir son succès sur sa réussite politique. Après avoir survécu à l'*impeachment*, il joue sa place dans l'histoire comme commandant en chef, poste pour lequel il est le moins bien préparé, sur une partition qu'il n'a jamais appris à diriger. On voit mal dans ce président, qui a si longtemps traîné les pieds avant d'envoyer ses avions bombarder la Serbie, l'ogre américain décrit parfois avec complaisance. L'impérialisme américain de la génération Clinton n'est plus militaire, il est avant tout commercial et culturel.

Patrice de Beer

Guerre contre les Serbes ou contre l'Europe ? *par Denis Duclos*

LA désastreuse intervention en Serbie a un avantage : elle nous contraint à réfléchir sur l'avenir immédiat de la planète. Sera-t-il indéfiniment assujetti aux volontés impériales du dernier chauvinisme à visée globale, ou prendra-t-il le chemin de la construction d'une légitimité civique mondiale ? Le monde sera-t-il une pluralité démocratique, ou bien se réduira-t-il à la force de manœuvre d'un unique maître, contraignant chacun à la dépendance économique, à l'humiliation politique, ou, en dernier recours, à la destruction programmée ?

La guerre de l'OTAN à la Yougoslavie n'a rien à voir avec la justice internationale. L'explosion régionale monstrueuse qu'elle a déclenchée, de façon consciente (à moins de considérer les stratèges américains comme des imbéciles) correspond à deux objectifs parfaitement clairs – sauf pour les politiciens ignorant leur amour inconscient de la servitude volontaire : casser l'Europe ; barrer la route à la démocratie mondiale en lente émergence.

Le premier motif du conflit importé en plein cœur de notre continent par nos amis américains est une déclaration de franche hostilité des Etats-Unis à l'Europe. Qui en doutera, sinon les naïfs manipulés dans leur fibre humanitaire ? Il s'agit de réimposer le dollar (défaillant) contre l'euro (montant) ; de réaffirmer la domination financière et militaire contre les proximités lentement tissées sur un passé de guerres ; de faire admettre la prééminence d'une police mondiale brutale, contre le patient apprivoisement des ancestrales haines balkaniques. Pour faire sauter le projet européen, y précipiter des masses gigantesques de capitaux spéculatifs ne suffit pas.

Orchestrer le dénigrement de la Commission européenne (certes pas vraiment transparente), non plus. Parvenir à faire renoncer les Allemands et les Français à unir leurs bataillons est déjà mieux, mais il faut encore un effort pour obtenir une vraie déstabilisation.

La Serbie : départ de la rage fratricide franco-germanique. Lieu de la triple fracture religieuse entre catholicisme, orthodoxie et islam, redoublée des anciens idéaux impériaux brûlant encore sous la cendre (Turquie, Autriche, Hongrie, Russie, puissances occidentales).

Espace imaginaire de toutes les concurrences aveugles, de toutes les trahisons imputées. Croit-on que réunir, sous la même bannière de l'OTAN, Grecs et Turcs, Français et Allemands, ramenés au rang de policiers de base, peut contribuer à assoupir ces vibrions ?

N'est-ce pas au contraire favoriser leur fermentation sous le couvercle artificiel d'une coalition hétéroclite ? Au risque qu'ils n'explosent en cascade, dès que sera consommé l'inévitable échec de cette vraie-fausse campagne militaire, évidemment incapable d'affronter le corps à corps avec un peuple décidé à mourir pour son intégrité territoriale.

Alors, encouragées par des dirigeants portés par la passion ethnique ranimée, se réactiveraient de proche en proche les revendications minoritaires croisées, les exigences frontalières, les massacres interreligieux, les aventures militaires ponctuelles ou plus générales : bref, tout le front méditerranéen de l'Europe à feu et à sang. Bravo, l'idéal humanitaire !

Quand bien même le scénario le plus pessimiste ne se réaliserait pas, voilà néanmoins l'Europe aux prises avec des tensions périphériques et internes durables, avec un abcès de fixation suppurant interminablement et absorbant beaucoup de nos énergies.

Diviser pour mieux régner, casser les alliances des nations pour attiser les inimitiés tribales : on connaît la sagesse – ou la folie – multiséculaire des puissances, et particulièrement celle des Américains, dont la politique étrangère a, depuis longtemps, associé un protectionnisme buté et une ardente duplicité, une habileté diabolique à provoquer entre ses compétiteurs des combats ruineux ou fatals. Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine par des coups financiers dont elles ont toujours tiré avantage, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe. C'est donc là qu'il fallait faire porter l'effort, en jouant des indignations légitimes contre tel minuscule régime nationalitaire. Car la guerre aux Balkans, d'ailleurs non déclarée, n'est pas faite aux Serbes : c'est une guerre contre l'Europe.

> **Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe**

Le modèle de l'ONU, ne serait plus habitable par l'hyperbourgeoisie, à cause du poids des « grands » du monde pauvre osant résister encore à son hégémonie (Chine, Inde), et aussi à cause de la lente ébauche d'un Etat mondial qui s'y élabore : par exemple au travers d'une Cour internationale de justice (débarrassée des pressions américaines), ou des programmes de protection de l'environnement, de plus en plus gênants pour la pollution massive induite par le mode de production et de consommation nord-américain.

Les Etats-Unis ont-ils déclaré la guerre à l'ONU comme ils l'ont fait (sans le dire) à l'Europe ? En tout cas, l'ONU est en proie à une entreprise systématique d'érosion visant peut-être, à terme, l'implosion. La dette considérable des Etats-Unis à l'égard de l'institution internationale limite drastiquement ses possibilités d'action. Par ailleurs se multiplient les incidents où l'autorité de l'ONU se trouve bafouée : dénigrement par la diplomatie américaine de telle candidature au poste de secrétaire général ; rupture ouverte avec les décisions internationales concernant les interventions militaires en Irak, etc. Les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie s'inscrivent dans cette ligne de rupture avec la légitimité mondiale, au prétexte des blocages bureaucratiques, mais pour la véritable raison que cette légitimité ne saurait être étrangère à l'existence des peuples. Faudrait-il rappeler qu'avant d'être de vilains nationalismes génocidaires les peuples sont des constructions modernes inventées pour en finir avec les féodalismes et les esclavagismes qui étaient si à l'aise dans les poussières de principautés impériales et de seigneuries des anciens régimes ? Faudrait-il avertir qu'en démonisant la nation – ce réceptacle fragile des compromis sociaux et ethniques –, l'empire américain nous prépare, pour un surlendemain qui n'est peut-être pas si lointain, un état de mobilité chaotique universelle, parfaitement propice à l'établissement d'une nouvelle servilité généralisée, et certainement pas à un mondialisme démocratique ?

Nous sommes donc conduits à poser clairement l'alternative : puisque le monde se trouve désormais saisi dans la résille des liens économiques et informationnels, vaut-il mieux endosser définitivement l'uniforme de supplétifs d'une nation particulière, à la prétention exorbitante, ou troquer nos souverainetés patriotiques (parfois si dangereuses) pour une construction mondiale négociée ? Si nos diplomates et nos soldats doivent accepter d'introduire dans leur code de conduite des facteurs qui ne relèvent pas du commandement aveugle, vaut-il mieux que ce soit l'intérêt étroit de la régence américaine ou des principes relevant d'une constitution mondiale, garante des droits de l'homme, dont celui des peuples est partie intégrante ?

Je crois que la grande armada sous gouverne américaine illustre un des derniers soubresauts des dinosaures nationaux-impériaux face à la claire nécessité d'une citoyenneté mondiale et de ses institutions.

Elle peut encore cracher le feu, utiliser la provocation, mésuser de la candeur humanitaire sincère. Mais, à moins de se vouer au chaos, le XXIe siècle ne pourra sans doute plus relever de la logique infantile de la toute-puissance.

Il faut se retirer très vite d'un engagement indigne, dont la grossière inadéquation aux buts humanitaires affichés ne peut qu'inciter ses auteurs à pousser toujours plus loin le mensonge, à écraser d'autant plus Serbes et Kosovars sous les mêmes bombes qu'ils se sentiront moralement encouragés à imputer aux premiers le massacre des seconds. Car, n'en doutons pas, une fois durcie au feu de l'ignominie, la vertu de nos chiens de guerre ne connaîtra plus de limites.

***Denis Duclos** est sociologue, directeur de recherche au CNRS.*

Enfants broyés du Kosovo

par Claire Brisset

KASTRIOT KICAJ avait six ans. Il cheminait avec sa famille, surchargée de colis du Kosovo vers l'Albanie, sous la pluie, dans la boue. Des voitures militaires serbes accompagnaient le convoi, au rythme lent des marcheurs épuisés. A 1 kilomètre de la frontière, Kastriot a glissé, est tombé dans la boue. L'une des voitures serbes a alors brusquement accéléré et écrasé l'enfant. Les militaires riaient. C'était le jour de Pâques.

Des histoires comme celle-là, les milliers de réfugiés échoués à Kukës, au nord de l'Albanie, les racontent à ceux qui tentent de leur venir en aide. Tous peuvent témoigner de l'horreur vécue depuis des mois et qui a pris, depuis le 24 mars, les proportions d'un cauchemar éveillé.

Le nouvel afflux de ces derniers jours a rendu la situation littéralement inhumaine. Les derniers arrivants portent des traces de coups, de très nombreuses femmes ont été violées ; pour la première fois, tous montrent des signes évidents de malnutrition. Beaucoup d'enfants sont arrivés à la frontière albanaise totalement épuisés, incapables de marcher. De nombreux accès du Kosovo vers l'Albanie ont été minés ; faudra-t-il voir, en plus du reste, des enfants aux jambes arrachées, soufflés par l'explosion d'une mine ?

Dans Kukës, partout, sur les terrains vagues, les zones industrielles, aux carrefours, des remorques attachées à des tracteurs ont pris possession de la ville. Sur ces chariots, à l'abri d'une bâche de plastique, vivent, dorment, mangent, une dizaine, parfois une vingtaine de personnes. Une écrasante majorité de ces naufragés sont des enfants, des femmes et des personnes âgées dont le regard vide, les silences et l'hébétude en disent long sur toute une vie brisée, sur les enfants battus, les maisons brûlées, les papiers déchirés, les identités gommées.

Imagine-t-on l'angoisse dans laquelle vivent tous ces déportés, survivants des massacres et de l'exode ? Sur quoi repose cette rumeur, si insistante à Kukës, selon laquelle 400 000 personnes erreraient encore dans les montagnes du Kosovo, fuyant l'armée et les milices serbes, dépourvues de tout moyen de survie ? Que sont devenus tous ceux dont on est, comme on dit, *« sans nouvelle »* ? Dans quel état arriveront ceux qui sont encore sur la route de l'Albanie, celle où a été écrasé le petit Kicaj ? A Kukës, chaque soir après la prière, la mosquée est envahie par les plus pauvres, les moins chanceux, ceux qui sont venus assis, qui n'ont même pas un chariot où passer la nuit. Ceux-là, eux aussi surchargés d'enfants, trouvent asile à la mosquée dont le mollah accepte d'ouvrir les portes chaque nuit. Les premiers jours, les réfugiés y dormaient par terre sans même une couverture.

A quelques kilomètres de Kukës, un vaste camp de tentes a été établi par les Italiens. Dans ce camp, dont l'organisation force l'admiration, ont été regroupés 6 000 réfugiés parmi les plus démunis ou malades.

> **Notre monde est-il prêt, comme cette nouvelle catastrophe le démontre, à sacrifier toujours les plus jeunes et les plus vulnérables ?**

La ville de Kukës, submergée par cette vague de malheurs que personne n'avait su prévoir, est à l'image de l'Albanie tout entière. Dans ce pays, le plus pauvre d'Europe, aussi démuni que la Bolivie, l'afflux de plus de 350 000 réfugiés pèse d'un poids qui pourrait rapidement se révéler insupportable. Jusqu'à présent, de très nombreux réfugiés ont été accueillis par des familles albanaises, malgré leur pauvreté et leurs difficultés à survivre. Mais combien de temps cette extraordinaire solidarité d'accueil pourra-t-elle se maintenir ? Pour éviter les tensions, les organisations humanitaires tentent de répartir l'aide, aussi bien sur les réfugiés que vers les familles d'accueil, sans lesquelles la situation actuelle, déjà très difficilement supportable, deviendrait franchement explosive.

Depuis le début de la crise, l'Unicef a acheminé des vivres pour enfants, médicaments pédiatriques, sels de réhydratation, couvertures, chlore pour purifier l'eau. Avec les autorités albanaises, nous venons d'entreprendre une campagne massive de vaccinations pour éviter les épidémies qui pourraient être multipliées chez les plus jeunes. La prise en charge des enfants traumatisés a d'autre part déjà commencé. Très vite suivront des programmes de rescolarisation des enfants kosovars dans les écoles albanaises comme dans les camps, car l'on sait à présent que l'un des meilleurs moyens de faire face aux traumatismes est une rescolarisation très rapide, même minimale.

Les donateurs de l'Unicef se sont déjà montrés très généreux pour permettre de monter ces programmes depuis le début de la crise. Ils ont déjà envoyé 12 millions de dollars sur les 14 qui avaient été demandés pour faire face à la crise. Il faudra faire bien davantage, tant le désastre humanitaire qui broye les enfants du Kosovo s'annonce catastrophique.

Il ne suffira pourtant pas d'envoyer des dons, si essentiels soient-ils. Il faudra bien aussi répondre à des questions sans échappatoire. Notre monde est-il prêt, comme cette nouvelle catastrophe le démontre, à sacrifier toujours les plus jeunes et les plus vulnérables ? Pourquoi, dans les conflits de ces dix dernières années, les enfants-ont-ils à chaque fois représenté l'écrasante majorité des victimes ? Quels adultes deviendront, plus tard, ceux qui auront vu sous leurs yeux leur père battu ou enlevé, leur mère violée, leurs grands-parents pleurer, leur maison brûlée, leur école bombardée ?

Il est vraiment temps de donner à ces guerres qui prennent d'abord pour cibles les civils et les enfants, le statut qu'elles méritent, celui d'un scandale international.

***Claire Brisset** est porte-parole de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) en France.*

Du problème kosovar à la tragédie yougoslave

Suite de la première page

Certes, le problème du Kosovo n'était pas réglé. Certes, du fait de cette situation non réglée, une tension interethnique subsistait sur ce territoire. Certes, des affrontements avaient lieu entre les forces serbes de maintien de l'ordre et des extrémistes albanais, affrontements qui ont entraîné des pertes de vies humaines, comme ce fut le cas à Racak.

Il n'y avait pas de catastrophe humanitaire semblable à celle dont ont parle tant aujourd'hui ; il n'y avait pas d'épuration ethnique. Les multiples comptes rendus de la mission de l'OSCE au Kosovo en témoignent – cette mission était dirigée, on le sait, par un représentant américain.

Je dirai même plus : jusqu'au 24 mars, avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN, il y avait un problème au Kosovo ; désormais, celui-ci s'est transformé en une tragédie yougoslave, avec d'importantes pertes humaines et des centaines de milliers de réfugiés, avec la destruction délibérée du potentiel d'un Etat souverain du centre de l'Europe, avec la destruction de monuments historiques et culturels d'une valeur inestimable.

Aujourd'hui, à Bruxelles, on tente de ne pas se souvenir que le prétexte de l'engagement de cette opération était la garantie de l'application par la partie yougoslave des accords de Rambouillet. A l'étape actuelle, une tâche tout à fait autre s'impose : éliminer la catastrophe humanitaire qui s'est déclenchée sur ce territoire, précisément, après le début des bombardements. Et l'on procède, pour ce faire, d'une manière extrêmement originale : on intensifie les frappes, ce qui pourrait avoir pour résultat que, très prochainement, toute la Yougoslavie se transforme en une zone de catastrophe totale, une catastrophe qui ne serait absolument pas due aux éléments naturels.

Un coup sérieux est porté à l'ordonnancement mondial contemporain et à son fondement juridique qu'est la Charte de l'ONU.

Quelle que soit la suite des événements, il est déjà évident que, globalement, l'Europe sera perdante. Un coup très sévère a été asséné au processus européen, aux origines duquel se trouvaient la Russie et la France. Jamais auparavant n'avaient simultanément été détruits autant de principes de l'Acte final d'Helsinki. L'idée d'une grande Europe, qui devenait chaque jour plus réelle, se trouve elle aussi remise en question. Les relations entre la Russie et l'OTAN, que nous avons édifiées avec tant de minutie ces dernières années dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité européennes, se trouvent elles aussi rejetées au loin.

Quels que soient les arguments que l'on a tenté d'avancer pour justifier l'opération militaire de l'OTAN, il apparaît clairement à tout analyste objectif que l'on a opté pour une politique de destruction méthodique de l'infrastructure non pas tant militaire qu'industrielle et sociale de la Yougoslavie. Chaque jour, des gens meurent, et à égalité, qu'ils soient Serbes, Albanais, Hongrois ou Monténégrins. Pour eux, les paroles de Saint-Exupéry, qui disait que la guerre, ce n'est pas l'acceptation du combat, mais tout simplement celle de la mort, représentent une amère vérité. Ce grand Français et les pilotes de l'escadrille Normandie-Niemen ont-ils donc combattu pour qu'à la fin du XXe siècle des enfants, comme il y a cinquante ans, tournent avec effroi leurs regards vers le ciel ?

Jean Giraudoux a écrit que le privilège des puissants de ce monde, c'est qu'ils peuvent observer les catastrophes en cours en restant assis sur leur terrasse. Dans le cas présent, j'en suis convaincu, si quelqu'un peut le faire, ce ne sont nullement les Européens. Dès demain, vous et moi verront arriver sur nos terrasses les réfugiés fuyant la guerre et une pluie acide arrosera le gazon vert, devant la maison.

Autre élément majeur : quand on a opté une fois pour le droit de la force, on ne peut se bercer d'illusions et penser que d'autres ne s'engageront pas sur le même chemin. Avec, pour conséquences, un coup inéluctable et très grave porté au régime de la non-dissémination des armes de destruction massive, le désir d'un nombre croissant d'Etats de se doter des divers types existant, notamment sous prétexte de garantir leur propre sécurité.

Nous procédons à des consultations très actives, notamment avec nos partenaires français, concernant les principes de base sur lesquels un tel règlement pourrait être édifié :

– cessation immédiate de toutes les opérations militaires ; arrêt des violences et de la répression ;

– retrait du Kosovo des forces militaires et policières en surnombre qui, selon notre conviction, doit s'accompagner de l'éloignement des frontières yougoslaves des unités militaires et des armements offensifs de l'OTAN déployés en Macédoine et en Albanie ;

– retour en toute sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées, quelles que soient leur nationalité et leur confession ;

– libre accès des organisations humanitaires internationales afin qu'elles puissent remplir leur mission ;

– reprise des négociations entre Belgrade et les chefs de file des Albanais du Kosovo, en vue d'un accord politique accordant une large autonomie au Kosovo, dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie ;

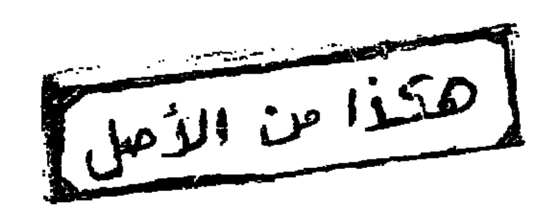
– contribution internationale au relèvement économique de la Yougoslavie, y compris du Kosovo et de sa région.

La mise en œuvre de ces principes nécessitera, bien entendu, une présence internationale, dont le format et la mission sont à établir. C'est cette question, précisément, qui demeure la plus délicate. L'accord relatif à cette présence doit pouvoir être accepté par tous.

L'ONU, qui dispose d'un large éventail de mécanismes de maintien de la paix et d'une grande expérience en ce domaine, peut et doit jouer un rôle important dans le règlement, à l'étape présente. Une position constructive de la part de Belgrade, dictée par l'intérêt national à long terme, aidera sans nul doute à trouver une solution dans le cadre de l'ONU, qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, tout en apportant une solution à tous les aspects du problème du Kosovo.

La Russie se propose, pour sa part, de continuer à jouer un rôle des plus actifs en vue de parvenir à un règlement politique au Kosovo. Nous sommes ouverts à toute idée ou initiative constructive allant en ce sens. Nous sommes prêts à collaborer étroitement avec nos homologues français. L'essentiel est d'arriver au plus vite à la paix sur le sol yougoslave, ce qui – c'est ma conviction – sert les intérêts fondamentaux de la sécurité européenne et de la stabilité.

Igor Ivanov
(traduit du russe par les soins de l'agence RIA-Novosti)



هكذا من الأصل

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le but de guerre

LE débat sur la stratégie de l'OTAN est plus que justifié. La critique sur l'inadéquation des moyens choisis par rapport aux buts assignés est largement fondée. Les questions sur telle ou telle « bavure » meurtrière de civils sont légitimes, comme la méfiance à l'égard de telle ou telle *information douteuse* donnée par l'OTAN sur le déroulement de la guerre – car il s'agit bien d'une guerre, n'en déplaise aux euphémismes utilisés à Bonn, Londres, Paris ou Washington. On était fondé – on l'est toujours – à demander des résultats rapides, et ce pour une raison impérieuse : le temps dans cette affaire, face à un Slobodan Milosevic décidé à vider le *Kosovo* de sa population d'origine albanaise, est une donnée essentielle de la guerre qu'on livre. Et, de ce point de vue, les centaines de milliers de malheureux atrocement jetés sur les routes de l'exil sont la preuve criante qu'on a plutôt perdu la première bataille.

Mais rien de tout cela ne doit occulter l'essentiel : il fallait agir *contre le président de* la République fédérale de Yougoslavie. Après huit années de guerres yougoslaves provoquées par l'homme fort de Belgrade ; après tous ces crimes permis quand, face au drame bosniaque, les diplomaties occidentales se refusèrent longtemps à *« ajouter la guerre à la guerre »* ; après un an d'exactions serbes au Kosovo, aggravant le régime d'apartheid déjà imposé aux Kosovars ; après des mois de négociations aboutissant à l'accord de Rambouillet, refusé par le seul Milosevic ; après tant de temps perdu, il n'y avait plus d'autre solution que le recours à la force.

Aussi, au moment où « Force alliée » entre dans sa cinquième semaine, sous le feu de critiques encore une fois justifiées, importe-t-il de redire haut et clair ce que doivent être ses objectifs. Et d'indiquer le seuil de résultat en dessous duquel toute solution serait inacceptable. Il tient en quatre conditions, non négociables : toutes les forces serbes doivent quitter une province dont *elles ont fait le théâtre de crimes* répétés contre l'humanité ; tous les réfugiés doivent pouvoir rentrer chez eux ; ils doivent pouvoir y vivre en paix sous la protection d'une force armée internationale, obéissant à une chaîne de commandement simple ; enfin, le Kosovo doit être placé, sans doute durablement, sous la tutelle de l'Union européenne.

C'est un minimum. *Il n'exige ni* le départ de M. Milosevic ni ne tranche la question de l'indépendance ou de l'autonomie du Kosovo. Mais en dessous de ce niveau d'exigences, aucune des missions assignées à « Force alliée » *n'aura été atteinte ;* la guerre aura été menée pour rien et l'Europe aura définitivement accepté l'inacceptable. Les stratèges de l'OTAN ont d'ores et déjà suffisamment sous-estimé le pouvoir de Belgrade pour qu'on se permette de leur donner un conseil : M. Milosevic pliera d'autant plus rapidement qu'il saura que les alliés préparent aussi une *intervention* au *sol. Celle-ci est* devenue, d'une manière ou d'une autre, inévitable, sauf à se résigner à la déportation des Kosovars et à la destruction de leur culture.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'espèce humaine

IL Y A quatre ans revenaient parmi nous les premiers déportés. Le rideau se levait sur les camps nazis – Auschwitz, Buchenwald, Dachau, Mauthausen, Ravensbruck, Flossenburg. Des milliers et des milliers d'hommes et de femmes restaient encore, libérés par les armes alliées, prisonniers du typhus. Beaucoup de survivants étaient marqués par la mort. Il y eut naturellement quand apparurent ces fantômes un cri d'horreur dans le monde civilisé.

Des livres depuis ont paru – *Les Jours de notre mort*, de David Rousset –, pour tenter de faire connaître cette expérience étrange et terrible, d'indiquer les ressorts de l'univers concentrationnaire. Mais peut-on donner l'impression vivante d'une hallucination ?

Un autre livre, tout récent, de Robert Antelme, *L'Espèce humaine*, digne du premier et qui le complète, vient à point pour apporter la réplique à ceux qui prétendent que *« c'était trop beau »* pour être vrai. On peut écrire tous les *Nuremberg ou la terre promise* que l'on voudra, on ne parviendra pas à ensevelir cette honte dans l'indifférence et l'oubli.

Il ne s'agit pas en effet de la seule souffrance. La souffrance s'efface dans le temps. L'immonde horreur des camps de déportation fut, comme l'écrit Robert Antelme, *« la mise en question de la qualité d'homme »*, de *« l'appartenance à l'espèce »*. Voilà ce qui fut *« le plus immédiatement sensible et vécu »*, et qui fut *« voulu par les autres »*. Et voilà la leçon. *« Une âme*, a dit Michelet, *pèse infiniment plus qu'un royaume, un empire, un système d'Etats. »*

Rémy Roure
(22 avril 1949.)

Les dangers de la bulle monétaire

IL EST GÉNÉRALEMENT de bon ton de reprocher aux banques centrales le caractère exagérément restrictif de leurs politiques monétaires. Industriels, hommes politiques et opérateurs des marchés financiers ont l'habitude de s'unir pour accuser les instituts d'émission de se montrer trop vigilants à l'égard de l'inflation, de la stabilité du taux de change, de *ne pas se soucier suffisamment* de la croissance et de la lutte contre le chômage. Bref, les taux d'intérêt ne sont jamais aussi bas que rêvé.

Aujourd'hui, cette critique ne tient plus. L'environnement monétaire dans les grands pays industrialisés est extraordinairement favorable, « expansionniste », comme il ne l'a sans doute jamais été dans toute l'histoire financière du XXe siècle. Au Japon, le taux d'escompte s'établit à 0,5 %. Dans l'Euroland, le principal taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) vient d'être ramené de 3 % à 2,5 %, un niveau jamais atteint sur le Vieux Continent. Aux Etats-Unis, enfin, en dépit du *dynamisme économique observé depuis* près de dix ans, les fonds fédéraux s'établissent à 4,75 %, nettement en deçà de leur niveau moyen des deux dernières décennies (6,7 %). Si cette politique d'argent bon marché trouve son origine dans le rythme lui aussi exceptionnellement faible de l'inflation, elle n'est pas sans présenter, selon de nombreux experts, des risques financiers, et donc économiques, majeurs. Les banques centrales, par leur souplesse, ne sont-elles pas les principales responsables de l'envolée des marchés boursiers, de la formation d'une bulle spéculative qui menace à tout moment d'éclater ? Pour les Bourses, des taux d'intérêt bas sont une bénédiction : non seulement ils rendent les conditions d'achat de valeurs très intéressantes, stimulent la croissance de l'activité et donc les profits des entreprises, mais ils rendent aussi les placements en actions plus attractifs que ceux réalisés en titres à taux fixe (obligations, bons du Trésor à court terme).

« On peut s'inquiéter de l'impact d'une aussi importante injection de monnaie dans l'économie mondiale », note Régis Khaber, économiste à la société de Bourse Aurel. Les vannes monétaires mondiales sont aujourd'hui grandes ouvertes. Où vont se déverser les flots de liquidités qui s'en échappent ? Sur les marchés financiers, affirment de nombreux experts, et non pas dans l'économie réelle. *« Contrairement à ce qui est souvent dit, ce n'est pas dans l'économie que les banques centrales injectent des moyens de paiement*, souligne Eric Barthalon, chef économiste à la banque Paribas. *C'est en pratique et en première instance dans les marchés financiers (...) Le risque est permanent que les liquidités injectées soient en quelque sorte piégées sur les marchés financiers. »*

« La monnaie est utilisée à d'autres usages qu'à acheter des biens », ajoute Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations.

« YEN CARRY TRADE »

Une situation extrême est observée au Japon, où l'argent est quasiment gratuit. Mais les banques n'utilisent pas cette manne de liquidités pour octroyer des crédits aux entreprises ou aux particuliers (ces derniers n'en sollicitent pas), mais pour gonfler leurs portefeuilles de titres. Pis : de nombreux investisseurs américains et européens profitent des taux extrêmement bas offerts dans l'archipel pour y emprunter des capitaux qu'ils vont ensuite placer sur les places financières occidentales. Ce mécanisme est connu sous le nom de yen carry trade. Nul ne sait précisément quels montants ont été engagés à travers lui, mais ils seraient colossaux. Et certains évoquent déjà, avec la récente baisse des taux européens, la possibilité d'un *euro carry trade*. La mondialisation des marchés de capitaux fait que le nationalisme monétaire n'existe plus et qu'une politique expansionniste dans un grand pays se fait ressentir sur l'ensemble des places financières.

D'où le risque, selon M. Barthalon, que *« les marchés d'actions, soutenus, d'abord et avant tout, par des perspectives de baisse durable des taux d'intérêt, s'aventurent plus encore qu'aujourd'hui dans des contrées jusqu'ici inexplorées en termes de valorisation »*.

Les banques centrales ignorent-elles ce danger ? Officiellement non. Elles affirment surveiller de près l'inflation des actifs financiers. Au Japon, le vice-ministre des finances, Eisuke Sakakibara, a régulièrement dénoncé la bulle sur le marché des emprunts d'Etat nippon – où les rendements à dix ans sont tombés à l'automne dernier jusqu'à 0,6 %. Les dirigeants de la BCE disent pour leur part suivre avec attention l'évolution des indices boursiers européens, dont ils auraient fait un des éléments de leur politique monétaire. Mais c'est aux Etats-Unis que l'inquiétude et la vigilance apparaissent les plus grandes. Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, s'est étonné à *plusieurs reprises des niveaux atteints par Wall* Street, et chacun garde en mémoire sa fameuse dénonciation de l'*« exubérance irrationnelle »* des marchés boursiers du mois de décembre 1996, dénonciation qui lui avait valu de nombreuses critiques de la part de parlementaires américains. Quelques mois plus tard, la Fed avait mis ses menaces à exécution en relevant d'un quart de point son principal taux directeur. Mais elle n'avait pas osé aller plus loin dans son resserrement monétaire. Au contraire, à l'automne 1998, alors que le système financier américain et mondial était profondément déstabilisé après la faillite du fonds spéculatif LTCM (Long Term Capital Management), la Fed n'a pas hésité à injecter massivement des liquidités et à abaisser ses taux à trois reprises, au risque d'alimenter la bulle *boursière – ce qui n'a d'ailleurs pas manqué de* se produire, l'indice Dow Jones venant de franchir la barre historique des 10 000 points. Forts de cet exemple, les opérateurs sont désormais persuadés qu'en cas de correction violente à Wall Street la Fed s'empresserait de réduire ses taux pour soutenir les cours. D'où une impression d'impunité.

De fait, M. Greenspan se retrouve pris au piège. Aux Etats-Unis, *« la valorisation des actions est devenue la pierre angulaire de bon nombre de mécanismes économiques »*, souligne M. Barthalon. La hausse de Wall Street augmente le sentiment de richesse des ménages américains et stimule leur consommation. Difficile, pour la Fed, de faire un geste susceptible d'arrêter cette belle mécanique. *« L'humilité qu'affiche désormais M. Greenspan lors de ses auditions par le Congrès des Etats-Unis n'est peut-être, tout compte fait, qu'un aveu à peine déguisé d'impuissance »*, estime l'économiste de Paribas.

Pour une banque centrale, il est devenu aujourd'hui *« politiquement incorrect »* de relever ses taux. Si indépendants soient-ils, les instituts d'émission préfèrent prendre le risque d'attiser l'inflation des actifs financiers et la spéculation boursière plutôt que mécontenter les gouvernements et les marchés. Ils ne savent plus qu'assouplir leur politique monétaire. Au Japon, le taux d'escompte a été abaissé à neuf reprises depuis 1991, en Allemagne quatorze fois entre la mi-1992 et l'arrivée de l'euro ; aux Etats-Unis, enfin, au cours des quatre dernières années, le niveau des fonds fédéraux a été réduit six fois et relevé à une seule occasion. Les opérateurs *de marché ont* oublié ce qu'est un épisode de hausse durable des taux directeurs. Le rappel pourrait être douloureux. Le jour où ce mouvement se produira, où la bulle monétaire éclatera, la bulle boursière risque fort de crever à son tour.

Pierre-Antoine Delhommais

Le puritain vigilant *par Philippe Bertrand*

PRÉCISIONS

CHARLES MILLON ET KARL RENNER

A la suite de la parution du point de vue de Charles Millon « Dénationaliser les Balkans ? » (*Le Monde* du 16 avril), Stéphane Pierré-Caps, professeur de droit public à l'université Nancy-II, précise que l'essentiel de l'argumentation contenue dans ce point de vue ne peut qu'avoir été directement inspiré par ses travaux. M. Pierré-Caps a, *en effet*, consacré un ouvrage (éditions Odile Jacob, 1995) et plusieurs articles à la pensée du jurisconsulte et homme politique autrichien Karl Renner (1870-1950), dont il a aussi traduit des textes.

URBANISME

Cité comme auteur d'un *« massacre urbain »* sur les collines de Sèvres (*Le Monde* du 13 avril), l'architecte Clément-Olivier Cacoub tient à préciser qu'il n'est *« nullement le responsable, sur le plan urbanistique, de ce projet »* dans le cadre d'un programme immobilier *« achevé depuis longtemps »*.

MAIRES

Dans l'infographie qui accompagnait notre article sur les ministres « ex-maires » (*Le Monde* du 16 avril), nous avons omis de signaler que Charles Josselin (PS), secrétaire d'Etat chargé de la coopération auprès du ministre des affaires étrangères, maire de Pleslin-Trigavou (Côtes-d'Armor) au moment de son entrée au gouvernement, est maintenant premier adjoint de cette commune. L'actuel maire est Jean-*Paul Leroy*.

RECTIFICATIFS

BAC 1998

La grille horaire de la classe de seconde publiée dans le supplément « Résultats du bac 1998 » (*Le Monde* du 1er avril) reprenait le projet ministériel voté par le Conseil supérieur de l'éducation. Depuis, le ministère a rétabli, au travers d'une circulaire envoyée aux établissements, la possibilité d'une troisième langue vivante en option facultative, soit trois heures par semaine.

Par ailleurs, contrairement à ce que nous avions écrit, les indicateurs des *« taux d'accès »* et des *« taux de bacheliers »* sont disponibles, cette année, pour les lycées privés sous contrat qui ont accepté de communiquer leurs effectifs au ministère : c'est le cas de 216 établissements sur 877. Ces chiffres sont donc bien présents sur le Minitel (*3615LEMONDE*) et dans les « fiches par lycée » publiées sur Internet (www.lemonde.fr/education/bac98/ accueil.html).

CHILI

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions datées 11-12 avril, le juge d'instruction Sergio Valenzuela Patino n'a pas été *« destitué »* par la Cour suprême chilienne. *Le magistrat a été en fait* désaisi par cette Cour de l'instruction sur l'assassinat du dirigeant syndical Tucapal Jimenez dont il avait été chargé pendant dix-sept ans sans parvenir à la moindre inculpation.

STRASBOURG

Mgr Doré, archevêque de Strasbourg, se prénomme Joseph et non Gustave, comme nous l'avons écrit par erreur (*Le Monde* du 14 avril).

ALFÉDIAM

Le professeur Jean-Raymond Attali est l'ancien secrétaire général de l'Association de langue française pour l'étude du diabète et des maladies métaboliques (Alfédiam) et non son ancien président, comme indiqué par erreur (*Le Monde* du 17 avril 1999).

ALGÉRIE

Le ministre de l'intérieur algérien est Abdelmalek Sellal et non Abdelkader Benhadj, *comme nous* l'avons écrit par erreur (*Le Monde* du 17 avril). Ce dernier est directeur des libertés publiques au ministère de l'intérieur.

PACS

253 députés ont voté contre la proposition de loi tendant à créer un pacte civil de solidarité (PACS), en deuxième lecture, mercredi 7 avril, et non 277, comme il a été indiqué par erreur dans *Le Monde* du 9 avril. 300 députés ont voté pour.

CROISSANCE Le Fonds monétaire international estime que les risques de récession se sont éloignés mais reste prudent sur les perspectives de croissance mondiale pour 1999. ● DANS SON RAPPORT SEMESTRIEL, publié mardi 20 avril à Washington, l'institution prévoit une expansion de l'activité de 2,3 % cette année et de 3,4 % en l'an 2000. ● LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES d'Asie et d'Amérique latine semblent avoir surmonté le plus gros de la crise après avoir connu une forte récession en 1998. ● LES ÉTATS-UNIS demeurent la locomotive de l'économie mondiale, mais le FMI souligne que le ralentissement prévisible et souhaitable de sa prospérité pourrait être brutal. Il n'écarte pas un krach boursier. ● LES INVESTISSEURS ont retrouvé le chemin des places asiatiques, comme en témoigne le rebond des Bourses de Singapour et Bangkok.

Les investisseurs et le FMI croient à l'après-crise asiatique

Les experts du Fonds monétaire international écartent les risques de récession mondiale. Dans leur rapport semestriel, publié mardi 20 avril à Washington, ils restent prudents sur les perspectives de croissance en 1999 et parient sur un rebond pour l'an 2000

SANS ALLER jusqu'à oublier la tourmente financière qui a balayé, mi-1997, l'économie de la plupart des pays du Sud-Est asiatique, provoqué une crise majeure en Russie, sérieusement déstabilisé le Brésil, et ramené les espoirs de croissance des pays occidentaux à de plus modestes proportions, les experts économiques du Fonds monétaire international (FMI) ont affirmé, mardi 20 avril, que le risque de récession mondiale était désormais *« relativement modéré »*. Dans son rapport sur les Perspectives mondiales – dont la parution, mardi, précède de quelques jours les réunions de printemps des institutions de Bretton Woods (du 26 au 28 avril à Washington) – le FMI estime que la croissance mondiale atteindra 2,3 % en 1999, contre 2,5 % l'an dernier. C'est la quatrième phase de ralentissement en vingt-cinq ans, mais le FMI prévoit un rebond de l'activité en 2000 avec une expansion de 3,4 %.

L'institution se montre pourtant plus prudente que jamais dans ses pronostics. Si, pour l'économiste en chef du FMI, Michael Mussa qui présentait le rapport, *« les risques sont équilibrés autour d'une prévision de croissance de 2,3 % en 1999, la prévision de croissance de 3,4 % pour l'an 2000 présente des risques*

Espoir de rebond en 2000

TAUX DE CROISSANCE, en %	1997	1998	1999	2000*
MONDE	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ÉTATS-UNIS	3,9	3,9	3,3	2,2
JAPON	1,4	-2,8	-1,4	0,3
ALLEMAGNE	2,2	2,8	1,5	2,8
FRANCE	2,3	3,1	2,2	2,9
ITALIE	1,5	1,4	1,5	2,4
ROYAUME-UNI	3,5	2,1	0,7	2,1
CANADA	3,8	3,0	2,6	2,5
ZONE EURO	2,5	2,9	2,0	2,9
PAYS EN DÉVELOPPEMENT				
CHINE	8,8	7,8	6,6	7,0
ASEAN-4**	3,8	-9,4	-1,1	3,0
BRÉSIL	3,2	0,2	-3,8	3,7

négatifs plus grands que les chances ». Un diagnostic qu'a repris à son compte Bill Clinton, mardi, à l'occasion d'une déclaration à la Maison Blanche. Affirmant que *« des économies qui étaient en crise commencent à sortir de leurs difficultés »*, il a mis en garde contre toute tentation *« d'autosatisfaction »* car *« des risques et des défis substantiels subsistent encore »*. *« C'est le moment d'agir pour empêcher de nouvelles crises d'atteindre des niveaux catastrophiques dans l'avenir »*, a-t-il ajouté, appelant les principales nations industrialisées à se tenir prêtes à prendre de prochaines mesures pour élaborer une architecture financière solide pouvant constituer une base de prospérité pour tous au XXIe siècle.

De nombreuses hypothèques pèsent encore sur l'environnement international. Elles se situent principalement au sein des trois pôles industrialisés mondiaux, l'Europe, le Japon, les Etats-Unis.

● **L'Europe** : la récente faiblesse de la croissance de la zone euro pourrait *« ne pas être transitoire »*, estime le FMI. La croissance dans la zone euro va tomber à 2 % en 99 (– 0,4 % par rapport aux prévisions de décembre) contre 2,9 % en 1998. Elle devrait se redresser à 2,9 % en 2000. L'emploi et les rigidités du marché du travail européens sont *« un problème chronique majeur »*, martèle le FMI, qui suggère une fois de plus que la réduction du temps de travail n'est peut-être pas une bonne idée.

● **Le Japon** : après une croissance négative de 2,8 % en 1998, l'économie japonaise sera encore en récession de 1,4 % en 1999, estime le FMI, qui a révisé à la baisse de près d'un point ses précédentes révisions datant de décembre. Aucun signe de reprise *« n'est encore clairement en vue »*, constate le FMI, qui craint que cette faiblesse *« ne se prolonge »*.

● **Les Etats-Unis** : le grand point d'interrogation reste le rythme que prendra le ralentissement de l'économie américaine, dont le FMI a fortement reconsidéré la croissance, à 3,3 %, après une expansion de 3,9 % en 1998.

La prospérité économique, qui présente *« un symptôme de déséquilibre entre les trois grandes monnaies »* (dollar, yen, euro), repose trop sur les Etats-Unis, qui ont représenté à eux seuls pas moins de la moitié de la croissance mondiale. Si le FMI estime raisonnables les chances d'un *« atterrissage en douceur »*, il n'écarte pas un scénario plus brutal, avec une remontée de l'inflation et une sévère correction de Wall Street à la clé. Un krach boursier – qui pourrait atteindre 20 % – est *« une possibilité des plus concevables vu le haut niveau du prix des actions par rapport aux perspectives de bénéfices des entreprises »*, prévient le rapport.

Si les foyers d'incertitude se sont déplacés vers les pays industrialisés, faut-il pour autant écarter un risque de rechute des économies touchées de plein fouet par la crise asiatique ? Pour le FMI, le plus gros de la crise est passé, l'Asie du Sud-Est est sur la voie de la reprise et les turbulences des marchés financiers se sont nettement calmées. Si les pays de l'ASEAN-4 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) seront encore en récession en 1999 (– 1,1 %), la Corée du Sud, devrait renouer avec la croissance à 2 % en 1999, contre-5,5 % en 1998.

C'est sur le continent latino-américain que se feront douloureusement sentir les derniers avatars de la crise financière. L'Amérique latine sera en récession de 0,5 % en 1999. Les pays les plus touchés sont bien sûr le Brésil (– 3,8 % en 1999), suivi du Venezuela, très affecté par la baisse des prix du pétrole (– 3,6 %), et de l'Argentine (– 1,5 %).

Ces scénarios pourraient être amplifiés par une défiance persistante des marchés à l'égard des pays émergents. Le lancement, lundi 19 avril, par la banque centrale brésilienne, d'une émission de 1 milliard de dollars de bons à cinq ans devrait donner une première indication sur le degré de confiance des investisseurs.

La grande inconnue reste la Russie, qui a annoncé officiellement, mardi, qu'elle ne serait pas en mesure de rembourser en mai une échéance de sa dette extérieure de 1,2 milliard de dollars. La croissance russe devrait être négative de 7 % en 1999, après – 4,8 % en 1998. En 1999, les prix vont doubler. *« En cas d'absence de politique de réformes et de stabilisation cohérente »*, inflation et récession s'aggraveront, prévient l'institution, qui se garde de faire un quelconque pronostic pour l'an 2000.

Babette Stern

Les économies d'Extrême-Orient se redressent lentement

LES ÉCONOMIES d'Asie commencent à voir le bout du tunnel. Les indices d'une amélioration s'accumulent : balances courantes plus équilibrées, réserves en devises en hausse, baisse des taux d'intérêt, stabilisation des taux de change et regain des valeurs boursières... Les marchés financiers d'Asie orientale se sont *« remarquablement améliorés »*, a souligné Michael Mussa, patron de la recherche économique au FMI, en présentant, mardi 20 avril, ses perspectives économiques biannuelles.

En dépit de l'optimisme des marchés, le rendez-vous avec la croissance n'est pas programmé pour tout le monde en 1999. Si la Corée du Sud peut connaître une croissance de 2 %, selon le FMI, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie doivent s'attendre à une croissance nulle ou légèrement positive, et Hongkong ne devrait pas sortir de la récession, selon la Banque asiatique de développement. L'Indonésie demeure très affaiblie par une crise de grande ampleur, aussi bien économique que politique.

Le problème central demeure la faiblesse du Japon. *« Vu les indicateurs mitigés, il demeure incertain que l'activité se soit stabilisée »*, souligne le FMI à propos du Japon, qui note toutefois *« une modeste reprise de la confiance des investisseurs »*. La demande des ménages ne donne toujours aucun signe d'amélioration. Les programmes de relance à coups de milliards de fonds publics ne suffisent pas à dynamiser l'économie.

Quant à la Chine, elle a confirmé, également mardi, qu'elle s'attendait à un ralentissement de sa croissance économique au second semestre 1999. D'après les autorités de Pékin, la croissance devrait ralentir sensiblement, pour tomber à 6 % au second semestre en rythme annuel, contre 8,3 % au premier trimestre.

Du coup, les pays d'Asie ne peuvent pas compter sur une reprise dopée par les exportations : le contexte régional n'est pas assez dynamique pour permettre une telle hypothèse. Dans l'Asie en crise, l'investissement reste faible et les surcapacités industrielles sont un problème durable. Le désendettement des entreprises et la restructuration des secteurs bancaires sont loin d'être achevés, comme le montre l'exemple de la Corée – [illegible] comme [illegible] modèle pour l'ensemble de la région –, dont les immenses conglomérats (chaebols) sont encore grevés de dettes auprès d'un secteur bancaire lui-même très affaibli. *« D'importantes décisions doivent être prises quant à l'élimination d'un excédent de capacité »*, estime le FMI à propos de la Corée.

Certes, on observe une nette reprise de la demande intérieure : en Corée, les ventes au détail reprennent, y compris sur le marché des produits de luxe (Louis Vuitton vient d'annoncer un bond de 20 % de ses ventes au cours des deux premiers mois de 1999, par rapport à la même période de l'année précédente). Un bon signe, mais provisoire car le chômage devrait freiner cette tendance.

LA PAUVRETÉ S'ÉTEND

Partout, la reprise a un coût social élevé. *« La crise asiatique a été plus profonde et a duré plus longtemps que ce que beaucoup d'analystes prédisaient »*, écrivait, début avril, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique. Les taux de chômage ont bondi : multipliés par quatre en Indonésie (de 4,7 % à 21,3 % en 1998), par près de trois en Corée (de 2,6 % à 7,7 %), par deux en Thaïlande (de 1,9 % à 4,4 %). La pauvreté s'étend elle aussi. *« La capacité des Etats à prendre en charge les problèmes sociaux a été réduite à mesure que leurs revenus baissaient et dans certains cas par les conditions posées par le FMI à son aide »*, disait le rapport.

Les structures de l'économie asiatique sont encore très vulnérables. L'époque du « miracle asiatique » est bien révolue, bien que certains de ses acquis demeurent (comme l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration sur le plan de la nutrition, l'alphabétisation...). *« La vraie crise asiatique n'a pas encore commencé »*, soulignait, ces jours-ci l'ancien premier ministre australien Paul Keating, en évoquant notamment les problèmes liés à la croissance explosive des grandes villes ainsi qu'un ressentiment grandissant des populations asiatiques à l'égard de l'Occident, de ses institutions, comme des vertus de l'ouverture économique en général.

Lucas Delattre.

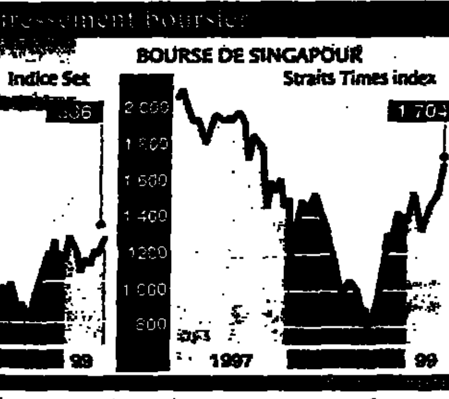
Le rebond des Bourses n'est pas toujours justifié

DANS LA PLUS GRANDE dis-[illegible] places financières des marchés des pays du Sud-Est asiatique, d'où était partie la crise [illegible] en 1997, remontent peu à peu la pente. Après avoir commencé à se ressaisir en septembre 1998, les indices boursiers en Asie ont opéré depuis le début de cette année un redressement assez spectaculaire. L'indice Straits Times de la Bourse de Singapour a gagné près de 30 % depuis le début de l'année. Sur la même période, le Hang-Seng de la Bourse de Hongkong a pris 23,50 %, la Bourse de Séoul est montée de 36,98 %, celle de Djakarta de plus de 22 % et celle de Bangkok de plus de 14 %.

Mais surtout, depuis peu, institutions et investisseurs étrangers achètent massivement des actions sur les marchés financiers de ces pays. Ils avaient été les premiers à fuir ces investissements, considérés comme risqués, dès le début de l'épidémie financière pour se réfugier sur des marchés plus rassurants, comme ceux de l'Europe ou des Etats-Unis. Le comportement des investisseurs témoigne visiblement d'un signe de confiance envers un redressement des économies émergentes en Asie, mais celui-ci est-il réellement justifié ?

Les investisseurs internationaux craignent, en fait, de rater le rebond des marchés financiers asiatiques qui est actuellement anticipé par de nombreux stratèges, économistes et gestionnaires. Ceux-ci prévoient une amélioration de la situation économique et financière de la zone. *« L'embellie boursière va être le prélude à une embellie de l'économie réelle*, estime Patrick Folléa, directeur général de BNP Asset Management (Asia) à Hongkong. *Nous avons le sentiment que ces économies répondent bien aux politiques qui ont été mises en place depuis la mi-1998. D'ailleurs, la différence de rendement des obligations des Etats de la région et des obligations des emprunts de l'Etat américains s'est considérablement réduite, passant de 8 %, il y a six mois, à 3 % aujourd'hui. Cela montre que la confiance des investisseurs envers les pays asiatiques s'est améliorée. »*

Redressement boursier



A Singapour, la [illegible] progressé de près de 30% depuis le début de [illegible], entraînant dans son sillage les marchés d'actions de la zone, comme la Thaïlande qui a gagné plus de 14%.

DOUTES

Mais ce regain d'intérêt n'est pas justifié, dans tous les pays, par une véritable amélioration de la situation économique et financière. Autant des facteurs d'embellie sont identifiés par la plupart des économistes pour certains pays, comme la Corée du Sud et la Thaïlande, autant il existe encore des doutes sur un redressement rapide des économies de l'Indonésie et de Hongkong. Le très écouté président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, partage d'ailleurs cette analyse. Dans le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* du 20 avril, M. Tietmeyer a ainsi indiqué : *« Il serait faux de dire que nous sommes venus à bout de la crise. »*

A priori, il peut paraître tentant de profiter de l'écart de près de 35 % que la Bourse de Djakarta doit encore combler pour retrouver ses niveaux d'avant la crise. Mais investir en Indonésie comporte encore de nombreux risques. Le pays conjugue crise économique profonde et forte instabilité politique et, le 4 avril 1999, le gouvernement et la banque centrale ont renoncé à défendre leur monnaie.

Certaines places boursières paraissent, pour le moment, davantage tirées par les flux d'investissement qui se dirigent vers les marchés asiatiques que par l'amélioration réelle de l'ensemble des économies. Car aujourd'hui, à cause de la maigre rémunération des marchés européens, les investisseurs se portent à nouveau sur les placements des pays émergents.

Depuis quelques mois, les spécialistes de la gestion des actions sur les pays émergents ont même réaménagé leurs portefeuilles afin de bénéficier de la remontée de ces Bourses. *« Les portefeuilles investis sur les actions émergentes comportent aujourd'hui plus de 40 % de titres de la zone asiatique, et sont donc plus fortement investis que leur indice de référence, dont la pondération est de 35 % »*, explique Guillaume Derville, gestionnaire chez FP Consult (groupe Fortis). Si les actions asiatiques ont autant progressé en quelques mois, c'est en partie grâce à l'effet d'entraînement produit par les investisseurs étrangers. Pris individuellement, les marchés de la zone sont en effet relativement étroits. Sans le Japon, l'Asie ne représente que 4 % de la capitalisation mondiale. Le chiffre est de 0,6 % pour le marché coréen seul. Par conséquent, les mouvements des fonds internationaux, et surtout américains, par l'ampleur des sommes investies, ont immédiatement un effet démultiplicateur sur la hausse des places boursières.

C. P.

TROIS QUESTIONS À...

LEE HSIEN LOONG

1 De nombreux analystes prévoient un rebond de la croissance dans les pays asiatiques. En tant que vice-premier ministre de Singapour et président de l'autorité monétaire de Singapour (MAS), partagez-vous cette opinion ?

Les perspectives en Asie semblent meilleures aujourd'hui, la situation est plus stable et le sentiment est moins pessimiste. Les investisseurs commencent à revenir sur les places financières des pays émergents, peut-être trop vite d'ailleurs. Certains pays ont fait des progrès pour sortir de la crise, en particulier la Corée du Sud et la Thaïlande. La Malaisie donne également des signes de stabilisation. Mais, d'un autre côté, l'Indonésie semble avoir encore de sérieux problèmes. Je pense que le redressement ne sera pas uniforme. Certains pays iront plus vite que d'autres.

2 L'un des principaux risques pour la zone asiatique, comme pour les marchés internationaux, porte actuellement, selon les spécialistes, sur un déclin de l'économie chinoise. Quelles en seraient les conséquences ?

Certains observateurs considèrent que l'économie chinoise est en train de ralentir. Il est certain que l'économie chinoise a de sérieux problèmes structurels. Ceux-ci ne sont pas évident à résoudre : les entreprises publiques doivent se restructurer, les banques doivent nettoyer leur bilan des créances douteuses. Mais je suis résolument optimiste sur la capacité du gouvernement chinois à résoudre ces problèmes. Je ne pense pas, en outre, que les autorités dévalueront le yuan prochainement. La Chine a parcouru déjà beaucoup de chemin sans le dévaluer et, surtout, elle ne subit qu'une légère pression pour le faire. Elle a toujours un surplus de sa balance courante et des réserves de change significatives. Une dévaluation pourrait affecter psychologiquement Hongkong.

3 Certains reprochent aux autorités internationales de n'avoir pas su gérer la crise à temps. Quelle est votre opinion ?

Personne n'avait réellement anticipé la crise financière qui a commencé en juillet 1997. Et, aujourd'hui, il n'y a pas de consensus sur les raisons exactes de son déclenchement, ni d'ailleurs sur la réponse correcte à y apporter : fermer rapidement les banques affaiblies, remonter les taux d'intérêt, ou trouver davantage de liquidités pour faire face aux contraintes externes. Aussi, je pense que le Fonds monétaire international (FMI) a adapté son action aux circonstances. Le premier accord qu'il a passé avec la Thaïlande en 1997 était peut-être trop restrictif, mais il a été ajusté par la suite en fonction des nouveaux développements économiques.

Propos recueillis par Cécile Prudhomme

Rachat de Gucci : la justice néerlandaise doit départager M. Arnault et M. Pinault

Les petits actionnaires souhaiteraient une bataille d'OPA

La cour d'appel d'Amsterdam est appelée, jeudi 22 avril, à trancher sur le fond le conflit entre les groupes français LVMH et PPR, qui se disputent le contrôle de la griffe de luxe italienne Gucci. Celle-ci fait monter les enchères : après avoir cédé 40 % de son capital au groupe Pinault pour 75 dollars l'action, Gucci accepterait une offre inconditionnelle de LVMH sur 100 % du capital à 88 dollars.

LE RIDEAU devrait se lever, jeudi 22 avril, à la cour d'appel d'Amsterdam, sur le troisième (et dernier ?) acte de « l'affaire Gucci ». Le premier acte fut, en janvier, l'entrée en force, au capital du maroquinier florentin, de LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessy), le groupe de Bernard Arnault, dont il avait racheté 34,4 %. Le deuxième acte a eu lieu le 19 mars, lorsque Pinault-Printemps-Redoute (PPR), le groupe de François Pinault, prit à son tour 42 % du capital de Gucci, à la faveur d'une augmentation de capital réservée.

Après avoir renvoyé, le 22 mars, les protagonistes dos à dos, et demandé en vain à Gucci et à LVMH de trouver un terrain d'entente, la chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam – le groupe, d'origine italienne est domicilié et coté en Bourse aux Pays-Bas –, est appelée à trancher la situation sur le fond. Au même moment, si l'on en croit le *Financial Times* du mercredi 21 avril, M. Arnault rencontrera à Londres le styliste de Gucci, Tom Ford, afin de le convaincre de rester dans la maison italienne même si celle-ci passe sous son contrôle.

LVMH et PPR se disputent le contrôle de la griffe de mode, mais ni l'un ni l'autre ne semblent être réellement prêts à se livrer une bataille d'OPA. Celle-ci ferait grimper le prix de Gucci à des niveaux peu raisonnables. A 75 dollars l'action, PPR a payé sa participation de 42 % près de 18 milliards de francs (2,7 milliards d'euros), ce qui valorise l'ensemble du groupe italien à 43 milliards de francs (6,5 milliards d'euros). L'offre conditionnelle faite par LVMH la semaine dernière, à 85 dollars, porte la valorisation de Gucci à 49 milliards de francs (7,4 milliards d'euros).

Gucci a annoncé, lundi 19 avril, que son conseil de surveillance était *« prêt à recommander* [aux actionnaires de Gucci] *une offre inconditionnelle pour toutes les actions* [y compris celles de PPR] *à 88 dollars par action »*. Un double message, d'une part à l'attention du tribunal pour lui prouver que M. Arnault « bluffe » et qu'il n'a pas l'intention de faire une OPA à 100 % sur Gucci, d'autre part en direction des actionnaires indépendants – pour l'essentiel des fonds de pension américains – qui détiennent un tiers du capital. C'est à eux qu'a choisi de s'adresser directement LVMH en achetant des pages de publicité dans les journaux ces derniers jours. Le groupe français y explique pourquoi, à son avis, une OPA n'a aucune chance de succès, du fait de la *« présence d'un actionnaire hostile détenant plus de 40 % du capital »*.

L'audience de jeudi était prévue initialement pour examiner le seul cas de l'augmentation de capital réservée aux salariés de Gucci, première tentative d'annihiler le poids de LVMH menée par Domenico De Sole, le président de Gucci. Pour élargir le débat au droit des minoritaires en général, quelque peu malmené par la législation néerlandaise, le groupe français pourra compter sur le soutien de Colette Neuville, la présidente de la très active Association des actionnaires minoritaires (ADAM). L'ADAM entend plaider la cause d'un mystérieux petit actionnaire de Gucci, *« un retraité détenant 400 actions »*. Mme Neuville considère que, d'ores et déjà, *« le manque à gagner pour les actionnaires de Gucci est de 507 millions de dollars »*, soit la différence entre les 75 dollars accordés à PPR et les 88 dollars recommandés pour une OPA de LVMH. *« Gucci va devoir expliquer au tribunal pourquoi une société qui valait 75 dollars par action il y a un mois en vaut 88 aujourd'hui. »*

Le présidente de l'ADAM s'interroge sur le schéma de souscription des actions Gucci par PPR *(lire ci-dessous)* : *« Pourquoi faire un montage aussi compliqué s'il n'y a rien à cacher ? »*. Elle se demande si *« l'opération avec PPR est raisonnable du point de vue de l'intérêt de l'entreprise et équitable pour les actionnaires »*. Et s'étonne qu'une *« augmentation de capital préventive »* ait été consentie à PPR, *« alors que Gucci s'était fait voter en 1998, par son assemblée générale, un programme de rachat de ses actions »*.

« Lorsqu'il y a, comme ici, un changement de contrôle avec prise de risque, je réclame le droit pour les actionnaires de pouvoir sortir, donc la possibilité d'une OPA équitable, déclare Mme Neuville. *Contrairement à Bernard Arnault, moi, je ne suis pas acheteur de Gucci, je suis vendeur ! »*

Pascal Galinier

Le luxe sanctionné par Washington

Dans le différend qui oppose l'Europe et les Etats-Unis sur les importations européennes de bananes, les groupes LVMH et Gucci pourraient être les premières victimes des mesures de rétorsion prises par Washington. Des sacs Louis Vuitton et Gucci sont dans la liste des produits taxés par les Etats-Unis, au titre des sanctions autorisées lundi 19 avril par l'Organisation mondiale du commerce.

Un montage complexe

PPR (France)
100 %
100 %
100 %
PPR international (Luxembourg)
Création
SCP Marothi (France)
450 actions A
Apport 2,9 M$
14 000 actions B
Lettre de crédit 2,9 Mds $
PPR Luxembourg
450 actions APPRL
14 000 actions BPPRL
30 millions d'actions Gucci (40 %)
Morgan Stanley (Francfort)
Acquisition
Virement 2,9 Mds $
GUCCI international (Pays-Bas)
Gucci (Pays-Bas)
Crédit suisse (Lugano)

Comment transférer 3 milliards de dollars

L'EUROPE DU CAPITAL n'est pas un vain mot pour Gucci et Pinault-Printemps-Redoute (PPR), à en juger par le cheminement pris par les 2,9 milliards de dollars versés par le groupe français pour son acquisition de 40 % du capital du maroquinier italien. Pas moins de cinq pays et autant de filiales, existantes ou créées pour l'occasion, ont été utilisées par les deux groupes.

Le 17 mars, PPR a créé une « coquille » au Luxembourg, PPR Luxembourg (PPRL), par l'intermédiaire de deux de ses filiales, PPR International (PPRI, également domiciliée au Luxembourg) et Variante SA, de droit français. Le 19 mars, jour de la signature de l'accord avec Gucci, le groupe Pinault a doté PPRL d'une lettre de crédit de 2,9 milliards de dollars émise par la banque Morgan Stanley, via une autre filiale de PPR, la Société civile de gestion financière Marothi. En échange, PPRL émet 14 000 actions « B » de 75 dollars (avec une prime d'émission globale représentant les 2,9 milliards de dollars), qu'elle remet à Marothi. PPRL émet par ailleurs 450 actions « A » (75 dollars) au profit de PPRI et Variante. Marothi transfère ses actions PPRL à Gucci, qui lui remet en échange les 39 millions d'actions émises par Gucci à 75 dollars, représentant l'augmentation de capital de 40 % réservée au groupe Pinault. Dans le même temps, PPRI et Variante remettent leurs actions PPRL « A » à Gucci International, une filiale du groupe Gucci domiciliée comme lui aux Pays-Bas. Gucci est donc désormais propriétaire de PPR Luxembourg, qu'il transforme aussitôt en Gucci Luxembourg, sur le compte duquel il fait virer par Morgan Stanley Francfort les 2,9 milliards de dollars de la transaction, via un compte au Crédit Suisse Lugano.

Le montage est alambiqué mais normal, selon Patrice Marteau, le secrétaire général de PPR : *« Pour des raisons évidentes de sécurité juridique, on ne transmet pas une lettre de crédit ou du cash pour un tel montant sans un certain nombre de précautions. »*

Aventis, galop d'essai pour l'eurosyndicalisme

LA CRÉATION d'Aventis, fusion programmée des activités sciences de la vie de Rhône-Poulenc et de Hoechst, sera-t-elle l'accélérateur d'une nouvelle Europe sociale ? C'est du moins le voeu affiché de Jacques Kheliff, secrétaire général de la fédération chimie-énergie de la CFDT et de son homologue allemand, Hubertus Schmoldt, secrétaire général de la puissante IG-BCE. Les deux responsables syndicaux, convaincus de l'aboutissement imminent du projet d'alliance franco-allemand, ont décidé de faire d'Aventis un cas d'école pour l'édifice d'un socle de droits communs en Europe.

La première pierre à ce projet tient dans un protocole d'accord, paraphé le 20 avril, qui formalise et approfondit une coopération, vieille d'une décennie, entre les deux fédérations syndicales. La branche chimie-énergie CFDT (50 000 adhérents) et IG-BCE (1,5 million d'adhérents en Allemagne), malgré leur taille inégale, feront donc cause commune pour *« garantir les avantages et les droits des salariés en Europe »*. En ce qui concerne Aventis, les deux responsables syndicaux se sont engagés à défendre les salariés du secteur de la chimie tant français qu'allemands en termes de volume et de qualité des emplois (conditions de travail, outils mis à disposition, formation). Cela passe par le refus concerté de tout licenciement sec. Mais, plus encore, la FCE-CFDT et l'IG-BCE entendent obtenir la présence de représentants des salariés, à parité avec ceux de la direction, au conseil de surveillance d'Aventis. Une proposition qui n'a pas été d'emblée rejetée par Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, ce qui présente, pour M. Kheliff, *« une avancée intéressante aux vues des réalités françaises »*. Mais, reconnaît M. Schmoldt, *« si le patron de Hoechst n'a pas souhaité que le siège d'Aventis soit en Allemagne, c'est sûrement parce que le droit français n'oblige pas à la codétermination »*.

La société de droit européen est un serpent de mer... depuis près de trente ans. Un des principaux problèmes que pose ce statut est celui de la représentation des salariés dans les instances de direction des entreprises. En décembre 1998, quatorze pays de l'UE sur quinze étaient parvenus à un accord : quand deux (ou plusieurs) sociétés européennes fusionnent, la nouvelle structure doit adopter le système dans lequel la représentation des salariés était, auparavant, la plus élevée. Pour des raisons complexes, l'Espagne s'était opposée à cette formule. Mais avant qu'intervienne la démission de la Commission européenne, les responsables européens avaient bon espoir de parvenir à un accord à quinze cette année.

Véronique Lorelle

Nouvel accès de faiblesse de l'euro

LA DEVISE EUROPÉENNE se négociait tout juste au-dessus de la barre des 1,06 dollar, mercredi 21 avril, lors des premières transactions sur les marchés européens. Lundi, l'euro était tombé brièvement en dessous de ce niveau, à 1,0589 dollar. Les investisseurs s'inquiètent de la poursuite de la guerre en Serbie. Holger Schmieding, économiste à la banque d'affaires américaine Merrill Lynch, chiffre à seulement *« 0,4 % du PIB de l'OTAN »* le coût annuel maximal du conflit. Mais le *« véritable risque »*, estime-t-il, est une dégradation de la confiance des consommateurs européens. Alors que la croissance se maintient à un rythme soutenu outre-Atlantique, *« des informations fragmentaires pour le début de 1999 indiquent que le redressement de l'activité, après le ralentissement constaté à partir de la fin 1998, pourrait se produire plus tard que prévu »*, note la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel publié mardi.

Telecom Italia pose ses conditions à Deutsche Telekom

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de Telecom Italia a approuvé, mardi 20 avril, *« le principe d'une fusion à parts égales »* avec Deutsche Telekom, par le biais d'une offre publique d'échange (OPE) (*Le Monde* du 21 avril). *« Cette OPE sera conditionnée à l'adhésion d'au moins 90 % des actionnaires, et la société devra être gérée paritairement »*, ajoute le communiqué. Telecom Italia souligne cependant qu'il est *« essentiel que soient clarifiés les moyens avec lesquels le gouvernement allemand limitera l'exercice de son droit de vote dans la nouvelle société »*. Selon le quotidien *Boërsen-Zeitung* de mercredi, citant une source proche du gouvernement, *« l'Etat allemand* [qui détient 74 % de Deutsche Telekom] *ne renoncera en aucun cas à ses droits de vote »*. Le gouvernement italien ne possède plus qu'environ 4 % des actions de Telecom Italia mais dispose d'une *golden share*, qui lui donne la possibilité de s'opposer à la fusion. La commission italienne des opérations de Bourse (Consob) a demandé, mercredi, *des « éclaircissements urgents »* à Telecom Italia sur son projet de fusion.

La BNP justifie ses offres sur la Société générale et sur Paribas

MICHEL PÉBEREAU, le PDG de la BNP, a commenté, dans un entretien aux *Echos* du 21 avril, le projet de mariage à trois BNP-SG-Paribas : *« Si la BNP n'a jamais cessé de tendre la main, c'est parce que je suis convaincu qu'il existe une convergence de vues sur la stratégie (...). » « Ce qui nous distingue, c'est plus une différence de calendrier et de méthode qu'une divergence industrielle »*, a-t-il estimé.

Par ailleurs, les AGF ont annoncé, mardi 20 avril, avoir franchi en hausse le 7 avril le seuil de 5 % dans le capital de Paribas, à 5,07 % et 8,21 % des droits de vote.

Accord sur les aides attribuées à Toyota pour l'usine de Valenciennes

LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT et des collectivités locales ont signé, mardi 20 avril, la convention-cadre relative aux aides directes françaises accordées à Toyota pour la construction d'une usine à Onnaing, près de Valenciennes (Nord). La signature de cette convention est la première étape vers le versement de ces aides, dont le montant est de 139,81 millions de francs (environ 21,4 millions d'euros) sur un total d'aides directes et indirectes de 339,9 millions de francs (52 millions d'euros), soit 7,9 % des 4,5 milliards de francs (690 millions d'euros) d'investissements. Toyota s'est engagé à embaucher au moins 75 % des salariés de l'usine dans la région.

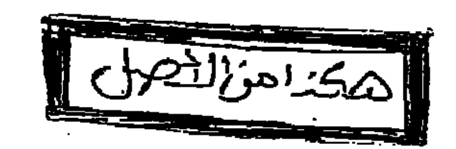
Négociations difficiles sur les 35 heures

À LA SNCF, la FGAAC (agents de conduite autonomes) a déposé, mardi 20 avril, un préavis de grève, allant du mardi 27 avril à 20 heures au lundi 3 mai à 8 heures, pour protester contre le projet d'accord définitif sur les 35 heures à la SNCF. Selon la FGAAC, ce projet d'accord *« entraîne une augmentation de la flexibilité par modification de la réglementation du travail »*, une *« précarisation de l'emploi par l'introduction d'embauches à temps partiel au statut »*, un *« gel des salaires »* et la *« remise en cause de certaines spécificités du personnel de conduite »*.

CHEZ USINOR, les délégués CFDT, CGT, CFTC et CFE-CGC ont quitté, mardi 20 avril, la deuxième réunion de négociations sur le projet social « Usinor après 2000 », après avoir lu une déclaration commune protestant contre *« la démarche essentiellement libérale et financière »* du groupe, selon la CFDT. Seule FO est restée en séance. La direction maintient le calendrier de négociation.

CHEZ FORD, 40 % des 3 500 salariés de l'usine de Blanquefort, près de Bordeaux, ont observé, mardi, un arrêt de travail de deux heures, destiné à accélérer les négociations sur les 35 heures. Selon les syndicats, cette action est intervenue après huit réunions infructueuses sur le sujet.





Mme Trautmann donne forme à la seconde moitié de sa réforme audiovisuelle

La partie du projet de loi concernant l'audiovisuel privé, destinée à compléter les dispositions sur le service public, devait être présentée en conseil des ministres, mercredi 21 avril, dans la perspective d'un examen en première lecture à l'Assemblée nationale le 18 mai

VOICI presque deux ans que Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, prépare sa réforme de l'audiovisuel. A grand-peine. Son projet, présenté une première fois en conseil des ministres le 28 janvier 1998, a été sévèrement critiqué par les professionnels et les politiques de tous bords, avant d'être ajourné, puis remanié. Le périmètre du projet a changé plusieurs fois.

La ministre avait revu sa copie avant de présenter à nouveau en conseil des ministres, le 10 novembre 1998, la première moitié de sa réforme, axée sur le secteur public. Les principales dispositions visaient à réduire le temps de publicité sur France 2 et France 3 de douze à cinq minutes par heure, tout en proposant une pluriannualité budgétaire pour les entreprises publiques. Son texte créait aussi un holding coiffant les chaînes publiques, fusionnait Arte et La Cinquième et allongeait à cinq ans le mandat des présidents de France Télévision.

Beaucoup d'observateurs craignaient qu'un tel projet ne se traduise par un cadeau pour les chaînes privées, notamment TF 1. Jugeant ce texte trop peu abouti, Matignon décidait, le 1er décembre 1998, de le reporter au printemps, accordant ainsi un ultime sursis à Catherine Trautmann pour qu'elle fédère une majorité plurielle et trouve un consensus auprès des professionnels.

AMBITIONS RÉDUITES

C'est, semble-t-il, chose faite, à force d'obstination mais aussi de forte réduction des ambitions initiales. La septième réforme de l'audiovisuel en quinze ans, modifiée cette fois sur les deux tableaux public et privé, devait être présentée en conseil des ministres mercredi 21 avril, avant son examen en première lecture le 18 mai à l'Assemblée nationale.

Il s'agit en fait d'une lettre rectificative complétant la première partie du projet de loi. Axé sur le secteur privé, ce nouveau texte, qui compte une dizaine d'articles, vise à *« renforcer la capacité du Conseil supérieur de l'audiovisuel* (CSA) *à exercer son pouvoir de régulation pour mieux assurer le pluralisme et l'indépendance de l'information, notamment à l'égard des intérêts des actionnaires [des chaînes] »*. Au sein du PS, certains députés comme Didier Mathus et Frédérique Bredin souhaitaient initialement que les groupes ayant accès aux marchés publics (comme Vivendi, Bouygues, Suez-Lyonnaise des eaux) ne puissent plus être les actionnaires de référence de chaînes (comme ils le sont respectivement de Canal Plus, TF 1 ou M 6). Une telle proposition avait déchaîné les lobbyistes de ces grands groupes. *In fine*, le CSA pourra demander aux actionnaires des chaînes ou des radios généralistes *« toute information sur les marchés publics ou délégation de service public auxquels ils ont soumissionné »* depuis un an. Avant d'attribuer des autorisations de diffusion aux télévisions, les neuf sages auront accès à davantage d'informations économiques, notamment sur la composition du capital des entreprises. De nouveaux critères seront pris en compte, comme la contribution à la production de programmes locaux, les dispositions proposées pour *« garantir le pluralisme, l'honnêteté et l'indépendance de l'information »*. Ce qui pourrait passer par *« une charte de déontologie, un médiateur, une société des rédacteurs ou le choix d'une organisation sociale en conseil de surveillance et directoire »*. Pour les radios, une *« part suffisante »* des fréquences sera accordée aux radios associatives.

Le CSA devra adopter des procédures plus transparentes lors du renouvellement des autorisations, en publiant une décision motivée sur son recours à un appel à candidature ou, à l'inverse, en procédant à des auditions publiques des titulaires des fréquences.

DROIT COMMUN

Le projet de loi prévoit de réintégrer le secteur de l'audiovisuel dans le droit commun de la concurrence, en le plaçant dans le champ de compétence du Conseil de la concurrence. Le CSA restera toutefois consulté *« sur les pratiques anticoncurrentielles et sur les projets de concentrations examinés par le Conseil de la concurrence »*.

Le régime de diffusion des films par les chaînes hertziennes sera fixé par décret. La diffusion par satellite sera harmonisée avec celle du câble. Les chaînes françaises y seront soumises à des obligations de contribution à la production et pourront être sanctionnées. Le CSA contrôlera aussi les modifications des offres du satellite comme du câble. La procédure d'autorisation tacite par le CSA constituera *« une importante simplification »* pour les câblo-opérateurs.

Enfin, par une transposition de la directive Télévision sans frontière dans le droit français, la *« chronologie des médias »* (l'exploitation successive des films sur les différents supports télévisuels) pourra *« faire l'objet d'accords interprofessionnels »*. Les deux dossiers les plus épineux concernant l'audiovisuel public feront l'objet d'amendements gouvernementaux : il s'agit de l'abaissement de la publicité sur France 2 et France 3, non plus à cinq comme prévu initialement, mais progressivement à huit minutes par heure, ainsi que du principe du remboursement, par Bercy, du montant des exonérations de redevance à France 2 et a France 3 (2,6 milliards de francs).

Nicole Vulser

Le soutien sans faille de Lionel Jospin

CATHERINE TRAUTMANN revient de loin. A force de maladresses dans la gestion de son ministère, elle a nourri bien malgré elle la rumeur tenace de son départ prochain du gouvernement. La présentation, devant le conseil des ministres, mercredi 21 avril, d'un projet de loi sur l'audiovisuel, coupe court à ces spéculations et permet au ministre de la culture et de la communication de retrouver un semblant d'autorité.

Ce rétablissement, Mme Trautmann le doit essentiellement au soutien de Lionel Jospin. Le premier ministre, en effet, est demeuré sourd aux recommandations de son entourage, comme à celles des principaux responsables socialistes, qui jugeaient tous qu'il n'était pas urgent de légiférer dans un domaine où il est toujours difficile de trouver un point d'équilibre. Indifférent à ces arguments, M. Jospin a, au contraire, encouragé sans relâche Mme Trautmann à retravailler, puis à représenter le plus rapidement possible aux parlementaires le texte qu'elle avait été obligée de retirer, le 1er décembre 1998, faute d'avoir su trouver les appuis nécessaires au sein de la majorité « plurielle ». En agissant ainsi, le chef du gouvernement ne visait sans doute pas tant au bonheur de sa ministre qu'à la satisfaction de ses propres intérêts politiques.

Depuis son installation à l'hôtel Matignon, le premier ministre apporte un soin tout particulier à la relation qu'il entretient avec son gouvernement et les individualités qui le composent. En se montrant accessible à tous – et en le faisant savoir –, en veillant aussi à mettre en scène, au travers de réunions régulières, une certaine collégialité dans la prise de décisions, M. Jospin souhaite imposer, trait après trait, une éthique personnelle de comportement politique.

LA CONTRAINTE DU TEMPS

Ce souci l'oblige à une forme de solidarité avec ses ministres. *« Il a confié des responsabilités à Mme Trautmann*, explique significativement Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, *ce n'est pas pour l'abandonner dans la difficulté. »* Dans ce cas précis, l'obligation de soutien se renforce des difficultés que connaît Catherine Trautmann à Strasbourg. Démissionnaire de son poste de maire en juin 1997 comme chaque ministre, pour respecter la consigne de M. Jospin de se consacrer pleinement à sa charge, elle voit aujourd'hui son remplaçant, le socialiste Roland Ries, lui contester la suprématie pour les prochaines échéances électorales. Les problèmes nationaux qu'a connus la ministre de la culture et de la communication ont contribué à affaiblir sa position locale. En l'aidant à lutter contre les premiers, le chef du gouvernement tente en même temps de la soutenir dans sa bataille strasbourgeoise.

En poussant à la réécriture rapide de ce projet de loi, M. Jospin a également voulu protéger la sensibilité rocardienne, dont Mme Trautmann est l'une des figures de proue, de tout bouleversement. Plus subtilement, il a refusé que les échecs constatés alimentent une mécanique de délégitimation pour l'un des membres de son équipe, ce qui, à plus ou moins brève échéance, l'aurait condamné à un remaniement gouvernemental. Or, le premier ministre tient à repousser aussi longtemps que possible ce genre d'opération. *« Il n'aime pas que les circonstances l'amènent à réaliser des changements qu'il n'a pas décidés »*, assure M. Vaillant.

Confronté à une cohabitation inhabituellement longue, puisque censée durer jusqu'en 2002, M. Jospin ne fait en effet pas mystère de gérer sa situation politique en intégrant la contrainte du temps. *« Nous sommes un gouvernement de long cours »*, expliquait-il ainsi le 24 novembre 1998, lors d'une intervention sur France-Info. Cette vision des choses exige que l'équipe au pouvoir demeure stable et donc que les maillons faibles en soient sans cesse renforcés. Sous cet angle, l'aide apportée aujourd'hui à Mme Trautmann ressemble à celle qui fut fournie, hier, à Claude Allègre. Et le projet de loi sur l'audiovisuel est aussi le fruit de ces nécessités-là.

Jean-Michel Aphatie

Le CSA déplore quelques « points manquants »

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et le Conseil d'Etat se sont montrés très peu critiques à l'égard du projet de loi.

Dans son avis du 12 avril, le CSA a jugé positivement ce texte. Il a quand même contesté l'automaticité de certaines sanctions et souligné des *« points manquants »*, en regrettant notamment *« qu'aucune des modalités d'assouplissement qu'il a proposées [dans les quotas de chansons francophones] n'ait été introduite »*. Il a déploré *« l'absence de dispositions relatives à l'audiovisuel numérique hertzien terrestre »* ainsi que la carence de dispositions *« assurant la compatibilité des systèmes de contrôle d'accès »*.

Pour que son avis s'inscrive *« dans une réflexion globale »*, le CSA aurait souhaité pouvoir se *« prononcer sur l'ensemble du projet de loi, y compris les amendements gouvernementaux »*.

Pour sa part, le Conseil d'Etat a simplement préconisé une modification de l'ordonnancement des différents articles du texte.

Roger Lancry, l'ex-guérillero du Livre, sous les ors de la République

LA PRESSE est une famille, une drôle de famille, agitée et surréaliste parfois. Mardi 20 avril, la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur, à Roger Lancry, ancien patron du Syndicat du livre parisien. Les salons du ministère de la culture ont peu l'habitude d'entendre résonner le chant des typographes, le *« A la santé du confrère »* bien connu des ateliers. Il y en eut de plus retentissant. Celui-là semblait marquer la fin d'une époque.

Aujourd'hui, le Syndicat du livre, divisé, se demande s'il a les moyens de tenir longtemps une grève. A la grande époque de Roger Lancry, il tenait, trente mois durant, un lourd conflit contre *Le Parisien libéré*. M. Lancry s'était transformé en général de guérilla, organisant des rodéos nocturnes pour intercepter des camions de journaux imprimés à l'étranger, des manifestations, des grèves, des occupations de locaux. Il négociait aussi des nuits entières. Le quotidien en est sorti à genoux, perdant la moitié de ses exemplaires. La fin du conflit a été précipitée par la mort accidentelle d'Emilien Amaury, le patron du journal.

Les années ont passé, beaucoup d'encre a coulé dans les rotatives. *« A l'ardeur du militant ouvrier a succédé la mesure du conseil en communication »*, a rappelé Mme Trautmann. Mardi, Roger Lancry a rendu hommage à Robert Hersant, mais aussi à Emilien Amaury : *« Il nous a fait prendre conscience qu'il fallait accepter la modernisation. Sans ce conflit, nous en serions encore à l'époque des cochers de fiacre*, a-t-il reconnu. *Il avait raison sur le fond, mais pas sur la forme. »* Son fils, Philippe Amaury, était dans la salle. Un symbole.

Parmi les nombreuses personnalités et patrons de presse présents, des dents ont dû grincer en entendant Mme Trautmann : *« Les conditions sociales dans lesquelles s'est effectuée la modernisation de la presse française depuis un bon quart de siècle sont le parfait exemple de votre savoir-faire, et sans doute l'un des plus beaux fruits de votre action. »* Son syndicat n'était pas très représenté.

Le franc-parler de Roger Lancry ne lui a pas valu que des amis, surtout lorsqu'il lâche, au lendemain d'un conflit : *« C'est peut-être une grève de trop. »* Il a de la verve, de la gouaille, un sens de la formule, qui font souvent passer les choses. L'enfant d'Oran, venu tôt en banlieue parisienne, aimant le jazz, est entré dans l'imprimerie et a vite grimpé les échelons syndicaux. Il devra jouer des coudes pour s'imposer, lui qui se vante de n'être pas communiste (*« Lancry, c'est pas un copain »*, disaient quelques membres du syndicat et du PCF).

Aujourd'hui, il n'a pas décroché, se tient au courant de l'évolution du secteur, propose ses conseils, est toujours prêt pour faire des médiations. Il ne veut pas que *La Saga de la presse* – du nom de son livre autobiographique, paru aux éditions Lieu commun en 1993 – continue à s'écrire sans lui.

Alain Salles

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : Polsat, chaîne privée polonaise, a repris 51 % du capital de BTV**, une des quatre chaînes de télévision lituaniennes, ont annoncé les deux groupes, mardi 20 avril. Fondée par un ancien immigré lituanien aux Etats-Unis, BTV rassemble 18 % de parts d'audience.

■ **Le FC Barcelone lancera sa chaîne de télévision à péage en 1999.** Un accord de diffusion doit être conclu avec TV3, chaîne publique catalane. Baptisée Télé Barça, la chaîne sera proposée aux 100 000 sociétaires à l'occasion du centenaire du club. La Chaîne blanche, télévision du Real Madrid, lancée le 15 février, rassemble 45 000 abonnés.

■ **AGENCES : l'action du groupe d'information financière britannique Reuters a chuté**, mardi 20 avril, à la Bourse de Londres, après l'annonce d'une progression du chiffre d'affaires trimestriel inférieure aux prévisions. A taux de change constant, Reuters a enregistré une hausse de seulement 5 %. Au premier trimestre, le chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 771 millions de livres (1,164 milliard d'euros).



TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **GUCCI : à la veille de l'audience du 22 avril à** Amsterdam, le différend reste *entier entre PPR et LVMH* pour la reprise de Gucci (*lire p. 22*).

● **AUTOMOBILE : les constructeurs Ford et DaimlerChrysler** ont lancé mardi *20 avril en Californie un projet* de recherche commun sur la pile à combustible et la propulsion électrique. Lundi 19 avril, à Detroit, General Motors a signé un accord de partenariat similaire avec Toyota.

● **OPEL : le chef du développement de la filiale allemande de General Motors,** Peter Hanenberger, devrait démissionner, affirme le mensuel allemand *Manager* à paraître vendredi 23 avril. Les parts de marché du constructeur en Allemagne sont passées de 16,7 % en 1994 à 14,3 % en 1998.

● **PHILIPS : un accord-cadre sur** les 35 heures a été signé entre Philips France et FO, CFTC et CFE-CGC. Il va être complété par des négociations dans la vingtaine d'établissements. Cet accord ne fixe aucune répercussion prévisible sur l'emploi.

● **MITSUBISHI ELECTRIC : le groupe japonais** de construction électrique, qui s'est engagé à mettre un terme à toutes ses activités déficitaires, réfléchirait à un possible arrêt de sa production d'ordinateurs personnels qui serait désormais sous-traitée.

● **PHILIP MORRIS : les ventes de tabac aux Etats-Unis** ont diminué de 10 % au cours du premier trimestre, à la suite des hausses des prix. Les bénéfices trimestriels de Philip Morris sont toutefois en hausse de 1,4 %, à 1,96 milliard de dollars (1,86 milliard d'euros), grâce à sa marque Marlboro.

SERVICES

● **IBM : les salariés de la filiale du groupe américain, IBM Global Network** (200 personnes en France), sont en grève depuis six jours pour protester contre la cession de leur activité à ATT.

● **ENDESA : le groupe électrique espagnol a fait une nouvelle offre** de 2,15 milliards de dollars (2,04 milliards d'euros) pour prendre 34,7 % du premier producteur d'électricité chilien. Face à un concurrent américain, Duke Energy, Endesa avait présenté une première offre de 1,5 milliard de dollars.

● **AIR FRANCE : la grève du personnel au sol** se poursuivait, mercredi, à l'aéroport de Nice pour la sixième journée. La direction a assigné quatre délégués syndicaux mercredi matin devant le tribunal de grande instance de Nice. Elle leur reproche d'avoir empêché le décollage d'un appareil.

● **ELECTRICITÉ : le secrétaire d'Etat à l'industrie Christian Pierret** a chargé, mardi, un groupe d'experts de conseiller les pouvoirs publics sur les questions tarifaires pour le futur système électrique français dans le cadre de l'ouverture de la concurrence du marché européen. La présidence du groupe a été confiée à Paul Champsaur, inspecteur général de l'INSEE.

● **CORA : Philippe Bouriez, PDG de la chaîne de grande distribution Cora**, est revenu dans un entretien aux *Echos* du 21 avril sur le conflit qui l'oppose à son actionnaire Carrefour. « *Les propos particulièrement agressifs de M. Bernard* [PDG de Carrefour] *sont à la mesure de son désappointement. Chacun sait que ses effets d'annonce sur une capture de Cora ne seront jamais réalisés.* »

FINANCE

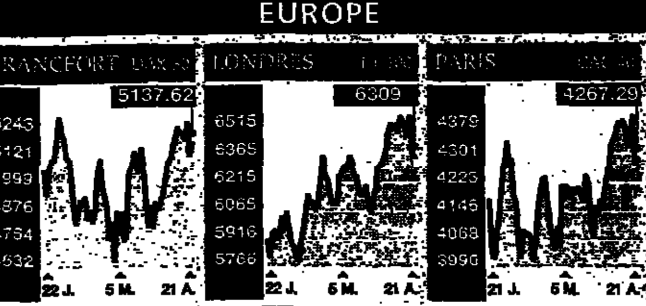
● **CMB : le président du Crédit Mutuel de Bretagne** a annoncé, mardi, que sa banque envisageait d'entrer dans le CIC via la Caisse centrale du Crédit mutuel, organe financier de l'ensemble du groupe. Le CMB souhaite que le rôle de la caisse centrale soit renforcé, pour qu'elle puisse entrer au capital des différentes filiales du Crédit mutuel dont le CIC.

RESULTATS

■ **MICROSOFT : le numéro un mondial des logiciels** a annoncé mardi un bénéfice net de 1,917 milliard de dollars (1,8 milliard d'euros) pour le troisième trimestre de son exercice fiscal 98-99, en une hausse de 43,4 % par rapport au 3e trimestre de l'exercice précédent. Son chiffre d'affaires atteint 4,33 milliards de dollars (+ 15 %).

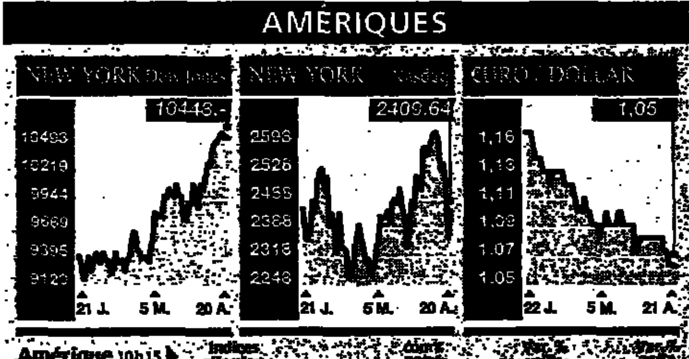
■ **BANK OF SCOTLAND : le groupe bancaire britannique** a annoncé mercredi un bénéfice imposable en hausse de 30 % pour l'année achevée au 28 février 1999, à 1,011 milliard de livres (1,53 milliard d'euros).

EUROPE



Europe 12h30 ▶	Indices sélection	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EUROPE	EURO STOXX 50	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EUROPE	STOXX 50	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EUROPE	EURO STOXX 324	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EUROPE	STOXX 653	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PARIS	CAC 40	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PARIS	MIDCAC	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PARIS	SBF 120	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PARIS	SBF 250	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PARIS	SECOND MARCHÉ	[illegible]	[illegible]	[illegible]
AMSTERDAM	AEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BRUXELLES	BEL 20	[illegible]	[illegible]	[illegible]
FRANCFORT	DAX 30	[illegible]	[illegible]	[illegible]
LONDRES	FTSE 100	[illegible]	[illegible]	[illegible]
MADRID	STOCK EXCHANGE	[illegible]	[illegible]	[illegible]
MILAN	MIBTEL 30	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ZURICH	SPI	[illegible]	[illegible]	[illegible]

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ÉTATS-UNIS	S&P 500	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TORONTO	TSE INDEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SAO PAULO	BOVESPA	[illegible]	[illegible]	[illegible]
MEXICO	BOLSA	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BUENOS AIRES	MERVAL	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SANTIAGO	IPSA GENERAL	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CARACAS	CAPITAL GENERAL	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOKYO	NIKKEI 225	[illegible]	[illegible]	[illegible]
HONGKONG	HANG SENG	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SINGAPOUR	STRAITS T.	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SYDNEY	ALL ORDINARIES	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BANGKOK	SET	[illegible]	[illegible]	[illegible]
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	[illegible]	[illegible]	[illegible]
WELLINGTON	NZSE-40	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ÉCONOMIE

Les Etats-Unis enregistrent un déficit record du commerce extérieur

LE DÉFICIT commercial aux Etats-Unis s'est aggravé de 15,4 % en février pour se monter au chiffre record de 19,4 milliards de dollars (18,1 milliards d'euros), a annoncé mardi 20 avril le département du commerce.

Il s'agit de la plus mauvaise performance du commerce extérieur depuis 1992, date à partir de laquelle les statistiques mensuelles intègrent la balance des marchandises et des services. Cette aggravation reflète surtout une forte augmentation des importations, combinée à une légère baisse des exportations. Le déficit avec la Chine s'est creusé de 31,4 % par rapport au même mois en 1998 alors que celui avec le Japon est resté quasi inchangé. Le déficit avec les quinze pays de l'Union européenne s'est également fortement accru.

■ **JAPON : l'excédent commercial** a rebondi en mars, avec une progression de 7,5 % en glissement annuel, a annoncé mercredi à Tokyo le ministère japonais des finances. En dépit de cette progression, le commerce extérieur du Japon a continué de se replier sur lui-même : ses exportations ont reculé pour le sixième mois d'affilée et ses importations pour le quinzième mois d'affilée.

■ **FMI : les pays d'Asie de l'Est** semblent « *près d'avoir touché le fond* », affirme le FMI dans ses perspectives de l'économie mondiale (*lire page 21*).

■ **BRÉSIL : le « pire moment » de la crise économique** « *est passé, car l'inflation est désormais sous contrôle* », a assuré mardi le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso. « *Notre but principal est de regagner la confiance et de maintenir l'inflation* », a précisé M. Cardoso.

■ **UNION EUROPÉENNE : la Banque centrale européenne** note dans son bulletin mensuel publié mardi que « *les récents accords conclus dans certains secteurs de l'industrie, où les hausses de salaires excèdent les gains de productivité, ne semblent pas favorables à la création d'emplois, et, si de telles évolutions se poursuivaient, elles engendreraient des tensions inflationnistes* ».

■ **L'élargissement de l'Union européenne** aux dix pays candidats d'Europe centrale et orientale renforcerait la croissance à l'Ouest comme à l'Est, selon un rapport du Commissariat général au Plan publié mardi. « *On peut estimer que le surcroît total d'activité économique, en cas d'intégration complète à l'Ouest de cette zone, serait de l'ordre de 1 point de PIB pour l'Union actuelle* », indique le rapport. « *Il serait obtenu pour un coût budgétaire brut de 0,25 % de PIB par an et, à terme, pour un coût budgétaire nul* », précise t-il.

■ **ITALIE : le ministre de la défense**, Carlo Scognamiglio, a indiqué mardi qu'il n'y aura pas d'impôt spécial pour financer les dépenses dues à l'intervention armée en Yougoslavie. La couverture de ces frais fera l'objet d'un décret qui sera discuté mercredi en conseil des ministres, a-t-il précisé.

■ **ALLEMAGNE : le ministre de l'économie**, Werner Müller, a révisé mardi à la baisse la prévision de croissance du gouvernement pour 1999, indiquant s'attendre à une augmentation du PIB légèrement inférieure à 2 % en 1999. « *Nous sommes dépendants du commerce mondial. Or les prévisions pour celui-ci ont également été révisées à la baisse* », a-t-il ajouté.

■ **ESPAGNE : la production industrielle** a reculé de 0,5 % en février dernier par rapport à février 1998, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique. Pour l'ensemble des deux premiers mois de 1999, la production industrielle a néanmoins augmenté de 0,8 % par rapport à la même période de 1998, précise l'institut.

■ **AN 2000 : le bogue informatique** de l'an 2000 est un risque économique à ne pas négliger, mais difficile à évaluer, selon le rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI paru mardi. L'impact du bogue peut s'apparenter à un « *choc dans l'approvisionnement de stocks ou à une catastrophe naturelle* ». L'institution note toutefois que les dépenses investies pour corriger les systèmes informatiques ont eu de façon certaine un impact positif sur la croissance.

■ **OCDE : les échanges et les prix de produits agricoles** devraient se raffermir durant la période 1999-2004, indique l'OCDE dans son rapport annuel sur les perspectives agricoles pour les cinq prochaines années, publié mardi. Toutefois, deux conditions sont nécessaires à la réalisation de ce scénario : que « *la réforme des politiques* » agricoles vers l'économie de marché ne soit pas remise en cause et « *que les économies touchées par la crise connaissent une reprise* ».

VALEUR DU JOUR

San Paolo-IMI persiste dans son offre sur la Banca di Roma

ALORS que son projet d'offre publique d'échange (OPE) sur la Banca di Roma semblait dans l'impasse, en raison aussi bien des résistances de la banque romaine que de l'opposition voilée du gouverneur de la banque centrale italienne, le conseil d'administration de San Paolo-IMI a affirmé, mardi 20 avril, qu'il n'entendait pas renoncer à son projet. La première banque italienne a fait preuve, dans son communiqué, d'une fermeté inédite vis-à-vis de la banque centrale, autorité de surveillance du secteur bancaire.

Officiellement annoncée le 22 mars, l'OPE s'est heurtée à la résistance de Cesare Ceronzi, président de la banque romaine. De son côté, Antonio Fazio, le gouverneur de la banque centrale italienne, a reproché à San Paolo IMI d'avoir violé les règles en ne le prévenant que quelques heures avant le conseil d'administration du 22 mars. M. Fazio a exprimé mardi 20 avril devant le Parlement son opposition à toute opération hostile, sans mentionner l'OPE de San Paolo-IMI ou celle d'Unicredito sur la Comit, annoncée elle aussi le 22 mars.

Pour sauver son projet, San Paolo-IMI est décidée à faire éclater au grand jour les négociations et prises de position que le monde bancaire italien a toujours préféré tenir en coulisses. D'une part, le conseil d'administration a demandé aux administrateurs délégués de « *réitérer les contacts avec la direction de la Banca di Roma* », qui tient son conseil d'administration jeudi 22 avril. D'autre part, les administrateurs délégués auront la charge de suivre « *la procédure d'autorisation en cours auprès de la Banque d'Italie, avec la mission spécifique de clarifier dans les délais les plus brefs l'éventuelle persistance, de la part de l'autorité de surveillance, de raisons qui pourraient faire obstacle à la réalisation de l'opération* », de façon à fournir tout élément d'information utile au marché et à l'assemblée des actionnaires convoquée pour le 30 avril. Les termes sont soigneusement choisis, mais pour la première fois dans son histoire, la banque d'Italie est priée d'expliquer et de motiver officiellement sa position, dans l'intérêt du marché. En tout cas, la prise de position de San Paolo-IMI risque de faire date.

Marie-Noëlle Terrisse (à Milan)

Action San Paolo IMI — en euros à Milan

Dernier cours	14,55
Échelle	11 – 17
Mois	N, D (1998), J, F, M, A

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris enregistrait un rebond mercredi 21 avril à la mi-séance. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait de 0,57 % à 4 277,55 points. Mardi, l'indice vedette avait enregistré une chute de 2,88 % à 4 253,27 points, soit sa troisième plus forte baisse de 1999.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse allemande progressait de 0,70 % à 5 137,05 points vers 12 heures mercredi 21 avril. Mardi, la Bourse de Francfort avait cédé 2,87 %, affectée notamment par des prises de bénéfice, notamment sur les valeurs des télécommunications.

LONDRES

LA BOURSE de Londres était mal orientée deux heures après l'ouverture de la séance. L'indice Footsie perdait 0,14 % à 6 311 points. Mardi il avait clôturé en recul de 3 % à 6 319,8 points, influencé par la mauvaise performance de Wall Street lundi, des résultats trimestriels jugés décevants et sous le poids de prises de bénéfice.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé mercredi 21 avril en retrait de 1,2 %, après que le Fonds monétaire international eut revu en baisse de près de 1 point ses prévisions pour l'économie japonaise cette année. L'indice Nikkei a cédé 1,2 % pour revenir à 16 495,02 points.

NEW YORK

L'INDICE NASDAQ, où se traite bon nombre de valeurs du secteur de la technologie, a rebondi mardi 20 avril de 2,73 %, à 2 409,64 points, après sa chute de 5,6 % lundi. L'indice Dow Jones a, pour sa part, légèrement progressé de 0,07 % à 10 448,55 points. Dans un premier temps, le marché a souffert de l'annonce d'une progression du déficit commercial américain en février à un niveau record. Mais une chasse aux bonnes affaires dans les valeurs de l'Internet a provoqué ensuite un renversement de la tendance.

TAUX

LE RENDEMENT des obligations assimilables du Trésor français émises à 10 ans s'inscrivait à 3,93 % lors des premières transactions mercredi 21 avril. Celui des *bunds* allemands de même échance s'établissait à 3,83 %. Mardi, outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans s'était affiché à 5,509 % contre 5,511 % lundi.

MONNAIES

L'EURO donnait de nouveaux signes de faiblesse mercredi 21 avril dans la matinée. Il s'échangeait à 1,0615 dollar, proche de son plus bas historique atteint brièvement lundi à 1,0589 dollar. Face au yen, la devise européenne se repliait également à 125,90 yens. Le billet vert gagnait en revanche du terrain face à la monnaie niponne, à 118,67 yens contre 118,37 yens mardi soir.

Taux de change fixe zone euro

Euro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35386
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLANDE	1,10324

Hors zone euro

Euro contre ▶	20/04
COURONNE DANOISE	7,4328
COUR. NORVÉGIENNE	8,2795
COUR. SUÉDOISE	8,8990
COURONNE TCHÈQUE	37,832
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6374
DOLLAR CANADIEN	1,5625
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9832
DRACHME GRECQUE	325,70
FLORINT HONGROIS	251,27
ZLOTY POLONAIS	4,2875

Cours de change croisés

21/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	—	0,83946	1,05965	0,18154	1,60530	0,66208
YEN	119,12500	—	126,24000	19,24500	191,24000	78,95500
EURO	0,94371	0,79214	—	0,15245	1,51490	0,62466
FRANC	5,19030	[illegible]	[illegible]	—	9,88490	4,09685
LIVRE	0,62294	0,52300	0,66015	0,10066	—	0,41225
FRANC SUISSE	1,51050	[illegible]	1,60130	0,24415	2,42485	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 20/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,48	2,48	3,94	4,87
ALLEMAGNE	2,56	2,56	3,84	4,89
GDE-BRETAG.	5,38	5,08	4,45	4,45
ITALIE	2,88	2,80	4,08	5,88
JAPON	0,06	0,08	1,60	—
ÉTATS-UNIS	4,83	4,88	5,16	5,68
SUISSE	0,38	0,81	2,40	3,79
PAYS-BAS	2,46	2,57	3,98	4,91

Matières premières

En dollars ▶	Cours 20/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1518,5	-0,88
ALUMINIUM 3 MOIS	1307	-0,88
PLOMB 3 MOIS	527,5	-0,47
ETAIN 3 MOIS	5425	-0,18
ZINC 3 MOIS	1033,5	-0,53
NICKEL 3 MOIS	5210	-0,76
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,17	0,19
PLATINE A TERME	[illegible]	-0,29
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	258,5	—
MAÏS (CHICAGO)	223,75	-0,11
SOJA TOURTEAU (CHG.)	134,2	-0,07
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1052	-1,31
CAFÉ (LONDRES)	1479	[illegible]
SUCRE BLANC (PARIS)	181	—

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 21/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	10491	96,74	96,83
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1966	97,44	97,40

Pétrole

En dollars ▶	Cours 20/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	16,70	—
WTI (NEW YORK)	17,78	[illegible]
LIGHT SWEET CRUDE	17,78	-0,08

Or

En Euros ▶	Cours 20/04	Var % 19/04
OR FIN KILO BARRE	8680	-0,23
OR FIN LINGOT	8820	[illegible]
ONCE D'OR (LO) $	284,35	+0,05
PIÈCE FRANCE 20 F	49,60	[illegible]
PIÈCE SUISSE 20 F	52,10	—
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50,00	[illegible]
PIÈCE 10 DOLLARS US	278	-4,93
PIÈCE 20 DOLLARS US	475	+0,64
PIÈCE 50 PESOS MEX	322	+0,31

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde », www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **BP Amoco** a perdu mardi 20 avril 5,3 % à 1 120 pence. Chevron Corp., la quatrième compagnie pétrolière américaine, a annulé sa proposition de joint-venture de production avec Atlantic Richfield Corp., qui est actuellement en cours de rachat par BP Amoco.

● La valeur **Pirelli** s'est inscrite en baisse de 3 % à 2,83 euros mardi. Le groupe italien attend l'aval du gouvernement d'Indonésie pour racheter à son partenaire Gajal Tunggal Group's ses 50 % dans Pirelli Cables Indonesia.

● L'action **Olivetti** a cédé 1,2 % en clôture de séance mardi pour finir à 2,88 euros. Le cours de Bourse de l'italien est sous la pression des négociations entre Deutsche Telecom et Telecom Italia, ce dernier cherchant à éviter de passer sous la coupe d'Olivetti.

● Le titre **Alitalia** s'est replié mardi de 2,1 % à 3,12 euros après que la septième compagnie européenne eut annoncé qu'elle ne s'attendait pas à réaliser des profits au premier semestre 1999, en partie à cause de la guerre en Yougoslavie.

● L'action **SAP** s'est affaiblie mardi de 5,5 % à 273 euros, prenant en compte la révision en baisse des attentes du fabricant allemand de logiciels de gestion à destination des entreprises sur ses résultats au premier trimestre.

STOXX 653 — sur un an: 302,05 (315, 294, 273, 253, 232, 212; 29 AVRIL, 20 OCT., 21 AVRIL) — sur 5 jours: J 304,86, V 304,46, L 308,93, M 301,51, M 302,05

EURO STOXX 50 — sur un an: 3626,96 (3725, 3464, 3202, 2941, 2680, 2419; 21 AVRIL, 20 OCT., 21 AVRIL) — sur 5 jours: J 3652,24, V 3656,16, L 3705,63, M 3613,96, M 3626,96

21/04 12 h 26 ▶

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	BE	37,88	+0,90
BASF AG	BE •	41,1	−1,56
BMW	DE •	643	+1,42
CONTINENTAL AG	DE •	23	+1,10
DAIMLERCHRYSLER	DE •	92,7	+1,09
FIAT	IT •	3,12	−0,32
FIAT PRIV.	IT •	1,55	−0,64
LUCAS VARITY	GB	4,38	−2,40
MICHELIN-B- /RM	FR •	48,8	+0,62
PEUGEOT /RM	FR •	165,5	−2,01
PIRELLI	IT •	2,85	+0,71
RENAULT	FR •	37,2	−2,76
VALEO /RM	FR •	65,7	−2,39
VOLKSWAGEN	DE •	68,6	−0,36
VOLVO -A-	SE	24,61	+0,46
VOLVO -B-	SE	25,06	+0,68
▶ DJ E STOXX AUTO P		233,57	−0,04

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	19,96	−0,68
ABN AMRO HOLDIN	NL •	20,85	+1,71
ALLIED IRISH BA	GB	14,57	....
ALPHA CREDIT BA	GR	62,63	....
ARGENTARIA R	ES •	21,88	+1,30
B PINTO MAYOR R	PT •	16,43	....
BANCO ESSI R	PT •	10,48	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	57,25	+1,87
BANK OF IRELAND	GB	18,52	+1,67
BANK OF PIRAEUS	GR	25,16	....
BANKINTER R	ES •	38,3	−0,25
BARCLAYS PLC	GB	28,85	+1,08
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	57,3	+0,53
BCA FIDEURAM	IT •	5,45	+0,18
BCA INTESA	IT •	5,6	+1,45
BCA ROMA	IT •	1,58	+1,27
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,56	−0,27
BCO POPULAR ESP	ES •	63,35	+1,38
BCO SANTANDER C	ES •	20,38	−0,68
BCP R	PT •	25,9	....
BNP /RM	FR •	73,95	+3,35
CCF /RM	FR •	91	+1,11
CHRISTIANIA BK	NO	3,67	....
COMIT	IT •	7,44	+0,95
COMM.BANK OF GR	GR	157,35	....
COMMERZBANK	DE •	28,6	+1,37
DEN DANSKE BK	DK	97,14	−0,69
DEN NORSKE BANK	NO	3,64	+1,38
DEUTSCHE BANK A	DE •	47,4	+5,10
DEXIA CC	BE •	148	+0,20
DEXIA FCE RM	FR •	132,7	....
DRESDNER BANK	DE •	36,6	+2,60
ERGO BANK	GR	81,36	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	875	....
FOERENINGSSB A	SE	23,28	+1,47
FOKUS BK	NO	8,06	....
HALIFAX	GB	13,72	+1,80
HSBC HOLDS	GB	33,77	+1,14
IONIAN BK REG.S	GR	54,93	....
JYSKE BANK REG	DK	73,32	....
KAPITAL HOLDING	DK	34,85	+0,39
KBC BANCASSURAN	BE •	58,95	−0,08
LLOYDS TSB	GB	14,80	+0,83
MERITA	FI •	5,15	−8,19
NAT BANK GREECE	GR	81,41	....
NATEXIS	FR •	50,8	−0,78
NATL WESTM BK	GB	22,89	−1,52
NORDBANKEN HOLD	SE	5,54	+0,82
ROLO BANCA 1473	IT •	22,6	+0,67
ROYAL BK SCOTL	GB	21,40	−1,47
S-E-BANKEN -A-	SE	11,86	+1,44
STE GENERAL-A-	FR •	161,5	+3,53
SV HANDBK -A-	SE	33,88	−0,17
UBS REG	CH	300,81	+0,73
UNICREDITO ITAL	IT •	4,95	+0,61
UNIDANMARK -A-	DK	69,20	....
XIOSBANK	GR	28,68	....
▶ DJ E STOXX BANK P		279,03	−1,10

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	70,02	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,70	+1,74
ASSIDOMAEN AB	SE	20,45	+0,55
AVESTA	SE	4,02	−1,92
BEKAERT	BE •	455,1	+0,02
BILTON	GB	4,68	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	53,69	+2,07
BRITISH STEEL	GB	2,26	−5,13
BUHRMANN NV	NL •	18,35	+1,38
BUNZL PLC	GB	4,38	+2,48
CART.BURGO	IT •	6,56	+0,61
ELKEM ASA, OSLO	NO	16,69	....
ELVAL	GR	11,30	....
INPARSA	PT •	15,28	....
JOHNSON MATTHEY	GB	8,24	−2,51
MAYR-MELNHOF KA	AT •	44,6	−1,87
METSAE-SERLA A	FI •	8	....
MODO B FR	SE	24,44	+0,46
NORSKE SKOGIND-	NO	33,35	−1,08
OUTOKUMPU OY -A	FI •	10,7	−3,17
PECHINEY-A-	FR •	38,49	−1,61
PORTUCEL INDUST	PT •	5,85	....
RAUTARUUKKI K	FI •	6,86	+0,15
RIO TINTO	GB	16,04	−5,82
SIDENOR	GR	23,60	....
SILVER & BARYTE	GR	28,37	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,52	−4,60
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,01	....
SOPORCEL	PT •	8,98	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,68	....
STORA ENSO -A-	FI •	10,75	+1,90
STORA ENSO -R-	FI •	11	+1,38
SVENSKA CELLULO	SE	23,94	+2,90
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	9,78	+0,58
UNION MINIERE	BE •	34,25	....
UPM-KYMMENE COR	FI •	27,7	+0,91
USINOR	FR •	14,09	+0,84
VIOHALCO	GR	28,14	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	30,99	−2,09
▶ DJ E STOXX BASI P		179,73	−0,60

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	13,16	+0,43
AGA -B-	SE	13,09	....
AIR LIQUIDE /RM	FR •	150,8	−1,37
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	41,1	−1,56
BAYER AG	DE •	40	−1,36
BOC GROUP PLC	GB	16,06	−2,22
CIBA SPEC CHEM	CH	77,15	+1,85
CLARIANT N	CH	487,53	+3,99
DEGUSSA-HUELS	DE •	39,1	−2,25
DYNO INDUSTRIER	NO	18,92	+0,72
EMS-CHEM HOLD A	CH	4622,82	+0,27
HENKEL KGAA VZ	DE •	71	−0,28
ICI	GB	10,17	−2,47
KEMIRA	FI •	6	....
LAPORTE	GB	11,23	+0,68
PERSTORP -B-	SE	10,84	+0,52
SNIA	IT •	1,22	....
SOLVAY	BE •	65,56	−0,23
TESSENDERLO CHE	BE •	47,1	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		344,95	−0,45

CONGLOMÉRATS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	12,87	−0,47
CGIP /RM	FR •	48,99	+1,49
CIR	IT •	1,03	−0,96
D'IETEREN SA	BE •	435	+0,93
GAZ ET EAUX /RM	FR •	40,9	....
GBL	BE •	173,5	−0,12
GENL ELECTR CO	GB	8,39	−0,54
GEVAERT	BE •	66	−0,75
HAGEMEYER NV	NL •	32,5	+1,88
INCHCAPE PLC	GB	2,37	−0,64
INVESTOR -A-	SE	41,80	+0,27
INVESTOR -B-	SE	42,42	....
KVAERNER -A-	NO	18,13	−0,99
LVMH / RM	FR •	248	+2,56
MYTILINEOS HOLD	GR	12,24	....
NORSK HYDRO	NO	41,27	−1,16
OERLIKON-BUEHRL	CH	136,29	+1,64
ORKLA -A-	NO	15,23	+0,80
ORKLA -B-	NO	13,29	−0,45
SONAE INVESTIME	PT •	34,47	....
VEBA AG	DE •	50,55	+0,10
▶ DJ E STOXX CONG P		240,64	−1,09

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	14,84	−0,41
CABLE & WIRELES	GB	11,87	+0,77
DEUTSCHE TELEKO	DE •	36	−0,83
EUROPOLITAN HLD	SE	85,85	+3,10
FRANCE TELECOM	FR •	74,65	+1,98
HELLENIC TELE (	GR	19,85	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	42,65	+1,79
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	38,5	....
SWISSCOM N	CH	320,45	+2,59
TELE DANMARK	DK	98,21	+3,11
TELECEL	PT •	145,5	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,99	+1,11
TELECOM ITALIA	IT •	5,17	+2,58
TELEFONICA	ES •	41,37	+1,67
TIM	IT •	5,78	−0,69
VODAFONE GROUP	GB	18,27	+0,47
▶ DJ E STOXX TCOM P		547,27	−0,55

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	47,55	−0,29
ACESA REG	ES •	12,2	+1,24
AKTOR SA	GR	15,20	....
ASKO OY	FI •	16,1	+0,67
AUMAR R	ES •	20,5	+2,50
AUTOSTRADE	IT •	6,87	+0,44
BCA INTESA	IT •	5,6	+1,45
BICC PLC	GB	1,82	−1,83
BLUE CIRCLE IND	GB	6,30	+0,48
BOUYGUES /RM	FR •	218,2	−1,71
BPB	GB	4,95	−4,12
CARADON	GB	2,23	−1,34
CBR	BE •	88	+0,92
CHARTER	GB	9,45	+0,47
CIMPOR SGPS R	PT •	25,48	....
COLAS /RM	FR •	175,9	+2,27
CRH PLC	GB	19	+2,20
CRISTALERIA ESP	ES •	49,7	+2,05
DRAGADOS CONSTR	ES •	32,27	+0,53
FOM CON CONTRAT	ES •	65,6	−0,54
GROUPE GTM	FR •	87,4	+0,46
HANSON PLC	GB	9,03	−2,82
HEIDELBERGER ZE	DE •	64,3	+0,31
HELL.TECHNODO.R	GR	10,19	....
HERACLES GENL R	GR	23,08	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	34,8	+0,58
HOLDERBANK FINA	CH	255,61	+2,50
HOLDERBANK FINA	CH	1159,60	+1,09
IMETAL /RM	FR •	120	....
ITALCEMENTI	IT •	10,8	+0,47
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,61	−0,43
LAFARGE /RM	FR •	95	−1,08
MICHANIKI REG.	GR	8,07	....
PARTEK	FI •	10,2	+1,49
PHILIPP HOLZMAN	DE •	141,5	+0,35
PILKINGTON PLC	GB	1,27	−1,18
RMC GROUP PLC	GB	14,48	−0,52
RUGBY GRP	GB	1,85	+3,39
SAINT GOBAIN /R	FR •	167,5	−1,87
SEMAPA	PT •	15,79	....
SKANSKA -B-	SE	36,88	−0,30
SUPERFOS	DK	12,24	+1,11
TARMAC	GB	1,81	−0,83
TAYLOR WOODROW	GB	2,69	+0,51
TECHNIP /RM	FR •	106	....
TITAN CEMENT RE	GR	87,82	....
UNICEM	IT •	10,3	+0,98
URALITA	ES •	8,77	+1,50
VALENCIANA CEM	ES •	9,25	....
WIENERB BAUSTOF	AT •	174	+0,14
WILLIAMS	GB	6,60	−0,44
▶ DJ E STOXX CNST P		231,54	−0,55

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	229,3	−0,91
ADIDAS-SALOMON	DE •	85,75	−0,87
ALITALIA	IT •	3,1	−0,64
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	32,4	−0,46
BANG & OLUFSEN	DK	64,58	....
BARRATT DEV PLC	GB	5,02	−2,15
BEAZER GROUP	GB	3,28	+4,35
BENETTON GROUP	IT •	1,69	+0,60
BERKELEY GROUP	GB	10,73	−2,62
BRITISH AIRWAYS	GB	7,79	−2,84
BRYANT GROUP PL	GB	2,14	+1,44
CHARGEURS RM	FR •	50,3	−8,40
CLUB MED. /RM	FR •	89,7	+0,34
COATS VIYELLA	GB	0,86	+2,27
COMPASS GRP	GB	10,02	+2,33
COURTAULDS TEXT	GB	2,31	−1,94
DT.LUFTHANSA N	DE •	22,7	+2,71
ELECTROLUX -B-	SE	20,17	−0,83
EMI GROUP	GB	7,38	−1,02
EURO DISNEY /RM	FR •	1,22	+0,83
FINNAIR	FI •	5,14	+0,78
G WIMPEY PLC	GB	2,32	−2,65
GRANADA GROUP P	GB	21,43	+1,95
HERMES INTL	FR •	74	+6,47
HPI	IT •	0,63	....
HUNTER DOUGLAS	NL •	33,35	−3,05
KLM	NL •	28,4	−4,22
LADBROKE GRP	GB	4,45	−2,66
MOULINEX /RM	FR •	10,18	....
NCL HLDG	NO	2,54	+0,96
PATHE /RM	FR •	230	−0,78
PENTLAND GRP	GB	1,64	....
PERSIMMON PLC	GB	3,87	−1,16
PREUSSAG AG	DE •	46,15	+1,65
RANK GROUP	GB	4,17	−1,43
SAIRGROUP N	CH	215,09	+1,82
SAS DANMARK A/S	DK	9,98	+2,07
SEB /RM	FR •	66,05	−0,53
THE SWATCH GRP	CH	595,29	−0,52
THE SWATCH GRP	CH	129,52	−0,12
WILLIAM BAIRD	GB	1,82	+6,19
WILSON BOWDEN	GB	11,94	−0,80
WOLFORD AG	AT •	44,8	−0,07
WW/WW UK UNITS	GB	0,67	....
▶ DJ E STOXX CYC GO P		163,5	+0,50

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	19,44	....
ASTRA -B-	SE	19,44	+0,29
ELAN CORP	GB	68,79	....
GLAXO WELLCOME	GB	27,88	−0,49
HOECHST AG	DE •	41,5	−0,72
NOVARTIS N	CH	1413,34	−3,12
NOVO NORDISK B	DK	94,18	+1,45
ORION A	FI •	20	+1,01
ORION B	FI •	19,1	−0,26
RHONE POUL./RM	FR •	41,15	−1,13
ROCHE HOLDING	CH	16770,57	−0,37
ROCHE HOLDING G	CH	10801,12	+0,43
SANOFI /RM	FR •	143,2	+1,63
SCHERING AG	DE •	105,8	+0,14
SMITHKLINE BEEC	GB	12,67	+0,85
ZENECA GROUP	GB	....	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		358,53	+0,49

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	10,51	−1,14
BG	GB	5,34	+4,45
BP AMOCO	GB	16,66	−1,35
BURMAH CASTROL	GB	16,72	−2,04
CESPA	ES •	30,46	+1,87
ELECTRAFINA	BE •	114	−0,78
ELF AQUITAINE /	FR •	132,3	−3,08
ENI	IT •	6,03	+0,67
ENTERPRISE OIL	GB	6,33	+1,71
F.OLSEN ENERGY	NO	8,10	....
LASMO	GB	2,23	−0,68
OMV AG	AT •	94,13	+1,98
PETROFINA SA BR	BE •	512	−3,31
PETROLEUM GEO-S	NO	13,80	−0,86
PRIMAGAZ /RM	FR •	87,05	+0,07
PROSAFE	NO	7,13	−1,67
REPSOL	ES •	45,8	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	51,45	−1,15
SAGA PETROLEUM	NO	10,45	−1,70
SAIPEM	IT •	4	....
SHELL TRANSP &	GB	6,54	−0,82
SMEDVIG -A-	NO	11,88	−1,05
TOTAL /RM	FR •	114,9	−2,21
▶ DJ E STOXX ENGY P		278,28	−1,31

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	10,41	+0,29
ALMANIJ	BE •	63,2	+0,08
ALPHA FINANCE	GR	31,78	....
AMVESCAP	GB	9,42	+0,16
BAIL INVEST /RM	FR •	124	....
BPI-SGPS R	PT •	25,31	....
BRITISH LAND CO	GB	8,17	−5,11
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,80	....
COBEPA	BE •	64,9	−0,92
CORP FIN ALBA	ES •	140	+1,49
CPR /RM	FR •	45,49	+1,31
CS GROUP N	CH	177,06	+0,18
EURAFRANCE /RM	FR •	451,8	+0,58
FONCIERE LYONNA	FR •	121,3	−0,88
GECINA /RM	FR •	102	−0,10
HAMMERSON	GB	6,94	−1,08
KAPITAL HOLDING	DK	34,85	+0,39
LAND SECURITIES	GB	12,46	+9,61
LIBERTY INT.HDG	GB	6,83	+1,35
MEDIOBANCA	IT •	12,05	+0,42
MEDIOLANUM	IT •	8,2	+0,32
MEPC PLC	GB	6,96	−2,54
METROVACESA	ES •	21,3	+1,43
MEDIOLANUM	NL •	8,2	+0,32
PARIBAS	FR •	96,6	+2,17
PROVIDENT FIN	GB	16,21	+0,66
RODAMCO NV	NL •	22,45	+0,67
SCHRODERS PLC	GB	21,55	+0,14
SEFIMEG N /RM	FR •	62,1	+3,50
SIMCO N /RM	FR •	81	....
SLOUGH ESTATES	GB	4,88	−0,61
UNIBAIL /RM	FR •	129	+3,84
UNIM	IT •	0,51	....
VALLEHERMOSO	ES •	9,71	+0,10
WOOLWICH PLC	GB	6,07	+0,50
▶ DJ E STOXX FINS P		253	−0,55

ALIMENTATION ET BOISSON

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	7,44	+0,20
ASSOCIATE BRIT	GB	6,43	−2,08
BASS	GB	13,48	−1,33
BBAG OE BRAU-BE	AT •	41,5	+0,24
BONGRAIN /RM	FR •	349,6	+0,46
BRAU-UNION	AT •	47,95	−0,10
CADBURY SCHWEPP	GB	12,75	+0,12
CARLSBERG -B-	DK	40,09	+1,02
CARLSBERG AS -A	DK	40,16	....
CHR. HANSEN HLD	DK	94,31	−0,57
CULTOR -1-	FI •	17,5	+0,29
DANISCO	DK	42,38	....
DANONE /RM	FR •	247,9	−0,77
DELTA DAIRY	GR	14,58	....
DIAGEO	GB	10,61	−2,56
ELAIS OLEAGINOU	GR	18,31	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	138,8	+3,74
GREENCORE GROUP	GB	3,87	....
HEINEKEN	NL •	48,1	−0,77
HELLENIC BOTTLI	GR	24,64	....
HELLENIC SUGAR	GR	7,52	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	32,5	+1,56
KERRY GRP-A-	GB	12,52	....
MONTEDISON	IT •	0,94	+1,08
NESTLE N	CH	1705,11	−0,69
PARMALAT	IT •	1,43	....
PERNOD RICARD /	FR •	57,6	−0,69
RAISIO GRP V	FI •	2,45	+1,20
RIEBER & SON -B	NO	5,56	−4,08
TATE & LYLE	GB	6,25	+0,49
UNICER R	PT •	20,59	....
UNIGATE PLC	GB	6,24	+0,74
UNILEVER	NL •	63,45	−1,48
UNILEVER	GB	8,42	+1,83
▶ DJ E STOXX F & BV P		234,45	+1,55

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,59	−2,28
ABB AB -B-	SE	12,53	+1,83
ABB BADEN	CH	1306,11	+2,34
ADECCO CHESEREX	CH	480,10	+1,10
ALSTOM	FR •	29,38	−1,57
ALUSUISSE LON G	CH	1090,40	+0,52
ASSOC BR PORTS	GB	4,34	....
ATLAS COPCO -A-	SE	23,60	−4,55
ATLAS COPCO -B-	SE	23,28	−4,17
ATTICA ENTR SA	GR	8,08	....
BAA	GB	9,66	+0,16
BBA GROUP PLC	GB	7,80	−0,58
BERGESEN	NO	13,41	+0,91
BONHEUR	NO	23,56	−2,50
CMB	BE •	40,5	+3,85
CMG	GB	24,13	+0,76
COOKSON GROUP P	GB	2,67	−3,30
DAMPSKIBS -A-	DK	7803,25	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7870,52	−0,85
DAMSKIBS SVEND	DK	11368,53	−0,59
DELTA PLC	GB	2,43	−1,23
DET SONDENFJ NO	NO	7,73	−0,78
ELECTROCOMPONEN	GB	7,88	+1,17
EQUANT NV	DE •	78	−1,30
FINNLINES	FI •	28,2	−2,76
FKI	GB	2,76	−0,56
FLS IND.B	DK	20,40	+1,42
FLUGHAFEN WIEN	AT •	38,8	−0,26
GKN	GB	16,74	−1,34
GLYNWED INTL PL	GB	3,35	−1,34
HALKOR	GR	8,54	....
HAYS	GB	10,05	−3,84
HEIDELBERGER DR	DE •	57	+5,56
HELLAS CAN SA P	GR	20,51	....
IFIL	IT •	3,8	−0,55
IMI PLC	GB	4,77	+0,64
ISS INTL SERV-B	DK	55,83	+1,22
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,21	−0,68
KON.NEDLLOYD	NL •	25,5	....
KONE B	FI •	100	−1,96
LAHMEYER	DE •	46,8	−0,38
LEGRAND /RM	FR •	224	−2,61
LEIF HOEGH	NO	11,96	....
LINDE AG	DE •	589	+0,17
MAN AG	DE •	29,4	−4,08
MANNESMANN AG	DE •	119,1	+2,50
METALLGESELLSCH	DE •	18,85	−0,89
METRA A	FI •	20,4	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	4,25	+6,46
NFC	GB	2,23	−0,68
NKT HOLDING	DK	67,84	+1
OCEAN GROUP	GB	14,42	−0,21
PENINS.ORIENT.S	GB	14,31	+0,43
PREMIER FARNELL	GB	3,99	+0,38
RAILTRACK	GB	18,55	−1,85
RANDSTAD HOLDIN	NL •	45	+1,93
RATIN -A-	DK	147,99	....
RATIN -B-	DK	158,09	+0,86
RAUMA OY	FI •	12,55	+0,40
RENTOKIL INITIA	GB	5,42	−0,26
REXAM	GB	3,90	+1,18
REXEL /RM	FR •	77	+1,05
RHI AG	AT •	27,9	+1,79
RIETER HLDG N	CH	546,63	−0,45
SANDVIK -A-	SE	19,44	−3,08
SANDVIK -B-	SE	19,60	−3,34
SAURER ARBON N	CH	532,42	+0,47
SCANIA AB -A-	SE	24,50	−0,46
SCANIA AB -B-	SE	24,55	−0,68
SCHINDLER HOLD	CH	1405,24	+0,18
SCHINDLER HOLD	CH	1502,49	−1,23
SCHNEIDER /RM	FR •	58,15	+0,09
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,15	+2,68
SECURICOR	GB	8,32	−2,14
SECURITAS -B-	SE	14,61	+4,84
SGS GENEVA BR	CH	846,63	+1,19
SHANKS & MCEWAN	GB	3,31	−1,80
SIDEL /RM	FR •	73,35	−3,87
INVENSYS	GB	4,96	+2,83
SITA /RM	FR •	191	−1,55
SKF -A-	SE	13,83	−4,82
SKF -B-	SE	14,61	−4,05
SOPHUS BEREND -	DK	26,91	+0,50
STORK NV	NL •	21,2	−0,47
SULZER FRAT.SA1	CH	604,11	+0,94
SVEDALA	SE	16,57	+0,34
SVENDBORG -A-	DK	10828,57	....
T.I.GROUP PLC	GB	7,15	+1,29
TOMRA SYSTEMS	NO	37,46	−2,52
VA TECHNOLOGIE	AT •	84,09	+1,56
VALMET	FI •	11,75	+1,29
▶ DJ E STOXX IND GO P		335,76	+1,11

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	49,5	+0,71
ALLEANZA ASS	IT •	10,86	+2,34
ALLIANZ AG	DE •	258	−0,28
ALLIED ZURICH	GB	12,11	+1,27
ASPIS PRONIA GE	GR	14,86	....
AXA /RM	FR •	118,9	+1,62
CGU	GB	14,34	+0,64
CNP ASSURANCES	FR •	23,2	−0,09
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,4	+2,17
ERGO VERSICHERU	DE •	108	....
ETHNIKI GEN INS	GR	42,83	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,15	+0,98
FORSIKRING CODA	DK	93,50	....
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	36,95	+0,96
GENERALI HLD VI	AT •	186,1	+0,57
INA	IT •	2,5	−2,46
IRISH LIFE	GB	8,85	....
LEGAL & GENERAL	GB	10,86	−0,42
MUENCH RUECKVER	DE •	181,2	+1,23
NORWICH UNION	GB	6,54	−2,05
POHJOLA GRP.B	FI •	44	−10,93
PRUDENTIAL CORP	GB	12,13	+1,40
RAS	IT •	10,02	+0,70
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,86	+1,77
SAMPO -A-	FI •	28,8	....
SWISS RE N	CH	2082,34	+0,30
SEGUROS MUNDIAL	PT •	25,7	....
SKANDIA INSURAN	SE	16,91	+0,33
STOREBRAND	NO	7,01	−0,85
SWISS LIFE BR	CH	609,73	+1,35
TOPDANMARK AS	DK	163,46	....
TRYG-BALTICA	DK	21,53	−8,05
ZURICH ALLIED N	CH	585,41	+0,54
▶ DJ E STOXX INSU P		330,04	+0,42

MEDIAS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,04	+0,57
CANAL PLUS /RM	FR •	284,9	+1,57
CARLTON COMMUNI	GB	9,36	+0,49
ELSEVIER	NL •	13,55	+2,26
HAVAS ADVERTISI	FR •	178	....
INDEPENDENT NEW	IR •	4,7	−0,63
LAGARDERE SCA N	FR •	31,9	+3,24
MEDIASET	IT •	8,07	+1,13
PEARSON	GB	18,12	+2,88
REED INTERNATIO	GB	8,18	+1,13
REUTERS GROUP	GB	12,58	−5,04
SCHIBSTED	NO	12,32	−1,92
TELEWEST COMM.	GB	3,93	+2,37
TF1	FR •	184,5	−3,15
UNITED NEWS & M	GB	9,20	−0,66
WOLTERS KLUWER	NL •	166,45	−2
WPP GROUP	GB	7,54	−0,80
▶ DJ E STOXX MEDIA P		314,21	+0,28

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	34,85	−1,97
ASDA GROUP PLC	GB	2,81	+0,54
ATHENS MEDICAL	GR	17,50	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	58,7	−0,49
BEIERSDORF AG	DE •	66,66	+0,85
BIC /RM	FR •	48,18	+1,47
BRIT AMER TOBAC	GB	7,36	+3,41
CASINO GP /RM	FR •	94,05	+3,92
CFR UNITS -A-	CH	1464,46	−0,68
CPT MODERNES /R	FR •	584	....
DELHAIZE	BE •	84,4	+0,12
ESSILOR INTL /R	FR •	308,6	+0,16
ETS COLRUYT	BE •	670	+1,36
FYFFES	GB	2,17	−1,38
GIB	BE •	34,89	+0,64
GOODYS	GR	23,65	....
IMPERIAL TOBACC	GB	8,95	+2,97
KESKO OY	FI •	13,75	+0,36
L'OREAL /RM	FR •	601	+0,25
MODELO CONTINEN	PT •	19,01	....
PAPASTRATOS CIG	GR	14,35	....
PROMODES /RM	FR •	603	−0,50
RECKITT & COLMA	GB	10,40	+0,59
SAFEWAY	GB	4,01	−0,38
SAINSBURY J. PL	GB	6,07	−1,48
SEITA /RM	FR •	59,1	+0,25
SMITH & NEPHEW	GB	2,62	....
STAGECOACH HLDG	GB	3,35	+1,84
TABACALERA REG	ES •	17,8	+2,30
TAMRO	FI •	4,1	....
TESCO PLC	GB	2,73	+1,12
TNT POST GROEP	NL •	24,6	−0,20
▶ DJ E STOXX N CY G P		483,99	+0,16

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,78	−2,35
BOOTS CO PLC	GB	12,48	+0,37
CARREFOUR /RM	FR •	744,5	+1,09
CASTO.DUBOIS /R	FR •	213	....
CENTROS COMER P	ES •	18,51	−1,02
CONTINENTE	ES •	23,91	+0,48
DIXONS GROUP PL	GB	19,58	+5,17
GEHE AG	DE •	44	+3,41
GREAT UNIV STOR	GB	10,97	+1,63
GUILBERT /RM	FR •	130,5	+0,77
HENNES & MAURIT	SE	87,20	−1,27
JERONIMO MARTIN	PT •	31,65	....
KARSTADT AG	DE •	411	+2,75
KINGFISHER	GB	11,67	+2,67
MARKS & SPENCER	GB	6,66	−1,13
METRO	DE •	63,2	−1,25
NEXT PLC	GB	11,56	+0,28
PINAULT PRINT./	FR •	148,7	+1,99
RINASCENTE	IT •	7,42	+0,68
STOCKMANN A	FI •	18	−2,70
VALORA HLDG N	CH	212,59	+0,89
W.H SMITH GRP	GB	10,82	....
WOLSELEY PLC	GB	8,27	....
▶ DJ E STOXX RETL P		357,54	+0,51

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	120,3	+1,09
ALTEC SA REG.	GR	13,13	....
BAAN COMPANY	NL •	7,65	+2
BARCO	BE •	166	−1,19
BRITISH AEROSPA	GB	6,42	−0,70
CAP GEMINI /RM	FR •	131,7	+4,36
COLOPLAST B	DK	93,50	....
COLT TELECOM NE	GB	16,36	−0,19
DASSAULT SYST./	FR •	34	+3,34
FINMECCANICA	IT •	0,94	+1,08
FRESENIUS MED C	DE •	61,5	−0,87
GAMBRO -A-	SE	8,82	−0,63
GETRONICS	NL •	35,15	+3,06
GN GREAT NORDIC	DK	32,42	+2,12
INTRACOM N	GR	54,98	....
KON. PHILIPS EL	NL •	75,9	−1,49
MERKANTILDATA	NO	8,16	+1,50
MISYS	GB	8,71	+3,24
NERA ASA	NO	1,84	+0,66
NETCOM ASA	NO	27,67	....
NOKIA	FI •	69,1	+4,70
NOKIA -K-	FI •	157,5	....
NYCOMED AMERSHA	GB	7,24	+0,42
OCE	NL •	28,85	+2,08
OLIVETTI	IT •	2,99	+3,82
ROLLS ROYCE	GB	4,49	+0,68
SAGEM	FR •	502	−0,10
SAP AG	DE •	279	+18,22
SAP VZ	DE •	315	+15,81
SEMA GROUP	GB	9,47	+4,87
SIEMENS AG	DE •	66,5	+0,91
SMITHS IND PLC	GB	15,18	....
STMICROELEC SIC	FR •	98,8	+3,84
TANDBERG DATA A	NO	4,93	+0,99
THOMSON CSF /RM	FR •	28,2	+2,51
WILLIAM DEMANT	DK	83,91	+1,06
▶ DJ E STOXX TECH P		394,33	+3,31

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,55	−0,71
BRITISH ENERGY	GB	7,89	+1,17
CENTRICA	GB	1,68	....
EDISON	IT •	8,71	−1,02
ELECTRABEL	BE •	310	+2,41
ELECTRIC PORTUG	PT •	17,25	....
ENDESA	ES •	20,08	+1,26
EVN	AT •	125,35	+0,29
GAS NATURAL SDG	ES •	72,45	+2,11
HAFSLUND -A-	NO	5,92	....
HAFSLUND -B-	NO	3,48	+1,78
IBERDROLA	ES •	12,76	+0,95
ITALGAS	IT •	4,28	+0,95
NATIONAL GRID G	GB	6,37	−1,18
NATIONAL POWER	GB	7,07	−1,27
OESTERR ELEKTR	AT •	145,5	+0,59
POWERGEN	GB	10,47	−0,72
SCOT POWER	GB	7,60	−0,99
SEVERN TRENT	GB	12,29	−1,63
SUEZ LYON EAUX/	FR •	161,2	+1,64
SYDKRAFT -A-	SE	25,08	−0,45
SYDKRAFT -C-	SE	17,19	....
THAMES WATER	GB	13,29	+1,27
TRACTEBEL	BE •	143	+2,14
UNION EL.-FENOS	ES •	12,66	+0,88
UNITED UTILITIE	GB	10,67	−0,99
VIAG	DE •	441	+0,23
VIVENDI/RM	FR •	219,5	+0,23
▶ DJ E STOXX PO SUP P		294,24	+0,97

EURO NOUVEAU MARCHÉ

21/04 12 h 26 ▶

AMSTERDAM

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	24,9	+0,20
ANTONOV	0,64	+3,23
C/TAC	12,1	−2,02
CARDIO CONTROL	8,55	−2,29
CSS	13,3	+1,14
HITT NV	6,2	−4,62
INNOCONCEPTS NV	20,2	−0,74
NEDGRAPHICS HOLD	16,8	....
POLYDOC	2,25	+4,65
PROLION HOLDING	84,5	+3,43
RING ROSA	6,3	+1,61
RING ROSA WT	0,75	....
UCC HOLDING NV	12,65	−1,56

BRUXELLES

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,05	....
FARDEM BELGIUM ABC	24,29	....
INTERNOC HLD	3,79	−2,32
INTL BRACHYTHER B	13,5	−3,23
LINK SOFTWARE B	12	+1,69
PAYTON PLANAR	2,31	....
SYNERGIA	8,3	....

FRANCFORT

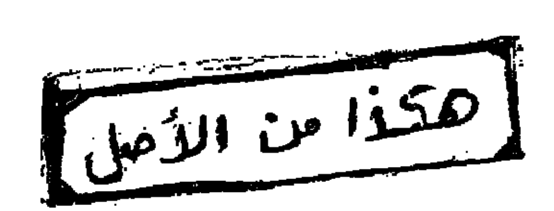
Valeur	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	128	+2,40
AIXTRON	207	−0,45
AUGUSTA BETEILIGUN	62	+0,98
BB BIOTECH ZT-D	30,5	....
BB MEDTECH ZT-D	18,3	+1,67
BERTRANDT AG	67,5	+3,05
BETA SYSTEMS SOFTW	14,75	−2,32
CE COMPUTER EQUIPM	167	−1,78
CE CONSUMER ELECTR	400	+1,78
CENIT SYSTEMHAUS	216	−2,26
DRILLISCH	124	+2,48
EDEL MUSIC E 98	332	+1,84
ELSA	57,4	+0,70
EM.TV & MERCHANDI	860	−2,27
EUROMICRON	25,4	....
GRAPHISOFT NV	16,4	−2,96
HOEFT & WESSEL	158	+1,84
HUNZINGER INFORMAT	100	....
INFOMATEC	254	+8,55
INTERSHOP COMMUNIC	228	+9,48
KINOWELT MEDIEN	191	−0,73
LHS GROUP	31,2	+6,48
LINTEC COMPUTER	135	+5,47
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	37,4	+1,08
MOBILCOM	185	−2,01
MUEHL PRODUCT & SE	18	+8,82
MUEHLBAUER HOLDING	65	+0,78
PFEIFFER VACU TECH	37,6	−1,60
PLENUM	119,5	+1,14
PSI	69	+3,76
QIAGEN NV	68	+1,49
REFUGIUM HOLDING A	30,6	....
SACHSENRING AUTO	13,3	+2,31
SALTUS TECHNOLOGY	29,9	−1,97
SCM MICROSYSTEMS	63	+3,28
SER SYSTEME	364	−3,96
SERO ENTSORGUNG	6,6	....
SINGULUS TECHNOLOG	125,5	+1,62
SOFTM SOFTWARE BER	62,4	....
TDS	90	+0,11
TECHNOTRANS	53	+3,92
TELDAFAX	35,9	−0,28
TELES AG	205	−0,97
TIPTEL	8,2	−4,09
TRANSTEC	55	+3,48
W.E.T. AUTOMOTIVE	47,5	....

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne - IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande - LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche - FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark - GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.



هكذا من الأصل

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP** s'échangeait à l'ouverture mercredi 21 avril en hausse de 0,62 % à 72 euros, le titre **SG** en progression de 1,53 % à 159,4 euros, et **Paribas** avec un gain de 1 % à 95,5 euros. Le titre Paribas réagissait principalement à la forte progression de l'activité du groupe au premier trimestre 1999. Aux cours de mercredi matin, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 154,28 euros et l'action Paribas à 99 euros. L'OPE de SG valorise, elle, le titre Paribas à 99,62 euros.

● L'action **Rhône-Poulenc** perdait 0,86 %, à 41,29 euros, lors des premiers échanges mercredi, réagissant à l'annonce d'une baisse de 2,69 % du chiffre d'affaires au premier trimestre 1999 de Novartis, le deuxième groupe pharmaceutique au niveau mondial, en raison d'une chute de la demande en semences et en produits phytosanitaires.

● La valeur **Elf** cédait 1,24 %, à 134,8 euros, mercredi à l'ouverture, malgré la hausse des prix du pétrole, qui se traite sur un niveau proche de 16 dollars le baril. La filiale néerlandaise d'Elf Aquitaine, Elf Petroland, a annoncé une nouvelle découverte de gaz en mer du Nord néerlandaise.

● La valeur **Peugeot** s'affaiblissait de 1,65 %, à 166,9 euros, mercredi matin. PSA Peugeot-Citroën a annoncé qu'il avait cédé sa division d'équipement pour l'aéronautique SAMM à Lucas Aerospace.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 21 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon (1)
MC DONALD'S #	40,25	[illegible]	289,47	+ 2,06	31/03
MERCK AND CO #	70,50	[illegible]	495,73	+ 0,70	01/04
MITSUBISHI CORP.	6,81	[illegible]	44,61	– 0,14	31/12
MOBIL CORPORAT.#	97,55	[illegible]	623,82	– 2,51	10/03
MORGAN J.P. #	128,80	[illegible]	852,74	+ 0,93	15/04
NIPP. MEATPACKER	13,30	[illegible]	87,24	...	29/06
PHILIP MORRIS #	32	[illegible]	211,36	+ 0,68	12/04
PROCTER GAMBLE	91,25	[illegible]	596,92	– 0,27	16/02
SEGA ENTERPRISES	18,90	[illegible]	118,99	– 4,02	31/12
SCHLUMBERGER #	57,90	[illegible]	371,85	– 2,07	02/04
SONY CORP. #	89,60	[illegible]	589,71	+ 0,33	31/12

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 21 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 21 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
CODETOUR	[illegible]	459,17	– 1,40
COFIDUR #	[illegible]	72,16	+ 1,38
CORA INDUSTR.	[illegible]	235,85	+ 0,05
DELACHAUX S.	[illegible]	901,94	+ 4,96
DELMON INDUS.	[illegible]	202,03	+ 0,32
DIGIGRAM #	[illegible]	125,36	– 2
DISTRIBORG G.	[illegible]	347	+ 0,76
EMIN-LEYDIER	[illegible]	320,11	– 0,40
FLAMMARION S. ♦	[illegible]	190,28	...
GRAVOGRAPH	[illegible]	62,32	[illegible]
GPE GUILLIN	[illegible]	122,99	[illegible]

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 20 avril

LÉGENDE

✱ Hors frais. ✱✱ A titre indicatif.

SPORTS L'Olympique de Marseille s'est qualifié, mardi 20 avril, pour la finale de la Coupe de l'UEFA en obtenant un match nul (1-1) à Bologne (Ita.) ● LE BUT MARSEILLAIS a été inscrit sur penalty par Laurent Blanc à la fin de la rencontre (88e minute). ● LES ITALIENS, qui avaient su résister aux Olympiens à l'aller (0-0), avaient pris l'avantage dès la 19e minute par leur défenseur Michele Paramatti. ● DES INCIDENTS ont eu lieu sur le terrain après le coup de sifflet final, plusieurs joueurs marseillais étant agressés, sur la pelouse, par des supporteurs italiens, tandis qu'à Marseille la police a dû intervenir sur la Canebière. ● L'OM, qui disputera, le 12 mai, à Moscou, sa troisième finale de coupe d'Europe contre le Parme AC ne partira pas favori, car il sera privé de William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli, suspendus pour avoir écopé d'un carton jaune à Bologne.

Laurent Blanc permet à l'OM de jouer sa troisième finale européenne

Grâce à un penalty du libero international Laurent Blanc (86e minute), Marseille a arraché à Bologne un match nul (1-1) qui lui assure la participation à la finale de la Coupe de l'UEFA. Pour la onzième fois, un club français disputera le titre d'une épreuve continentale

BOLOGNE
de notre envoyé spécial

Il a d'abord serré contre lui son adjoint, Jacques Vankersschaver, avant de saluer d'un geste grandiloquent les 2 500 supporteurs entassés dans un virage du stade Renato Dall'Ara. Et puis sa lourde carcasse s'est agenouillée sur la pelouse. A plusieurs reprises, Rolland Courbis s'est pris la tête entre les mains avant de les joindre comme pour remercier le destin qui a réservé à l'Olympique de Marseille un immense bonheur au terme d'un match que son équipe n'a jamais vraiment maîtrisé, mardi 20 avril. « *Nous nous qualifierons en faisant match nul 1-1* », avait prédit, la veille, l'entraîneur-mage de l'OM, qui n'apprécie guère les allusions rappelant sa passion pour les jeux de hasard. On dira donc que son flair ne relève pas de la légende, car c'est bien sur ce score que Marseille a subtilisé au FC Bologne la qualification pour la finale de la Coupe de l'UEFA contre Parme alors qu'il ne restait plus que deux minutes à jouer.

Alors que le football italien impose au fil des saisons sa suprématie, les Marseillais se sont une nouvelle fois rebellés contre l'ordre établi, tels d'irréductibles Gaulois. En sept duels face à des adversaires du Calcio, seule la Juventus Turin a réussi à vaincre l'OM (3-0). L'avatar remonte au 27 septembre 1972, lors d'un 16e de finale retour de la Coupe des champions, et correspond à l'âge de pierre du football français, qui offrait alors avec une complaisance accablante la victoire à ses adversaires. Dans le sillage de l'AS Saint-Etienne, finaliste de la Coupe des champions en 1976 (0-1, devant les Allemands du Bayern Munich), Marseille a balisé la voie d'un renouveau spectaculaire couronné par le titre mondial enlevé par les Bleus le 12 juillet 1998.

Avec trois finales dans la même décennie (0-0, défaite aux tirs au but face à l'Etoile rouge Belgrade en 1991 ; victoire 1-0 devant le Milan AC en 1993), soit autant que l'Ajax Amsterdam ou le Milan AC durant cette période, l'Olympique de Marseille confirme sa compétitivité alors que voilà trois ans à peine le club purgeait dans l'anonymat de la deuxième division les turpitudes de l'ère Bernard Tapie. Même si les largesses de son président-mécène, Robert Louis-Dreyfus, ont grandement facilité la réhabilitation du club, le succès n'était pas garanti tant d'autres expériences fondées sur des préceptes identiques se sont conclues par des échecs retentissants.

UNE SEULE OCCASION DE BUT

Si l'heure est au grand pardon pour les dérapages du passé et aux éloges pour les « héros » du jour, il n'est pas inutile de retenir les réserves émises, mardi soir, par les plus lucides des Marseillais. L'exercice n'était pas évident en cette soirée d'allégresse et ce n'est pas un hasard si c'est Laurent Blanc, le plus expérimenté de la bande, qui se soit dévoué, le premier, pour énoncer l'évidence : « *Contre Parme, en finale, nous devrons élever notre niveau de jeu pour espérer rivaliser.* » Si seule la victoire est belle, pour paraphraser les jésuites du real-football, elle n'annonce pas forcément des lendemains enchanteurs.

Un examen précis des deux manches de cette demi-finale ne permet de recenser qu'une seule occasion de but cadrée pour l'OM avec cette frappe d'Aboubacar Camara (78e minute) qui a fait frémir le gardien de but bolonais Francesco Antonioli et les 36 000 spectateurs du stade Renato Dall'Ara. Auparavant, le club italien avait su maîtriser les attaques filandreuses des Marseillais. Le but marqué dès la 19e minute par le défenseur Michele Paramatti, en conclusion d'un coup franc adressé au deuxième poteau par Jonatan Binotto, cadrait à merveille avec les desseins de Bologne, dont la capacité à faire déjouer l'adversaire n'a d'égale que son incapacité à imposer son propre style de jeu. Déjà, à l'aller (0-0), au Stade-Vélodrome, le dispositif de l'entraîneur, Carlo Mazzone, avait muselé l'attaque de l'OM, si redoutée en championnat de France.

Si le piège ne s'est pas refermé une seconde fois, les Marseillais le doivent à leur gardien de but, Stéphane Porato, décisif à plusieurs reprises, et à Laurent Blanc, imperturbable tireur de penalties. Le scénario restera comme une des grandes dramaturgies de la saison. Quand l'arbitre allemand, Markus Merk, sanctionne d'un penalty une intervention illicite du gardien de but italien Francesco Antonioli sur Florian Maurice alerté par Jocelyn Gourvennec, il ne reste plus que trois minutes à jouer. Le libero et capitaine de l'OM s'approche de son pas nonchalant de la cage et convertit l'offrande. Quand M. Merk demande à retirer le penalty, estimant que plusieurs joueurs avaient foulé avant la frappe la surface de réparation, Laurent Blanc partage déjà l'allégresse avec les supporteurs marseillais. Sans se presser, le défenseur se reconcentre malgré l'ambiance hostile et place une nouvelle fois le ballon hors de portée du gardien bolonais.

L'OM est en finale. « *Nous n'avons que 10 % de chances de battre Parme* », a annoncé le technicien. Il est vrai que le potentiel offensif du club de Lilian Thuram et d'Alain Boghossian, deux champions du monde français, n'a rien à voir avec celui de Bologne, modeste huitième du championnat italien. L'épreuve avait été fatale à Bordeaux lors d'un quart de finale retour calamiteux (0-6), le 16 mars, après une victoire girondine à l'aller (2-1). Pour l'OM, le révélateur sera instructif avant de retrouver en automne la Ligue des champions, la plus prestigieuse des coupes d'Europe, celle qui ne permet pas de gagner avec pour seuls soutiens le destin et un libero sans états d'âme.

Elie Barth



AFP

Laurent Blanc laisse éclater sa joie sous les yeux de Fabrizio Ravanelli, après le penalty qui qualifie l'OM.

Trois Marseillais suspendus pour la finale

Si l'euphorie avait gagné le vestiaire marseillais, mardi 20 avril, après la qualification obtenue dans les dernières minutes, trois joueurs avaient du mal à se réjouir. William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli ne participeront pas à la finale face au FC Parme, le 12 mai, au stade Loujniki, à Moscou. Déjà avertis avant la rencontre, ils ont été sanctionnés d'un nouveau carton jaune qui leur vaudra une suspension automatique. Laurent Blanc et Christophe Dugarry, qui démarraient la demi-finale retour avec le même handicap, ont su se maîtriser alors que Fabrizio Ravanelli a écopé d'un avertissement pour contestation, difficile à excuser compte tenu de son expérience. « *Ce n'est pas la première fois que cette situation se présente et nous avons toujours su faire face* », a rappelé le gardien de but Stéphane Porato. Comme arrière droit, William Gallas pourrait être remplacé par Patrick Blondeau et au milieu de terrain Eric Roy a le profil pour suppléer Peter Luccin. La suspension de Fabrizio Ravanelli devrait conduire l'entraîneur, Rolland Courbis, à n'aligner que deux attaquants, Christophe Dugarry et Florian Maurice.

BOLOGNE - MARSEILLE 1 - 1

Demi-finale retour de la coupe de l'UEFA (aller : 0-0)
Mardi 20 avril - Stade Dall'Ara
• Temps humide • Terrain gras et glissant.
• Ambiance très chaude en fin de match
• 36 000 spectateurs • Arbitre : M. Merk (All.)

Match tactique, âpre et crispant. Les Marseillais, malgré un Dugarry virevoltant, sont rarement parvenus à percer le double rideau défensif de Bologne. Sous la conduite de Pires, l'OM a longtemps piétiné aux abords de la surface de réparation, avant qu'Antonioli ne déséquilibre Maurice. Blanc a dû s'y prendre à deux fois pour transformer le penalty. Dans une ambiance très houleuse, les Phocéens ont obtenu leur billet pour une troisième finale de Coupe d'Europe. Un bel exploit, même si les suspensions risquent de leur compliquer la tâche le 12 mai à Moscou.

BOLOGNE
Entraîneur : Mazzone
Antonioli • Rinaldi (Kolyvanov, 89e) ; Bia ; Mangone ; Paramatti (cap) • Binotto (Cappioli, 77e) ; Ingesson ; Marocchi ; Fontolan (Nervo, 77e) • Andersson ; Signori.

MARSEILLE
Entraîneur : Courbis
Porato • Gallas ; L. Blanc (cap) ; Domoraud ; Edson • Brando (Maurice, 46e) ; Luccin ; Pires ; Bravo (Gourvennec, 77e) • Dugarry (Camara, 68e) ; Ravanelli.

BOLOGNE : Paramatti (18e, de 6 m à gauche, frappe du pied droit à mi-hauteur déviée par Porato). MARSEILLE : Blanc (86e, sur penalty, tir de l'intérieur du pied droit à mi-hauteur, le long du poteau droit).

BOLOGNE : Marocchi (89e, jeu dangereux).

BOLOGNE : Paramatti (54e, jeu dangereux) ; Antonioli (84e, jeu irrégulier). MARSEILLE : Brando (7e, jeu dangereux) ; Gallas (15e, jeu dangereux) ; Ravanelli (60e, contestation) ; Bravo (64e, jeu dangereux) ; Luccin (81e, jeu dangereux). Gallas, Ravanelli et Luccin ne joueront pas la finale contre Parme.

BOLOGNE : 56 positions d'attaque dans les 30 m (28 + 28), dont 6 occasions (2 + 4) ; 12 tirs (5 + 7), dont 1 contré (1 + 0), et 6 parés (1 + 5) par Porato. MARSEILLE : 57 positions d'attaque dans les 30 m (27 + 30), dont 5 occasions (1 + 4) ; 11 tirs (6 + 5), dont 1 contré (0 + 1), 1 dévié (1 + 0) et 5 parés (2 + 3) par Antonioli.

En faveur de BOLOGNE : 23 coups francs (15 + 8), dont 3 hors-jeu (2 + 1), 2 corners (1 + 1).
En faveur de MARSEILLE : 23 coups francs (8 + 15), dont 5 hors-jeu (2 + 3), 2 corners (1 + 1).

Incidents sur la pelouse de Bologne

BOLOGNE
de notre envoyé spécial

L'arbitre allemand Markus Merk vient tout juste de siffler la fin de la rencontre. Les joueurs marseillais lèvent les bras au ciel et se dirigent pour la plupart vers le virage où les 2 500 supporteurs de l'OM agitent frénétiquement les drapeaux bleus. Pendant que l'entraîneur Rolland Courbis se relève après avoir rendu grâces à la Bonne Mère, ses footballeurs se dirigent vers le tunnel d'accès aux vestiaires. Les plus rapides réussissent à s'y engouffrer. D'autres leur emboîtent le pas, mais il est déjà trop tard. Ce sont d'abord des injures et des menaces qui accompagnent la sortie des vainqueurs. Des supporteurs bolonais, tenaillés par le dépit, rivalisent de vélocité avec les Marseillais.

Les esprits s'échauffent, des coups sont échangés. Le nez de Peter Luccin porte les stigmates d'un combat très douteux. Christophe Dugarry vole au secours des assaillis. Les forces de l'ordre, qui ont réagi avec un temps de retard, sont totalement débordées. Un moment, on craint le pire quand l'accès au tunnel – dans lequel il semble bien que joueurs français et italiens en sont venus aux mains – est interdit alors que plusieurs Marseillais sont toujours sur le terrain. On distingue Aboubacar Camara et Cyril Domoraud en fâcheuse posture, encerclés par des assaillants. Dans les tribunes, un supporteur marseillais est légèrement blessé d'un coup de couteau au visage. Transporté à l'hôpital, il a été autorisé à repartir peu après.

Ces incidents feront l'objet d'un rapport du délégué de l'Union européenne de football (UEFA), qui pourrait valoir des sanctions au club italien. Pendant ce temps, 2 000 à 3 000 personnes s'étaient rassemblées dans le centre de Marseille, où quelques incidents ont également éclaté. « *Certains jeunes mêlés à la foule des supporteurs enthousiastes ont commis des dégradations, notamment de véhicules* », a indiqué un porte-parole de la police. Plusieurs de ces jeunes – dont le nombre n'a pas été évalué – ont été interpellés.

E. B. (avec AFP)

Parme l'inconstante sur le chemin de Marseille

QUELLE ÉQUIPE de Parme rencontrera l'Olympique de Marseille, le 12 mai, à Moscou, en finale de la Coupe de l'UEFA : l'irrésistible armada qui, il y a un mois, étrillait son adversaire, ou le bataillon souffreteux qui traîne aujourd'hui sur le terrain un football apathique tant la formation des deux champions du monde Lilian Thuram et Alain Boghossian aura manqué de constance cette saison ? La petite victoire de Parme face à l'Atletico Madrid (2-1), mardi 20 avril, lors de la demi-finale retour de la Coupe de l'UEFA, ne saurait fournir de réponse : l'équipe espagnole, déjà battue à l'aller (1-3) sur son terrain, est en pleine déconfiture. La rencontre fut terne et les trois buts inscrits (Abel Balbo, 35e, Enrico Chiesa, 84e pour Parme ; Roberto, 63e pour Madrid) ont à peine réchauffé l'ambiance compassée du stade Ennio-Tardini.

IRRÉGULARITÉ CHRONIQUE

Annoncé comme un favori du championnat d'Italie, Parme a perdu le titre en raison de cette irrégularité chronique. Alors qu'elle était en tête du classement et offrait un jeu de qualité, l'équipe s'est délitée ce dernier mois. Elle occupe aujourd'hui la quatrième place d'une compétition que le club désespère de remporter un jour. La finale de la Coupe de l'UEFA, comme souvent en Italie, n'apparaît donc que comme un maigre lot de consolation. Si Marseille parvient à ce stade pour la troisième fois de la décennie, Parme s'y hisse pour la quatrième fois dans la même période. Le club a déjà gagné une Coupe de l'UEFA en 1995 et une Coupe des coupes en 1993.

Parme est pourtant une équipe dédiée au succès. Elle doit sa prospérité, en partie artificielle, à Parmalat, l'énorme groupe agroalimentaire dirigé par Calisto Tanzi. La firme a racheté le club, alors en deuxième division, au début des années 90, et l'a conduit immédiatement au sommet du football transalpin. Mais la petite ville quiète est toujours restée un cran au-dessous de Rome, Milan ou Turin, et les achats somptuaires de joueurs n'ont jamais pu compenser cette absence de passion. Parme reste un club familial à bien des points de vue : il est actuellement dirigé par Stefano, le fils de Calisto, qui est, à vingt-huit ans, le plus jeune président de la première division italienne.

En fait, Parme n'aura déclenché les passions transalpines qu'une seule fois, à son corps défendant. Au début de la saison, lors d'une perquisition chez le médecin de l'équipe, la justice avait découvert des fiches médicales de joueurs qui laissaient envisager un dopage organisé. Mais le juge Giovanni Spinosa, de Bologne, a très récemment levé ces investigations, estimant les éléments en sa possession insuffisants.

Parmalat, le moteur de Parme, a multiplié les investissements dans le football ces dernières années. L'entreprise possède de nombreux clubs. En 1996, elle s'était d'ailleurs intéressée à l'OM, allant jusqu'à sponsoriser l'équipe. Mais sa tentative d'entrer dans le capital avait tourné court.

Benoît Hopkin

TROIS QUESTIONS À...

LAURENT BLANC

1 Malgré votre expérience de libero de l'équipe de France et de l'Olympique de Marseille, avez-vous eu peur quand l'arbitre allemand, Markus Merk, vous a demandé de retirer le penalty à quelques instants de la fin du match ?

Franchement, non, sinon je ne me serais pas présenté pour le retirer. Il n'y a rien de pire que la peur, car elle empêche de se concentrer et peut faire perdre à un joueur, si expérimenté soit-il, tous ses repères. Dans un moment aussi crucial, il faut faire le vide dans sa tête et ne pas se laisser impressionner par l'ambiance ou l'importance de la frappe.

2 Pensez-vous que l'OM pourra concilier le championnat de France avec cette finale de Coupe de l'UEFA ou faudra-t-il privilégier l'une des deux épreuves ?

Il ne reste que cinq journées de championnat, et nous sommes en tête du classement. Il serait absurde d'offrir le titre à Bordeaux. Je suis persuadé qu'en jouant à fond nos chances dans le championnat nous préparerons au mieux la finale de Coupe de l'UEFA. Chez nous, personne n'est blasé. On fait ce métier pour vivre des sommets. A trente-trois ans, j'en ai déjà connu avec la Coupe du monde et un doublé Coupe-championnat avec Auxerre, mais j'espère que mon palmarès n'est pas clos.

3 Croyez-vous que Marseille puisse gagner la finale de la Coupe de l'UEFA malgré la suspension de William Gallas, Peter Luccin et Fabrizio Ravanelli ?

J'ai une pensée pour mes trois coéquipiers, en particulier pour Fabrizio Ravanelli, car les deux autres, qui sont encore jeunes, ont plus de chances de rejouer une finale. Je peux ressentir leur déception pour avoir manqué la finale de la Coupe du monde après mon exclusion face à la Croatie. C'est très dur à vivre. Malgré ces trois suspensions, nous avons nos chances à condition de livrer un meilleur match qu'à Bologne, où nous avons eu du mal à entrer dans le match et à retrouver une cohésion de jeu. Sur un match, la décision se fera sur un coup de dés. Contre une équipe aussi complète que Parme, la moindre erreur peut nous être fatale.

Propos recueillis par Elie Barth

هكذا من الأصل

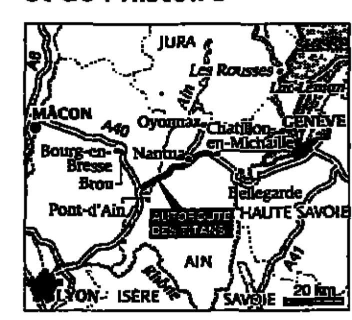
Les Titans de Nantua

D'ouvrages d'art en œuvres d'art, le tronçon de l'autoroute A 40 qui surplombe les cluses de l'Ain ouvre des portes sur les saveurs de la table, du paysage et de l'histoire

NANTUA
de notre envoyé spécial

Sapinières noires accrochées dru, vertigineusement, aux falaises ; miroirs lacustres bleu glacier ; crêtes tantôt neigeuses tantôt moussues ; pas un toit ni un pylône, l'horizon est digne de la *« forêt gauloise »* qu'aimait de Gaulle. Nous sommes aux abords de la cluse de Nantua, taillée profond dans l'arc jurassien. Le balcon suspendu dans les airs d'où on peut embrasser en sa plénitude ce panorama immémorial est un simple tronçon d'autoroute, entre Lyon et Genève. Là se succèdent, sur 23 kilomètres, dix-huit ouvrages dont neuf viaducs reposant parfois sur des piles de près de 100 mètres de haut et pouvant s'étirer sur 2 kilomètres et trois tunnels, parmi lesquels le plus long souterrain autoroutier de France (3 300 mètres), sans compter des milliers de mètres cubes de murs de soutènement cyclopéens.

Ici, le kilomètre de voie a pu coûter jusqu'à 5 milliards de francs (762 millions d'euros), sans doute un record mondial pour une autoroute extra-urbaine. En plaine, le kilomètre autoroutier revient à environ 300 millions de francs (45,7 millions d'euros). Ces coûteux ouvrages d'art sont aussi, et pas seulement par leur prix, des œuvres d'art. Leurs formes hardies, élancées, sont d'autant plus capables de faire aimer une autoroute, même à l'inconditionnel des chemins vicinaux, qu'au lieu de défigurer la nature ces jambages, ces arches, ces acrobaties de béton



et goudron l'ont au contraire magnifiée et mise à la portée de tous. Le spectacle arracha ce cri au président Mitterrand : *« Mais c'est l'autoroute des Titans ! »* Le nom est resté, administrativement, à la partie de l'A 40 (Mâcon-Bellegarde) reliant Pont-d'Ain à Châtillon-en-Michaille (45 kilomètres).

Malgré son succès auprès du public – 20 000 véhicules par jour, et sans ralentissements, car la capacité de la voie est de près du double –, l'autoroute des Titans souffre d'un déficit d'image, beaucoup de ses utilisateurs ignorant qu'elle irrigue des terroirs bourrés de saveurs pour l'esprit et le palais. Jean-Antoine Winghart, lorsqu'il présida la compagnie Paris-Rhin-Rhône, se soucia pourtant d'accroître le lustre de l'itinéraire, convoquant même, aux côtés des six géants éponymes, Jason et ses compagnons, dont l'ombre planerait sur *« ces enjambements audacieux et ces dentelles de béton »*.

LA GLOIRE PAR LA SAUCE

Le périple des Argonautes, venus de l'Orient grec et dont la croyance antique place le retour vers la Méditerranée *via* le Léman et le Rhône, avait déjà inspiré aux ducs de Bourgogne l'ordre de la Toison d'or que Napoléon plus tard essaya de récupérer et qui à présent dépend de l'archiduc Otto de Habsbourg et du roi d'Espagne. L'autoroute des Titans permet une plongée grand écran sur une histoire et une réalité locales chatoyantes.

Quel dépaysement de quitter un moment l'hypervitesse autoroutière, de s'enfoncer dans la supertranquillité verte de Nantua, trois mille âmes naïves au bord d'un lac ! Un lac sérieux auquel on doit une sauce universelle, dite « Nantua », à base d'écrevisses attrapées en été, et dont on mouille les quenelles de brochet. Un plat à la fois consistant et délicat dont vinrent se régaler à l'Hôtel de France aussi bien Elizabeth Taylor que l'Agha Khan, à l'époque héroïque où les Titans n'avaient pas encore délivré Nantua de ses embarras automobiles.

Calvin, déjà, depuis Genève, n'avait pas manqué de maudire ces *« catholards »* nantuatiens attachés tout autant au pape qu'à leur voluptueuse cuisine. Cependant la gourmandise ne copina point ici avec la mollesse : autour de l'abbatiale romane Saint-Michel tournent les âmes des résistants au calvinisme, au césarisme (l'élu Jean-Baptiste Baudin, qui mourut *« pour 25 francs »* sur une barricade à Paris en 1851, était natif de Nantua) et au nazisme. A l'intérieur de la nef, comme en écho à ces martyrs le plus souvent anonymes, est exposé *Le Supplice de saint Sébastien* vu par Delacroix avec un magnificent rouge nacarat. Un chef-d'œuvre digne du Louvre, qui vaut à lui seul d'abandonner un instant la *via Titanica*.

TRIPLE MALHEUR

C'est notre fin de millénaire et le prochain siècle qui, un peu plus loin, brillent de tout leur éclat industriel, à notre portée encore grâce à une courte bretelle connue sous l'appellation franco-américaine d'*« autoroute de la Plastics Vallee »*. Elle nous dépose à Oyonnax, hier capitale française du peigne (le musée sur ce thème vaut son pesant de galalithe), aujourd'hui métropole continentale de la plasturgie, régnant sur 1 200 entreprises répandues jusqu'à 50 kilomètres alentour.

Ce foyer de l'innovation technique est également, comme par contraste, la porte sud du parc naturel jurassien. Un autre embranchement des Titans nous emmène à Bourg-en-Bresse, succulent pendant de Nantua avec au menu la seule volaille ayant jamais mérité une appellation d'origine contrôlée. Le ventre calé, l'esprit peut se déployer dans l'église-monastère-musée de Brou, où les mornes toits de tuile monochromes du XVIII[e] siècle viennent enfin d'être remplacés par la quadrichromie médiévale d'origine, avec dessins géométriques à la bourguignonne.

L'édifice entier, à l'extérieur, en est transfiguré. L'intérieur, lui, Dieu merci, n'a pas changé depuis que Marguerite d'Autriche-Bourgogne (1480-1530), régente des Pays-Bas, marraine de Charles Quint, y déchaîna, à coups de millions de ducats et d'artistes travaillant sans relâche, la flamboyance finale du gothique ; la donatrice hurlait ainsi son amour désormais sans objet, sa sensualité désertée par Philibert le Beau, duc de Savoie et d'Aoste, vicaire du Saint-Empire romain germanique, mort d'une pleurésie galopante à vingt-quatre ans à Pont-d'Ain, la laissant veuve au même âge alors qu'elle avait déjà été reine de France, répudiée par Charles VIII et veuve de l'infant héritier de Castille-Aragon.

Insensible à ce triple malheur sobrement raconté par la victime dans *Discours sur ma vie et mes infortunes*, André Gide, ne laissant agir ici que la facette artiste de l'œil, nota dans son *Journal*, en août 1926 : *« Eglise de Brou. Surcharge : luxe inutile et cosmopolite. Art acheté, importé, venu de loin. (...) Art-parure. Rien de moins chrétien, de moins spirituel que l'ornementation de Brou ! »* L'écrivain a sans doute raison, mais en même temps cette inspiration profane, échevelée, paneuropéenne, fait de Brou, que la pauvre Marguerite ne vit pas terminé, la plus corsée des échappées offertes par les Titans.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Le lac de Nantua (ci-dessus) offre son opalescence verte, ses randonnées dans les bois alentour et ses spécialités culinaires narguant les régimes. L'Hôtel de France (ci-contre) est un des établissements nantuatiens garants des usages et du décor de l'hôtellerie bourgeoise. Sous les jambes élégantes de l'autoroute des Titans (page de droite), l'expression « promenade en voiture » retrouve tout son sens. A Pont-d'Ain, la façade cinq fois centenaire (vignette page de droite) derrière laquelle Philibert le Beau de Savoie abrita sa passion pour Marguerite de Habsbourg.

PHOTOS PH. SCHULLER/EDITING

Les maquisards du Bugey

Moins connus que ceux du Vercors, les résistants de l'Ain n'en donnèrent pas moins du fil à retordre aux soldats de la Wehrmacht. A Nantua, subsiste la maison où le général Delestraint (mort à Dachau en 1945), chef de l'Armée secrète, organisa les maquis de l'Ain. Dans le massif fait de cluses, cols et caches, au sud de Nantua, entre les cours du Rhône et de l'Ain, quelques centaines de gars tinrent tête à 9 000 Allemands. En 1944, en camion, à skis ou par avion, ils tentèrent de déloger les résistants du Bugey et du Valromey, mais les maquisards se dispersèrent sur les sommets. La résistance à l'envahisseur est ici une tradition que les historiens André Berthier et André Wartelle rattachent aux combats gallo-romains de Chaux-des-Crotenay et Syam. Cette école veut qu'Alésia soit située non pas en Côte-d'Or mais dans le Jura, sur l'acropole naturelle dominant le haut cours de l'Ain.

★ Lire : *Historia* (n° 627, mars 1999). Voir : Musée d'histoire de la Résistance, à Nantua, tél. : 04-74-75-07-50.

Un hôtel à Valparaiso



Lorsqu'on arrive à Valparaiso, la première chose à laquelle on pense, c'est de voir le Pacifique et d'admirer la baie à laquelle tous les navigateurs ont rêvé autrefois et rêvent encore *aujourd'hui. Escale mythique, en effet* : la première après le passage redouté du cap Horn. Mais la chose est loin d'être évidente. Dans le dédale des rues et des collines, il y a les maisons « avec vue » et les maisons « sans vue ». Et, parmi les quelques hôtels que comptent la ville chilienne, la plupart se rangent plutôt dans la catégorie des « sans ». Il est vrai aussi que, depuis longtemps, le centre de la vie touristique se situe de l'autre côté de la baie, à Vina del Mar, ville de villégiature des habitants de Santiago. Rien de très séduisant, en revanche, pour ceux qui ne veulent ni bronzer à tout prix sur la plage ni tenter leur chance sur les tapis verts des casinos locaux mais préfèrent l'atmosphère des bars à marins ou le silence qui enveloppe les rues en pente de la vraie ville. Restait à ces derniers à trouver le lieu idéal où poser ses bagages.

Pour les amoureux de Valparaiso, l'Hôtel Brighton a ouvert ses portes il y a presque un an. Témoin d'un passé révolu, cette maison, en bois peint, de style victorien, a été entièrement rénovée par l'architecte Nelson Morgado, son propriétaire, de retour au pays après douze ans d'exil en Espagne. A la manière des *bed and breakfast*, elle offre six chambres simples et coquettes « avec vue » ainsi qu'une terrasse éminemment romantique d'où l'on jouit d'une belle vue sur le Pacifique. On accède à l'Hôtel Brighton à pied ou en empruntant l'ascenseur de Cero Conception, un des plus vieux de Valparaiso.

de notre envoyée spéciale, Anne Proenza

★ Hôtel Brighton. Pasaje Atkinson, 151-153, Cero Concepcion Valparaiso, tél./fax : 00-(56-32)-223-51-13 ; de 200 à 500 F (30 à 76 €) la chambre, petit déjeuner compris.

Carnet de route

● **Route.** Construite de 1979 à 1995, l'autoroute des Titans (45 km, péage : 31 F, 4,7 €) est une partie de la voie A 40 que gère la société Paris-Rhin-Rhône.

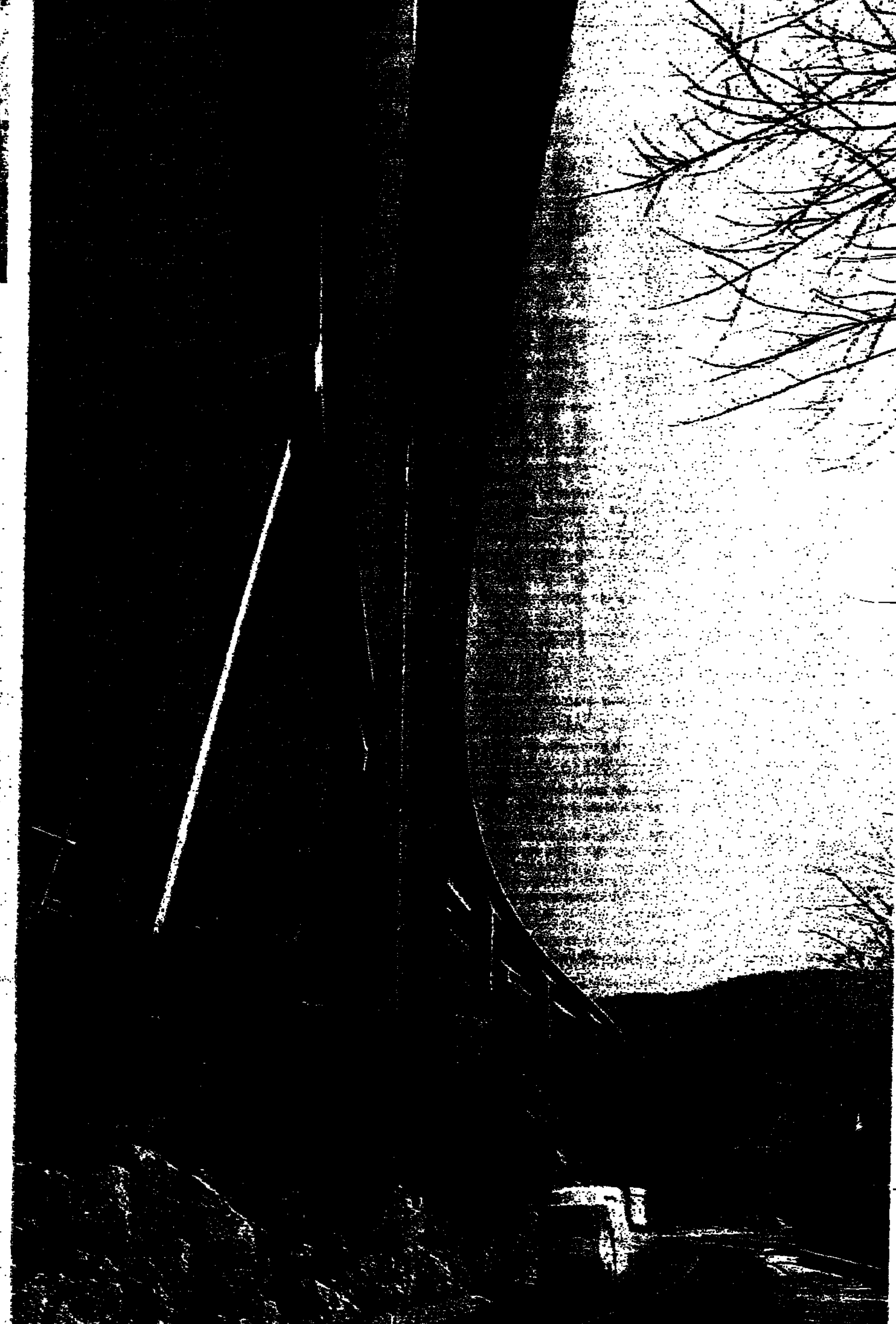
● **Etapes.** Hôtel-restaurant de France, 44, rue Mercier, 01130 Nantua, tél. : 04-74-75-00-55. Spécialités : quenelles de brochet sauce Nantua et gratin d'écrevisses. Menu à 130 F (19,8 €) ; chambres à 285 F (43,4 €) ; garage.
Brasserie Le Français, 4, avenue Alsace-Lorraine, 01000 Bourg-en-Bresse, tél. : 04-74-22-55-14. Un cadre centenaire et de fameux poulets bressans. Menu à 130 F (19,8 €).
Hôtel du Prieuré, 49, boulevard de Brou, Bourg, tél. : 04-74-22-44-60. Chambres à 350 F (53,4 €) ; garage. Ces trois maisons ont chacune trois étoiles.

● **Sites.** Musée de l'autoroute des Titans à Sylans, accessible seulement en venant de Pont-d'Ain, entrée gratuite ; le lac et l'abbatiale à Nantua ; la nécropole habsbourgeoise de Brou ; le parc naturel régional du Jura, par Oyonnax.

● **Lectures.** *Bourg-en-Bresse et ses environs*, guide illustré 1999, éditions Musnier-Gilbert, Bourg-en-Bresse. *Le Monastère de Brou*, de M.-F. Poiret, CNRS. Guide [illegible] *peintres* [illegible] collectif illustré, coédition Amis de Brou et Musée de Brou.

● **Communication.** Infos routières et culturelles régionales vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur 107.7, radio FM captée sur 85 % du réseau Paris-Rhin-Rhône, lequel offre quatre fois par an aux péages le périodique *L'Autoroute des vacances*, axé sur les distractions le long de ses 1 700 km de voies.

● **Renseignements.** Offices du tourisme : à Bourg, tél. : 04-74-22-49-40 ; à Brou, tél. : 04-74-23-06-28 ; à Nantua, tél. : 04-74-75-00-05. Festival international de musique du Bugey (26 juillet-15 août), tél./fax : 04-74-75-24-94.



A tous prix

■ **1 990 F (303 €) : une randonnée sur le chemin des douaniers** proposée par le comité départemental des Côtes-d'Armor pour découvrir, du 10 au 14 mai, le Trégor et sa célèbre côte de granit rose, au départ de Lannion, via Trébeurden et Trégastel, jusqu'à Perros-Guirec. Ce prix, par personne, comprend l'hébergement en hôtels deux étoiles (supplément chambre individuelle : 450 F, 69 €), la pension complète, le portage des bagages, l'accompagnement, les visites, l'assurance et une documentation sur la région. A ajouter, l'option licence (73 F, 11 €) de la Fédération française de randonnée pédestre. Renseignements au 02-96-62-72-15.

■ **2 580 F (393 €) : une mini-croisière de quatre jours en Méditerranée à bord** du *Star-Clipper*, un voilier à l'ancienne, qui, du 26 au 29 mai, appareillera de Cannes pour cingler vers Calvi en Corse et Portofino en Italie. Le prix, par personne, pour trois nuits et en pension complète, oscille de 2 580 à 3 900 F (393 à 594 €) selon le type de cabine. Ne sont pas compris l'acheminement au port d'embarquement, les boissons et les taxes portuaires (345 F, 53 €). De son côté, le *Star-Flyer*, son *sistership*, effectuera du 25 au 29 mai une croisière de quatre nuits au départ d'Athènes avec escales à Mykonos, Bodrum et Santorin. Prix entre 3 795 et 6 439 F (578 et 982 €). Renseignements au 01-39-21-10-98.

■ **7 102 F (1 083 €) : le Festival des musiques sacrées du monde, à Fès,** du 29 mai au 5 juin. Accueil Maroc (agences de voyages) propose des forfaits hôteliers de deux, trois, cinq ou huit nuits incluant concerts et transferts. De 885 à 1 900 F (135 à 290 €) par personne, selon l'hôtel, pour deux nuits en chambre double et petits déjeuners. Tarif spécial d'Air Maroc : 1 980 F (302 €) A/R, hors taxes. Des circuits en autocar associent la découverte des villes impériales et la participation au Festival dont un dix jours/neuf nuits du 1er au 10 juin avec cinq jours à Fès : 7 102 F (1 083 €) par personne en chambre double, de Paris. Consulter également Africatours (agences) qui, en juin, propose une semaine au luxueux palais Jamaï pour 7 390 F (1 127 €) en chambre double, de Paris et *Le Monde* en direct (tél. : 01-55-07-97-97), un séjour de trois nuits pour 3 280 F (500 €).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Vacances à thème pour les enfants

Des séjours pour découvrir de nouvelles activités ou cultiver une passion dès le plus jeune âge

MUSIQUE, danse, théâtre, cirque, astronomie... des enfants et des adolescents, et bien souvent leurs parents, privilégient les activités artistiques ou scientifiques pendant les vacances. Des spécialistes proposent des séjours destinés aux artistes et scientifiques en culottes courtes tandis que les chantiers du patrimoine et de l'environnement connaissent un certain engouement.

MUSIQUE

A l'heure où enfants et adolescents, casque sur les oreilles, placent la musique en tête de leurs loisirs, les séjours qui lui sont consacrés n'occupent qu'une faible place dans les brochures. Raison de plus pour privilégier les programmes concoctés par la Fnacem (tél. : 01-43-58-98-50) et Vacances musicales sans frontières (tél. : 01-43-45-31-32), deux organismes qui s'adressent aux enfants, dès l'âge de quatre ans.

Si le premier affiche une offre plutôt « académique » associant des séjours pour débutants (quelques heures de pratique quotidienne) à de véritables stages (piano, harpe, guitare, théâtre, danse moderne, etc.) pour initiés, le second propose des séjours plus informels. A l'honneur, instruments exotiques (comme le djembé) et genres musicaux plus à la mode (la techno, le rock), mais aussi, simplement, la chanson, sur les terres de Francis Cabrel, à Astaffort (Lot-et-Garonne). Egalement au programme, des séjours hors de l'Hexagone, prétexte à rencontres avec de jeunes musiciens étrangers. La danse et le théâtre complètent l'offre de ces deux spécialistes aux prix similaires. Comptez, par exemple, 5 000 F (762 €) pour quinze jours de théâtre et de pantomime (12-16 ans) à Sarlat, avec la Fnacem et 7 000 F (1 067 €) pour vingt et un jours dédiés à la musique, au théâtre et à la plage, sur la côte adriatique italienne, avec Vacances musicales sans frontières.

CIRQUE ET FESTIVALS

Proposée par la plupart des organismes de vacances, l'initiation au cirque, dont le succès auprès des jeunes se confirme d'année en année, reste la grande spécialité du village de Nexon, dans le Limousin, dont les stages internationaux des arts du cirque (tél. : 05-55-58-34-71), sous la direction de Pierre Etaix, sont une référence. Avec ou sans hébergement, ils s'adressent à des passionnés (il faut avoir au moins sept ans) qui ne craignent pas des programmes intensifs où se succèdent acrobatie, jonglage, magie, trapèze et voltige à cheval. Comptez 3 000 F (457 €) pour le stage seul et 1 500 F (228 €) de plus pour l'hébergement.

D'autres organismes émaillent leur programmation de séjours artistiques originaux, notamment dans des villes réputées pour leurs festivals. Tel est le cas de Temps Jeunes (tél. : 04-72-661-661), qui inscrit les Francofolies de La Rochelle en tête des séjours « vedettes » proposés aux adolescents (4 000 F environ, 610 €, les dix jours), des Fauvettes (tél. : 01-48-03-88-50), dont le séjour organisé à l'occasion du Festival d'Avignon est un « must » (6 100 F, 930 €, les vingt jours) ou de Léo-Lagrange Jeunes (tél. : 01-48-10-65-85) avec le Festival de spectacles de rue, à Uzeste (5 000 F environ, 762 €, pour treize jours). Attention, ces séjours, très convoités, exigent qu'on les réserve longtemps à l'avance. A défaut, les graines d'artistes se contenteront de thèmes plus traditionnels programmés par ces organismes (cinéma, rock, danses africaines, confection de CD musicaux) voire de l'original séjour de création tous azimuts, proposé par Léo-Lagrange.

ASTRONOMIE

Egalement de plus en plus populaires auprès des jeunes, les disciplines scientifiques telles que la robotique, l'informatique, les micro-fusées, la préhistoire, l'archéologie, la géologie et, surtout, l'astronomie. Exclusivité presque française, l'exploration des étoiles inspire particulièrement le spécialiste des vacances scientifiques qu'est l'Association nationale des séjours sciences et techniques pour la jeunesse (ANSTJ, tél. : 01-69-02-76-16), qui bénéficie notamment du concours du Palais de la découverte, de la Cité des sciences, de l'Agence nationale de valorisation de la recherche et de quelque 500 clubs spécialisés dispersés dans toute la France. Au menu, des formules intensives destinées à de jeunes amateurs motivés. Comptez environ 6 000 F (915 €) pour vingt jours d'astronomie dans le parc national de Lorraine, avec, là comme ailleurs, en perspective, l'exceptionnelle attraction constituée par la dernière éclipse totale du soleil du siècle, le 11 août.

Autre lieu voué à l'observation « intimiste » (la capacité d'accueil y est limitée), la Ferme des étoiles (tél. : 05-62-06-09-76), dans le Gers, dont les stages d'une semaine s'adressent aux jeunes (dès huit ans) mais aussi aux adultes : comptez 2 600 F (396 €) sans l'acheminement. Quant aux Petits Débrouillards (tél. : 01-40-05-57-57), ils s'appuient sur un réseau de 100 clubs répartis sur l'ensemble du territoire et qui conçoivent des séjours pleins d'imagination à l'instar des Centres permanents d'éducation à l'environnement (tél. : 01-44-61-75-35) qui, dans leur brochure Sepia-Jeunes, proposent des stages d'observation du ciel ou de découverte de la nature sérieusement organisés et encadrés. Comptez environ 2 000 F la semaine (305 €), hors transport, pour un stage de géologie, en Isère.

CHANTIERS

Les chantiers de jeunes, issus des mouvements d'éducation populaire et ouverts aux plus de dix-huit ans (à l'exception de sept d'entre eux accessibles aux adolescents), proposent, depuis plus de quatre-vingts ans, des vacances actives originales et fort peu onéreuses : comptez de 60 à 150 F par jour (9 à 23 €) auxquels s'ajoutent l'adhésion (150 F, 23 €, en moyenne), les droits d'inscription (500 F, 76 €, environ) et le transport.

Des chantiers qui, aujourd'hui, bénéficient d'un incontestable regain de popularité. Consacrés à la préservation et à la restauration de l'environnement ou du patrimoine, en France et à l'étranger, ils imposent quatre à six heures de travail quotidien à des jeunes qui, en contrepartie, sont hébergés et nourris, et peuvent accéder, dans une ambiance conviviale et souvent cosmopolite, à de multiples activités ainsi qu'aux divers ateliers animés par des spécialistes.

Parmi les organismes impliqués, citons Cham (tél. : 01-43-35-15-51), le Club du Vieux Manoir (tél. : 01-45-08-80-40), Concordia (tél. : 01-45-23-00-23), Jeunesse et Reconstruction (tél. : 01-47-70-15-88), Rempart (tél. : 01-42-71-96-55), Solidarité Jeunesses (tél. : 01-48-00-09-05) et l'Unarec (tél. : 01-45-38-96-26).

Josette Sicsic

Week-end « royal » à Brighton

ANGLETERRE
LONDRES
SUSSEX
KENT
Folkestone
Tenterden
Cuckfield
Rye
Calais
BRIGHTON
La Manche
FRANCE

Vous prenez un petit port de pêche, au sud-est de l'Angleterre. Vous faites cautionner par un docteur les qualités thérapeutiques de l'eau de mer. De quoi séduire le gratin londonien qui afflue dans le sillage du dissolu duc de Cumberland et son neveu, le prince de Galles, qui, avec la bénédiction de ses médecins, y débarque en 1783, à l'âge de vingt et un ans. Il s'entiche de l'endroit et y fait construire un premier « Pavillon » néoclassique. Et c'est ainsi qu'en 1800, Brighton devient *« l'une des villes les plus à la mode du royaume »*.

Après les faveurs de celui qui, sous le nom de George IV, régnera sur la Grande-Bretagne de 1820 à 1830, Brighton bénéficiera, dans les années 1840, de l'arrivée du chemin de fer qui modifiera l'image de ce *« London-by-the-sea »*. Au décor aristocratique (élégantes demeures georgiennes, régences et victoriennes) s'ajoutera un décor plus populaire à l'image du front de mer et de ses deux jetées (le Palace Pier, très animé, et le West Pier, aujourd'hui fermé) caractéristiques des stations balnéaires anglaises.

C'est dans cette ambiance de fête foraine baignée d'une odeur de *fish n'chips* que se dresse, incongrue, la silhouette du Royal Pavilion, ultime avatar des caprices d'un prince excentrique. Construite entre 1815 et 1823 par John Nash, cette « folie » orientale surprend le visiteur qui, après avoir traversé le Kent et le Sussex (ces bien nommés « jardins de l'Angleterre »), se retrouve soudain devant les dômes et les minarets d'un palais moghol assez pâlichon dont les façades ouvragées cachent la quintessence de ce qu'on aurait envie d'appeler un esthétisme jubilatoire.

Reflets de l'engouement de l'époque pour l'art oriental, les pièces de ce palais (au demeurant modeste), rivalisent d'extravagance sans jamais sombrer dans le mauvais goût. Tout y est grâce et légèreté. Y compris le lustre de cristal d'une tonne qui, soutenu par un dragon ailé, éclaire une salle des banquets toute en chinoiseries. Autour de la table, somptueusement décorée, une trentaine de convives dégustaient la soixantaine de plats concoctés dans une spacieuse cuisine dont l'élégance participe au festin esthétique qui, partout ici, ravit l'œil et l'esprit. A l'instar de la salle de musique, bonbonnière rouge où serpents et dragons se contorsionnent sous un dôme doré.

Miroir d'une époque, ce décor exubérant reflète aussi la personnalité du maître de maison et de son appétit de vivre, dont témoigne un embonpoint hors du commun. Magie d'un lieu « habité » où, au fil de la visite, s'esquisse, touche après touche, le portrait d'un souverain mélomane et épicurien qui aimait et savait recevoir. Après son décès, le Pavillon sera utilisé comme résidence royale par Guillaume IV puis par la reine Victoria. Mais elle n'appréciait guère cet *« endroit étrange et bizarre »* et le vendit à la ville en 1850.

Un lieu et une ville qui, à eux seuls, justifie une escapade anglaise qui, dans la foulée, permet de découvrir les boutiques de Tenterden, les jardins de Groombridge Place (ceux de *Meurtre dans un jardin anglais*) et de s'arrêter à Rye, petite ville médiévale prisée des chineurs et des... fantômes.

de notre envoyé spécial, Patrick Francès

★ **Transports.** En voiture, la navette d'Eurotunnel relie en trente-cinq minutes et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, Coquelles-Calais à Folkestone (à 100 km de Brighton). Nombreuses promotions (tél. : 0801-63-03-04) en réservant à l'avance. Jusqu'au 30 juin, 852 F (130 €) A/R pour le véhicule, quel que soit le nombre de passagers, départ vendredi, samedi ou dimanche, deux nuits sur place. Produits hors taxes jusqu'au 1er juillet.

★ **Hôtels.** A Rye, le Mermaid Inn (tél. : 00-44-1797-223065), une auberge patinée avec deux « must », les chambres 15 et 16. A Brighton, le Royal Albion Hotel (tél. : 00-44-1273-329202), au charme décadent et, à Cuckfield, l'Ockenden Manor (tél. : 00-44-1444-416111).

★ **Festival.** Du 1er au 23 mai, le Brighton International Festival (tél. : 00-44-1273-292950), l'une des plus importantes manifestations culturelles anglaises.

★ **Renseignements.** Pour The Royal Pavilion, au 00-44-1273-290900. A Paris, la Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins 75009 (tél. : 01-44-51-56-20).

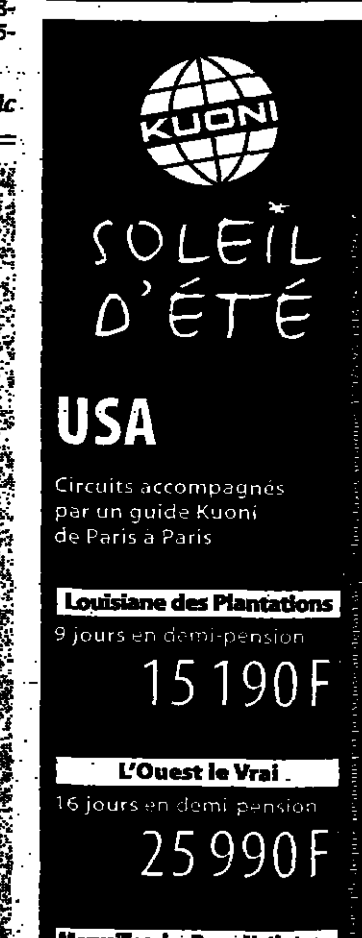
DÉPÊCHES

■ **LE TOURISME À LA FOIRE DE PARIS.** Présenté à la Foire de Paris, du 28 avril au 9 mai, à la porte de Versailles, le Salon du tourisme, qui partagera le hall 4 de Paris Expo avec le Salon des loisirs, réunira une soixantaine d'exposants parmi lesquels offices de tourisme (à l'honneur, cette année, le Maroc), régions, voyagistes, agences, spécialistes de l'hébergement, des transports, des loisirs culturels, des croisières fluviales, etc. Remis gracieusement aux visiteurs, un Guide pratique réalisé par *L'Argus des voyages*. Le salon est ouvert tous les jours de 10 heures à 19 heures, nocturnes jusqu'à 22 heures les vendredi 30 avril et mardi 4 mai. Entrée : 50 F (7,6 €), 25 F (3,8 €) de sept à quatorze ans et pour les nocturnes, de 19 heures à 22 heures. Renseignements au 08-36-69-50-00.

■ **CATALOGUE.** Deux kilos de brochures pour choisir une villégiature estivale, en France et à l'étranger, dans la dernière édition du *Guide Vacances* édité par le groupe De Particulier à particulier. En vente (30 F, 4,5 €), pour trois mois, chez tous les marchands de journaux et maisons de la presse. Au total, 10 000 locations présentées, en 676 pages, région par région. Un tour de France des disponibilités actuelles : villas, appartements, gîtes ruraux, chambres d'hôtes, camping, hôtels et bateaux. En prime, un supplément répertoriant 500 demeures de prestige à louer. A consulter également sur Minitel 3615 PAP, rubrique VAC. Dans les deux cas, pas de réactualisation.

■ **COUNTRY SHOW.** Douzième édition du Salon des sports et des loisirs de la nature, les 7, 8 et 9 mai, de 10 heures à 19 heures, à l'Hippodrome d'Auteuil, à Paris. Pour s'informer sur les activités de plein air (équitation, chasse, pêche, loisirs nautiques, golf) et les métiers qui s'y rattachent. Deux nouveautés : un village dédié à l'art de vivre « country » et un concours de saut d'obstacles. Entrée : 70 F (11 €), gratuite jusqu'à douze ans.

■ **DEGAS EN LOUISIANE.** Dans le cadre du tricentenaire de la Louisiane française, le New Orleans Museum of Art présentera, du 1er mai au 29 août, l'exposition « Degas et la Nouvelle-Orléans : un peintre impressionniste français en Amérique ». Elle rassemblera une trentaine d'œuvres de l'artiste réalisées entre octobre 1872 et mars 1873. Proche du musée, la maison où il résida est ouverte au public et elle offre quelques chambres d'hôtes. Une pièce de théâtre, *An Evening With Edgar Degas*, sera également présentée. Renseignements au 01-44-77-88-05.



Averses et éclaircies

JEUDI, encore une journée alternant périodes ensoleillées et averses, localement orageuses. Toujours proches des normales, les températures avoisineront de 13 à 18 degrés du nord au sud.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Journée variable, partagée entre soleil, nuages, et averses. Près de la Manche, nuages et averses seront plus nombreux qu'ailleurs et les rafales de vent de sud-ouest atteindront de 70 à 80 km/h le matin. On ne dépassera pas 13 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Une alternance de passages nuageux, parfois porteurs d'averses, et d'éclaircies rythmera la journée. Les averses resteront rares le matin, sauf près des côtes. L'après-midi, elles seront plus nombreuses, localement accompagnées d'un coup de tonnerre. Il fera 13 degrés à Lille et 15 degrés à Paris.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Belles éclaircies et averses se succéderont. L'après-midi, les averses pourront tourner localement à l'orage. Il fera de 14 à 16 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – De belles périodes ensoleillées alterneront avec des averses. Près des côtes, elles seront plus nombreuses. On atteindra de 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Nuages, soleil et averses se disputeront cette journée. Dans l'après-midi, les averses se multiplieront et pourront tourner localement à l'orage. Prévoir environ 16 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Malgré la présence de quelques nuages inoffensifs, la matinée sera relativement ensoleillée. L'après-midi, quelques averses ne sont pas exclues. On atteindra de 17 à 20 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	24/30 S	KIEV	8/18 S	VENISE	11/16 N	LE CAIRE	13/25 S
				POINTE-A-PIT.	24/30 S	LISBONNE	13/20 N	VIENNE	9/12 P	MARRAKECH	13/31 S
				ST-DENIS-RÉ.	21/28 S	LIVERPOOL	8/12 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/24 C
				EUROPE		LONDRES	7/15 N	BRASILIA	18/27 S	PRETORIA	15/28 S
				AMSTERDAM	8/12 N	LUXEMBOURG	6/12 C	BUENOS AIR.	13/24 S	RABAT	12/21 S
FRANCE métropole		NANCY	8/14 N	ATHENES	13/23 N	MADRID	7/19 C	CARACAS	24/27 P	TUNIS	17/28 C
AJACCIO	11/18 N	NANTES	8/14 N	BARCELONE	13/20 N	MILAN	9/20 S	CHICAGO	7/10 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	10/17 N	NICE	10/19 N	BELFAST	7/12 N	MOSCOU	4/18 N	LIMA	17/23 S	BANGKOK	26/32 P
BORDEAUX	9/16 N	PARIS	9/15 N	BELGRADE	10/22 N	MUNICH	7/12 N	LOS ANGELES	13/20 S	BOMBAY	23/32 S
BOURGES	9/14 N	PAU	8/16 N	BERLIN	10/15 P	NAPLES	15/22 S	MEXICO	14/27 N	DJAKARTA	26/31 C
BREST	9/13 N	PERPIGNAN	11/18 N	BERNE	5/11 P	OSLO	2/9 C	MONTREAL	3/11 S	DUBAI	22/35 S
CAEN	9/13 N	RENNES	9/14 N	BRUXELLES	8/13 N	PALMA DE M.	12/24 N	NEW YORK	12/16 P	HANOI	25/27 P
CHERBOURG	8/12 N	ST-ETIENNE	8/15 N	BUCAREST	7/19 N	PRAGUE	7/13 P	SAN FRANCIS.	11/18 S	HONGKONG	23/27 N
CLERMONT-F.	10/15 N	STRASBOURG	9/16 N	BUDAPEST	10/14 C	ROME	14/21 S	SANTIAGO/CHI	10/21 C	JERUSALEM	13/23 S
DIJON	7/14 N	TOULOUSE	10/16 N	COPENHAGUE	5/12 P	SEVILLE	13/24 S	TORONTO	6/11 C	NEW DEHLI	23/41 S
GRENOBLE	6/16 N	TOURS	8/14 N	DUBLIN	5/12 N	SOFIA	5/19 C	WASHINGTON	12/30 N	PEKIN	15/26 S
LILLE	8/13 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	7/14 C	ST-PETERSB.	7/17 N	**AFRIQUE**		SEOUL	14/21 N
LIMOGES	8/14 N	CAYENNE	24/30 C	GENEVE	6/14 P	STOCKHOLM	3/12 S	ALGER	14/24 N	SINGAPOUR	27/30 P
LYON	9/16 N	FORT-DE-FR.	25/30 S	HELSINKI	2/9 C	TENERIFE	12/17 N	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	13/17 N
MARSEILLE	10/19 N	NOUMEA	22/26 N	ISTANBUL	11/17 S	VARSOVIE	7/11 P	KINSHASA	22/30 P	TOKYO	13/21 C

Situation le 21 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 23 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CANADA.** D'immenses embouteillages se sont produits à Toronto à la suite de la grève illimitée engagée lundi 19 avril par les employés des transports en commun (bus et métro) de la ville, qui réclament des augmentations de salaires pour les trois prochaines années.

■ **ÉTATS-UNIS.** Dans le cadre d'une exposition baptisée « Titanic : The Experience », le casino Tropicana, situé à Atlantic City, présentera au public, du 29 mai au 7 septembre, de très nombreux objets retrouvés à bord de l'épave du célèbre transatlantique dont, notamment, un immense fragment de la coque du bateau. Il en coûtera 14 dollars pour les adultes et 7 dollars pour les enfants âgés de 5 à 11 ans. A cette occasion un forfait « nuit + repas + exposition » sera proposé du 1er au 30 juin, pour 64,50 dollars.

PRATIQUE

Une mer de corail dans son salon

A UNE ÉPOQUE ou la production de masse favorise souvent les prix bas l'aquariophilie, elle, a conquis une nouvelle clientèle par le haut. Il est vrai que le spectacle offert par un aquarium « récifal », qui reconstitue la faune colorée des mers de corail, est sans commune mesure avec celui d'une vasque classique, à condition de donner au « récif » un cadre à sa mesure.

Les spécialistes, notamment chez Bernard Aquariums (53, boulevard Beaumarchais à Paris, tél. : 01-48-87-86-07), entreprise pionnière de l'eau de mer qui installe et entretient des aquariums depuis plus de quarante ans, préconisent un minimum de 400 litres d'eau, qui nécessite un traitement sérieux pour devenir une mer vraisemblable. Le passage par un osmoseur, la décharge en nitrates (25 mg/l maximum), phosphates et autres silicates incompatibles avec la plupart des invertébrés. L'eau osmosée est vendue environ 1,50 F (0,22 €) le litre, mais il est préférable de relier le circuit de filtration à un osmoseur (1 000 F, 152,44 € environ), qui la traitera en permanence.

Autre solution, l'eau de mer, (3 F, 0,45 €, le litre), récoltée en Norvège, loin des pollutions, et rechargée en sels jusqu'aux teneurs de l'Indo-Pacifique où vivent les organismes les plus colorés. Dernière solution, « l'eau en poudre » est moins chère, les 4 kg de sel nécessaires à reconstituer 120 l coûtant 80 F (12,19 €), mais plus délicate à élaborer ; certains invertébrés exigent une forte charge en calcium ou strontium, pour renforcer leur squelette, par exemple.

Une fois l'équilibre obtenu, à une densité de 1 024, on complète par un écumage qui crée un courant, lui aussi délicat à doser. Le soleil tropical est paradoxalement plus facile à reconstituer avec 2000 K de lumière très blanche, au spectre complété par des tubes bleus actiniques.

La température idéale se situe entre 24 et 27 degrés. Des problèmes apparaissent à partir de 30° ; mais les grosses chaleurs sont d'ordinaire trop brèves pour justifier l'achat d'un groupe refroidisseur (6 000 F, 914,69 €). Si l'aquarium a trouvé un bon équilibre, on passe le cap sans casse, en baissant l'éclairage.

Premiers êtres vivants, les bactéries dégradent en trois à cinq semaines l'ammoniac en nitrites et nitrates. Pour absorber ces derniers, la solution élégante consiste à introduire des algues. Evitons la calamiteuse *Caulerpa taxifolia*, qui, lâchée par des irresponsables, a envahi 80 kilomètres de côtes nord-méditerranéennes. Il en existe deux autres, moins expansionnistes, même si la première s'appelle *Caulerpa prolifera*. L'autre est *Caulerpa mexicana* (100 à 150 F, 15,24 à 22,86 €). A tailler sans hésiter quand elles débordent.

Le cœur de l'aquarium récifal, ce sont les « roches vivantes » (70 F, 10,67 €, le kg). Prélevées dans le milieu marin, elles sont acheminées en vingt-quatre à trente-six heures, acclimatées, épurées de leurs hôtes venimeux ou trop fragiles (éponges) et rincées à l'eau de mer. Ces roches contiennent une multitude de micro-organismes, invisibles pour la plupart mais indispensables.

Au rayon crustacés, mieux vaut éviter les crabes, à l'appétit souvent préjudiciable aux autre pensionnaires. Les crevettes (100 à 250 F, 15,22 à 38,11 €), plus élégantes, posent moins de problèmes. Si une *Hippolismata grabhami* très colorée s'agrippe à un poisson, elle ne le mange pas, elle le déparasite ! Plus voyante avec ses grosses épines, *Stenopus hispidus* apporte une touche de rouge et blanc.

Les poissons sont toujours petits et peu nombreux ici. Le pittoresque *Valenciena strigata* (100 à 150 F, 15,22 à 22,86 €), jaune et blanc, passe son temps à avaler du sable qu'il restitue bien nettoyé (dommage qu'il n'ait pas d'équivalent terrestre !). Les petits chirurgiens jaunes (*Zebrazoma flavescens*, 200 à 300 F, 30,44 à 45,73 €) broutent les algues. Pour le même prix, un *Hepatus* en camaïeu de bleus à queue jaune est uniquement décoratif, contrairement au poisson mandarin, tacheté de couleurs vives, qui gobe les cailloux pour les débarrasser de leurs micro-organismes.

Parmi les coraux « mous », les *Sarcophyton* ressemblent à des champignons bruns ou beiges, à corolle évasée, ondulée, garnie de tentacules non urticants. Les élégantes *Palithoa*, en forme de petites flûtes groupées, se développent au bout de six mois, quand l'eau commence à vieillir. Il est important de séparer ces organismes qui, bien que fixés, se livrent en permanence une lutte à mort à coups de produits toxiques pour leurs petits camarades.

C'est encore plus vrai pour les coraux « durs ». A commencer par le plus « solide », le corail-bulle (*Pleurogira sinosa*), qui a une allure de caillou, à bulles beiges ou blanches munies de petits tentacules. Plus élancé et mobile, le gonopore ou corail-boule lance de longs polypes qui ondulent dans le courant et s'ouvrent à la lumière. On peut citer *Euphyllia fimbriata* ou *E. glorescens* aux polypes plus fins en forme d'anémone.

Les vers tubicoles, notamment les spirographes de plusieurs couleurs, dressent leur tube caractéristique, d'où sort une élégante corolle presque sphérique qui rentre d'un seul coup en cas d'alerte... Enfin, un ou deux bénitiers d'élevage (*Tridacna*) pourront ajouter une touche à la Jules Verne. Si les coraux ont une longévité de trois ans en moyenne, le bénitier offre pour 500 F (76,22 €) l'avantage de pouvoir filtrer l'eau... jusqu'au XXIIe siècle !

Marcel Donzenac

Des aquariums de 400 à 2 000 litres

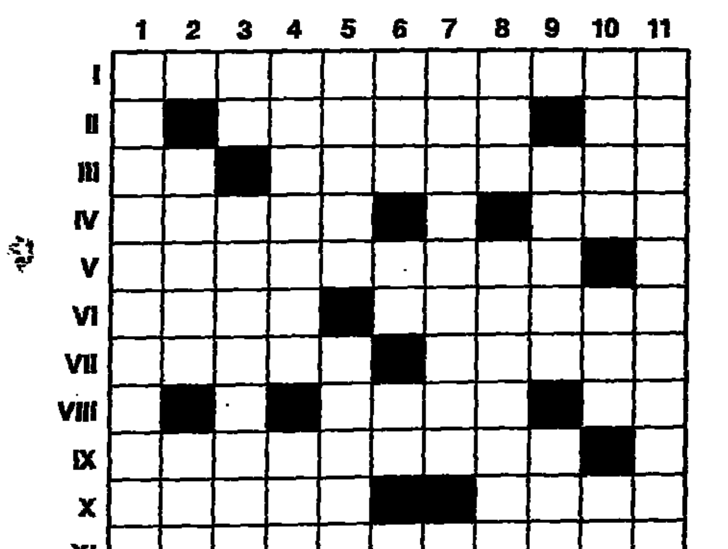
Ces aquariums se sont développés depuis quatre ans grâce aux progrès de l'éclairage et de la filtration (par osmose). A côté des aquariophiles « classiques », un tiers de nouveaux amateurs abordent directement cet aquarium récifal. Un « 400 litres » est envisageable à partir de 15 000 F (2 286,73 €) mais il vaut mieux compter 20 000 F (3 048,98 €) et un volume plus important, gage d'équilibre... Les prix peuvent atteindre 150 000 F (22 867,35 €) pour 2 000 litres et 2 mètres de façade.

L'entretien d'un aquarium récital n'est pas compliqué, si l'installation a été bien faite, à un bon emplacement, et il exige très peu de nourriture (congelée de préférence). Idéalement, le fond (ou le milieu si l'aquarium sépare deux pièces) est tapissé de roches vivantes et d'animaux, répartis selon leur intérêt pour la lumière, le courant... Le peuplement est aussi affaire de spécialiste. Il n'est pas rare de voir, côte à côte, des animaux issus de mers de l'Indo-Pacifique séparées par des milliers de milles !

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99095

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Pesant mais équilibré. – II. Cépage du Midi. Bout de rime. – III. Négation. Très sensible en surface. – IV. Le fond de l'affaire. Efficace par bon vent. – V. Bien traitée. – VI. Fait un travail délicat sur l'œil. Décision qui s'impose. – VII. Typiquement français, mais ça n'a pas de sens. Expression d'un travail pénible. – VIII. Indispensable pour fabriquer un bon gruyère. Expression admirative. – IX. Attachées à leur entreprise. – X. Affrontements pris à revers. Ouverte sur le large, ouvert sur le port. – XI. Montées des eaux quand la glace fond.

VERTICALEMENT

1. Cordes dans le fond des fosses. – 2. Régenta son fils Constantin, avant de s'en débarrasser. Métal blanc. – 3. Manifestation enfantine. Qui nous promènent dans l'espace. – 4. Endurcie. Lettres d'auteur. – 5. La mesure pour ne rien faire. Prit son temps. – 6. Tout retourné. Petite galette, gros stockage. Romains. – 7. Au bout d'un moment, il faut la rendre. – 8. Trois points sur quatre. Avant de passer chevaliers. – 9. Se jette dans le Rhône. Oncle éloigné. – 10. Demi-volée qui marque des points. Marque le doute. Cube. – 11. Lugubres quand elles s'installent.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99094

HORIZONTALEMENT

I. Contreseing. – II. Opération. – III. Néron. Clé. – IV. Tafia. Lueur. – V. Rb. Stress. – VI. Elf. Ratâtes. – VII. Termes. Gens. – VIII. Oisive. Té. – IX. Mule. Bureau. – X. Pré. Bue. Mis. – XI. Sertisseuse.

VERTICALEMENT

1. Contretemps. – 2. Opéable. Ure. – 3. Nerf. Frôler. – 4. Trois. Mie. – 5. Ranatres. Bi. – 6. Et. Rasibus. – 7. Sillet. Vues. – 8. EO. Usager. – 9. Inceste. Emu. – 10. Lu. Entais. – 11. Guérisseuse.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1837

UN HABILE STRATAGÈME

Pour faire chuter un contrat quand on ne voit aucun espoir technique, il ne faut pas toujours désespérer, car un bon stratagème peut quelquefois sauver la situation.

Nord : ♠ V 8 7 ; ♥ A 10 9 ; ♦ V 7 3 ; ♣ R V 7 6
Ouest : ♠ D 10 3 2 ; ♥ D V 3 ; ♦ – ; ♣ A 10 8 5 3 2
Est : ♠ R 9 5 ; ♥ 8 6 5 4 2 ; ♦ A D 5 ; ♣ D 4
Sud : ♠ A 6 4 ; ♥ R 7 ; ♦ R 10 9 8 6 4 2 ; ♣ 9

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♦	passe	1 SA	passe
2 ♦	passe	3 ♦	passe...

Ouest a entamé le 3 de Pique pour le 7 de Nord, le 9 d'Est et l'As de Sud. Ce dernier a aussitôt joué le 9 de Trèfle. Ouest a pris avec l'As et a rejoué Pique. Est a fait le Roi de Pique, puis il a continué Pique pour la Dame d'Ouest. Celui-ci a joué son dernier Pique (le treizième), coupé par le 7 de Carreau du mort. *Grâce à quel stratagème* la défense a-t-elle fait chuter ce contrat de TROIS CARREAUX ?

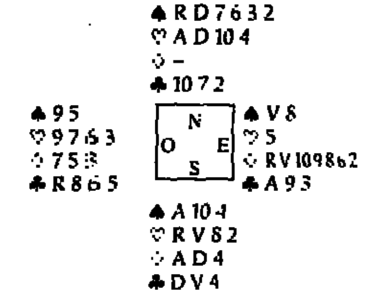
Réponse

Est a trouvé la solution : il *a surcoupé avec... l'As de Carreau* et non avec la Dame ! Mettez-vous maintenant à la place du déclarant. Il n'était pas si facile d'imaginer qu'Est avait la Dame d'atout car, avec l'As et le 5 de Carreau, il aurait évidemment surcoupé avec l'As. Alors, quand Sud a repris la main au mort avec l'As de Cœur, il a tiré le Valet de Carreau pour le 5 d'Est et, bien entendu, *le Roi de Carreau* de sa main ! Et le contrat a chuté car la défense a fait au total : un Trèfle (l'As), deux Piques (Roi et Dame) et deux atouts (As et Dame de Carreau).

On voit que, si Est avait surcoupé le 7 de Carreau avec la Dame, celle-ci aurait été condamnée puisque Sud aurait surcoupé avec le Roi de Carreau.

LE CROCHET

Le crochet est un coup technique très rare qui permet de réussir des contrats qui semblent infaisables. Ce fut le cas pour ce chelem joué au championnat d'Amérique d'hiver, à Orlando.



Nord : ♠ R D 7 6 3 2 ; ♥ A D 10 4 ; ♦ – ; ♣ 10 7 2
Ouest : ♠ 9 5 ; ♥ 9 7 6 3 ; ♦ 7 5 3 ; ♣ R 8 6 5
Est : ♠ V 8 ; ♥ 5 ; ♦ R V 10 9 8 6 2 ; ♣ A 9 3
Sud : ♠ A 10 4 ; ♥ R V 8 2 ; ♦ A D 4 ; ♣ D V 4

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	–	passe	1 SA
passe	2 ♥	3 ♦	3 ♠
passe	6 ♠	passe	6 SA...

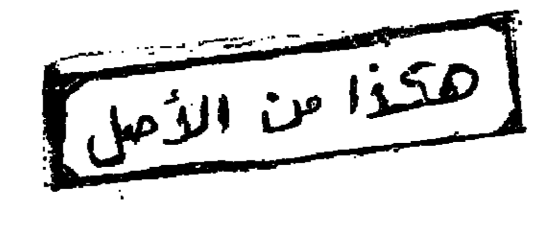
Sud devant avoir As et Dame à Carreau, Ouest a évité d'entamer Carreau et, pour ne rien compromettre, a attaqué Pique. *Comment Sud a-t-il joué* pour gagner ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

« 2 Cœurs » était un Texas promettant au moins cinq Piques. « 3 Piques » sur « 3 Carreaux » garantissait trois cartes à Pique. Le saut à « 6 Piques » était logique si Sud avait une bonne force à Trèfle plutôt qu'à Carreau (comme l'annonce adverse de « 3 Carreaux » pouvait le laisser espérer). Finalement, Sud a rectifié à « 6 SA » à cause du double arrêt à Carreau.

Philippe Brugnon

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26



هكذا من الأصل

CINÉMA **Après le coup de maître de *Minuit dans le jardin du bien et du mal*, Clint Eastwood continue ses aventures cinématographiques avec *Jugé coupable*... ● L'ACTEUR a longtemps souffert de son image d'ange exterminateur dans ses premiers films, qui a pu le faire suspecter de cryptofascisme auprès de la critique. Le réalisateur, en revanche, s'est rapidement attiré ses faveurs, en construisant une œuvre crépusculaire, intimiste et désenchantée. ● « JUGÉ COUPABLE... » met en scène un journaliste alcoolique chargé d'un reportage sur les dernières heures d'un jeune Noir condamné à mort. Eastwood traite son sujet avec une désinvolture extrême en mélangeant humour et pathétique. ● LA CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE programme une intégrale des films de Sergio Leone, grand cinéaste européen qui a révélé Clint Eastwood.**

Clint Eastwood, un fantôme dans le château de l'Amérique

En exhibant le corps vieillissant de ses personnages, les marques indélébiles du temps qui flapissent muscles et visages, l'acteur-réalisateur s'octroie la liberté totale que lui permet une carrière exceptionnelle

CLINT EASTWOOD est un fantôme. Apparue à l'époque de l'agonie du classicisme cinématographique et de ses principaux genres, sa silhouette hante le château kafkaïen de l'Amérique ainsi que sa dépendance hollywoodienne comme un bel ectoplasme à l'expression impassible, à la sensualité de félin et aux muscles d'acier. Sa carte est celle de la revisite. Entre néoclassicisme et modernité, le réalisateur fait du western, du polar, du mélo ou de la chronique intimiste l'objet d'un exercice ambigu de respect et de dénaturation, d'admiration et de destruction, de revitalisation et d'embaumement. Entre *hosanna* et *de profundis* du cinéma de genre, l'acteur se situe sur une ligne d'exacerbation du détachement qui relie Humphrey Bogart à Takeshi Kitano, de la même façon que De Niro rattache, dans le registre de l'hypersensibilité nerveuse, James Cagney à Nicholas Cage. Ici et là, la surenchère déréalise.

Le seul ennui, avec les fantômes, c'est qu'ils ne se laissent pas facilement tirer le portrait. A moins de procéder en deux temps, trois mouvements, au risque de réduire la complexité d'un parcours original qui n'a jamais cessé d'alterner délibérément les casquettes d'acteur et de réalisateur, ainsi que le pire et le meilleur. Le premier temps serait celui de l'acteur et de la formation du personnage. Deux bonnes écoles y pourvoient, celles de Sergio Leone et de Don Siegel. Le premier le révèle, en trois films consécutifs : *Pour une poignée de dollars* (1964), *Et pour quelques dollars de plus* (1965), *Le Bon, la Brute et le Truand* (1966). Clint Eastwood y endosse ses oripeaux poussiéreux d'ange exterminateur dont Siegel va transposer la froide violence dans le cadre urbain du polar avec *L'Inspecteur Harry* (1971). C'est le premier volet d'une série qui vaudra à Eastwood d'incarner, aux yeux d'une grande partie de la critique, le crypto-fascisme américain par excellence.

APPARITION-DISPARITION

Le deuxième temps est celui du metteur en scène et de la rédemption cinéphile qui l'accompagne, notamment en France. Ses trois premiers films, par leur diversité, cassent d'emblée l'image univoque, brute de décoffrage, de l'acteur. Ils l'inscrivent dans un parcours d'auteur qui renouvelle les genres du polar (*Un frisson dans la nuit*, 1971), du western (*L'Homme des hautes plaines*, 1973), et de la chronique intimiste (*Breezy*, 1973). Ce n'est qu'un début. La suite de l'œuvre s'ingéniera à écorner toujours davantage l'image du héros, à la tourner en dérision, à jouer, en bon fantôme et en bon cinéaste, avec le thème de son apparition-disparition. Mais plus son univers s'assombrit, plus l'humanité y resplendit, dans une sorte d'épreuve christique où Clint Eastwood ne craint plus de se montrer faillible, humilié, perdant. *Impitoyable* (1992), western fangeux et trouble, le consacre ainsi comme auteur à part entière, tandis que ses derniers films en date confessent de manière à peine voilée le suprême degré de liberté atteint par celui qui se sait détenteur des *Pleins pouvoirs*, et qui en abuse au risque d'être *Jugé coupable*.

On voit poindre d'ailleurs, chez ceux-là même qui ont contribué à le défendre, un retour de manivelle critique qui le suspecte désormais de jouer non sans paresse sur le velours de sa consécration auteuriste. C'est pour le coup ne pas voir le précipice au bord duquel cette jubilation se met en scène, et qui la rend absolument bouleversante. En exhibant le corps vieillissant de son personnage, les marques indélébiles du temps qui flapissent ses muscles et sillonnent son visage, en nous racontant des histoires où son personnage est de plus en plus tenté par le prosaïque retrait d'une fin de carrière, que fait Clint le stoïque, sinon nous préparer, ainsi que lui-même, à sa propre mort ?

L'anticipation de cette ultime disparition, travaillant le corps même du personnage autant que le cinéma, donne tout son sens à la stature dont s'est doté Eastwood, celle de l'« acteur-réalisateur ». Traversant, des origines à nos jours, toute l'histoire du cinéma, l'acteur-réalisateur relève d'un double effet de signature, celle de la mise en scène et celle du jeu. Sous le signe moderne et trouble de l'autobiographie, et bénéficiant en même temps des vertus populaires de la récurrence, ce cinéma est capable de séduire à la fois les cinéphiles et le grand public. Il est construit sur des constantes qui définissent le personnage, en général sous les auspices de la singularité et de la solitude, quels que puissent être par ailleurs les registres des cinéastes, qu'il s'agisse de Chaplin, Keaton, Tati, Allen, Moretti, Monteiro ou Kitano.



SAM EMERSON/WARNER BROS

Clint Eastwood, réalisateur de « Jugé coupable » et interprète du personnage de Steve Everett.

ENTRE CHIEN ET LOUP

Par son individualisme forcené, son humour amer, sa décontraction souveraine, Eastwood illustre d'autant plus ce détachement du monde que la plupart de ses œuvres, tel *Minuit dans le jardin du bien et du mal* (1998), évoquent des histoires de zombie. A ce titre, les films eastwoodiens de cette dernière décennie sont à son personnage ce que son cinéma est à Hollywood : un crépuscule somptueux. Une histoire entre chien et loup dont on ne saura jamais avec certitude si elle annonce la nuit ou le jour. Car Eastwood, comme tous les grands auteurs, est un peu mythographe, son œuvre tenant quant à elle du phénix. Détruisant pour mieux renaître, ses fins portent d'éternels recommencements. Dans celle du *Bon, la Brute et le Truand*, ne s'éloigne-t-il pas, déjà, vers de futures aventures qui ne sont autres que celles vécues dans les deux précédents films tournés avec Leone ? Cette façon d'avancer à reculons constitue peut-être le secret de son art.

Jacques Mandelbaum

La vérité d'un rite barbare

Jugé coupable. En journaliste alcoolique et adultérin, l'auteur d'« Impitoyable » se joue avec désinvolture des conventions

Film américain de Clint Eastwood. Avec Clint Eastwood, Isaiah Washington, Denis Leary, Diane Venora (2 h06.)

L'œuvre d'Eastwood a atteint, par la fusion de qualités contradictoires (rigueur et bricolage, classicisme et expérimentation légère), une singularité immédiatement reconnaissable à l'intérieur du système hollywoodien. Scénario à suspense, autoportrait ironique, sujet « de société », onirisme discret, tout cela se mélange dans *Jugé coupable*. Eastwood incarne ici Steve Everett, un journaliste sur le retour, installé à Oakland. Alcoolique, coureur de jupon et père lamentable d'une petite fille, il est chargé d'un reportage sur les dernières heures d'un condamné à mort, un jeune Noir accusé d'avoir abattu, au cours d'un hold-up minable, une caissière blanche. Ce projet devient prétexte à une enquête-éclair destinée à rétablir, en quelques heures seulement, la vérité (l'innocence de l'homme) et empêcher l'exécution.

Un tel scénario renvoie à un suspense policier éprouvé. Le héros est engagé dans une course contre la montre au cours de laquelle il devra détruire le scénario de la justice officielle pour lui substituer celui de la vérité. Le récit est construit sur un montage parallèle où les recherches du journaliste alternent avec les ultimes heures du prisonnier rythmées par la dernière entrevue avec sa famille, une visite de son avocat, une rencontre avortée avec un prêtre antipathique. Toute cette construction, convenue au premier abord, devient l'architecture apparente d'une succession de séquences tendues, filmées parfois dans une semi-pénombre par un cinéaste qui mélange en permanence humour (les réparties entre Everett, son patron, incarné par James Wood, et un collègue malveillant dont la femme est la maîtresse d'Everett) et pathétique (le prisonnier et sa famille, la rupture entre Everett et sa femme).

Eastwood s'amuse avec son personnage. Il multiplie les indices d'une déchéance physique et d'une relative déglingue morale. Autre manière de jouer avec une image qu'il s'est plu à confronter, dans le passé, à une vision subtilement documentaire: Eastwood citoyen, Eastwood père de famille furent autant de portraits croqués au hasard des plans dans certains de ses précédents films. Ici, le jeu se complique. En s'attribuant un certain nombre de qualités négatives (pour la morale hollywoodienne en tout cas), comme la pratique de l'adultère ou la consommation intensive de tabac et d'alcool, le cinéaste-acteur joue entre complaisance masochiste et ironie.

SUSPENSE JUSQU'À L'INJECTION LÉTALE

La mise en scène, volonté d'une organisation concrète et mentale du monde, destinée à nier le chaos de la réalité, est le vrai sujet de *Jugé coupable*... Lorsque Everett annonce au condamné qu'il n'a que faire du discours de résignation religieuse que celui-ci énonce comme un rôle appris pour les médias, il s'attaque, en la désignant, à une construction imaginaire de la réalité. A la dignité sans failles exprimée par le prisonnier, il oppose les mauvaises manières d'un personnage discourtois et brutal. Comme le cinéaste, qui se moque tellement des conventions qu'il ne cherche même plus à les cacher.

Au fur et à mesure de la progression du récit, Eastwood manifeste une désinvolture de plus en plus voyante avec les règles surannées du genre. Celles-ci s'exposent désormais sous la forme de grosses ficelles et les coups de théâtre énormes (la découverte du bijou qui innocente le condamné) alimentent une course poursuite qui se prolonge jusqu'à l'absurde, jusqu'au moment où débute l'injection létale. Cette volonté d'étirer jusqu'à l'invraisemblance les efforts de son personnage peut être vue comme le seul moyen de décrire, méticuleusement, la mise en scène qui s'oppose à la sienne : celle de la peine de mort aujourd'hui aux Etats-Unis. Elle est elle-même un dispositif spectaculaire où le condamné est couché au milieu d'une pièce vitrée, autour de laquelle sont rassemblés la famille, les avocats et les juges. Il fallait aller jusqu'au bout du mauvais suspense pour atteindre la vérité du rite barbare.

L'ultime séquence du film semble se dérouler dans un univers proche de Frank Capra. Dans la description caricaturale d'une harmonie retrouvée (nous sommes à Noël dans et devant un magasin de jouets), Eastwood mise sur le rêve. Dans le recours au conditionnel (voilà les choses telles qu'elles auraient pu devenir), Eastwood souligne avec un pessimisme élégant l'ambivalence de son histoire. Les *happy ends*, c'est bon pour ceux qui croient au Père Noël.

Jean-François Rauger.

Sergio Leone, cet Européen cultivé qui « n'aimait pas tellement les westerns »

UNE INTÉGRALE Sergio Leone à la Cinémathèque française, il y a beau temps que l'information ne fait plus sourire. Longtemps que l'auteur de *Et pour quelques dollars de plus* ne passe plus pour le gâte-sauce du « western-spaghetti », terme qualifié par Leone lui-même d'« *un des mots les plus cons que j'aie entendus de ma vie* ». Sergio Leone est désormais reconnu comme un auteur, il n'est pas certain pour autant qu'on ait pris la mesure d'une œuvre qui est la fois une des plus audacieuses de son temps et le symbole d'un changement d'époque.

Sergio Leone est lui-même, comme cinéaste, un héros de western qui aura vécu sur la frontière et tenté d'explorer des territoires nouveaux. A ses risques (qui furent grands) et périls (qui furent mortels). Même si cet Européen extrêmement cultivé « *n'aimait pas tellement les westerns* », allant planter sa caméra dans l'Ouest davantage sous les auspices de Goldoni que ceux de John Ford, comme il le raconte à Noël Simsolo dans le livre d'entretiens que la « Petite Bibliothèque » des *Cahiers du cinéma* vient de rééditer. Malgré Eastwood, son poncho et ses cigarillos, malgré les déserts, les chevaux et les colts, aucun de ses films n'est un western. Le polar, s'il faut évoquer un genre, serait plus pertinent. Mais avec Leone, le sujet des films est moins le magot ou la trahison que le cinéma, la mise en scène de cinéma.

KUROSAWA AU TEXAS

Fils d'un réalisateur du muet, Roberto Roberti, assistant de Comencini, De Sica, Camerini, Gallone ou Soldati puis responsable de seconde équipe sur des superproductions hollywoodiennes tournées en Italie (*Quo Vadis ?, Ben Hur, Sodome et Gomorrhe, Les Derniers Jours de Pompéi* dont il assume la direction à la place de Mario Bonnard, malade), il débute officiellement comme cinéaste en tournant lui aussi un péplum spectaculaire, *Le Colosse de Rhodes* (1960). Mais c'est en transposant à la frontière texane la comédie de samouraï de Kurosawa, *Yojimbo*, qu'il offre avec *Une poignée de dollars* (1964) les prémisses de son style. Ce style permettra ce « coup » exceptionnel, symbolisé par le triomphe mondial d'*Il était une fois dans l'Ouest* (1968) : l'irruption du questionnement moderne des moyens du cinéma au cœur du cinéma à grand spectacle destiné à un public international.

L'époque de Leone – les années 60-80 – est celle où le cinéma sortant de son âge classique est bousculé, dans le monde entier, par les mises en cause de ses modes de récit et de représentation. La créativité de Godard et de Tarkovski, d'Oshima et de Cassavetes, du jeune Forman ou de Glauber Rocha propulse les films dans des directions inédites, engendrant des œuvres à la puissance bouleversante. Mais qui menacent de casser en deux le cinéma, séparant son aile la plus créatrice de la masse de ses productions – et de la quasi-totalité de son public. Contre ce danger – que François Truffaut, en particulier, aura combattu toute sa vie avec l'énergie du désespoir –, Sergio Leone incarne la seule réussite commerciale gigantesque d'un réalisateur pourtant radical dans tous ses partis pris artistiques.

Lumière, cadrages, continuité du récit, caractérisation des personnages, dialogues outrés ou remplacés par un silence pesant, recyclage affiché des situations types, relation entre image et son..., tous les outils de la réalisation subissent des variations dont la réussite esthétique et l'humour font passer ce qu'elles pourraient avoir de dérangeant. Jamais sans doute, sur ce terrain, le cinéaste n'est allé plus loin, et avec autant de réussite, que dans *Le Bon, la Brute et le Truand* – dont la Cinémathèque présente, pour la première fois en France, la version intégrale. Mais Leone ne campe pas seulement sur les frontières entre classicisme et modernité, sur la ligne de fracture entre avant-garde et volonté de toucher le public que le coût de ses films exige.

LE DEUIL D'UN MONDE

Il se place aussi à l'extrême limite d'un monde qui vacille : un monde défini par des valeurs, et un espoir dans l'avenir, dont le magnifique et sous-estimé *Il était une fois la révolution* (1971) porte le deuil avec éclat et dignité. Son œuvre, celle d'un Européen racontant des histoires américaines sans s'américaniser, est encore en tension entre Vieux et Nouveau Continent – c'est l'un des sens, secret et desespéré, de son chef-d'œuvre *Il était une fois en Amérique* (1983). Les Etats-Unis n'étalent pourtant nullement son seul horizon – c'est l'avenir des hommes qui le préoccupait. Il faut lire la description que donne le cinéaste de son projet *Les 900 jours de Leningrad* à la fin du livre de conversations avec Simsolo. Ce texte visionnaire aide à mieux réaliser combien, que ses histoires se situent outre-Atlantique ou non, Leone aura été porteur de la seule proposition non hollywoodienne de « grand récit » cinématographique contemporain. Le 30 avril 1989, à soixante ans, il en est mort.

Jean-Michel Frodon

★ **Jusqu'au 2 mai à la Cinémathèque française, salle Grands Boulevards, 42, boulevard de Bonne-Nouvelle, 10e. Mo Bonne-Nouvelle. Tél. : 01-56-26-01-01.**

Hollywood s'interroge sur la réduction du coût des films

Après une année 1998 record, les grands studios veulent dégager toujours plus de profits

HOLLYWOOD se porte bien. 1998 est une année record : les recettes du box-office aux Etats-Unis ont augmenté en volume de 11 % – la plus forte hausse depuis le début de la décennie – avec un total de 6,8 milliards de dollars (6,1 milliards d'euros), alors que les entrées en salles atteignaient 1,38 milliard, le chiffre le plus élevé depuis 1966. Désormais, les studios attendent paisiblement l'été. Le nouveau volet de la saga de George Lucas, *Star Wars : The Phantom Menace* – sortie le 19 mai aux Etats-Unis, en octobre en France – devrait tirer le marché un peu plus vers le haut et marquer un nouveau record en 1999. Sur le front international, Hollywood a encore atteint des sommets malgré la crise économique en Asie et en Amérique du Sud, avec des revenus de 6,8 milliards de dollars, un chiffre très supérieur aux 5,8 milliards de l'année 1997, et imputable en partie à l'effet *Titanic*.

Ces résultats ont pourtant mécontenté au plus haut point ceux qui étaient censés en être les premiers bénéficiaires, à savoir Rupert Murdoch (Fox), Edgard Bronfman Jr. (Universal), Sumner Redstone (Paramount) ou Michael Eisner (Disney). Ces derniers ont tous reconnu, à des degrés divers, qu'ils ne tenaient pas plus que cela à rester dans la production cinématographique. Les coûts de production d'un film ne sont plus maîtrisables, affirment-ils – de 30 millions de dollars en 1993, le budget moyen d'un film américain est passé en 1997 à 53,5 millions –, alors que les marges bénéficiaires ne cessent de se réduire.

Les deux vainqueurs d'*Il faut sauver le soldat Ryan* ne sont pas Paramount et DreamWorks, ses deux coproducteurs, mais Steven Spielberg et Tom Hanks, qui disposaient chacun d'un pourcentage de 20 % sur les recettes brutes du film, et d'une part encore plus importante, une fois amortis les coûts de production, sur la distribution et le marketing. « *Si vous regardez attentivement les chiffres, en analysant vraiment ce que les films ont coûté et rapporté, vous réaliserez que la plupart des studios ont simplement équilibré leurs comptes. Les seuls à afficher des bénéfices dans leur division Cinéma sont Fox, Paramount et New Line* », affirmait un responsable de studio dans le numéro du 4 janvier de *Variety*.

LA DISTRIBUTION COMME PRIORITÉ

La nécessité de se tourner vers de nouveaux partenaires chargés de partager les risques est devenu un impératif pour beaucoup de studios. Paramount, Disney et Fox avaient déjà recours à cette option depuis plusieurs années. Après une année 1998 désastreuse, les responsables de la division film d'Universal se sont vu sommer par Edgard Bronfman Jr. de trouver impérativement des formes de cofinancement avant de débuter la production d'un film.

Depuis dix ans, les studios sont entre les mains de multinationales de la communication dont le principal intérêt réside dans la distribution, et beaucoup moins dans la production. Les investissements consentis depuis quelques années par les nouveaux « *moguls* » de la communication ont été colossaux. Rupert Murdoch avait payé 575 millions de dollars en 1985 la Twentieth Century Fox. Une somme déjà très importante à l'époque, mais qui semble aujourd'hui ridicule comparée au 1,9 milliard de dollars offert par le milliardaire australo-américain pour l'acquisition du Family Channel et au 1,9 milliard payé pour s'emparer des chaînes de télévision de six grandes villes américaines qui ont servi de base au Fox Network, ou encore aux 4,6 milliards de dollars versés pour obtenir l'exclusivité des droits de retransmission de la NFL (la ligue de football américain). Le prix exorbitant payé pour les canaux de distribution, le poids qu'ils font peser sur les actions de la compagnie et ses bénéfices, rendent plus que jamais nécessaire une gestion rigoureuse de la production de leurs programmes.

Le fait a été assez documenté pour ne plus avoir à s'y étendre : le pouvoir dans les studios est passé insensiblement des mains des professionnels du cinéma à celles d'hommes d'affaires, tous sortis d'une grande école de commerce, et qui ont appliqué à l'industrie du film des modèles d'analyse financière qui fonctionnent en principe partout, sauf dans le cinéma. Dans une industrie qui ne produit que des prototypes, l'augmentation vertigineuse des coûts de production et de marketing rend une telle prise de risques insensée. Interrogé par le journaliste Peter Bart, rédacteur en chef de *Variety*, pour les besoins d'un livre, *The Gross*, sorti en février aux Etats-Unis et consacré à la politique de fuite en avant des majors hollywoodiennes, le chef du département production d'un grand studio confiait : « *Les gens regardent les chiffres impressionnants du box-office et ne comprennent pas pourquoi le business semble en crise. Je peux leur expliquer : lorsque je parle de mon programme de production à mon patron et son conseil d'administration, c'est comme si je leur présentais une marchandise avariée. Ils ne croient guère au cinéma, et ce scepticisme fait tache jusqu'au point de contaminer toute la compagnie.* »

Le mal n'est pas seulement psychologique. Il se reflète aussi dans les statistiques. La tendance est apparue lors du dernier trimestre 1998. L'industrie du cinéma en Californie du Sud propose de moins en moins d'emplois, 134 800 en 1997, 134 100 en 1998. L'association des perchmen de Californie du Sud déplorait un nombre anormalement élevé de 300 de ses membres actuellement au chômage. Les studios effectuent des coupes drastiques dans leur programme de production. Disney, par exemple, ne sortira qu'une quinzaine de films cette année, contre plus de 30 en 1998. Cette décision entraine fatalement une baisse significative de l'emploi. Seuls deux films affichant un budget supérieur à 100 millions de dollars (contre 6 l'année dernière) sortiront cet été : *Star Wars : The Phantom Menace* et *Les Mystères de l'Ouest*, avec Will Smith et Kenneth Branagh. Les grandes stars seront elles aussi absentes de cette nouvelle période plus austère qu'elle ne parait.

Hollywood a le culte du happy end. Cette industrie a toujours su négocier avec succès ses mutations et s'inventer une nouvelle source de revenus. Ce fut la télévision dans les années 50, la vidéo et la télévision par câble dans les années 80, les marchés étrangers dans les années 90. Le nouveau millénaire devrait être celui de l'image de synthèse, significativement le seul domaine de l'industrie cinématographique créateur d'emplois. Les deux films en 3-D produits par Pixar, *Toy Story* et *1001 Pattes*, distribués par Disney, ont tous les deux dépassés les 150 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis, alors que *Fourmiz*, produit par DreamWorks, approchait les 100 millions de dollars.

LA RÉVOLUTION DU 3-D

Fox et Disney vont bientôt se lancer dans cette nouvelle technique qui n'en est qu'à ses balbutiements. Une minute d'un film en 3-D coûte aujourd'hui 1 million de dollars. Ce prix devrait baisser, grâce en partie à une main-d'œuvre qui sera de moins en moins nombreuse, et les bénéfices envisageables paraissent colossaux. Hollywood réussirait donc à résoudre, pour un temps, ce problème de surveillance et de contrôle qui tracasse les nouveaux patrons des médias lorsqu'ils se penchent sur la gestion de leur division cinéma. Cette initiative se fait en liquidant ce qui faisait l'identité d'Hollywood jusqu'à aujourd'hui : les stars, remplacées par des créatures synthétiques qui auront le bon goût de n'avoir aucune exigence contractuelle.

Samuel Blumenfeld





Gros investissement mais profits énormes pour Disney avec « 1001 Pattes » (à gauche) et pour Steven Spielberg et Tom Hanks avec « Il faut sauver le soldat Ryan » (à droite).

« Payback » et « eXistenZ » dominent le box-office

AVEC 217 000 NOUVEAUX SPECTATEURS et un total frôlant le million d'entrées, *Payback*, avec Mel Gibson, se maintient toujours en tête au classement du box-office du 14 au 18 avril, communiqué par l'hebdomadaire *Ecran total*. Même si la fréquentation remonte sensiblement par rapport à la semaine dernière, grâce aux vacances scolaires, elle reste toujours en recul de 49 % par rapport à la semaine correspondante en 1998. *eXistenZ*, le nouveau film de David Cronenberg, connaît un excellent démarrage (211 000 entrées sur 233 écrans) et s'installe à la deuxième place du classement. Il confirme, après *Crash*, le pouvoir d'attraction du réalisateur canadien au box-office. Parmi les autres nouveautés, *Romance* réalise un score excellent. Avec 87 000 spectateurs dans un circuit relativement réduit de 87 écrans, le film de Catherine Breillat, qui révèle l'actrice Caroline Ducey, obtient la meilleure moyenne de fréquentation par salle (1 001 spectateurs) de la semaine.

DÉPÊCHES

■ **La fréquentation a augmenté de 14,2 % en France en 1998 par rapport à l'année précédente,** dépassant les 70 millions d'entrées et engendrant une recette de plus de 6 milliards de francs. En revanche, la part de marché du cinéma français a atteint le plancher historique de 27,4 %. Privé du phénomène *Titanic*, le premier trimestre 1999 est en recul de 17 % par rapport à celui de l'année précédente, mais, avec 44 millions de spectateurs, la fréquentation confirme la tendance structurelle à la hausse.

■ **Nicolas Seydoux a été élu à la présidence de la Fédération nationale des distributeurs (FNDF)** où il succède à Fabienne Vonier, présidente de Pyramide. Cette prise de responsabilités du patron de Gaumont fait partie des modifications dans l'organisation des professionnels du cinéma liées aux négociations avec Canal Plus et le bouquet satellite TPS. Dans le même cadre, un partie des membres de l'ARP (Société civile des auteurs-réalisateurs-producteurs) a pris parti pour l'alliance entre Canal Plus et le BLOC, alors que cet organe est partie prenante de l'accord signé entre TPS et l'autre confédération de professionnels, le BLIC.

■ **La major DreamWorks a trouvé un terrain pour ses installations.** Plus de quatre ans après sa naissance, le premier studio créé à Hollywood depuis plus d'un demi-siècle a annoncé le 19 avril qu'il était enfin parvenu à un accord sur l'achat du site de ses futurs locaux. DreamWorks a annoncé avoir acheté, pour 20 millions de dollars (18,9 millions d'euros), 19 hectares de terrain au bord du Pacifique. Ce projet, Playa Vista, avait suscité l'opposition des écologistes. Le studio fondé en octobre 1994 par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen, « campait » sur le site des studios Universal. Au terme de la construction d'un ensemble d'installations comprenant notamment 18 plateaux pour le cinéma et la télévision, équipés des dernières nouveautés de la haute technologie, pour 275 millions de dollars, Dreamworks espère s'installer dans ses nouveaux logis fin 2001.

هكذا من الأصل

Quelques jeunes réalisateurs talentueux, en attendant la renaissance du cinéma tchèque

Une nouvelle loi prévoit une série de mesures pour augmenter les ressources du secteur

La Semaine du cinéma tchèque, qui s'est déroulée du 12 au 18 avril à Pilsen (Bohême), a apporté quelques bonnes nouvelles : la relève semble enfin assurée grâce à de jeunes réalisateurs doués, anciens élèves de la FAMU, l'école de Prague. Cette génération s'affirme au moment où la nouvelle loi sur l'audiovisuel prévoit une série de mesures (taxes, allègements d'impôts) pour venir en aide au secteur.

PILSEN (Bohême)
correspondance

Il existe aujourd'hui, en République tchèque, une poignée de jeunes réalisateurs très doués. L'espoir en ces anciens élèves de la FAMU (l'école du cinéma de Prague, par où sont passés leurs glorieux ancêtres : Milos Forman, Jiri Menzel, Vera Chytilova,...) est le principal enseignement de la Semaine du cinéma tchèque, qui présentait à *Pilsen (Bohême), du 12 au 18 avril*, l'ensemble de la production nationale de l'année écoulée (14 longs métrages, et quelques documentaires et films d'animation). Parmi eux, la réalisation la plus convaincante est due à Sasa Gedeon (29 ans) : librement inspiré de Dostoïevski, *L'idiot est de retour* organise un subtil chassé-croisé entre Olga, qui aime Emil, Emil, qui aime Anna, et Anna, qui aime Robert. Au centre de cette ronde se tient l'idiot, qui aime tout le monde.

Un autre bon aperçu de cette nouvelle génération est offert par *Prague Stories*, composé de cinq sketches réalisés par des cinéastes différents, chacun éclairant un aspect de la ville aujourd'hui. De ce projet ambitieux, soutenu par le producteur français Joël Farges (sans lequel de nombreux films d'Europe de l'Est n'auraient *jamais* vu le jour), on retiendra surtout deux noms, celui de Martin Sulik, assurément le plus doué des cinéastes slovaques (*Le Jardin*, 1995 ; *Orbis pictus*, 1997), et celui de Petr Vaclav, *révélé en 1997 par son premier long métrage, Marian*, sur le destin d'un jeune Tsigane.

Hélas, un vivier de jeunes talents ne suffira jamais à faire renaître une cinématographie. Une structure efficace de soutien au cinéma est tout aussi nécessaire. En République tchèque, c'est là que le bât blesse. En 1998, alors qu'une esquisse était sur le point d'aboutir, le renversement du gouvernement ultra-libéral de Vaclav Klaus ramena tous les efforts au point mort. Aujourd'hui, un nouveau projet – le quatrième – est en cours, soutenu par le nouveau ministre de la culture, le social-démocrate Pavel Dostal. Il prévoit de renforcer l'industrie, grâce à la définition du statut de producteur et de réalisateur, l'enregistrement précis des œuvres et, à plus long terme, la création d'un *organe de promotion du cinéma* tchèque à l'étranger.

REPRISE DES STUDIOS BARRANDOV

D'autre part, la nouvelle loi devrait permettre que plus d'argent *soit injecté dans la production* nationale, grâce à une série de mesures : taxe sur les cassettes vidéo, prélèvement d'un pourcentage sur les recettes publicitaires de la télévision, augmentation de la taxe sur les billets de cinéma et allègement d'impôts pour les investisseurs étrangers. Les deux seules sources d'argent dont dispose le cinéma tchèque sont la télévision publique (26,3 millions de francs d'investissement en 1998) et un Fonds de soutien (12,4 millions) alimenté principalement par les droits de diffusion du catalogue des œuvres datant de 1961 à 1991. Les plus beaux joyaux de celui-ci ayant déjà été montrés maintes fois, les revenus du Fonds diminuent chaque année.

Dans cette situation de crise latente, la récente reprise en main des studios Barrandov par des *professionnels compétents et honnêtes* apparaît plutôt comme rassurante. Privatisés en 1992, et parfaitement modernisés, ils avaient été confiés à un homme d'affaires sans scrupule, qui a fini par se faire mettre à la porte au début de 1998, laissant une ardoise de quelque 30 millions de francs. Mais le temps presse : alors que la République tchèque fait partie, depuis six mois, du groupe des cinq pays invités à entrer dans l'Union européenne d'ici quatre ou cinq ans, le retard dont elle fait preuve dans le processus d'harmonisation de sa législation avec celle de l'Union dans un domaine aussi crucial que l'audiovisuel demeure un obstacle insurmontable à toute véritable intégration.

Pierre Daum

NOUVEAUX FILMS

THE LOST SON

■ Il est des clichés que l'on pensait ne plus voir au cinéma comme celui d'un détective solitaire et bourru, porteur d'un secret douloureux, qui vit à l'étroit dans son petit appartement londonien et nourrit ses poissons rouges. Incarné par Daniel Auteuil, Français expatrié, il se voit confier la tâche de retrouver un fils de bonne famille détenteur d'une cassette qui va le mener à un réseau organisé de pédophilie. Outre un scénario très mal écrit, un regard sur le film noir qui enfile les banalités (la pute généreuse, le privé torturé, la bourgeoisie corrompue), *The Lost Son* se complaît dans un discours teinté d'autodéfense qui fait froid dans le dos. Sur un sujet analogue (un *« snuff movie »* y remplaçait la cassette pédophile), *8 mm* excellait dans un discours en faveur de la légitime défense. *The Lost Son* est un film européen qui tente de concurrencer sur son terrain le cinéma américain. Dans ce cas précis de démagogie, il y parvient. **S. Bd**
Film franco-anglais de Chris Menges. Avec Daniel Auteuil, Marianne Denicourt, Nastassja Kinski. (1 h 42.)

MILLE BORNES

■ Quatre amis, la trentaine environ, perdent prématurément l'un des leurs. Celui-ci a enregistré une cassette vidéo pour faire part de ses dernières volontés : être brûlé en plein air sur une petite plage italienne où il a connu l'amour de sa vie. Le groupe, auquel s'adjoint la sœur du défunt, vole son cadavre à la morgue de l'hôpital et se met en route. En dépit de la sincérité de son propos, dont on pressent qu'il est rattaché à l'expérience du deuil, le premier film d'Alain Beigel ne parvient pas à nous mener aussi loin que son sujet le réclame. Des dialogues trop écrits, des personnages trop bavards, des comédiens qui surjouent ruinent le film. **J. M.**
Film français d'Alain Beigel. Avec Emma de Caunes, Pierre Berriau, Raphaël Krepser. (1 h 43.)

ADIEU FORAIN

■ Ce serait l'histoire d'une désertification, et même de plusieurs à la fois. Désertification du Sud marocain, dont le décor austère et désolé est comme la métaphore de la disparition des forains ambulants dont le film réunit quelques spécimens. Le propriétaire d'une baraque, son fils costaud au trouble passé et un jeune danseur travesti sont les principales figures de ce ballet mélancolique. Hommage en soit rendu à Daoud Aoulad-Syad, l'écriture toute en sous-entendus et la réalisation tirant le film, par la durée des plans ou l'artifice des cadrages, vers l'étrange et l'irréel, cherchent à nettoyer ce *road movie* de la sentimentalité complaisante qui colle souvent aux histoires de saltimbanques et de mondes qui disparaissent. Mais c'est au prix d'une application dans le style, d'un effort poétique qui limite bientôt les puissances de suggestion que tentait de mobiliser *Adieu forain*. **J.-M. F.**
Film marocain de Daoud Aoulad-Syad. Avec Hassan Essakali, Mohamed Bastaoui, Abdellah Didane, Mohamed Mitah. (1 h 30.)

PHOENIX ARIZONA

■ Ecrit par Sherman Alexie, d'après une de ses nouvelles (*Phoenix Arizona et autres nouvelles*, Albin Michel), le film de Chris Eyre renouvelle avec succès l'image figée et sentencieuse de l'Indien au cinéma. *Phoenix Arizona* joue sur des ressorts de comédie conférant à ce sujet grave une tonalité surprenante. Arnold Joseph disparaît mystérieusement de sa réserve dans l'Idaho, laissant sa femme et son fils, Victor. Dix ans plus tard, ce dernier apprend la mort de son père. Thomas, son meilleur ami, lui propose de payer son voyage en Arizona pour récupérer les cendres de son père. Le côté *road movie* de *Phoenix Arizona* n'est pourtant pas sans offrir son lot de clichés. Un esthétisme de bon aloi, des rapports entre les deux principaux personnages trop prévisibles en font un film estimable mais mineur. **S. Bd**
Film américain de Chris Eyre, avec Adam Beach, Evan Adams, Irene Bedard. (1 h 29).

ARLINGTON ROAD

■ Michael Faraday (Jeff Bridges), un professeur d'histoire, vit tranquillement dans sa petite maison de la banlieue de Washington. Il sympathise avec ses voisins, Oliver (Tim Robbins) et Cheryl (Joan Cusack), un couple d'Américains moyens modèle. Très vite, Michael en vient à s'interroger sur leur identité, et en conclut qu'ils pourraient être de dangereux terroristes d'extrême droite. *Arlington Road* reprend la même problématique que *Rosemary's Baby*, de Roman Polanski. Michael Faraday est-il un fou obsédé par les mouvements d'extrême droite ? Ses voisins sont-ils vraiment des criminels en puissance ? Mark Pellington tente de jouer sur l'ambiguïté, servi en cela par Jeff Bridges et Tim Robbins, tous deux remarquables. Sa mise en scène reste pourtant au niveau d'un banal téléfilm, et la mécanique de son scénario, trop bien huilée, finit par enlever beaucoup de crédibilité à l'histoire. **S. Bd**
Film américain de Mark Pellington. Avec Jeff Bridges, Tim Robbins, Joan Cusack, Hope Davis. (1 h 57.)

ORPHANS

■ Premier film de Peter Mullan, qui avait reçu un prix d'interprétation à Cannes pour *My Name is Joe*, de Ken Loach, *Orphans* raconte la nuit agitée de quatre frères et sœurs à Glasgow qui viennent de perdre leur mère et se préparent à l'enterrer. Peter Mullan réussit à dégager une assez belle galerie de personnages et fait preuve du sens de la comédie. Un des frères passe la nuit auprès du cercueil en refusant de bouger, sa sœur handicapée se retrouve à errer dans les rues de Glasgow à la suite d'une panne du moteur de sa chaise roulante, un autre frère, blessé d'un coup de couteau à la suite d'une bagarre dans un pub, cherche à rester debout toute la nuit. Le côté cathartique trop souligné du film, l'accumulation de mésaventures trop nombreuses pour être vraisemblables enlèvent à *Orphans* une grande partie de son poids dramatique. **S. Bd**
Film écossais de Peter Mullan. Avec Douglas Henshall, Gary Lewis, Stephen McCole. (1 h 37.)

BREAKFAST OF CHAMPIONS

■ *Breakfast of Champions* est adapté d'un roman de Kurt Vonnegut écrit en 1972. Ce dernier se livrait à une satire de la société de consommation américaine à travers le portrait de Dwayne Hoover, un concessionnaire auto, que ses passages réguliers à la télévision ont transformé en star locale, et qui ressent un vide énorme dans son existence. Ce projet estimable, appuyé par des interprètes irréprochables (Bruce Willis, Nick Nolte en employé avec un goût appuyé pour le travestissement, Lukas Haas, Albert Finney) apparaît aujourd'hui suranné, alors que la mise en scène d'Alan Rudolph est truffée de séquences psychédéliques à la limite du supportable. **S. Bd**
Film américain d'Alan Rudolph, avec Bruce Willis, Nick Nolte, Barbara Hershey, Albert Finney, Glenne Headly, Lukas Haas (1 h 50).

TORRENTE

■ C'est, avec plus de trois millions d'entrées, le jackpot de l'année 1998 en Espagne. Réalisateur et interprète du rôle-titre, Santiago Segura signe une sorte de version espagnole à la vogue fangeuse et malséante qui, de *Happiness* en *Seul contre tous*, inspire depuis peu certains cinéastes. José Luis Torrente est, en un mot, une raclure. Rejeton dégénéré du franquisme, ex-inspecteur de police viré pour troubles mentaux. Alcoolique, macho, laid, gros, sale, raciste, veule, ce beauf madrilène ne ferait que soulever le cœur s'il ne provoquait aussi le degré zéro du rire pour le pathétique de son insondable bêtise. Plus que les qualités cinématographiques d'un film réduit à une parodie superficielle du cinéma d'action hollywoodien, cela suffit à le sauver, d'autant que le réalisateur se montre suffisamment duplice pour le confronter à des trafiquants de drogue impitoyables, et racheter ce très douteux personnage, exhalé des tréfonds du fascisme local. **J. M.**
Film espagnol de Santiago Segura. Avec Santiago Segura, Javier Camara, Neus Asensi. (1 h 40.)

PRÉMONITIONS

■ Encore une histoire de tueur en série. Celui-ci ne se contente pas d'enlever et d'assassiner les petites filles, il communique mentalement avec la mère de l'une d'entre elles dont il hante les cauchemars. Au risque de perdre la raison, la jeune femme va utiliser cette liaison télépathique pour traquer l'assassin. Le cinéaste Neil Jordan s'appuie sur un scénario invraisemblable pour produire des images morbides et oniriques conçues par le directeur de la photographie Darius Khondji. Les rêves et hallucinations de l'héroïne sont prétextes à des visions monochromes agrémentées de taches de couleurs. Le genre est renvoyé, par divers signaux grossiers, à sa propre préhistoire : le conte de fées. *Prémonitions* est à ranger dans la catégorie cinématographique du thriller ennuyeux à l'ambition artistique hypertrophiée. **J.-F. R.**
Film américain de Neil Jordan. Avec Annette Bening, Aidan Quinn, Stephen Rea. (1 h 40.)

COUR INTERDITE

■ *Cour interdite* met en scène un *petit groupe de personnages saisis* durant plusieurs semaines. Quelques échantillons du pavé, banlieusards, petits dealers, prostituées, trafiquants chevronnés, provinciaux pleins d'ambition se croisent, s'épient et se trahissent. Ce film dont on devine les conditions de production ascétiques et que son auteur mit sept ans à terminer choisit une certaine forme de stylisation obtenue par la récurrence théâtrale des mêmes lieux, la photographie en noir et blanc et le recours au jazz. Pourtant, à cette volonté plutôt originale s'oppose un regard naturaliste fasciné par le sordide qui bifurque à son tour sur une morale un peu trop édifiante. **J.-F. R.**
Film français de Djamel Ouahab. Avec Djamel Ouahab, Mourad Selmi, Nadia Vasil. (1 h 32.)

LA FILLE D'UN SOLDAT NE PLEURE JAMAIS

■ Dans les années 60 à Paris puis dans les années 70 aux Etats-Unis, la vie de la famille d'un écrivain américain, racontée du point de vue de sa fille. Réalisateur californien mais fasciné par l'Europe et ambitionnant de marcher sur les traces de Henry James, James Ivory a suffisamment réussi plusieurs croquis de l'Angleterre traditionnelle *(Chambre avec vue, Howard's End, Les Vestiges du jour)* pour passer souvent pour britannique. Lorsqu'il s'en prend au Vieux Continent ou à la « modernité » nord-américaine, l'artifice de l'entreprise, le poids du décorum, le caractère démonstratif de la caractérisation des personnages ont vite fait de couler dans le plomb tout espoir de cinéma. **J.-M. F.**
Film américain de James Ivory. Avec Kris Kristofferson, Barbara Herschey, Leelee Sobieski, Jane Birkin, Dominique Blanc, Virginie Ledoyen. (2 h 05.)

JUGÉ COUPABLE

■ *Lire page 32*

SORTIR

PARIS

Faust
de Goethe
Goethe n'est pas entré à la Comédie Française sous les meilleurs auspices. La première de ses pièces à être inscrites au répertoire fut *Iphigénie en Tauride*, en 1942. Depuis, rien. Et voilà *Faust*, en une année faste pour Goethe : le 250e anniversaire de sa naissance donne lieu à un nombre important de manifestations en Europe. En théâtre, le point d'orgue sera la création historique de l'intégrale de *Faust* – c'est-à-dire les *Faust I* et *2* – que Peter Stein mettra en scène à Hanovre, fin juillet 2000, dans le cadre de l'Expo 2000. Le projet de la Comédie Française est infiniment plus modeste : seul le *Faust I* est présenté. Soit la partie la plus connue. La réalisation a été confiée au metteur en scène allemand Alexander Lang, qui a déjà monté à la Comédie-Française *Le Prince de Hombourg* de Kleist (en 1994) et *Nathan le Sage*, de Lessing (en 1997). Michel Favory joue Faust, Thierry Hancisse, Méphistophélès, Céline Samie, Marguerite.
Comédie Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, 1er. Mo Palais-Royal. Les 24 et 25 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 3 heures. De 30 F à 190 F. Jusqu'au 19 juillet, en alternance.

LA CIOTAT

Festival des scénaristes
Manifestation nationale consacrée aux auteurs du septième art, cette deuxième édition est placée sous le signe de la transmission. Les étudiants côtoieront les professionnels, les professionnels les amateurs. Au menu : un forum des auteurs (huit jeunes talents parrainés et soutenus par des scénaristes défendront leur synopsis devant les professionnels et le public) ; deux « marathons », l'un de vingt-quatre heures (pour de jeunes candidats régionaux), l'autre de quarante-huit heures (pour des auteurs plus chevronnés) verront s'affronter les candidats sur un sujet imposé et commun dévoilé au moment du top départ ; une mise en lumière du travail de Gilles Taurand, le complice notamment d'André Téchiné sur *Les Roseaux sauvages, Les Voleurs, Alice et Martin*. Des projections, dont l'avant-première du film de Marcel Bluwal *Le Plus Beau Pays du monde* et des lectures de scénarios complètent cette programmation.
Bureau du Festival, Cinéma L'Eden, boulevard Clemenceau, 13600 La Ciotat. Du 22 au 25 avril. Tél. : 04-42-08-88-00. 60 F (Pass du Festival).

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Complexe de Toulon
de Jean-Claude Biette. Français, 1995 (1 h 21).
Le République, 11e. Tél. : 01-48-05-51-33.
Docteur Folamour
de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e. Tél. : 01-43-54-51-60.
Vidéodrome
de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).
MK2 Beaubourg, 3e. Tél. : 08-36-68-14-07 (2,23 F/mn).

HOMMAGES

Hommage à Jean-Paul Rappeneau
La Cinémathèque française rend hommage à Jean-Paul Rappeneau, réalisateur, entre autres, de *La Vie de château, Cyrano de Bergerac, Tout feu tout flamme, Le Sauvage, Le Hussard sur le toit...* Parallèlement, le cinéaste a choisi de présenter des films de Fritz Lang, Anthony Mann, Howard Hawks...
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, 16e. Du 21 au 25 avril. Tél. : 01-56-26-01-01.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Coiffures/sculptures d'Océanie
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, 12e. Mo Porte-Dorée. Tél. : 01-43-46-51-61. De 10 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Du 21 avril au 9 août. 30 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Alain Michard
Bing, Coda.
Centre national de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 4e. Mo Saint-Paul. Les 21, 22 et 23, à 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22.
Elsa Wolliaston
Le Prix de la porte.
Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, 13e. Mo Glacière. Le 21, 22 et 23, à 20 h 45. Tél. : 01-45-89-01-60. De 60 F à 90 F.
Choir and Orchestra of the Age of Enlightenment
Mozart : *Symphonie no 25, Ode funèbre maçonnique KV 477, Requiem.* Susan Chilcott (soprano), Sara Fulgoni (mezzo-soprano), Paul Nilon (ténor), Nathan Berg (basse), Paul Daniel (direction).
Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 21, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.
Orchestre de Paris
Rachmaninov : *Concerto pour piano et orchestre no 3.* Elgar : *Enigma Variations.* Kun Woo Paik (piano), Mark Elder (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8e. Mo Ternes. Le 21, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 60 F à 240 F.
Voice Messengers
L'Européen, 3, rue Biot, 17e. Mo Place-de-Clichy. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 125 F. Jusqu'au 24 avril.
George Gruntz Trio
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, 1er. Mo Châtelet. Les 21 et 22, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
James Williams Trio
La Villa, 29, rue Jacob, 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Jusqu'au 27 avril.
David Sauzay Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1er. Mo Châtelet. Les 21 et 22, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.
Zakir Hussain (Inde du Nord)
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, 18e. Mo Abbesses. Les 21, 22 et 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

RÉSERVATIONS

Festival de L'Epau
Le 17e Festival de l'Epau ouvre sa location pour les dix rendez-vous musicaux qu'il propose du 21 au 30 mai, dans la Sarthe. Le répertoire orchestral aura la part belle, avec la venue des Orchestres du Festival de Budapest, des Pays de la Loire, de Paris, de chambre de Toulouse, rejoints par des solistes comme les sopranos Veronique Gens et Nathalie Dessay ou le pianiste Jean-Francois Heisser. La musique de chambre sera représentée avec les pianistes Michel Dalberto et Abdel Rahman El Bacha (récitals Schubert et Chopin), et le Quartuor Rosamonde (Bartok).
Location et renseignements au 02-43-81-44-44.

DERNIERS JOURS

25 avril :
Le Grand Cabaret de la peur et Richard III
deux nouvelles créations de Geneviève de Kermabon.
Espace chapiteau du Parc de la Villette, 19e. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Mark Rothko
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 16e. Tél. : 01-53-67-40-00. 35 F et 45 F.
26 avril :
Un ami de Cézanne et de Van Gogh : le docteur Gachet (1828-1909)
Galeries nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, 8e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 48 F.



MERCREDI 21 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.35 De l'apartheid à la démocratie. Forum Planète

MAGAZINES

19.10 Nulle part ailleurs. Avec Bruno Solo, Raphaël Kresper, Soulwax. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : Pierre Moscovici. LCI
20.00 20h Paris Première. John Turturro. Paris Première
20.10 Le Talk Show. Avec Axelle Red et Frédéric Beigbeder. LCI
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Argentine, le procès des militaires. Arte
20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompéi : opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3
21.05 Droit de cité. Le plus beau métier du monde ? TV 5
22.40 Ça se discute. Doublures, nègres, sosies : peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre ? France 2
23.15 Carte blanche à... Henri Troyat. Forum Planète
23.30 Un siècle d'écrivains. Panaït Istrati, écrivain vagabond. France 3
0.10 E = M 6, la 200ᵉ. Les plus belles images de la science. M 6
0.20 C'est pas la mer à boire. La voix. France 3
0.40 Le Canal du savoir. Le Panthéon. Paris Première

DOCUMENTAIRES

20.35 Une fille contre la Mafia. Planète
20.45 Mémoire arménienne. [3/3]. Des exilés en terre de France. Histoire
20.50 Voix indiennes. Odyssée
21.35 Les Tribus indiennes. [17/20]. Les Sioux Yankton. Planète
21.40 Musica. Samson François, l'enchanteur du piano. Arte
22.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des stades. Planète
22.05 Le Flambe. La vie quotidienne des accros du jeu. Odyssée
23.00 Profil. Tina Modotti. Arte
23.00 Miles. Planète
0.05 La Lucarne. Home Page. Arte

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Demi-finales : Uruguay - Japon ; Mali - Espagne Eurosport
20.00 Basket-ball. Coupe de France. 1ʳᵉ demi-finale. AB Sports
20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finale. Match retour. Juventus de Turin - Manchester United. TF 1

MUSIQUE

20.00 Concerto brandebourgeois nº 1, de Bach. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. R. Leppard. Muzzik
21.40 Les Chieftains. Mezzo
21.55 Storytellers : Phil Collins. Paris Première
23.40 Gil Evans. Montreux 1983. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Pas de vieux os. Gérard Mordillat. Festival
20.50 Jusqu'à ce que la mort nous sépare. Lionel Epp. O. M 6
20.55 La Route à l'envers. Chantal Picault. France 2
22.35 Coup de foudre prémédité. Chris Thompson. O M 6

SÉRIES

20.40 Homicide. La veuve noire. Série Club
20.40 Nestor Burma. Les Eaux troubles de Javel. 13ème Rue
20.55 Taggart. Le Tatouage. TMC
21.20 Quai nº 1. Un mort en trop. RTBF 1
21.25 Le Caméléon. Homefront (v.o.). Série Club
22.15 Brooklyn South. Touched by a Checkered Cab (v.o.). Série Club
22.25 Friends. The One with the Girl Who Hits Joey (v.o.). Canal Jimmy
22.50 Absolutely Fabulous. Bonne année ! (v.o.). Canal Jimmy
23.05 3ᵉ planète après le Soleil. [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
23.25 The New Statesman. Le polyglotte (v.o.). Canal Jimmy
0.25 New York Police Blues. Le videur (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

14.35 Dédée d'Anvers ■ ■ Yves Allégret (France, 1947, N., 90 min) O. Ciné Classics
14.45 Un pyjama pour deux ■ Delbert Mann (Etats-Unis, 1961, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
16.30 Napoléon ■ ■ ■ Abel Gance [3/3] (France, 1927, N., muet, 120 min) O. Histoire
17.45 La Comédie de Dieu ■ ■ Joao César Monteiro (Fr. - Port., 1995, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 1
19.30 Le Prête-nom ■ ■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1976, 95 min) O. Cinétoile
21.00 ... Comme elle respire ■ ■ Pierre Salvadori (France, 1998, 98 min) O. Canal +
21.00 Angel Baby ■ Michael Rymer (Australie, 1995, 105 min) O. Cinéstar 2
21.05 Broadway Danny Rose ■ ■ ■ Woody Allen (Etats-Unis, 1983, N., 85 min) O. Cinétoile
21.10 Le Fugitif ■ Andrew Davis (Etats-Unis, 1993, 130 min) O. TSR



COLLECTION CHRISTOPHE L

22.10 Portrait de femme ■ ■ Jane Campion. Avec Nicole Kidman (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 140 min) O. Ciné Cinéma 3
22.30 Top Hat ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile
22.50 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
23.55 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min) O. Cinéstar 1
1.40 L'Homme le plus dangereux du monde ■ ■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, v.o., 95 min) O. Ciné Cinéma 3
2.05 Boomerang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finales retour. 20.45 Juventus Turin - Manchester United. 22.40 Bayern Munich - Dynamo Kiev.
0.20 Idéal Palace. Le Peninsula de Hongkong.

FRANCE 2

18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Météo.
20.55 La Route à l'envers. Téléfilm. Chantal Picault. O.
22.40 Ça se discute. Sosies, doublures, nègres : peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre ?
0.45 Journal, Météo.
1.05 Le Cercle. La 1000ᵉ.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial.
22.55 Météo, Soir 3.
23.30 Un siècle d'écrivains. Panaït Istrati, écrivain vagabond.
0.20 C'est pas la mer à boire. La voix.
1.50 Nocturnales. Semaine baroque : Clérambault.

CANAL +

> En clair jusqu'à 21.00
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 ... Comme elle respire ■ ■ Film. Pierre Salvadori. O.
22.38 Les Sales Blagues de l'*Echo*. Rions dans le cosmos. O.
22.40 Anaconda, le prédateur ■ Film. Luis Llosa (v.o.). O.
0.05 South Park. Joyeux Noël Charlie Manson. O.
0.30 Spin City. Un maire à Miami. O.
0.50 A la une. Tel est pris... O.
1.15 Ned et Stacey. Nuits blanches à Manhattan. O.

ARTE

19.00 Connaissance. [1/3].
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilleton. [3/4].
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Argentine, le procès des militaires.
21.35 Les Cent Photos du siècle. *Guerre des Malouines*, une photo de Rafaël Wollmann, 1982.
21.40 Musica. Samson François, l'enchanteur du piano. 22.40 Samson François interprète le *Concerto en sol*, de Ravel.
23.00 Profil. Tina Modotti. Photographe, révolutionnaire.
0.05 La Lucarne. Home Page.
1.55 Ducktators. Donald s'en va-t'en guerre.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info. Une journée avec...
20.50 Jusqu'à ce que la mort nous sépare. Téléfilm. Lionel Epp. O.
22.35 Coup de foudre prémédité. Téléfilm. Chris Thompson. O.
0.10 Spécial E = M6 «La 200ᵉ». Les plus belles images de la science.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Yves Frémion (*L'Anarchiste*).
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. *Plaidoyer pour un boxeur*, de Marcia Romano.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Falstaff. Opéra de Verdi. Par le Chœur Monteverdi et l'Orchestre révolutionnaire et romantique, dir. John Eliot Gardiner.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Risset, Gobeil.
23.07 Les Greniers de la mémoire.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Bruch. 20.40 Goethe (4). Et ses contemporains. Œuvres de Mozart, Reichardt, Hummel, Zelter, etc.
22.10 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mahler, Busoni, Schnittke.

Le Monde TÉLÉVISION

RADIO CLASSIQUE

20.40 Goethe et ses contemporains

Contemporain de Mozart et de Schubert, Goethe fut la providence des musiciens. Ce n'est pas son théâtre qui a été source d'inspiration lyrique, mais ses poèmes, ses nouvelles ou ses romans. Toute sa vie baigna dans une atmosphère musicale. Et, entre 1791 et 1817, il dirigea le Théâtre de Weimar, où les opéras de Mozart étaient, de son fait, particulièrement à l'honneur.

ARTE

20.45 Les Mercredis de l'Histoire

Réalisé par Walter Goobar, le documentaire *Argentine, le procès des militaires* ne dit pas tout du sort des quelque 30 000 personnes assassinées ou disparues sous la dictature. Il montre en filigrane l'action – illégale et clandestine – des responsables des forces armées, mais n'explique pas comment les politiques ont échoué pour ne pas avoir su contraindre les militaires à tout dire sur le sort des victimes.

ARTE

23.00 Profil : Tina Modotti

Intelligente, belle, généreuse, courageuse, ambiguë, passionnée, libre dans ses actes comme dans sa parole, Tina Modotti (1896-1942) fut tout cela à la fois. Réalisée par Elisabeth Weyer en 1996, cette évocation, très richement documentée, de la « photographe révolutionnaire » préserve la part de mystère et les zones d'ombre d'une nomade polyglotte, artiste, muse et militante.

JEUDI 22 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Faut-il avoir peur des météorites ? Invités : Jean-Alix Barrat ; Alain Carion ; Claude Marchat ; Claude Perron ; Robert Rocchia. Forum Planète
23.20 Faut-il interdire la chasse à la palombe ? Forum Planète

MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Réfugiés : information ou compassion ? Invités : Marine Jacquemin ; Divina Frau-Meigs. La Cinquième
13.05 Droit de cité. Aline ou le chagrin des villes. TV 5
13.20 On s'occupe de vous. France 3
13.30 Envoyé spécial, les années 90. Le racket à l'école. Romans-photos. Histoire
14.00 20 h Paris Première. Invité : John Torturro. Paris Première
14.30 La Cinquième rencontre... Justice, société. Invité : Alain Dubois. La Cinquième
16.10 et 21.10 Le Talk Show. Invité : Anthony Kavannagh. LCI
16.10 Le Vrai Journal. Interview de Bernard-Henry Lévy. Les nationalistes albanais et le soutien à l'UCK. Portrait de Slobodan Milosevic. Enquête sur la MNEF. Les élections algériennes vues de France. Philippe Seguin : sa vie en enfer. Canal +
16.55 Zapping Zone. Disney Channel
18.00 Stars en stock. Robert de Niro. Greta Garbo. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Valérie Lemercier ; Claude Rich ; Michel Reilhac ; Dick Annegarn. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Bruno Mégret, Christine Ockrent. LCI
20.00 20 h Paris Première. Marcel Bluwal. Paris Première
20.55 Direct. Invité : Charles Pasqua. France 2
21.05 Pulsations. Le diabète. TV 5
22.40 Faxculture. Visions du réel. Invité : Robert Franck. TSR
23.05 Courts particuliers. Alain Beigel. Paris Première
23.15 La Preuve par trois. La chasse. Trésor de chasse. Butin en Sologne. Terrain d'entente. Nouvelle cible. France 3
23.15 Si j'ose écrire. La femme de l'ombre et la femme de la lumière. Invités : Michèle Goslar ; Maxime Benoît-Jeannin. RTBF 1
0.30 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompéi : opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

DOCUMENTAIRES

17.15 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [4/4]. Contre vents et marées. Planète
17.15 Trois grands peintres. [2/3]. Goya (1746-1826), les deux regards. Odyssée
17.30 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [1/3]. Histoire
18.15 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [8/12]. Paysages extrêmes. Planète
18.30 Le Monde des animaux. Tony et les manchots. La Cinquième
19.30 Le Grand Piano du Petit Louis. Muzzik
19.40 Pays d'octobre. [2/4]. «Choses vues» dans le Mississippi : la religion. Planète
20.15 La Vie en feuilleton. A l'ombre des arènes. [4/4]. Les chemins de lumière. Arte
20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
20.40 Thema. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux. Arte
20.40 Etre un homme aujourd'hui. Canal +
20.45 La Chine, dragon millénaire. La rivière des perles. Odyssée
21.15 Les Derniers Sanctuaires. Conda, les ombres du fleuve. Odyssée
21.40 1918, de la guerre à la mer. Planète
22.35 Une fille contre la Mafia. Planète
0.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des stades. Planète
0.55 Miles Davis. Planète

SPORTS EN DIRECT

18.00 Equitation. Coupe du monde FEI à Göteborg. Eurosport
18.30 Basket. Final Four. Euroligue. Match pour la 3ᵉ place. 21.00 Finale AB Sports

DANSE

18.30 A Folk Tale. Musique d'August Bournonville. Par le Royal Danish Ballet et le Danish Radio Concert Orchestra, dir. Harry Damgaard. Mezzo

MUSIQUE

18.00 The Nat «King» Cole Show 11. 13 août 1957. Muzzik
19.10 Bach. *Concerto brandebourgeois nº 3*. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik
21.00 Prinsengracht Concert 1993. Avec Cheryl Studer, soprano ; Octavio Arevaldo, ténor ; Ronald Schneider et le Chœur de la Radio néerlandaise. Muzzik
21.55 Beethoven. *Triple concerto et Fantaisie pour piano*. Avec Daniel Barenboïm, piano ; Itzhak Perlman, violon ; Yo-Yo Ma, violoncelle. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboïm. Mezzo
22.15 Béla Fleck & The Flecktones. Montréal 1998. Muzzik
23.20 Le Couronnement de Poppée. Opéra de Monteverdi. Par l'Orchestre du Concerto Köln, dir. de René Jacobs. Muzzik
0.05 Les 60 ans de l'Orchestre philharmonique d'Israël. Tel-Aviv, 1996. Avec Isaac Stern, violon ; Pinchas Zuckerman, violon ; Itzhak Perlmann, violon ; Shlomo Mintz, violon ; Menahem Breuer, violon ; Gil Shaham, violon. Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Zubin Mehta et Daniel Barenboïm. Paris Première

TÉLÉFILMS

17.05 Les Yeux de Cécile. Jean-Pierre Denis. Festival
18.30 L'Inconnue de Belfast. Michael Winterbottom. Téva
18.45 L'Affaire Seznec. Yves Boisset [1/2]. Festival
20.40 Alien Nation, futur immédiat 4. Kenneth Johnson. RTL 9
20.50 La Clé des mondes parallèles. Krishna Rau. M 6
22.05 L'Equipe. Jean Kerchbron. Festival
22.35 Piège sans issue. William H. Molina. O. TF 1
22.45 La Dixième Muse d'Elgar. Paul Yule et Nigel Gearing. Mezzo
23.25 Faussaires et assassins. Peter Kassovitz. Festival

COURTS MÉTRAGES

22.50 22ᵉ rue Est. Dayyang Eng. O. Canal +
0.45 Travellinckx. Bouli Lanners. Arte

SÉRIES

20.00 Max la menace. Notre homme au pays des jouets. Canal Jimmy
20.40 Buffy contre les vampires. Les hommes poissons. Série Club
20.45 Julie Lescaut. Crédit revolver. RTBF 1
22.30 Profiler. Planète intacte. Modus operandi O. M 6
23.45 Stargate SG-1. Question de temps. TSR

FILMS

15.20 Boomerang ■ ■ Elia Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics





COLLECTION CHRISTOPHE L

16.20 L'Odyssée du sous-marin Nerka ■ ■ Robert Wise. Avec Clark Gable, Burt Lancaster (Etats-Unis, 1958, N., 90 min) O. Cinétoile
18.40 Luna Park ■ ■ Pavel Lounguine (France - Russie, 1992, 110 min) O. Cinéstar 1
18.55 La Double Vie de Véronique ■ ■ ■ Krzysztof Kieslowski (Fr. - Pol., 1991, 95 min) O. Ciné Cinéma 3
19.30 La Maison du Maltais ■ ■ Pierre Chenal (France, 1938, N., 90 min) O. Cinétoile
20.30 L'Homme le plus dangereux du monde ■ ■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1969, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
20.30 Un monde à part ■ ■ Chris Menges (Grande-Bretagne, 1988, 110 min) O. Cinéstar 1
20.45 Napoléon ■ ■ ■ Sacha Guitry [1/2] (France, 1954, 120 min) O. Histoire
20.55 La Femme libre ■ ■ Paul Mazursky (Etats-Unis, 1978, 125 min) O. Téva
20.55 Ambre ■ ■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1947, 140 min) O. TMC

COLLECTION CHRISTOPHE L

21.00 Embrasse-moi, idiot ■ ■ Billy Wilder. Avec Dean Martin, Kim Novak (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 125 min) O. Paris Première
22.00 L'Aventure intérieure ■ ■ Joe Dante (Etats-Unis, 1987, v.o., 120 min) O. Canal Jimmy
22.10 Le Miraculé ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinéma 1
22.15 La Déchirure ■ ■ Roland Joffé (Grande-Bretagne, 1984, 145 min) O. RTL 9
22.25 Dédée d'Anvers ■ ■ Yves Allégret (France, 1947, N., 85 min) O. Ciné Classics
0.20 Les Deux Anglaises et le Continent ■ ■ François Truffaut (France, 1971, 130 min) O. Cinétoile
0.20 Portrait de femme ■ ■ Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 145 min) O. Ciné Cinéma 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Melrose Place. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Navarro. Le Fils unique. O.
22.35 Made in America. Piège sans issue. Téléfilm. William H. Molina. O.
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.45 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

16.00 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.15 Un livre, des livres.
17.20 Cap des Pins. O.
17.50 Hartley, cœurs à vif. O.
18.45 Les Z'amours de l'an 2000.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Direct. Invité : Charles Pasqua.
22.50 Expression directe.
23.00 Le Brasier. Film. Eric Barbier. O.
1.00 Journal, Météo.
1.25 La 25ᵉ Heure. Les Enfants de Dieu et leur prétendu prophète de l'amour.

FRANCE 3

16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.50 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La nouveau.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Les Comancheros ■ Film. Michael Curtiz. O.
22.40 Météo, Soir 3.
23.15 La Preuve par trois. La chasse.
0.05 Espace francophone. Chanter dans la francophonie nº 5.
0.30 Des racines et des ailes.

CANAL +

16.10 Le Vrai Journal.
17.00 Anaconda, le prédateur ■ Film. Luis Llosa. O.
▶ *En clair jusqu'à 20.40*
18.30 Best of Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Docs événement. Etre un homme aujourd'hui. 20.40 Etre un homme aujourd'hui. Documentaire. 22.25 Tous les mêmes ? Documentaire. 22.50 22ᵉ rue Est. Court métrage. O.
23.05 Les Fantômes du passé ■ Film. Rob Reiner (v.o.). O.
1.35 Hockey NHL.
4.30 Go for Gold ! ■ Film. Lucian Segura. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.30 Correspondance pour l'Europe.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Le Cœur de l'Ethiopie.
18.25 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages. Buenos Aires.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilleton. A l'ombre des arènes [4/4].
20.40 Thema. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux. 20.45 Les Enfants de l'année blanche. 22.05 Histoire de deuil. 22.35 Autopsie d'une enquête. 0.30 Débat. Le blanc et le noir : la Belgique après Dutroux.
0.45 Travellinckx. Court métrage. Bouli Lanners. O.
1.05 A chacun son dû ■ ■ Film. Elio Petri (v.o.). O.

M 6

16.15 et 1.10 Boulevard des clips.
17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Passé simple.
20.50 La Clé des mondes parallèles. Téléfilm. Krishna Rau. O.
22.30 Profiler. Planète intacte. O. Modus operandi. O.
0.10 La Maison de tous les cauchemars. Le visiteur d'outre-tombe. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [4/5].
20.30 Agora. Claudine Le Tourneur d'Ison.
21.00 Lieux de mémoire. Les grottes de Lascaux.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques. Ecrire avec quel sexe ?
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Restez à l'écoute. Œuvres de Mozart, Haydn.
19.40 Prélude.
20.00 Toulouse les orgues. Auch, Michel Bouvard et Jan-Willem Jansen, orgues : Œuvres de Bach, Dumont, Titelouze, Muffat, Perrot.
22.30 Musique pluriel. Festival Presences 99. Œuvres de Vivier, Panneton.
23.07 Papillons de nuit. Œuvres de Corq, Russell.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Les Fêtes d'Hébé* (extraits de la suite d'orchestre), de Rameau, par l'Orchestre du 18ᵉ siècle, dir. Frans Brüggen. 20.40 John Ogdon, piano. Œuvres de Busoni, Tchaïkovski, Alkan, Liszt, Glazounov, Rachmaninov, Stravinski.
22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Schumann, von Weber, Brahms.

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.40 Thema

Un documentaire bouleversant, *Les Enfants de l'année blanche*, ouvre la Thema consacrée à la Belgique après l'affaire Dutroux. Jacques Duez, qui donne des cours de morale dans les écoles communales belges, a filmé en vidéo, pendant un an, les réactions de ses élèves, traumatisés par l'affaire. On croyait avoir tout vu, tout lu, tout entendu. On avait oublié d'écouter les jeunes élèves...

CANAL +

20.40 Etre un homme aujourd'hui

« Les hommes sont-ils en train d'inventer une nouvelle identité et d'imaginer une masculinité différente ? », demande ce programme en deux parties coordonné par Michel Reilhac. Il n'y a plus dorénavant de modèle masculin unique, nous dit un document intitulé *Tous les mêmes ?* Mais fallait-il pour autant dresser cette sorte d'inventaire de la question masculine ?

PARIS PREMIÈRE

21.00 Embrasse-moi, idiot ■ ■

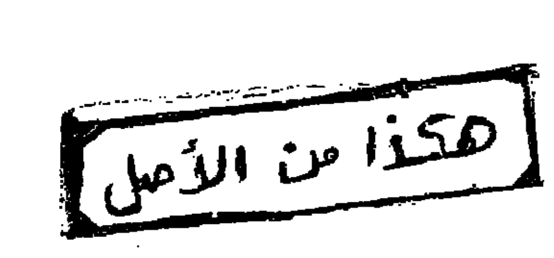
Un célèbre chanteur de charme tombe en panne d'essence dans une petite ville du Nevada. Un professeur de musique l'invite chez lui. Mais de peur que le chanteur ne séduise son épouse, il la fait remplacer par l'entraîneuse du bar du coin. Billy Wilder passe, ici, au crible de la dérision, la classe moyenne américaine et ses valeurs hypocrites. Son style est brillant et grinçant. Diffusion en v.o.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■ ■ A ne pas manquer
- ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants



هكذا من الأصل

Le Monde
JEUDI 22 AVRIL 1999

Trois lycéens américains ont tué 25 personnes dans un établissement scolaire près de Denver

Après le drame survenu au Colorado, Bill Clinton appelle l'Amérique à « se réveiller »

WASHINGTON
de notre correspondant

Vingt-cinq personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres ont été blessées au cours d'une fusillade à Littleton, dans la banlieue de Denver (Colorado), mardi 20 avril. Trois lycéens armés de fusils, d'armes automatiques, de bombes artisanales et peut-être même de grenades ont ouvert le feu sur leurs camarades et leurs professeurs pendant l'heure du déjeuner à l'école Columbine, dans une banlieue aisée. Deux étaient masqués et vêtus de noir, le troisième en blanc. Au terme de la fusillade, deux des agresseurs se sont donné la mort. Plusieurs complices auraient été identifiés puis arrêtés.

Les Américains ont été tenus en haleine pendant une partie de la journée par ce nouvel épisode dramatique de la violence en milieu scolaire qui s'ajoute à une longue série. Ils ont été informés par la télévision, mais aussi par des élèves qui ont appelé leur famille ou même CNN avec leur téléphone portable alors qu'ils étaient enfermés dans des classes. Ils ont raconté comment les membres de ce « Gang des trench coats », qui portaient en classe de long manteaux noirs, se sont livrés à un véritable massacre, visant en particulier les minorités ethniques – Noirs et Hispaniques – et les membres des équipes de sport.

Des centaines de policiers et des unités d'élite sont intervenus pour ramener le calme. En fin de journée, ils continuaient de fouiller les locaux à la recherche d'autres victimes et d'éventuels explosifs piégés.

UN VÉRITABLE ARSENAL

Selon certains étudiants, ce groupe, qui était replié sur lui-même et fanatique du provocateur chanteur de rock Marilyn Manson, se vantait de posséder un véritable arsenal et d'avoir acheté de nouvelles armes tout récemment. Il avait même réalisé une vidéo à l'école sur ce thème. Un élève a raconté qu'un des tueurs a tiré à bout portant dans le dos d'un autre lycéen : *« Il marchait tranquillement, il n'était pas pressé. »* Après quoi, ils ont visité la cafétéria, la bibliothèque et des salles de classe, tirant sur tout ce qui bougeait.

« DES MOTS, PAS DES ARMES »

Une fois de plus, l'Amérique s'interroge sur les causes du drame, sur les motivations de ces jeunes tueurs, sur la facilité pour tous, y compris les adolescents et les enfants, de posséder et d'utiliser des armes à feu en vertu du 2e amendement de la Constitution. En deux ans, la violence à l'école a fait 76 morts.

Intervenant en direct à la télévision, Bill Clinton, lui-même favorable à une réglementation plus stricte, a déclaré : *« Peut-être que l'Amérique se réveillera après un tel drame, qui peut se produire dans un endroit comme Littleton (...) Nous savons que nous devons faire plus pour garder le contact avec nos enfants, leur apprendre à exprimer leur colère et à résoudre leurs conflits avec des mots, pas avec des armes. »* Le président de l'Association des psychologues scolaires a ajouté que *« l'accès aux armes à feu est critique dans un tel cas »*, estimant qu'il n'est pas possible de *« tuer ou blesser une quinzaine de personnes à coups de couteau »*.

L'opinion américaine est sans doute plus traumatisée par ce qui vient de se produire dans cette banlieue plus éduquée que le reste du pays, où la moitié des adultes possèdent un diplôme, que par les bombardements en Serbie et au Kosovo. Nul doute que le pays va s'interroger à nouveau sur cette société qui, aux dire d'un élève rescapé, est responsable de ce qui s'est passé. Curieux États-Unis où la vente libre d'armes à feu permet à des écoliers de se massacrer sans que – comme ce fut le cas il y a deux ans en Grande-Bretagne après le drame de Dunblane – on prenne des mesures restrictives, mais où beaucoup frémissent à l'idée qu'un seul militaire américain puisse être tué en ex-Yougoslavie.

Patrice de Beer

Le parquet de Paris s'intéresse aux conditions de location d'un logement à M. Léotard

LE PARQUET de Paris a ouvert, vendredi 2 avril, une enquête préliminaire sur la gestion de l'Association des républicains indépendants libéraux européens et sociaux (Ariles) financée, entre 1992 et 1995, par l'ex-Parti républicain, alors présidé par François Léotard. La justice semble s'intéresser aux conditions dans lesquelles cette association a pris à sa charge, pour plus de 13 millions de francs, des frais du PR et de M. Léotard, dont la location d'un appartement parisien mis à la disposition de l'ancien ministre.

Révélée par *Le Canard enchaîné*, dans son édition du 21 avril, cette enquête intervient en marge de l'instruction menée par les juges d'instruction parisiens Laurence Vichnievsky et Eva Joly sur un emprunt fictif de 5 millions de francs contracté, en 1996, par le PR auprès d'une coopérative financière. Les magistrates ont découvert des documents ayant trait à la location de l'appartement occupé par M. Léotard.

Le parquet a décidé de disjoindre ces faits de l'affaire principale dans laquelle François Léotard a déjà été mis en examen pour *« blanchiment d'argent »* et *« infraction à la législation sur le financement des partis politiques »*.

Par ailleurs, les policiers désignés pour conduire les investigations préliminaires paraissent également rechercher des éléments sur la prise en charge par Ariles des salaires de personnes qui auraient, en fait, été affectées à d'autres fonctions. Enfin, ils semblent examiner les frais de déplacement assumés par Ariles pour le compte de dirigeants du Parti républicain.

L'entourage de M. Léotard affirme que l'appartement en question était mis à la disposition du parti afin d'organiser des réunions. Considérant qu'il s'agissait d'un logement de fonction, les proches de l'ancien ministre ajoutent que les comptes de l'association ont toujours été publiés au *Journal officiel*.

Jacques Follorou

Nouvelle mise en examen du président du conseil général de Saône-et-Loire

LE PRÉSIDENT du conseil général de Saône-et-Loire, René Beaumont, a été mis en examen pour *« abus de confiance, complicité et recel d'abus de confiance »*. Datant du 22 février, cette décision vient d'être connue. Il avait déjà mis en examen, le 18 novembre 1998, pour *« concussion »*. Ces deux mesures font suite à un rapport de la chambre régionale des comptes révélant certaines irrégularités dans la gestion du conseil général. Cette nouvelle mise en examen semble concerner, d'une part, l'attribution annuelle d'une somme de 150 000 F au club de football de Louhans-Cuiseaux (qui évolue en championnat National) par le biais de l'association de promotion touristique et économique du département, Saône-et-Loire Promotion, aujourd'hui dissoute, et, d'autre part, l'utilisation d'une somme de 198 000 F à des fins de prospection d'entreprises aux Etats-Unis. Une troisième instruction est en cours. – *(corresp.)*

Des troubles font 33 morts à Timor-Oriental et à Banda

INDONÉSIE : trente personnes ont été tuées, mardi 20 avril, à Héra, dans la banlieue de Dili, capitale du territoire de Timor-Oriental, par des milices proindonésiennes, a affirmé l'Union démocratique de Timor-Est (UDT), mouvement indépendantiste cité par l'agence portugaise Lusa. Le général Wiranto, commandant en chef de l'armée et ministre de la défense indonésien, est arrivé en fin de journée mardi à Dili.

D'autre part, une foule de musulmans a tué, mercredi 21 avril, un couple de chrétiens d'Amboine d'ascendance néerlandaise et leur enfant, à Banda Neira, principale île de l'archipel de Banda, a rapporté la police indonésienne. Depuis le début de la semaine, quarante-sept bâtiments, dont deux églises, une crèche et un presbytère ont été incendiés à Banda Neira. – *(AFP, Reuters.)*

DÉPÊCHES

■ **CAMBODGE : Nuon Paet, un ancien commandant khmer rouge** arrêté pour l'enlèvement et l'assassinat de trois jeunes touristes occidentaux au Cambodge en 1994, sera traduit en justice la semaine prochaine à Phnom Penh, ont indiqué, mardi 30 avril, des sources judiciaires cambodgiennes citées par l'AFP. Il risque entre trois ans d'emprisonnement et la perpétuité. Il avait été arrêté en août dernier. – *(AFP.)*

■ ***ISRAËL : les islamistes de Nazareth*** ont rejeté mardi 20 avril une décision d'Israël de construire une petite mosquée près de la basilique de l'Annonciation et ont réclamé un lieu de culte plus grand. Le gouvernement israélien avait autorisé lundi la construction d'une mosquée de 504 m² sur une partie d'un terrain où le maire chrétien de Nazareth, Ramiz Jeraisi, voulait construire un parvis pour accueillir les pèlerins attendus pour l'an 2000. – *(AFP.)*

■ **PATRIMOINE : le Comité international du Bouclier bleu (ICBS)** demande à toute les parties impliquées dans l'actuel conflit des Balkans de respecter les accords internationaux pour la protection des biens culturels (Convention de La Haye de 1954), *notamment* les musées, archives, monuments et bibliothèques. L'ICBS a été fondé en 1996 par quatre organisations non gouvernementales : le Conseil international des archives, le Conseil international des musées, le Conseil international des monuments et des sites, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques.

■ **ÉCONOMIE : la banque Paribas** a annoncé mercredi 21 avril avoir vendu la société Fichet-Bauche au suédois Guinnebo.

■ ***AUTOMOBILISME : l'équipage britannique de la Ford Focus,* Colin McRae-Nicky Grist**, a indiqué, mardi 20 avril, qu'il ne prendrait pas, mercredi matin, le départ de la troisième et dernière étape du Rallye de Catalogne, mercredi 21 avril. Dix-huitièmes à près d'un quart d'heure des leaders, les Français Philippe Bugalski et Jean-Paul Chiaroni (Citroën Xara). Ils ont considéré qu'ils n'avaient plus aucune chance de bien figurer après leur victoire au Kenya et au Portugal.

■ **BASKET-BALL : la finale de l'Euroligue masculine** devait opposer, jeudi 22 avril, à Munich (Allemagne) les Italiens du Kinder Bologne, tenants du trophée, aux Lituaniens du Zalgiris Kaunas, vainqueurs respectivement, mardi 20 avril, de Teamsystem Bologne (62-57) et des Grecs d'Olympiakos Le Pirée (87-71).

Tirage du *Monde* daté mercredi 21 avril 1999 : 550 841 exemplaires. 3